



Bruxelles, le 25.6.2019
COM(2019) 299 final

RAPPORT DE LA COMMISSION
AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL ET À LA COUR DES COMPTES
Rapport annuel 2018 sur la gestion et la performance du budget de l'UE

Table des matières

AVANT-PROPOS	5
SYNTHESE	10
INTRODUCTION	25
SECTION 1 PERFORMANCE ET RÉSULTATS	26
1. Un budget de l'UE axé sur les résultats.....	27
2. Compétitivité pour la croissance et l'emploi (rubrique budgétaire 1A).....	37
3. Cohésion économique, sociale et territoriale (rubrique budgétaire 1B).....	78
4. Croissance durable: ressources naturelles (rubrique budgétaire 2).....	95
5. Sécurité et citoyenneté (rubrique budgétaire 3).....	112
6. L'Europe dans le monde (rubrique budgétaire 4).....	133
7. Instruments spéciaux.....	161
SECTION 2 CONTRÔLE INTERNE ET GESTION FINANCIÈRE	165
1. Le budget de l'UE est bien géré.....	165
2. Les systèmes de contrôle sont efficaces au regard des coûts.....	170
3. Il ressort des corrections financières et des recouvrements que le cycle de contrôle pluriannuel protège le budget de l'Union.....	184
4. La stratégie antifraude de la Commission a été révisée.....	190
5. La direction fournit une assurance raisonnable et l'incidence financière des réserves est limitée.....	193
6. Assurance obtenue grâce aux travaux du service d'audit interne.....	200
7. Synthèse des conclusions sur les travaux du comité de suivi des audits.....	203
8. Audit externe et décharge: tirer les enseignements du passé pour un meilleur avenir.....	206
9. Gestion organisationnelle.....	208
ANNEXES	

Avant-propos



J'ai le plaisir de vous présenter le **rapport annuel 2018 sur la gestion et la performance du budget de l'UE**. Ce rapport procure une vue d'ensemble de la performance, de la gestion et

de la protection du budget de l'UE. Il explique la façon dont le budget de l'UE soutient les priorités politiques de l'Union européenne et décrit les résultats obtenus ainsi que le rôle joué par la Commission pour garantir les normes les plus rigoureuses en matière de gestion financière. Ce rapport fait partie d'un ensemble de **rapports financiers et sur la responsabilité intégrés** de la Commission. Il nous permet de remplir les obligations qui nous incombent en vertu du règlement financier et constitue un élément essentiel de notre système perfectionné de responsabilité financière.

En dépit de son volume relativement modeste, le budget de l'UE a des incidences considérables pour des millions d'Européens. Il complète les budgets nationaux et soutient les priorités politiques dans des domaines où il apporte une valeur réelle et où il peut produire des résultats de la manière la plus efficiente. Le principe qui me guide est que le budget de l'UE doit être axé sur des domaines où il peut avoir une plus grande incidence que les dépenses publiques au niveau national. Par exemple, aucun État membre ne peut financer à lui seul de grandes infrastructures ou des projets de recherche qui auraient l'échelle nécessaire pour concurrencer des acteurs mondiaux tels que la Chine ou les États-Unis. Certaines des difficultés auxquelles l'UE se trouve confrontée ont une dimension mondiale. Le terrorisme, le crime organisé, le changement climatique, les catastrophes naturelles ou les épidémies n'ont pas de frontières. C'est au niveau paneuropéen, avec l'aide du budget de l'UE, que nous pouvons le mieux lutter contre ces difficultés.

Cependant, même si le budget de l'UE dispose d'un degré de souplesse avéré, son montant est limité. Par conséquent, il importe que la prise de décisions soit plus éclairée et davantage fondée sur des données factuelles, afin que l'argent soit affecté là où il est le plus nécessaire. Dans le présent rapport, nous décrivons les nombreuses façons dont le budget de l'UE a contribué à la réalisation de nos objectifs communs en 2018.

La priorité pour 2018 était de renforcer la reprise économique en investissant dans des domaines essentiels qui favorisent la création d'emplois. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques, le mécanisme pour l'interconnexion en

Europe et les Fonds structurels et d'investissement européens ont tous joué un rôle majeur à cet égard. Je vous invite à découvrir les récits qui illustrent bon nombre d'investissements de l'UE en visitant le portail InvestEU (<https://europa.eu/investeu>). Le budget de l'UE a également apporté un grand soutien dans d'autres domaines prioritaires tels que l'approche globale de l'UE en matière de migration, l'union de la sécurité, la recherche de pointe et l'action extérieure de l'UE, tout en contribuant aussi à la réalisation d'objectifs transversaux tels que l'action pour le climat et la biodiversité.

Le présent rapport expose également les mesures que nous prenons pour faire en sorte que le budget de l'UE soit géré conformément aux normes les plus rigoureuses en matière de bonne gestion financière. **Par le présent rapport, la Commission assume la responsabilité politique globale de la gestion du budget de l'UE en 2018.**

La Commission assure un suivi attentif de la mise en œuvre du budget de l'UE sur le terrain. S'il se révèle que des États membres ou des bénéficiaires finaux ont indûment dépensé des fonds européens, la Commission prend des mesures immédiates pour corriger ces erreurs et recouvrer les fonds si nécessaire. La Commission estime qu'après corrections et recouvrements, le niveau d'erreur restant pour les dépenses 2018 sera inférieur à 1 %, largement en dessous du seuil de signification.

2018 s'inscrit dans le droit fil des progrès considérables que nous avons réalisés ces dernières années en matière de gestion financière. Les systèmes de l'UE visant à déceler et corriger les erreurs et à lutter contre la fraude sont parvenus à maturité et sont solides. La Cour des comptes européenne l'a reconnu. Nous entendons rester vigilants et continuer de veiller à ce que le budget de l'UE soit adéquatement protégé dans les années à venir. Ce point revêt une importance particulière dans un contexte politique de plus en plus difficile. L'établissement systématique et efficace de rapports permet de mieux rendre compte des dépenses de l'UE, et pas uniquement aux fins de la seule conformité juridique. Il permet aussi de communiquer avec les citoyens et avec d'autres acteurs, et de restaurer leur confiance en l'Union européenne.

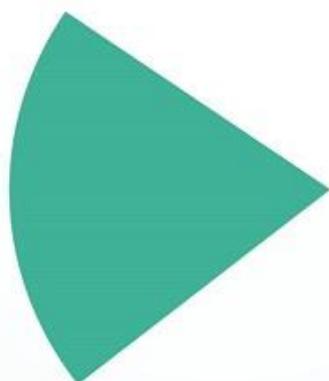
2018 est également l'année au cours de laquelle la Commission a présenté ses propositions pour le futur cadre financier pluriannuel, en mai et juin 2018. Un examen approfondi des dépenses⁽¹⁾ a été organisé et a permis d'analyser la performance de tous les

⁽¹⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018SC0171&from=EN>

programmes. La ligne que j'ai choisie a consisté à faire de la valeur ajoutée de l'UE un critère fondamental sur lequel toute dépense future doit reposer, de manière à renforcer le financement de nouvelles priorités, à moderniser les programmes existants, à simplifier et à rationaliser dans la mesure du possible et à doter l'Union d'un budget plus souple. Je suis convaincu que la Commission a proposé un budget moderne pour une Union qui protège, qui donne les moyens d'agir et qui défend, mais qui est aussi équilibré et réaliste. En parvenant en temps opportun à un accord sur le futur cadre, les institutions de l'UE confirmeraient leur engagement partagé à tirer le meilleur parti de chaque euro dépensé dans le cadre du budget de l'UE.

Günther H. Oettinger
Commissaire pour le budget et les ressources
humaines

SYNTHÈSE



Synthèse

Le présent rapport annuel sur la gestion et la performance du budget de l'UE réunit les dernières informations disponibles sur les résultats obtenus grâce au budget de l'UE (section 1) et sur la manière dont ce dernier est géré et protégé (section 2).

La section 1 est structurée par rubrique budgétaire. Elle explique la manière dont les programmes financiers de l'UE ont contribué à la réalisation des priorités politiques de l'UE. Elle résume également les résultats des dernières évaluations sur la performance de ces programmes.

2018 a été la cinquième année de l'actuel cadre financier pluriannuel, qui s'applique de 2014 à 2020. En raison de l'adoption tardive du cadre financier pluriannuel, des retards se sont produits au début de cette période. Les programmes financiers de l'UE sont désormais totalement opérationnels. Ils apportent un soutien solide et tangible aux priorités politiques de l'UE dans une grande variété de domaines.

Rubrique budgétaire 1A — Stimuler l'emploi, la croissance et l'investissement

Lorsque la Commission Juncker a pris ses fonctions au lendemain de la crise économique et financière, elle a promis de faire entrer davantage de personnes sur le marché du travail. En collaboration avec les États membres, elle a tenu cette promesse. **Les Européens n'ont jamais été aussi nombreux à travailler**, 240,7 millions d'entre eux ayant un emploi. Plus de 12 millions de ces emplois ont été créés depuis l'entrée en fonction de cette Commission. Le chômage des jeunes est à son niveau le plus bas depuis 2008, bien qu'il soit encore trop élevé dans de nombreuses parties de l'UE. Le **budget de l'UE a grandement contribué à ces réalisations et continue d'apporter une source essentielle d'investissements dans toute l'Europe**.

Plus de 12 millions d'emplois ont été créés depuis l'entrée en fonction de la Commission Juncker. Le chômage des jeunes est passé de 24 % en 2014 à 14 % en *décembre 2018*.

La priorité pour le budget de l'UE *en 2018* était de consolider la reprise économique, notamment en stimulant davantage les investissements. Les investissements ont repris de manière sensible grâce à plus de **408 milliards d'EUR⁽²⁾ d'investissements déclenchés par le Fonds européen pour les investissements stratégiques**. Lancé en 2015 par la Commission conjointement avec le Groupe de la Banque européenne d'investissement⁽³⁾, ce Fonds attire des financements privés dans des domaines tels que les transports, l'énergie, les soins de santé, les petites et moyennes entreprises ainsi que les technologies de l'information et de la communication. Il amplifie ainsi les effets du budget de l'UE. La durée de vie du Fonds européen pour les investissements stratégiques a été prolongée de la mi-2018 à la fin 2020, avec un nouvel objectif d'investissements de 500 milliards d'EUR⁽⁴⁾. Ce plan devrait contribuer à la création d'environ **1,4 million de nouveaux emplois d'ici à 2020**, et **faire gagner environ 1,3 % au produit intérieur brut de l'UE**. Grâce à ces investissements, 11 millions de ménages supplémentaires bénéficieront de l'accès à l'internet haut débit, plus de 4 millions de ménages utiliseront une énergie produite à partir de sources renouvelables et 30 millions d'Européens bénéficieront de meilleurs soins de santé.

⁽²⁾ Investissements depuis le lancement du Fonds européen pour les investissements stratégiques en 2016. Le montant total des investissements déclenchés par le Fonds s'élevait à 370 milliards d'EUR au 31 décembre 2018 et à 408 milliards d'EUR au 13 juin 2019.

⁽³⁾ Le Groupe de la Banque européenne d'investissement se compose de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement.

⁽⁴⁾ En 2016, le plan initial prévoyait de déclencher 315 milliards d'EUR d'investissements supplémentaires.

Au 31 décembre 2018, le Fonds européen pour les investissements stratégiques avait mobilisé plus de 370 milliards d'EUR d'investissements dans toute l'Europe depuis 2015, un montant nettement supérieur à l'objectif initial de 315 milliards d'EUR, et il est en voie d'atteindre l'objectif supérieur fixé à 500 milliards d'EUR pour 2020.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques a contribué à financer la construction de 500 000 logements abordables, à améliorer les services de soins de santé pour 30 millions d'Européens, à moderniser les infrastructures ferroviaires et urbaines pour 95 millions de passagers et à favoriser l'accès au financement pour plus de 280 000 petites et moyennes entreprises.

Les investissements stratégiques ont également stimulé la croissance économique et la compétitivité en finançant des infrastructures essentielles dans les domaines des transports, de l'énergie ou des télécommunications. Ces investissements sont axés sur des domaines dans lesquels l'UE permet de produire plus d'effets que les dépenses publiques au niveau national. Le mécanisme pour l'interconnexion en Europe joue un rôle important dans le développement de ces infrastructures, qui préparent également le terrain à la mise en place d'un réseau énergétique européen à moindre intensité de carbone. En 2018, ce mécanisme a mis à disposition 1,4 milliard d'EUR en subventions de l'UE, qui s'ajoutent à d'autres financements provenant du Fonds européen pour les investissements stratégiques et d'autres sources.

Le mécanisme pour l'interconnexion finance partiellement un nouveau tunnel sous le détroit de Fehmarn, large de 18 km, entre Rødby au Danemark et Puttgarden en Allemagne. Le temps de trajet entre Copenhague et Hambourg sera réduit d'environ une heure pour les voitures et de deux heures pour le fret ferroviaire.

Le budget de l'UE produit également des résultats grâce aux **programmes spatiaux** tels que Galileo, Copernicus et le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS). Aucun État membre agissant isolément n'aurait pu placer 26 satellites en orbite, au profit de 500 millions⁽⁵⁾ d'utilisateurs dans le monde entier à la fin 2018. En 2018, quatre autres nouveaux satellites Galileo ont été lancés pour permettre une meilleure surveillance des océans, des terres et de l'atmosphère. Les signaux et les données des programmes spatiaux européens transforment nos vies en alimentant des services tels que la navigation améliorée, l'agriculture de précision, la surveillance des cultures, l'intervention en cas de catastrophes naturelles, le sauvetage de vies en mer, la recherche et le sauvetage de personnes équipées de balises de détresse et la surveillance des navires et des déversements d'hydrocarbures.

À la fin 2018, 315 aéroports dans presque tous les pays de l'UE utilisaient le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire, rendant ainsi plus sûrs les atterrissages dans des conditions météorologiques difficiles et limitant de ce fait les retards et les reroutages.

Depuis avril 2018, Galileo est intégré à chaque nouveau modèle de voiture vendu en Europe, permettant ainsi d'activer le système d'appel d'urgence eCall.

Copernicus a fourni des cartes d'urgence pour 80 % des inondations en Europe. Cela a permis aux services d'urgence nationaux d'avoir une meilleure vue d'ensemble de la situation et d'être plus efficaces lors des opérations de sauvetage.

2018 a également constitué une nouvelle étape en matière de **coopération dans le domaine de la défense** grâce au Fonds européen de la défense. En 2018, 40 millions d'EUR ont été affectés à des recherches collaboratives sur des produits et des technologies de défense innovants. La Commission a adopté

⁽⁵⁾ 700 millions d'utilisateurs à la mi-mai 2018.

des programmes de travail biennaux pour cofinancer des projets communs de développement des capacités de défense durant la période 2019-2020, au moyen d'une contribution de l'UE de 500 millions d'EUR.

L'UE investit ⁽⁶⁾ 35 millions d'EUR dans le projet de recherche Ocean2020. Ce projet rassemble 42 partenaires de 15 États membres de l'UE en vue de soutenir des missions de surveillance maritime en mer en dotant les flottes concernées de drones et de submersibles télécommandés.

Soutien à la recherche et à l'innovation de pointe

Le budget de l'UE a continué d'appuyer l'engagement de l'UE à soutenir la recherche et l'innovation de pointe, en mettant l'accent sur la collaboration entre les pays, l'intérêt des projets pour l'industrie et les économies d'échelle. Horizon 2020, le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation, est le programme transnational de financement de la recherche ayant la plus grande envergure au monde. Il s'agit également du **plus important programme de recherche et d'innovation de l'UE à ce jour, disposant de presque 80 milliards d'EUR** de financement disponible sur 7 ans ⁽⁷⁾. *En 2018*, des appels à propositions pour un montant de 10 milliards d'EUR ont été lancés au titre d'Horizon 2020.

Grâce aux financements d'Horizon 2020, le Centre commun de recherche a mis au point le seul système automatique au monde d'alerte aux tsunamis, qu'il gère également. Ce système est capable d'estimer rapidement la hauteur de la vague et sa vitesse de déplacement et d'envoyer un message d'alerte par l'intermédiaire du système mondial d'alerte et de coordination en cas de catastrophe.

Le programme Horizon 2020 fournit un cadre stratégique commun pour le financement de la recherche et de l'innovation par l'UE. Il est essentiel pour garantir que l'UE demeure un acteur de classe mondiale dans le secteur scientifique et technologique. Il contribue à éliminer les obstacles à l'innovation et à faciliter la collaboration entre les secteurs public et privé pour apporter des solutions aux grands défis sociétaux. Le soutien de l'UE à la recherche et à l'innovation stimule la coopération entre des équipes de recherche de pays et de disciplines différents, ce qui est essentiel pour permettre des découvertes décisives. Ce soutien permet à l'UE d'avancer dans la réalisation des objectifs prioritaires, tels que **l'accord de Paris sur le changement climatique** ⁽⁸⁾. Horizon 2020 a contribué directement à l'objectif général visant à stimuler la primauté industrielle et la compétitivité de l'Europe. Il a été particulièrement efficace pour stimuler l'innovation des petites et moyennes entreprises. L'objectif global de 20 % de participation a même été dépassé ⁽⁹⁾.

L'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen a commencé ses activités en *novembre 2018*. Elle mettra en commun les ressources de l'UE et des pays participants pour construire en Europe une infrastructure de données et de calcul à haute performance d'envergure mondiale et un écosystème d'innovation compétitif en matière de technologies et d'applications correspondantes en Europe.

Grâce à la recherche et au financement partiel par Horizon 2020 *réalisé en 2018*, une Suédoise de 45 ans a été opérée pour recevoir une main robotisée permanente, qu'elle peut utiliser au quotidien.

⁽⁶⁾ La date de début est le 1^{er} avril 2018. La durée est de 36 mois.

⁽⁷⁾ 2014-2020.

⁽⁸⁾ https://ec.europa.eu/clima/policies/international/negotiations/paris_fr

⁽⁹⁾ 24 %, ce qui est supérieur à l'objectif de 20 % de participation de petites et moyennes entreprises au programme Horizon 2020.

Soutien aux jeunes Européens

Le budget de l'UE a créé des **possibilités d'étudier et de voyager à l'étranger** et a aidé de jeunes chômeurs à trouver un emploi ou à s'inscrire à une formation pour augmenter leurs chances de trouver un emploi. Chaque année, plus de 3,5 millions de jeunes inscrits à la garantie pour la jeunesse se voient offrir une proposition d'embauche, une formation, un stage ou un apprentissage. Depuis 2014, plus de 14 millions de personnes au total ont bénéficié de ce programme.

Erasmus+ constitue l'une des nombreuses façons pour les Européens de faire l'expérience de l'identité européenne dans toute sa diversité. *En 2018*, Erasmus+ a permis à environ 800 000 enseignants, professeurs d'université, formateurs, membres du personnel éducatif et animateurs socio-éducatifs d'acquérir de nouvelles compétences à l'étranger et de renforcer leur aptitude future à l'emploi. Ce programme phare a montré sa souplesse en soutenant la mise en place de l'initiative «Universités européennes» et le projet «Erasmus+ Virtual Exchange».

En outre, la Commission a lancé une initiative pilote, DiscoverEU ⁽¹⁰⁾, qui donne aux jeunes de 18 ans la possibilité de voyager en Europe, d'apprendre au contact d'autres cultures et de découvrir leur identité européenne. La Commission prévoit de renforcer davantage DiscoverEU et l'a donc inclus dans ses propositions concernant le prochain programme Erasmus.

Disposant de règles et d'un budget propres, le programme du corps européen de solidarité ⁽¹¹⁾ a permis à un grand nombre de jeunes d'aider, d'explorer, d'apprendre et de s'épanouir en participant à des activités visant par exemple à prendre soin de l'environnement ou à reconstruire et à apporter de l'espoir à des populations après une catastrophe naturelle.

Depuis son lancement en 1987, plus de 10 millions de personnes ont participé au programme Erasmus.

Entre juillet et octobre 2018, environ 15 000 jeunes ont pu découvrir l'Europe en train avec un titre de transport DiscoverEU. 14 500 autres jeunes ont été sélectionnés lors de la période de candidature de novembre 2018.

À la fin décembre 2018, environ 100 000 jeunes faisant preuve d'esprit civique s'étaient inscrits pour rejoindre le corps européen de solidarité. Presque 11 000 d'entre eux avaient aidé des personnes et des populations dans le besoin à travers toute l'Europe, principalement dans le cadre d'activités de volontariat.

La contribution du budget de l'UE à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse a été considérable; elle a permis d'offrir à des jeunes la possibilité d'étudier et de voyager à l'étranger et de les aider à trouver du travail ou à accéder à une formation pour accroître leurs chances de trouver un emploi.

Depuis son lancement ⁽¹²⁾, plus de 3,5 millions de jeunes inscrits à la garantie pour la jeunesse ont bénéficié d'une offre d'emploi, d'une formation continue, d'un stage ou d'un apprentissage chaque année.

⁽¹⁰⁾ https://europa.eu/youth/discovereu_fr

⁽¹¹⁾ https://europa.eu/youth/solidarity_fr

⁽¹²⁾ La garantie pour la jeunesse est un engagement politique pris par les États membres en avril 2013.

Rubrique budgétaire 1B — Stimuler la création d'emplois, la croissance durable et l'innovation par la politique de cohésion

La politique de cohésion, qui dispose d'un budget de 352 milliards d'EUR (pour la période 2014-2020), soit presque un tiers du budget total de l'UE, vise à réduire les écarts et à soutenir la **cohésion économique, sociale et territoriale** de l'UE. Le fort rattrapage des États membres et des régions les moins développés par rapport au reste de l'UE en termes de productivité et de produit intérieur brut par habitant témoigne de l'importante contribution de cette politique. Les financements soutiennent directement la réalisation des grandes priorités de l'UE et la mise en œuvre de recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen, et garantissent le respect des conditions d'investissement nécessaires grâce au suivi des conditions ex ante établies pour les programmes 2014-2020.

Chaque euro investi dans la politique de cohésion sur la période 2007-2013 devrait générer 2,74 EUR de produit intérieur brut supplémentaire d'ici à 2023. Au cours de la même période, environ 1,3 million d'emplois ont été créés.

Le budget de l'UE a continué d'aider les États membres et les régions à surmonter les difficultés, qu'elles soient nouvelles ou persistantes, telles que la maîtrise de la mondialisation, la lutte contre le chômage, l'adaptation aux mutations de l'industrie, l'ouverture à l'innovation et à la numérisation, la reconversion professionnelle des travailleurs, la gestion des migrations à long terme, et la lutte contre le changement climatique, y compris la transition vers une économie et des transports à moindre intensité de carbone.

Les investissements de l'UE en matière de transport ont été axés sur la suppression des goulets d'étranglement en contribuant à la réparation et à l'amélioration de 7 500 km de routes anciennes et à la construction de 3 100 km de nouvelles routes (*projets sélectionnés jusqu'à la fin de 2018*).

Grâce aux investissements de la politique de cohésion, les bâtiments publics utilisent 5,2 térawatts-heures d'énergie en moins par an qu'auparavant. En outre, 748 km de lignes de tram ou de métro et près de 7 500 km de voies de chemin de fer ont été créés ou améliorés.

À la fin de 2017, plus de 15 millions de personnes avaient bénéficié du soutien du Fonds social européen pour trouver de meilleures possibilités d'emploi et renforcer leurs compétences, plus de 1,7 million de chômeurs avaient trouvé un emploi et plus de 2 millions de personnes avaient acquis de nouvelles qualifications.

Rubrique budgétaire 2 — Le budget de l'UE contribue à moderniser le secteur de l'agriculture, pour garantir des aliments sûrs et de qualité, créer une agriculture durable et favoriser le développement rural

La politique agricole commune a contribué à réaliser un développement territorial équilibré et à **réduire les écarts de revenus** entre le secteur de l'agriculture et les autres secteurs, et entre États membres et régions. Cette politique contribue également à préserver la durabilité de la production alimentaire vitale de l'UE. Les paiements directs augmentent les revenus et apportent une relative stabilité des revenus aux agriculteurs confrontés à une importante volatilité des prix et de la production.

Le budget de l'UE fournit les moyens nécessaires à une **agriculture résiliente, durable et compétitive**. Environ 6,5 millions d'agriculteurs ont bénéficié de paiements directs, et ce soutien représente 38 % de leurs revenus agricoles.

Depuis 2014, le Fonds européen agricole pour le développement rural a contribué à la modernisation des exploitations agricoles de plus de 51 400 jeunes agriculteurs et à la formation de plus de 1 million de participants, a soutenu l'agriculture biologique sur près de 16 millions d'hectares et a investi plus de 255 millions d'EUR dans la production d'énergies renouvelables.

Le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche soutient **une pêche et une aquaculture durables sur le plan environnemental, efficaces dans l'utilisation des ressources, innovantes, compétitives et fondées sur des connaissances scientifiques**. Ces efforts permettent à l'UE de conserver une position de premier plan sur la scène internationale en matière de gestion durable des océans.

L'UE est pionnière en matière de politiques climatique et de durabilité

Déterminée à lutter contre le changement climatique, **l'UE a intégré 32 milliards d'EUR de dépenses consacrées à l'action en faveur du climat à l'ensemble des programmes de l'UE**, notamment la politique de cohésion, l'énergie, les transports, la recherche et l'innovation et la politique agricole commune, ainsi que la politique de développement de l'UE, faisant du budget de l'UE un moteur essentiel de la durabilité. Ces dépenses représentent 20,7 % du budget 2018. Selon la dernière estimation, elles s'élèveront à 210 milliards d'EUR (19,7 %) sur l'ensemble de la période de programmation.

Entre 2014 et 2020, le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion investissent 54,8 milliards d'EUR⁽¹³⁾ en faveur des objectifs climatiques. Ces investissements soutiennent la transition vers une économie à faible émission de carbone en favorisant la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables, en encourageant l'efficacité énergétique, en mettant en place des systèmes de distribution intelligents et en soutenant la recherche et l'innovation dans les technologies à faibles émissions de CO₂, ainsi qu'en investissant dans l'adaptation aux changements climatiques, en encourageant les investissements visant à remédier à des risques spécifiques, en garantissant la résilience face aux catastrophes et en élaborant des systèmes de gestion des catastrophes.

Les projets soutenus par le Fonds européen de développement régional et par le Fonds de cohésion permettent de rénover les logements de 875 000 familles, qui bénéficieront d'une réduction de leur consommation d'énergie, et la connexion de 3,3 millions de consommateurs d'énergie supplémentaires à des réseaux intelligents. Les projets ont également soutenu le renforcement de la capacité de production d'énergies renouvelables (7 670 mégawatts).

En 2018, un montant total de 522 millions d'EUR a été alloué au programme LIFE. Au moyen de ce programme, le budget de l'UE soutient des projets environnementaux et de conservation de la nature ainsi que l'action pour le climat. Il s'agit notamment d'investissements importants dans des projets qui permettront une plus grande réutilisation des plastiques. Le projet LIFE apporte un soutien concret aux objectifs de la stratégie européenne pour les plastiques dans une économie circulaire notamment en transformant ces déchets en matières premières de haute qualité pour les secteurs de l'automobile, de la construction et de l'emballage.

⁽¹³⁾ Des données interactives sont disponibles sur <https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/a8jn-38y8>.

Les projets soutenus par le programme LIFE ont contribué à la transition vers une économie efficace dans l'utilisation des ressources, circulaire, à faible intensité de carbone et résiliente au changement climatique, à l'arrêt et à l'inversion du processus d'appauvrissement de la biodiversité, à la lutte contre la dégradation des écosystèmes par l'amélioration de la qualité de l'environnement, y compris de l'air, de l'eau et des sols, et à l'amélioration de la gouvernance en matière d'environnement et de climat à tous les niveaux.

Rubrique budgétaire 3 — Le budget de l'UE est un élément essentiel de l'approche globale de l'UE en matière de politique migratoire

Le budget de l'UE a soutenu la poursuite de la réponse européenne globale aux défis migratoires et la gestion des frontières extérieures de l'Europe. *En 2018*, l'approche globale de l'UE en matière de migration a continué de fonctionner sur tous les fronts: coopération approfondie avec les pays partenaires, meilleure gestion des frontières extérieures, et outils plus efficaces et opérationnels pour protéger nos frontières et gérer les migrations au sein de l'UE dans un esprit de solidarité et de responsabilité. Des instruments dédiés tels que le Fonds «Asile, migration et intégration» ont grandement contribué à l'apport de réponses immédiates aux questions migratoires, parallèlement au soutien ciblé de la politique de cohésion en faveur de l'intégration à plus long terme des migrants et aux instruments extérieurs de l'UE. Les travaux relatifs à l'agenda européen en matière de migration ont apporté une contribution positive sur la voie vers un remplacement des migrations dangereuses et incontrôlées par **des migrations sûres, ordonnées et régulières**.

Dans le cadre du programme de réinstallation de l'UE, 20 États membres se sont engagés à réinstaller plus de 50 000 personnes d'ici à octobre 2019. *À la fin de l'année 2018*, plus de 24 000 de ces engagements s'étaient déjà matérialisés, fournissant à des personnes un hébergement dans l'UE.

Après un nombre record d'arrivées dans l'UE en 2015, les flux sont à présent revenus à des niveaux inférieurs à ceux enregistrés avant la crise. Les franchissements irréguliers des frontières de l'UE sont tombés à 150 100 *en 2018*. Il s'agit du chiffre le plus bas en cinq ans.

Depuis 2015, les voies de migration légale vers l'UE ont augmenté pour les personnes nécessitant une protection internationale. Les programmes de réinstallation de l'UE ont fourni des voies d'entrée sûres et légales à presque 50 000 personnes (*au 31 décembre 2018*).

La **déclaration UE-Turquie de 2016 et la facilité en faveur des réfugiés en Turquie** continuent de revêtir une importance cruciale pour réduire le nombre de traversées clandestines et dangereuses vers les îles grecques en provenance de la Turquie continentale, sauver des vies en mer et promouvoir la réinstallation des Syriens ayant besoin d'une protection internationale. L'UE a soutenu la Turquie dans ses efforts pour fournir un hébergement et un soutien à plus de 4 millions de réfugiés syriens enregistrés. *À la fin 2018*, l'aide humanitaire avait permis d'aider 1,5 million de réfugiés parmi les plus vulnérables au moyen du filet de sécurité sociale d'urgence, un système d'aide sociale, et de soutenir la scolarisation de plus de 410 000 élèves (dans le cadre du programme des transferts conditionnels en espèces pour les dépenses d'éducation). 600 000 autres enfants ont bénéficié d'un soutien pour intégrer le système scolaire turc. Grâce à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie, 136 nouvelles écoles ont été construites, 410 000 enfants réfugiés sont désormais scolarisés, et 60 000 élèves ont intégré des cours de rattrapage. 178 centres de soins de santé sont désormais opérationnels, quatre millions de consultations de soins de santé primaires ont été financées et 650 000 enfants réfugiés ont été vaccinés ⁽¹⁴⁾.

⁽¹⁴⁾ Ces données portent sur les réalisations de 2016 à décembre 2018.

L'UE a fourni un soutien humanitaire considérable aux personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie ainsi qu'aux réfugiés et aux communautés d'accueil non seulement en Turquie, mais également en Jordanie et au Liban; elle a aussi apporté son aide en Iraq et en Égypte. Globalement, le fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne est venu en aide à quelque 2 millions de réfugiés syriens et aux communautés d'accueil *en 2018*.

Financée par le budget de l'UE, l'**Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes**, dotée d'un mandat élargi, a considérablement renforcé sa présence aux frontières extérieures de l'UE. Le but est de soutenir les activités de gestion des frontières des États membres et de mettre en œuvre conjointement la gestion intégrée des frontières au niveau de l'UE.

En 2018, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes a déployé environ 11 000 garde-frontières au total pour venir en aide aux États membres se trouvant en première ligne. Cela a permis le sauvetage de 37 000 migrants, l'arrestation de presque 1 200 passeurs et la coordination/l'organisation du retour de presque 14 000 migrants. En outre, le Fonds «Asile, migration et intégration» a permis le retour volontaire de presque 39 500 personnes ⁽¹⁵⁾.

Le budget de l'UE continue de contribuer à faire de l'UE un lieu de vie et de travail plus sûr

Les menaces pesant sur la sécurité en Europe se sont intensifiées et diversifiées. Elles se manifestent sous la forme d'attentats terroristes, de nouveaux types de criminalité organisée et d'actes de cybercriminalité. Pour **protéger** les citoyens contre ces menaces, l'UE a fourni des financements et soutenu la coopération, en vue par exemple de lutter contre le blanchiment de capitaux, d'intercepter et de saisir des produits de contrefaçon et de combattre les campagnes de désinformation.

Le mécanisme pour l'interconnexion en Europe établit une plateforme de coopération volontaire destinée à renforcer la préparation et la lutte contre les cyberattaques. Ce faisant, l'UE contribue à élaborer à l'échelle de l'UE une solution à une menace qui ne s'arrête pas aux frontières nationales.

L'UE a fait preuve de **solidarité** à l'intérieur de ses frontières en coordonnant et en finançant les efforts de secours en cas de catastrophe, et en soutenant les agriculteurs affectés par la sécheresse ou les salariés affectés par des restructurations massives d'entreprises. Compte tenu des difficultés rencontrées par les agriculteurs lors de la sécheresse estivale, des paiements anticipés plus élevés ont été versés pour aider les agriculteurs à nourrir leurs animaux.

En 2018, un montant de 4,5 millions d'EUR provenant du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation a permis d'aider 730 travailleurs licenciés dans le secteur de l'habillement au Portugal.

Depuis 2003, l'UE a participé à 163 missions officielles et a déployé 560 experts pour la protection des personnes dans le monde. *En 2018*, une opération de protection civile de l'UE sans précédent a été menée pour aider la Suède à lutter contre les incendies de forêt: plus de 360 pompiers, sept avions, six hélicoptères et 67 véhicules ont été mobilisés.

⁽¹⁵⁾ Source des données: rapports annuels de mise en œuvre 2018. Les chiffres pour 2018 incluent tous les États membres à l'exception de la Grèce, pour laquelle les données 2018 n'étaient pas encore disponibles.

Rubrique budgétaire 4 — Le budget de l'UE a contribué à rendre l'Europe plus forte sur la scène internationale

Le budget de l'UE a permis à l'Union de continuer à centrer ses efforts sur les investissements en faveur de la durabilité et de la résilience de nos partenaires, notamment par l'intermédiaire de l'instrument européen de voisinage et de l'instrument d'aide de préadhésion. L'UE aide les pays voisins à poursuivre la mise en place d'institutions démocratiques stables et, en parallèle, à devenir plus prospères. Cela a contribué à la stabilisation aux frontières de l'Europe.

En 2018, l'UE a également apporté une impulsion et un soutien à l'accord sur le nucléaire iranien ⁽¹⁶⁾, à l'accord de Paris sur le climat, aux objectifs de développement durable des Nations unies, à de nouveaux accords commerciaux comprenant une composante forte consacrée au développement durable, à la coopération avec l'Union africaine ⁽¹⁷⁾ et aux relations avec les Nations unies.

Avec ses États membres, l'UE est le principal donateur d'aide humanitaire dans le monde. Cela permet à l'UE d'apporter un soutien vital lors des catastrophes naturelles et des conflits provoqués par l'homme dans le monde entier.

En 2018, plus de 1,4 milliard d'EUR ont été consacrés à l'aide humanitaire dans plus de 90 pays. Une partie importante a été consacrée au soutien des populations touchées par le conflit en Syrie et aux réfugiés dans les pays voisins.

En 2018, 15 millions d'EUR supplémentaires ont été octroyés pour contribuer à créer les conditions nécessaires au retour volontaire dans la sécurité et la dignité des réfugiés rohingyas qui ont fui le Myanmar/la Birmanie pour le Bangladesh ⁽¹⁸⁾.

Différents instruments dans le domaine de la coopération au développement soutiennent la volonté de l'UE de mettre en œuvre le **programme de développement durable à l'horizon 2030** conformément au consensus européen pour le développement ⁽¹⁹⁾. L'UE s'efforce d'affecter les fonds aux pays qui en ont le plus besoin. Elle a également proposé un changement de paradigme dans les relations entre l'UE et l'Afrique en vue de construire un partenariat juste et équitable axé sur les intérêts économiques mutuels, et totalement conforme à l'agenda 2063 de l'Union africaine ⁽²⁰⁾ et à des initiatives phares telles que la zone de libre-échange continentale africaine.

Dans le cadre du plan d'investissement extérieur européen, *en 2018*, le budget de l'UE a soutenu la **mobilisation de financements vers l'Afrique et le voisinage européen** ⁽²¹⁾. À cette fin, le Fonds européen pour le développement durable permet d'apporter davantage d'investissements privés. *En 2018*, la Commission a signé le premier accord de garantie (mécanisme NASIRA de partage des risques). Cet accord de l'UE dont le montant pourra atteindre jusqu'à 75 millions d'EUR devrait mobiliser des investissements pour des entrepreneurs en Afrique subsaharienne et dans le voisinage européen. Il devrait contribuer à créer 800 000 emplois et profiter à ceux qui éprouvent généralement des difficultés pour accéder à des prêts abordables, comme les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les réfugiés, les personnes de retour au pays, les femmes et les jeunes.

⁽¹⁶⁾ https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/32286/Nuclear%20Agreement.

⁽¹⁷⁾ <https://au.int>.

⁽¹⁸⁾ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-6653_fr.htm

⁽¹⁹⁾ https://ec.europa.eu/europeaid/policies/european-development-policy/european-consensus-development_en

⁽²⁰⁾ <https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble>

⁽²¹⁾ Le voisinage européen comprend les pays du voisinage oriental et méridional de l'UE les plus proches. Au sud: Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine*, Syrie et Tunisie et à l'est: Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. (* Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.)

La Commission veille, en y accordant une priorité absolue, à ce que le budget de l'UE soit bien géré et protégé contre les erreurs et la fraude

La Commission s'efforce d'atteindre les normes de gestion financière les plus rigoureuses en matière d'**efficacité**, d'**efficience** et d'**économie**. Elle cherche également à garantir que **les audits et les vérifications («contrôles»)** sont **efficaces au regard des coûts**. La section 2 du présent rapport porte sur cette question.

La Commission a la responsabilité de veiller à la bonne utilisation des fonds de l'UE, qu'ils soient mis en œuvre directement par les services de la Commission ou par des partenaires chargés de la mise en œuvre. 71 % des dépenses sont exécutées par les autorités des États membres dans le cadre de la gestion partagée, et 8 % par des entités chargées de l'exécution dans le cadre de la gestion indirecte.

Pour assumer ses responsabilités, la Commission a mis en place un modèle d'assurance et de responsabilité efficace ainsi qu'un cadre de contrôle interne solide. Dans ce cadre, et en collaboration avec les États membres et les entités chargées de l'exécution le cas échéant (compte tenu de leurs obligations de protection du budget de l'UE), les services de la Commission prennent des mesures pour éviter les erreurs, les irrégularités et les fraudes et, lorsque celles-ci se produisent, ils prennent des dispositions pour remédier à la situation. En outre, l'Office européen de lutte antifraude a pour mission de mener des enquêtes indépendantes sur la fraude et la corruption portant sur des fonds de l'UE et d'élaborer des politiques de l'UE pour lutter contre la fraude.

L'année 2018 a également été marquée par l'adoption du nouveau règlement financier, qui opère notamment une simplification considérable des règles financières pour les bénéficiaires.

Le risque pour la légalité et la régularité des opérations financières est inférieur à 2 %

L'objectif de la Commission relatif au **«risque au moment du paiement»** affectant les recettes et les dépenses de l'UE, estimé après l'exécution des contrôles préventifs, mais avant l'application de mesures correctrices, est de rester en dessous de 2 %, objectif que la Commission a atteint à nouveau en 2018. Globalement, le **«risque au moment du paiement»** devrait concerner **1,7 % des dépenses totales considérées en 2018**. Les services de la Commission prennent des mesures pour les secteurs concernés par un risque au moment du paiement supérieur à 2 %.

La nature pluriannuelle des programmes financiers de l'UE permet de corriger les erreurs même plusieurs années après l'exécution des paiements, jusqu'à la clôture des programmes. Les services ont estimé l'ensemble des **corrections futures à 0,9 % des dépenses totales considérées en 2018**.

Au cours de l'année 2018, la Commission a effectivement recouvré 3,2 milliards d'EUR. Ces **corrections financières et recouvrements** constituent des mesures préventives et correctrices essentielles qui protègent le budget de l'UE.

L'objectif de la Commission en matière de gestion du budget de l'UE est de faire en sorte qu'une fois un programme clôturé et toutes les vérifications effectuées, le **«risque à la clôture» soit très faible**. Globalement, la Commission estime que celui-ci représente seulement **0,8 % des dépenses totales considérées en 2018**, soit moins de 1 %.

Pour la deuxième année consécutive, en 2018, la **Cour des comptes européenne a émis une opinion avec réserve plutôt qu'une opinion défavorable** sur la légalité et la régularité des paiements au titre du budget 2017 de l'UE. Cela confirme que des progrès significatifs ont été accomplis et qu'une part importante du budget de l'UE a obtenu le satisfecit de la Cour.

Renforcer la lutte contre la fraude

La Commission a, de longue date, une position ferme de tolérance zéro à l'égard de la fraude. Révisée et renforcée, la stratégie antifraude de la Commission fournit un cadre d'action solide en matière de prévention, de détection, d'enquête et de réaction à la fraude, et contribue au bon fonctionnement des services de la Commission lorsqu'il s'agit de protéger les intérêts financiers de l'UE. La stratégie antifraude révisée contribuera à garantir que les services de la Commission sont pleinement préparés à la mise en œuvre du cadre financier pluriannuel 2021-2027.

La nouvelle stratégie tient compte des évolutions importantes de la législation antifraude de l'UE (comme la création du Parquet européen) ainsi que des récentes conclusions de la Cour des comptes européenne concernant la gestion des risques de fraude dans les dépenses de l'UE. L'adoption de la **stratégie révisée renforcera davantage la lutte contre la fraude**.

Les propositions relatives aux nouveaux programmes financiers ont également fait l'objet de tests d'étanchéité à la fraude réalisés par l'Office européen de lutte antifraude. Le nouveau règlement financier de 2018 renforce le traitement des conflits d'intérêts et la Commission a présenté d'importantes propositions visant à protéger le budget de l'UE en cas de défaillance généralisée de l'état de droit dans les États membres, notamment la subordination du maintien des paiements de l'UE au respect des principes de l'État de droit. Le système de détection rapide et d'exclusion a été encore amélioré. Ces mesures protégeront encore plus efficacement le budget de l'UE dans les années à venir.

L'encadrement fournit une assurance raisonnable et la Commission assume la responsabilité politique de la gestion du budget de l'UE

Compte tenu des éléments relatifs à l'assurance qui appuient sa déclaration, **chaque ordonnateur délégué a fourni une assurance raisonnable** que 1) les informations contenues dans son rapport annuel d'activités sont sincères et véritables, 2) que les ressources allouées à ses activités ont été utilisées aux fins prévues, et 3) que les procédures de contrôle mises en place donnent les garanties nécessaires quant à la légalité et à la régularité des opérations sous-jacentes, assorties le cas échéant d'une ou de plusieurs réserves portant sur la pleine transparence et sur d'autres mesures à prendre.

40 réserves ont été émises, soit deux de plus que l'an dernier. **Pour chaque réserve, un plan d'action est en place** afin de remédier aux faiblesses sous-jacentes et d'atténuer les risques qui en découlent. **La moitié des réserves concernent des programmes antérieurs** datant de la période 2007-2013 et ont une incidence financière très limitée.

Compte tenu des déclarations d'assurance des ordonnateurs délégués de la Commission, le collège des commissaires assume la responsabilité politique de la gestion du budget de l'UE.

Un nouveau budget à long terme pour une Union qui protège, qui donne les moyens d'agir et qui défend

Parallèlement aux travaux d'exécution budgétaire, 2018 a également été l'année où a démarré l'élaboration d'un nouveau cadre financier pluriannuel pour l'Union européenne. *En mai 2018*, la Commission a présenté ses propositions pour **un budget à long terme nouveau et moderne, couvrant la période 2021-2027**.

Ces propositions sont conçues pour mettre en œuvre les priorités politiques convenues par les dirigeants à Bratislava et à Rome. Elles prévoient le renforcement des financements dans une série de domaines essentiels pour l'avenir de l'Europe, parmi lesquels la réponse européenne coordonnée aux défis posés par les migrations, la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, la transformation numérique, l'action pour

le climat, les programmes pour les jeunes et la recherche et l'innovation; en parallèle, elles veillent à ce que les politiques traditionnelles soutenant l'objectif crucial de solidarité de l'Union soient modernisées et conservent un niveau de financement significatif pour l'ensemble des États membres et des régions en matière de politique de cohésion.

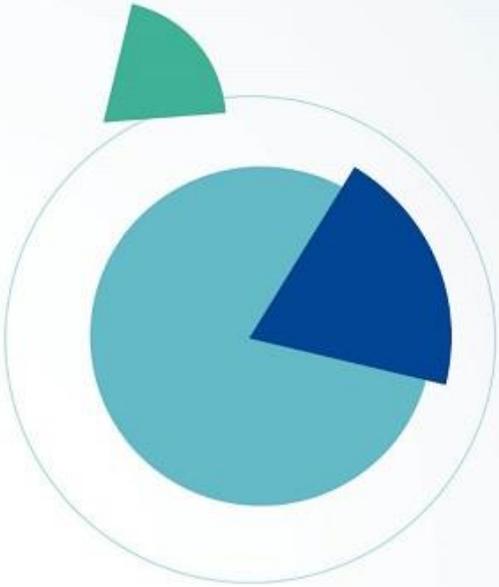
Les propositions de la Commission reposent sur un examen des dépenses, **une évaluation complète des enseignements tirés** des programmes précédents et en cours. Cet examen a permis à la Commission de proposer des éléments de modernisation essentiels:

- l'attention particulière accordée à la valeur ajoutée européenne et à la nécessité de fournir un soutien adéquat aux priorités nouvelles et urgentes telles que la recherche et l'innovation, l'économie numérique, les jeunes, la gestion des migrations et des frontières, la sécurité, la défense et l'action extérieure, et l'importance accrue accordée à la durabilité comprenant un objectif plus ambitieux d'intégration des questions climatiques;
- la structure rationalisée et plus transparente du futur budget;
- la réduction radicale du nombre de programmes et la création de nouveaux programmes intégrés dans des domaines tels que l'investissement dans le capital humain, le marché unique, les investissements stratégiques, les droits et les valeurs et les actions extérieures, et l'attention accrue accordée aux synergies entre les instruments;
- la simplification des règles de financement destinée à réduire les formalités administratives pour les bénéficiaires et les autorités de gestion, et la plus grande importance accordée à la performance et aux résultats; et
- un budget plus flexible pour être en mesure de réagir promptement dans un monde en mutation rapide.

L'Eurogroupe est parvenu à un accord sur les caractéristiques d'un instrument budgétaire de convergence et de compétitivité pour la zone euro. Cet instrument favorisera la cohésion au sein de l'Union en renforçant la résilience de l'Union économique et monétaire. Il est également largement admis que le nouveau mécanisme visant à faire en sorte que des défaillances généralisées de l'état de droit ne puissent pas mettre le budget en péril constituera un élément essentiel d'un accord sur le futur cadre financier pluriannuel. Les travaux sur les propositions de la Commission relatives à la modernisation du volet «recettes» du budget de l'UE ont également avancé. L'une des priorités absolues pour les mois à venir est de parvenir à un accord sur le futur cadre, tout en continuant à œuvrer à l'optimisation de la contribution des programmes financiers actuels à la prospérité et à la sécurité de l'UE.

Renforcer la gouvernance institutionnelle de la Commission

En novembre 2018, la Commission a adopté un ensemble de mesures ciblées visant à renforcer la gouvernance institutionnelle. Cette réforme renforce le modèle de responsabilité financière efficace et bien établi de la Commission, fondé sur une répartition claire des responsabilités entre les niveaux politique, institutionnel et des services de la Commission. L'élément clé de cette réforme est la **rationalisation des organes de gouvernance institutionnelle** sous l'autorité générale du conseil d'administration à haut niveau (Corporate Management Board), présidé par le secrétaire général. Le conseil d'administration jouera un rôle de supervision et fournira des orientations stratégiques dans des domaines tels que l'allocation des ressources humaines, la gestion des risques, la planification stratégique et la programmation, la protection des données, la sécurité et la continuité des activités, la communication institutionnelle et la politique antifraude. Cette réforme **simplifie** également la situation en matière de **gouvernance des technologies de l'information et de sécurité**, **renforce la gestion institutionnelle des risques** et **clarifie le rôle du comité de suivi des audits**.



RAPPORT.
ANNUEL°2018.
SUR·LA·GESTION
ET·LA·
PERFORMANCE



Introduction

Le *rapport annuel 2018 sur la gestion et la performance du budget de l'UE* représente la principale contribution de la Commission à la procédure de décharge ⁽²²⁾ annuelle par laquelle le Parlement européen et le Conseil examinent l'exécution du budget de l'UE. La Commission attache une grande importance à ce que le budget de l'UE soit géré correctement et de manière responsable, et elle veille à travailler avec toutes les parties concernées pour faire en sorte qu'il produise des résultats concrets sur le terrain.

Le présent rapport fournit une vue d'ensemble des dernières informations sur la performance du budget. Il contient également des informations détaillées sur des questions relatives à la gestion et à la protection du budget de l'UE. Ce rapport comprend deux sections principales.

La **section 1** décrit, exemples à l'appui, la manière dont le budget de l'UE soutient les priorités politiques de l'UE. Elle fournit les dernières données disponibles sur les résultats obtenus jusqu'à la fin de l'année 2018. Ces informations proviennent des rapports annuels d'activité pour 2018 produits par tous les services de la Commission, et d'autres sources telles que les fiches de programme, les rapports d'évaluation, les études et les rapports de mise en œuvre des programmes de l'UE. Dans cette section, la question fondamentale est de déterminer si le budget de l'UE est utilisé de la meilleure façon possible pour produire des résultats concrets qui profitent à l'ensemble des Européens. La Commission ne peut pas le garantir à elle seule; il s'agit d'une responsabilité qu'elle partage avec les États membres, les régions, les organisations non gouvernementales, les bénéficiaires et tous ceux qui participent à l'exécution du budget de l'UE. Cette section intègre l'évaluation ⁽²³⁾ des finances de l'UE fondée sur les résultats obtenus. D'autres informations sur la performance sont disponibles dans les fiches de programme et dans l'aperçu des performances des programmes publié par la Commission parallèlement au projet de budget annuel.

La **section 2** fournit des informations sur le contrôle interne, la gestion financière et la protection du budget de l'UE. Cette section repose également sur les rapports annuels d'activité des services de la Commission, qui décrivent en détail l'environnement du contrôle interne et les questions connexes. Si des problèmes ont été constatés au cours de l'année, le rapport présente la manière dont les services de la Commission y ont remédié. Cette section résume les informations portant sur:

- la gestion des risques en matière de légalité et de régularité;
- la gestion du rapport coût-efficacité des contrôles et la révision des stratégies antifraude;
- la protection du budget de l'UE; et
- l'assurance relative à la gestion fournie au collège des commissaires.

Les conclusions générales du présent rapport reposent sur l'assurance relative à la gestion reçue de tous les services et sur l'assurance obtenue grâce aux travaux d'audit interne. Ces conclusions permettent à la Commission, par l'adoption du présent rapport, d'assumer la responsabilité politique générale de la gestion du budget 2018 de l'UE.

Le *rapport annuel 2018 sur la gestion et la performance du budget de l'UE* fait partie du paquet plus large de rapports financiers et sur la responsabilité intégrés ⁽²⁴⁾. Ces rapports incluent également les comptes annuels ⁽²⁵⁾, des prévisions à long terme concernant les entrées et les sorties futures ⁽²⁶⁾ au cours des cinq années à venir, le rapport d'audit interne ⁽²⁷⁾ et le rapport sur le suivi ⁽²⁸⁾ de la décharge.

⁽²²⁾ La procédure de décharge annuelle est la procédure par laquelle le Parlement européen et le Conseil donnent leur approbation finale de l'exécution du budget de l'UE pour une année donnée et tiennent la Commission politiquement responsable de l'exécution du budget de l'UE. https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/eu-budget/how-it-works/annual-lifecycle/assessment/parliaments-approval_fr

⁽²³⁾ Article 318 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

⁽²⁴⁾ Article 247 du règlement financier.

⁽²⁵⁾ Article 246 du règlement financier.

⁽²⁶⁾ Article 247, paragraphe 2, du règlement financier.

⁽²⁷⁾ Article 118, paragraphe 8, du règlement financier.

⁽²⁸⁾ Article 261, paragraphe 3, du règlement financier.

Section 1

Performance et résultats

La Commission accorde une importance cruciale à ce que chaque euro dépensé crée de la valeur ajoutée. Le président Juncker a donné le ton au début de son mandat: «Il ne suffit pas de répartir l'argent à bon escient. Nous devons faire plus avec moins. Nous devons tirer le meilleur parti du budget et dépenser l'argent de façon intelligente. [...] Les gens attendent de nous des résultats. Ils veulent également savoir comment nous dépensons l'argent des contribuables.»⁽²⁹⁾

Le budget de l'UE **se concentre sur les domaines dans lesquels une mise en commun des ressources nécessaires pour relever les défis communs à l'ensemble des Européens peut produire des résultats qui ne pourraient être obtenus de façon aussi efficace et efficiente si les États membres agissaient seuls**. Il s'agit de domaines aussi divers que les infrastructures transfrontières, la gestion des frontières extérieures, les projets spatiaux de grande envergure et la recherche paneuropéenne. Dans ses propositions relatives au cadre financier pluriannuel 2021-2027, la Commission a le souci constant de la valeur ajoutée de l'UE.

La présente section commence par un aperçu du budget de l'UE et de son cadre de performance, suivi d'un résumé de la manière dont le budget à long terme, actuel et futur, contribue au programme politique de l'UE défini par les dirigeants à Bratislava, Rome et Sibiu, ainsi qu'aux priorités internationales telles que les objectifs en matière de climat et les objectifs de développement durable des Nations unies.

Cette section présente ensuite les dernières informations sur les résultats obtenus grâce au budget de l'UE jusqu'à la fin de 2018. Ces informations sont structurées autour des rubriques du cadre financier pluriannuel actuel. Le rapport décrit également la manière dont les programmes contribuent aux priorités politiques de la Commission Juncker. Le type de données communiquées dépend de l'état d'avancement des programmes, allant des données d'entrée aux résultats des dépenses réalisées depuis le début de cette période. Les analyses d'impact finales relatives aux différents programmes ne sont pas encore disponibles. Par conséquent, un rapport définitif sur la performance ne sera pas possible avant un certain moment. Le rapport aborde les domaines dans lesquels les résultats ont été en deçà des attentes, ou dans lesquels des lacunes dans la conception des programmes ont été mises en évidence par les évaluations et les travaux d'audit. Ces informations servent à éclairer les décisions relatives à la mise en œuvre des programmes financiers actuels et aident les législateurs à définir le futur budget à long terme.

⁽²⁹⁾ Discours du président Juncker lors de la conférence consacrée à «Un budget de l'UE axé sur les résultats», http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-15-5696_fr.htm.

Un budget de l'UE axé sur les résultats

Le budget de l'UE

Le budget de l'UE est un instrument essentiel à la mise en œuvre des politiques et des priorités européennes. Contrairement aux budgets nationaux, le budget de l'UE vise principalement à soutenir les investissements stratégiques à moyen et à long terme et à utiliser son effet de levier pour mobiliser des investissements provenant d'autres sources publiques et privées. Il complète les budgets nationaux pour relever les défis communs auxquels les États membres font face et offre de nouvelles possibilités à l'UE dans son ensemble. Les programmes financiers de l'UE sont gérés directement par la Commission dans certains cas, par exemple dans le domaine de la recherche, ou en collaboration avec les États membres (gestion partagée), comme dans le domaine de la politique de cohésion. Environ deux tiers du budget de l'UE sont gérés dans le cadre de la gestion partagée.

L'UE utilise des instruments financiers innovants pour déployer les ressources budgétaires de l'UE de manière intelligente. Les instruments financiers innovants attirent des financements d'autres investisseurs publics ou privés vers des projets économiquement viables dans des domaines où existent des défaillances du marché ou des déficits d'investissement, par exemple, dans les secteurs à forte croissance économique ou les activités commerciales innovantes. Le fait que l'UE investisse du capital-risque dans un certain fonds ou couvre une partie des risques associés à un certain type de projets peut rassurer d'autres investisseurs et les encourager à investir aux côtés de l'UE. Le mécanisme de garantie de prêts et le mécanisme de capital-risque pour la croissance, dans le cadre du programme pour la compétitivité des entreprises et pour les petites et moyennes entreprises, sont d'excellents exemples de ce type d'instruments financiers. Des instruments financiers sont également utilisés dans d'autres programmes de l'UE, tels que le programme Horizon 2020, le programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale, le programme «Europe créative» et le mécanisme pour l'interconnexion en Europe, ainsi que dans les programmes de politique extérieure de l'UE.

Le cadre de performance pour le budget de l'UE

La mise en place d'un cadre de performance solide pour le budget de l'UE est une condition préalable à des programmes de l'UE axés sur les résultats et bien gérés. Pour le cadre financier pluriannuel 2014-2020, des cadres de performance ont été inclus comme nouveaux éléments obligatoires dans le cadre juridique de tous les programmes financiers. En conséquence, l'accent est davantage mis sur les résultats dans l'ensemble du budget. Ces cadres exigent l'établissement d'objectifs et d'indicateurs clairs et mesurables, ainsi que des modalités nécessaires concernant le suivi, l'information et l'évaluation.

Les indicateurs figurant dans ces cadres, ainsi que les autres sources d'information sur la performance qualitative et quantitative, telles que les évaluations, constituent une base solide pour évaluer la performance d'un programme ainsi que les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs convenus. Ils permettent aussi d'anticiper les problèmes dans la mise en œuvre d'un programme et de les résoudre lorsqu'ils apparaissent.

Au cours des premières années de la mise en œuvre d'un programme, les informations relatives à la performance reposent essentiellement sur les ressources mises en œuvre (enveloppe financière pour un programme particulier) et, progressivement, sur les résultats obtenus (réalisations résultant directement d'un projet donné). Ce type d'informations donne une bonne indication de départ sur la manière dont le budget de l'UE est dépensé et à quel endroit. Au fil de la mise en œuvre d'un programme, des informations sur les résultats et, dans une moindre mesure, sur les retombées à plus long terme des dépenses seront disponibles.

Pour faire en sorte que les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) soient davantage axés sur les performances, un mécanisme comportant une réserve de performance a été prévu. Cette réserve sera libérée en 2019 en faveur des programmes dont les objectifs prédéfinis ont été atteints à la fin de 2018. Pour les programmes et les priorités dont les objectifs n'ont pas été atteints, les ressources seront réaffectées à d'autres priorités.

Outre le cadre de performance, des audits effectués par des auditeurs internes et externes contribuent également à améliorer la performance des programmes, ainsi que l'efficacité et l'efficacités des opérations, des systèmes de gestion et des procédures des organismes et des institutions qui gèrent les fonds de l'UE. Les travaux d'audit ont également permis à la Commission d'améliorer la qualité de ses rapports sur la performance. Les recommandations récentes de la Cour des comptes européenne ont conduit à présenter des rapports annuels d'activité mieux équilibrés, qui accordent plus d'attention aux difficultés rencontrées, mettent davantage l'accent sur la fiabilité et la qualité des données, et expliquent plus clairement comment les données relatives à la performance ont été utilisées pour améliorer la performance.

Propositions pour un nouveau budget à long terme moderne et ciblé, fortement axé sur les priorités politiques

En 2017 et 2018, les services de la Commission ont procédé à un examen approfondi des dépenses du budget de l'UE en exposant les données et les fondements analytiques des propositions de la Commission concernant le futur cadre financier pluriannuel et les programmes sectoriels connexes. Cet examen a été conçu pour déterminer les caractéristiques des programmes actuels qui ont fait leurs preuves et devraient être reproduites ou élargies dans les futurs programmes financiers. Il a également permis de recenser les domaines où une réforme est nécessaire pour tirer pleinement parti du budget de l'UE, à savoir: i) le souci constant de la valeur ajoutée de l'UE; ii) la rationalisation du budget et l'exploitation des synergies entre les programmes; iii) la simplification et la bonne gestion financière; iv) la flexibilité et la capacité à réagir aux crises; v) l'accent mis sur la performance, et vi) la cohérence avec les principaux objectifs politiques et valeurs.

Dans ces propositions, la Commission se montre de plus en plus attachée à la valeur ajoutée européenne des dépenses de l'UE. Les propositions comprennent également des mesures pour améliorer le cadre de performance global, par exemple en rationalisant le nombre de programmes et en améliorant la manière dont ils fonctionnent ensemble, en instaurant davantage de flexibilité et en utilisant un nombre plus restreint d'indicateurs de meilleure qualité pour assurer le suivi et rendre compte des performances des programmes.

Le budget de l'UE reflète les priorités définies d'un commun accord et montre comment celles-ci peuvent être réalisées. Le programme politique établi par les dirigeants à **Bratislava** et à **Rome** constitue la feuille de route pour le futur budget à long terme, que la Commission a proposée ⁽³⁰⁾ en mai 2018 et qui couvre la période 2021-2027.

Les propositions modernisent le budget en renforçant considérablement le financement de plusieurs domaines stratégiques clés. De l'innovation à l'économie numérique, de la formation et l'emploi des jeunes à l'action pour le climat et l'environnement, de la migration et la gestion des frontières à la sécurité, la défense et l'action extérieure, le budget débouchera sur des investissements là où ils comptent réellement.

En outre, le prochain budget à long terme devrait être plus simple et plus transparent afin que les parties prenantes puissent en tirer le plus grand profit. Il s'agit d'une demande émanant du Parlement européen et du Conseil ainsi que des bénéficiaires, grands et petits, que la Commission a entendue et qui a donné lieu à sa proposition de budget radicalement simplifié.

Les principales caractéristiques du prochain budget de l'UE sont les suivantes:



Davantage de fonds pour les domaines prioritaires



Un nouveau mécanisme pour protéger le budget de l'UE contre les risques financiers liés à l'état de droit



Un accent fort sur la valeur ajoutée européenne et sur la performance



Moins de formalités administratives pour les bénéficiaires



Un budget plus souple et réactif à l'architecture plus simple et légère

⁽³⁰⁾ https://ec.europa.eu/commission/publications/factsheets-long-term-budget-proposals_fr

Le budget de l'UE et la stratégie Europe 2020

Le budget à long terme actuel contribue à la réalisation des objectifs de la **stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive**. Les objectifs relèvent d'une responsabilité partagée entre l'UE et ses États membres et leur réalisation nécessite la combinaison de multiples instruments stratégiques, dont le budget de l'UE et les budgets nationaux.

La Commission suit la réalisation des grands objectifs de la stratégie Europe 2020 à l'aide de neuf indicateurs ⁽³¹⁾. Les informations relatives à l'évolution de ces indicateurs sont régulièrement actualisées et publiées sur le site internet d'Eurostat. Le tableau ci-dessous présente les dernières données disponibles relatives à ces indicateurs.

Les États membres progressent vers la réalisation des objectifs qu'ils ont fixés il y a neuf ans dans la stratégie Europe 2020. Dans l'ensemble, l'UE se rapproche de ses objectifs en matière d'éducation, d'énergie, de climat et d'emploi. 14 États membres ont déjà atteint leurs objectifs nationaux en matière de réduction du décrochage scolaire et d'augmentation de la part de la population diplômée de l'enseignement supérieur. 11 États membres ont déjà atteint un pourcentage d'énergies renouvelables correspondant à leur objectif national pour 2020. L'objectif de l'UE consistant à parvenir à un taux d'emploi de 75 % d'ici à 2020 est en bonne voie d'être atteint, pour peu que la tendance actuelle se poursuive, et sept États membres ont déjà atteint leurs objectifs nationaux. Il s'agit là d'un résultat remarquable compte tenu des graves conséquences de la crise sur l'emploi. Cependant, le nombre de personnes menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale a atteint un pic en 2012, mais a baissé depuis lors pour revenir à un niveau proche d'avant la crise. En conséquence, il est peu probable que l'objectif soit atteint en 2020. De même, l'objectif de 3 % de la valeur du produit intérieur brut investis dans la recherche et le développement est loin d'être atteint et nécessitera des efforts importants.

La contribution à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 ne devrait pas être confinée dans un programme unique. Elle devrait être perçue comme une contribution mutuellement renforcée du budget de l'UE dans son ensemble. Globalement, on estime que 59 % des engagements budgétaires de l'UE en 2018 étaient liés à la stratégie Europe 2020.

⁽³¹⁾ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/europe-2020-indicators>

Objectifs Europe 2020 pour l'UE	Données 2010	Dernières données disponibles	En 2020, selon les dernières tendances
1. Porter à au moins 75 % le taux d'emploi des 20-64 ans	68,6 %	73,5 % (T3 2018)	Objectif probablement atteint
2. Porter le niveau cumulé des investissements publics et privés en recherche et développement à 3 % du produit intérieur brut	1,93 %	2,07 % (2017)	Objectif probablement non atteint
3a. Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990	Réduction de 14,2 %	Réduction de 22 %	Objectif probablement atteint
3b. Porter la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale à 20 %	12,5 %	17,5 % (2017)	Objectif probablement atteint
3c. Se rapprocher de l'objectif de 20 % en matière d'efficacité énergétique ⁽³²⁾	11,8 % (distance par rapport à l'objectif 2020 pour la consommation d'énergie primaire)	5,3 % (2017)	Objectif probablement atteint
4a. Abaisser à moins de 10 % le taux de jeunes ayant quitté prématurément (entre 18 et 24 ans) le système d'éducation et de formation	13,9 %	10,6 % (2017)	Objectif probablement atteint
4b. Porter à au moins 40 % la proportion des 30-34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur	33,8 %	39,9 % (2017)	Objectif probablement atteint
5. Soustraire au moins 20 millions de personnes au risque de pauvreté et d'exclusion sociale	Augmentation de 1,4 million (par rapport à l'année de référence 2008)	Baisse de 5,2 millions en 2017 (par rapport à l'année de référence 2008)	Objectif probablement non atteint

Tableau: progrès concernant la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020

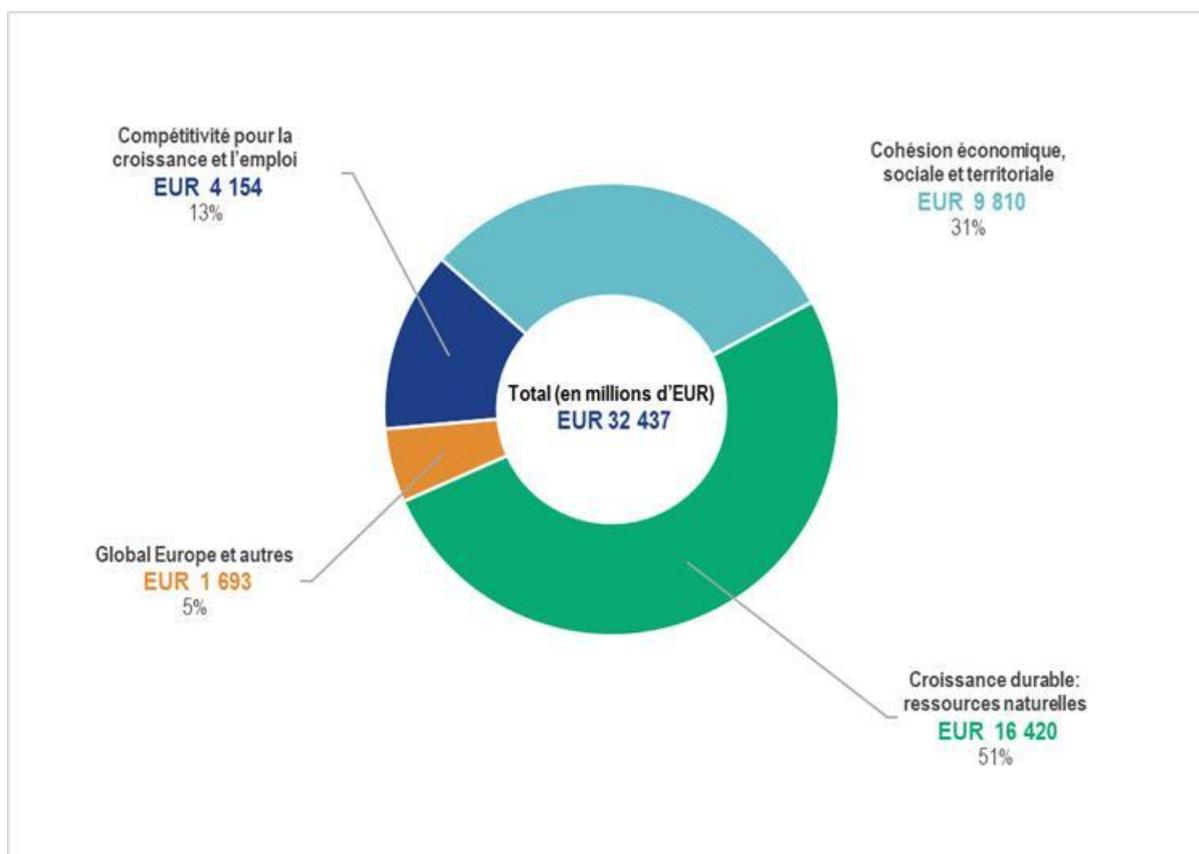
Source: COM(2019) 150 final du 27.2.2019.

Dépenses transversales en faveur de l'action pour le climat et de la biodiversité

Le budget de l'UE est également un instrument important pour la réalisation d'objectifs transversaux tels que l'action pour le climat et la biodiversité. Pour répondre aux problèmes et aux besoins d'investissement liés au changement climatique, l'UE a décidé de consacrer au moins 20 % de son budget pour la période 2014-2020, **soit 200 milliards d'EUR sur toute la période, à des actions liées au changement climatique**. Cette approche porte le nom d'«intégration des questions climatiques». Pour y parvenir, des mesures visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter sont intégrées dans tous les grands programmes de dépenses de l'UE, parmi lesquels en particulier le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion, les programmes dans les domaines de l'énergie, des transports et de la recherche et innovation, la politique agricole commune et la politique de développement de l'UE. Les estimations des dépenses liées au

⁽³²⁾ Une augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique en 2020 suppose que la consommation d'énergie primaire de l'ensemble de l'UE ne dépasse pas 1 483 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep), alors qu'elle est de 1 854 Mtep selon le scénario de référence. À la fin de 2017, la consommation de l'UE s'élevait à 1 561 Mtep, soit seulement 5,3 % au-dessus de l'objectif 2020 pour la consommation d'énergie primaire.

climat font l'objet d'un suivi annuel au moyen des «indicateurs climatiques de l'UE», adaptés des «marqueurs de Rio» utilisés par l'Organisation de coopération et de développement économiques. *En 2018*, leur montant était supérieur à 32 milliards d'EUR, soit 20,7 %⁽³³⁾ du budget 2018. Le montant total cumulé alloué à l'intégration des questions climatiques s'élevait à plus de 141 milliards d'EUR à la fin de 2018. Selon la dernière estimation⁽³⁴⁾, il s'élèvera à 210 milliards d'EUR (19,7 %) sur toute la période de programmation.



Graphique: intégration de l'action pour le climat en 2018. Tous les montants figurant dans le graphique sont exprimés en millions d'euros.
Source: Commission européenne.

L'UE déploie également des efforts concertés pour soutenir la **biodiversité**. Les dépenses liées à ce domaine ont dépassé 13 milliards d'EUR, soit 8,5 %⁽³⁵⁾ du budget 2018. Ces fonds visent à limiter et à inverser le déclin de la biodiversité dans l'UE, en apportant ainsi une contribution importante aux objectifs de croissance durable de la stratégie Europe 2020.

Le budget de l'UE et les objectifs de développement durable des Nations unies

Les objectifs de développement durable indiquent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la **pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice**. Les Nations unies ont adopté ces objectifs en septembre 2015 dans le cadre de leur **programme de développement durable à l'horizon 2030**. Ce programme a donné un nouvel élan aux efforts déployés au niveau mondial pour parvenir à un développement durable.

L'UE a joué un rôle important dans la définition de ce programme en organisant des consultations publiques, en engageant un dialogue avec ses partenaires et en réalisant des études approfondies. Elle est résolue à

⁽³³⁾ Pour calculer le pourcentage d'intégration des questions climatiques, la Commission utilise le budget de la Commission européenne voté pour 2018 (157 milliards d'EUR) comme dénominateur.

⁽³⁴⁾ État prévisionnel de la Commission européenne pour l'exercice 2020, SEC(2019) 250, juin 2019.

⁽³⁵⁾ Pour calculer le pourcentage de dépenses en faveur de la biodiversité, la Commission utilise le budget de la Commission européenne voté pour 2018 (157 milliards d'EUR) comme dénominateur.

jouer un rôle actif afin de maximiser les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, comme indiqué dans sa communication ⁽³⁶⁾ intitulée «Prochaines étapes pour un avenir européen durable». Les objectifs de développement durable sont fermement ancrés dans les traités européens et intégrés dans tous ses programmes, politiques sectorielles et initiatives.

Chaque année, l'UE poursuit ses efforts, au moyen de ses instruments stratégiques et réglementaires, en vue de réaliser les objectifs de développement durable. Elle joue un rôle clé en soutenant, en coordonnant et en complétant sur le plan financier les actions des États membres à l'aide du budget de l'UE.

Les fiches de programmes 2018 ont mis plus particulièrement en évidence les initiatives les plus récentes et les plus pertinentes qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable, bien que ce soit souvent de manière indirecte et non quantifiable. Ces fiches sont fournies à titre d'information et ne constituent pas un rapport officiel sur la contribution du budget de l'UE à la réalisation des objectifs de développement durable. Étant donné que les objectifs sont interdépendants, de nombreuses actions de l'UE peuvent contribuer à la réalisation de plusieurs d'entre eux.

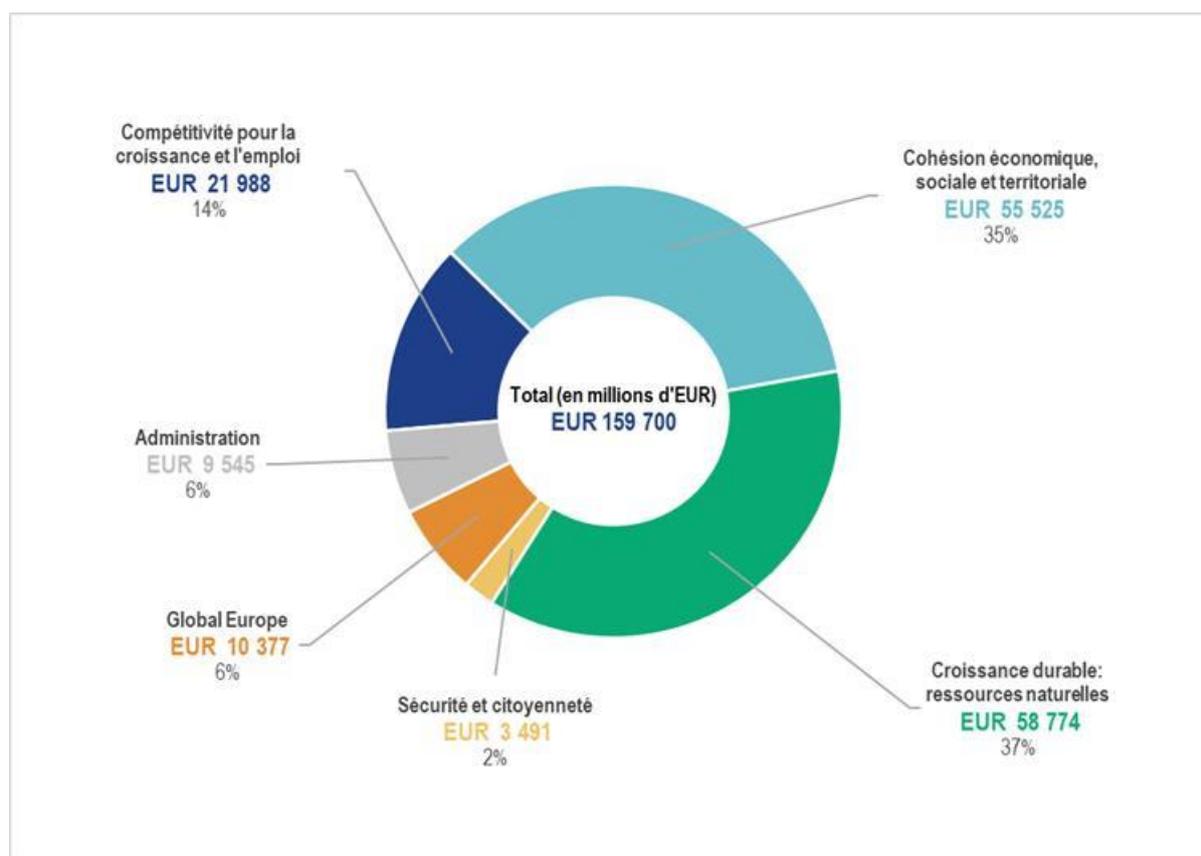
Le budget 2018 de l'UE

2018 a été la cinquième année de mise en œuvre du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Le budget 2018 comportait deux priorités spécifiques. La première concernait la réponse européenne aux nouveaux défis associés à l'environnement géopolitique complexe, qui vont de la gestion des migrations à la protection des frontières extérieures de l'UE en passant par la sécurité de ses citoyens. La seconde portait sur les investissements stratégiques et la croissance durable en vue de contribuer à la cohésion économique et de créer des emplois, notamment pour les jeunes ⁽³⁷⁾. Des informations plus détaillées sur les progrès réalisés par les programmes en ce qui concerne certains indicateurs et objectifs sont disponibles dans la **vue d'ensemble des performances des programmes** ⁽³⁸⁾, qui est un extrait des **fiches de programmes** jointes au projet de budget.

⁽³⁶⁾ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée «Prochaines étapes pour un avenir européen durable: action européenne en faveur de la durabilité», COM(2016) 739 du 22.11.2016.

⁽³⁷⁾ Voir l'État prévisionnel de la Commission européenne pour l'exercice 2018, p. 7.

⁽³⁸⁾ Vue d'ensemble des performances des programmes, budget de l'UE 2014-2020, projet de budget 2020, COM(2019) 400, juin 2019, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/about_the_european_commission/eu_budget/ppo_db2020.pdf



Graphique: Budget 2018 de l'UE, crédits d'engagement par rubrique budgétaire. Tous les montants sont exprimés en millions d'euros.
Source: Commission européenne.

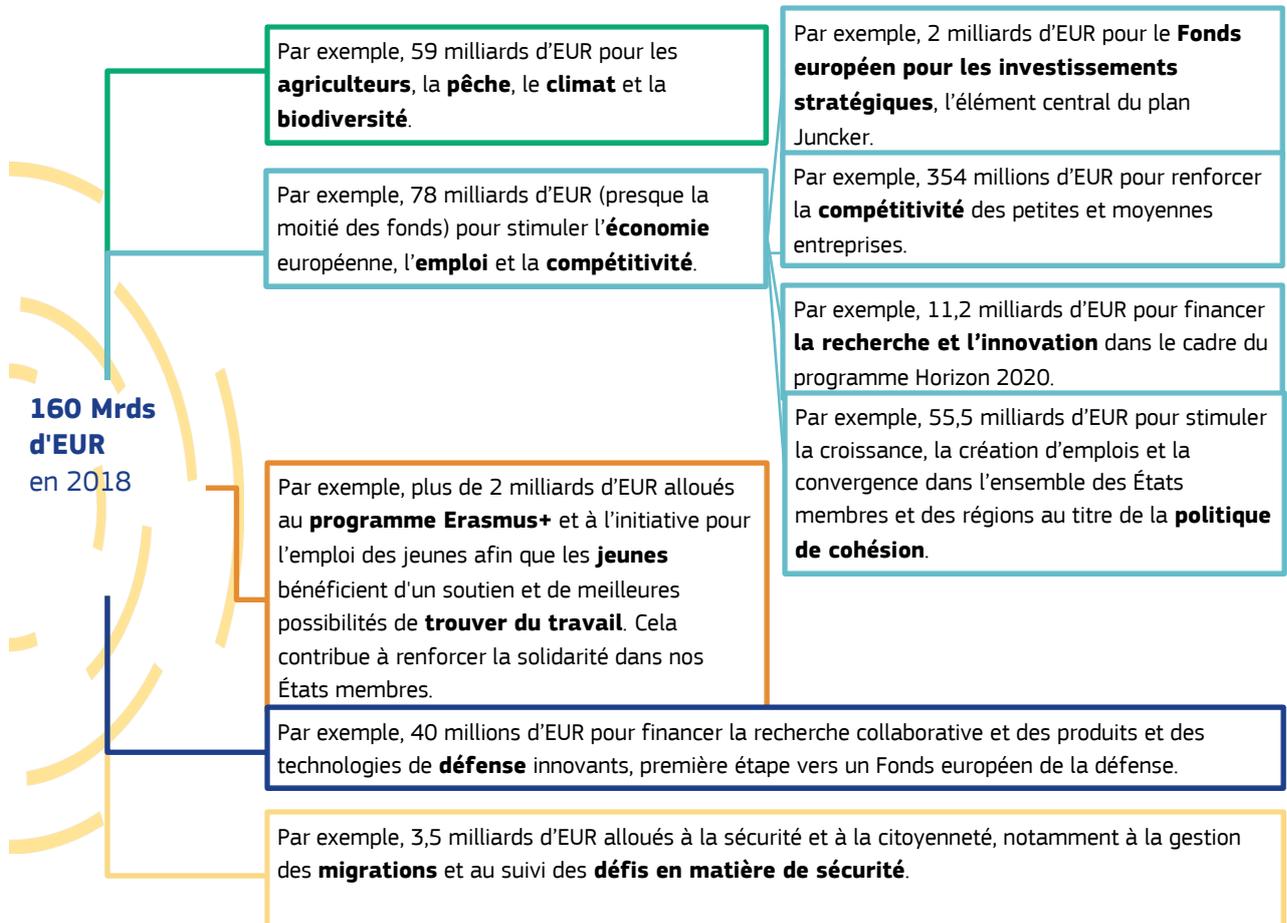
En 2018, le montant total des engagements exécutés sur le budget de l'UE, budgets rectificatifs compris, s'élevait à 160 milliards d'EUR⁽³⁹⁾. Environ la moitié de ce montant (50 % ou 77,5 milliards d'EUR) a été allouée à la rubrique 1 «Croissance intelligente et inclusive», répartie entre la rubrique 1A «Compétitivité pour la croissance et l'emploi» (28 %) et la rubrique 1B «Cohésion économique, sociale et territoriale» (72 %). La rubrique 2 «Croissance durable: ressources naturelles» a constitué le deuxième domaine budgétaire le plus important avec un montant de 58,8 milliards d'EUR, ce qui représente 37 % du budget. 3,5 milliards d'EUR ont été alloués à la rubrique 3 «Sécurité et citoyenneté», consacrés entre autres au renforcement des frontières extérieures de l'UE ainsi qu'à la réponse à la crise des réfugiés et à la migration irrégulière. 10,4 milliards d'EUR ont été alloués à des actions menées à l'extérieur de l'UE et 9,5 milliards d'EUR ont été consacrés à l'administration des institutions de l'UE.

En 2018, six budgets rectificatifs ont été adoptés. Mis à part les ajustements standards des recettes, deux projets de budgets rectificatifs ont été adoptés pour la mobilisation du Fonds de solidarité de l'UE. Le présent rapport décrit les nombreux cas dans lesquels ce Fonds soutient les pays de l'UE frappés par des catastrophes naturelles et les aide à se rétablir plus rapidement.

La contribution du budget de l'UE à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie a nécessité des ajustements supplémentaires. Ceux-ci ont notamment concerné l'annulation de la réserve liée à l'aide en faveur de la Turquie provenant de l'instrument d'aide de préadhésion, et le renforcement de l'instrument européen de voisinage pour financer des actions supplémentaires, liées par exemple à la route migratoire de la Méditerranée centrale.

⁽³⁹⁾ Engagements de 2018, à l'exclusion des reports et des recettes affectées ainsi que des montants destinés au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation et au Fonds de solidarité de l'UE. L'ensemble des crédits d'engagement exécutés se sont élevés à 173 milliards d'EUR (voir comptes annuels consolidés).

Le budget de l'UE permet la concrétisation des priorités politiques. Par conséquent, l'UE alloue des fonds là où il existe des besoins. Le budget 2018 de l'UE, qui est un budget pour tous, a créé davantage d'emplois, de croissance et d'investissements.



Liste des programmes inclus dans le présent rapport

Horizon 2020	36
Euratom.....	39
ITER.....	41
Fonds européen pour les investissements stratégiques.....	42
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe.....	46
Compétitivité des entreprises et petites et moyennes entreprises.....	51
ERASMUS+	54
Corps européen de solidarité	59
Emploi et innovation sociale (EaSI)	61
Espace (Copernicus, Galileo et système européen de navigation par recouvrement géostationnaire)	64
Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense	67
Douane 2020	69
Fiscalis 2020	70
Hercule III	71
Pericles 2020.....	72
Système d'information antifraude	72
ISA ² — Solutions d'interopérabilité et cadres communs pour les administrations publiques, les entreprises et les citoyens européens.....	73
Programme statistique européen.....	73
Programmes d'assistance au déclasséement d'installations nucléaires en Bulgarie, Slovaquie et Lituanie.....	74
Fonds européen de développement régional et Fonds de cohésion.....	80
Fonds social européen	87
Fonds européen d'aide aux plus démunis.....	91

Fonds européen agricole de garantie.....	94
Fonds européen agricole pour le développement rural.....	99
Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche.....	102
Organisations régionales de gestion des pêches et accords de pêche.....	105
LIFE — programme en faveur de l’environnement et de l’action pour le climat.....	107
Fonds «Asile, migration et intégration».....	112
Fonds pour la sécurité intérieure.....	116
Programme «Santé».....	119
Denrées alimentaires et aliments pour animaux.....	121
Programme «Consommateurs».....	122
Europe créative.....	123
Programme «Droits, égalité et citoyenneté».....	125
Programme «Justice».....	126
Programme «L’Europe pour les citoyens».....	127
Mécanisme de protection civile de l’UE.....	129
Instrument d’aide de préadhésion.....	132
Instrument européen de voisinage.....	136
Instrument de financement de la coopération au développement (ICD).....	139
Fonds européen pour le développement durable (FEDD).....	143
Programme d’aide humanitaire de l’UE.....	144
Initiative des volontaires de l’aide de l’UE.....	146
Instrument européen pour la démocratie et les droits de l’homme.....	146
Politique étrangère et de sécurité commune.....	149
Instrument contribuant à la stabilité et à la paix.....	150

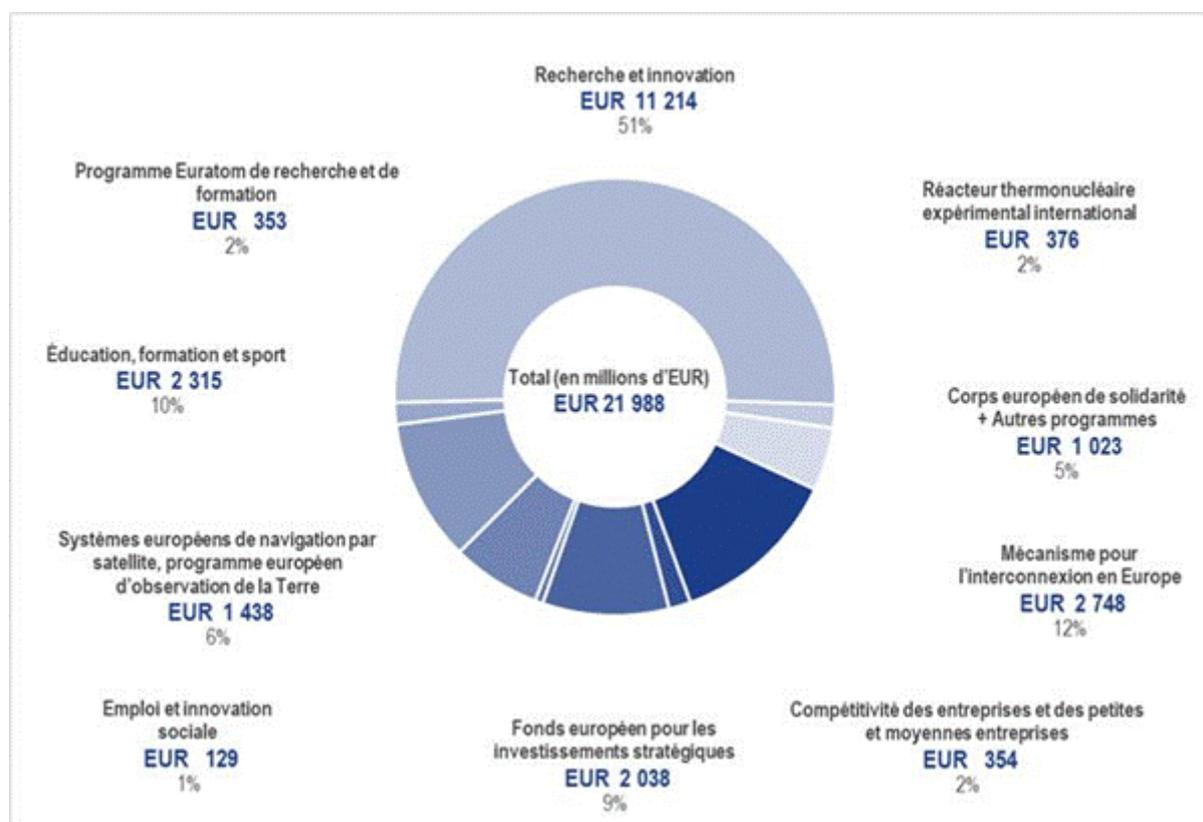
Instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers.....	152
Coopération avec le Groenland.....	152
Instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque.....	153
Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire.....	153
Facilité en faveur des réfugiés en Turquie.....	154
Fonds de garantie relatif aux actions extérieures.....	155
Mécanisme de protection civile de l'UE.....	156
Réserve d'aide d'urgence.....	159
Instrument de flexibilité.....	159
Fonds de solidarité de l'UE.....	159
Fonds européen d'ajustement à la mondialisation.....	161

Compétitivité pour la croissance et l'emploi (rubrique budgétaire 1A)

Lorsque le président Juncker a exposé ses orientations politiques au début de son mandat, il a déclaré: «Ma première priorité, en tant que président de la Commission, sera de renforcer la compétitivité de l'Europe et de stimuler l'investissement pour créer des emplois.» La Commission a tenu sa promesse de faire entrer davantage de personnes sur le marché du travail. Le nombre d'Européens en activité n'a jamais été aussi élevé: 12,4 millions de nouveaux emplois ont été créés depuis 2014, le chômage est descendu à 6,8 % et le chômage des jeunes (14 %) est retombé à son niveau de 2008. Les investissements ont presque retrouvé leurs niveaux d'avant la crise et les finances publiques se sont améliorées en termes de niveaux de dette et de déficit.

Le budget de l'UE a grandement contribué à ces réalisations et constitue une source essentielle d'**investissements dans toute l'Europe**. 22 milliards d'EUR ont été alloués *en 2018* aux programmes en faveur de la compétitivité pour la croissance et l'emploi (engagements de la rubrique 1A), soit près de 14 % des dépenses budgétaires totales annuelles.

Le présent rapport aborde tout d'abord les programmes pour **la recherche et l'innovation** (programme-cadre Horizon 2020, Euratom et ITER). Il traite ensuite des programmes ciblant les **investissements stratégiques** (Fonds européen pour les investissements stratégiques, mécanisme pour l'interconnexion en Europe destiné à financer la mise en place de réseaux transeuropéens dans les secteurs des transports, de l'énergie et du numérique) et des programmes qui soutiennent le **marché unique** (compétitivité, lutte contre la fraude, coordination fiscale). Le programme **Erasmus+** pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport a permis à quelque 600 000 jeunes et 190 000 membres du personnel d'établissements d'enseignement et d'organisations de jeunes de participer à des activités d'apprentissage.



Graphique: principaux programmes financés en 2018 au titre de la rubrique 1A, Compétitivité pour la croissance et l'emploi. Tous les montants sont exprimés en millions d'euros. La catégorie «Autres programmes» comprend, entre autres, la sûreté nucléaire et le déclassement, les douanes, Fiscalis et la lutte contre la fraude, les projets dans le domaine de l'énergie pour aider la relance économique

(PREE), les agences décentralisées, les autres actions et programmes, les projets pilotes et actions préparatoires, les actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission.

Source: Commission européenne.

La prospérité à venir de l'Europe dépend des décisions d'investissement que nous prenons aujourd'hui. Dans la perspective du prochain cadre financier pluriannuel, la Commission a proposé d'accroître les investissements dans des domaines clés tels que la recherche, les infrastructures stratégiques et la transformation numérique.

Les programmes relevant de cette rubrique budgétaire contribuent essentiellement à la réalisation des priorités suivantes de la Commission Juncker: «Emploi, croissance et investissement», «Marché unique numérique», «Union de l'énergie et climat» et «Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable». Améliorer la **compétitivité et favoriser des emplois et une croissance durables** sont au cœur des discussions sur le programme stratégique pour l'avenir.

Horizon 2020

Objectifs du programme

Horizon 2020, le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation, est le programme transnational de financement de la recherche de plus grande envergure au monde. Il s'agit également du plus important programme de recherche et d'innovation de l'UE à ce jour, doté de près de 80 milliards d'EUR de financement disponible sur sept ans (de 2014 à 2020). En outre, Horizon 2020 a permis de mobiliser environ 13 milliards d'EUR de fonds privés et 29,6 milliards d'EUR de financement par l'emprunt.

Le programme joue un rôle central en fournissant un cadre stratégique commun pour le financement de la recherche et de l'innovation par l'UE. Son objectif est de veiller à ce que l'Europe soit un acteur de classe mondiale dans le secteur scientifique et technologique, d'éliminer les obstacles à l'innovation et de faciliter la collaboration entre les secteurs public et privé pour apporter des solutions aux grands défis sociétaux. Le soutien de l'UE à la recherche et à l'innovation est porteur de valeur ajoutée en encourageant la coopération entre des équipes de recherche de pays et de disciplines différents, ce qui est crucial pour permettre des découvertes décisives. Ce soutien permet à l'UE d'avancer dans la réalisation des objectifs prioritaires, tels que ceux qui découlent de l'accord de Paris sur le changement climatique.

L'objectif général de ce programme est de construire une société et une économie fondées sur la connaissance et l'innovation dans l'ensemble de l'UE, tout en contribuant au développement durable. Ses objectifs spécifiques sont les suivants.

	Permettre une production scientifique d'excellence et élargir la participation		Promouvoir la primauté industrielle de l'Europe
	Relever les défis de société		Agir en faveur de la science avec et pour la société

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

À la fin de 2018, 679 appels à propositions avaient été clôturés dans le cadre d'Horizon 2020. Les bénéficiaires ont répondu massivement à ces appels et soumis près de 192 000 propositions éligibles, sollicitant une contribution financière totale de l'UE de 290 milliards d'EUR. Parmi ces propositions, 23 250 ont été retenues en vue d'un financement, portant le taux de réussite global des propositions complètes éligibles au cours des cinq premières années à 12 %. Au total, 21 599 conventions de subvention avaient été signées à la fin de décembre 2018, pour un budget de 39 milliards d'EUR alloué par l'UE. Le

montant ainsi alloué devrait augmenter encore davantage, car certaines des subventions résultant des appels à proposition de 2018 seront signées en 2019.

				
De nouvelles planètes ont été découvertes	Des progrès considérables ont été réalisés en matière de traitement du cancer	1,6 million de doses de vaccin anti-Ebola sont désormais disponibles	Une batterie 100 fois plus puissante qu'une batterie ordinaire a été mise au point	De nouvelles techniques de stockage de l'énergie utilisant des piles à combustible à hydrogène sont actuellement testées dans nos villes

L'impact du programme dépend en définitive de la diffusion et de l'exploitation des données et des résultats de la recherche et de l'innovation. C'est pourquoi le programme de travail a été encore affiné afin d'améliorer la disponibilité de ces données et résultats. Des initiatives visant à stimuler les innovations commercialisables ont également été lancées *en 2018*, et plus particulièrement le projet pilote du Conseil européen de l'innovation, pour un budget de 2,7 milliards d'EUR.

Des milliers de projets Horizon 2020 ont des répercussions tangibles directes

Technologies quantiques

Les technologies quantiques utilisent les propriétés des effets quantiques (les interactions entre des molécules, des atomes et des particules encore plus petites appelées «objets quantiques») pour créer des applications pratiques dans différents domaines. L'initiative phare concernant les technologies quantiques a été lancée en octobre 2018. Il s'agit de l'une des initiatives les plus ambitieuses de la Commission européenne en matière de recherche et d'innovation à long terme et à grande échelle, et plus de 5 000 chercheurs y participent. Elle ambitionne de placer la recherche européenne à l'avant-garde de la deuxième révolution quantique et de donner le coup d'envoi à une industrie européenne compétitive dans le domaine des technologies quantiques, avec, à la clé, des progrès inédits pour la science, l'industrie et la société.

Technologie spatiale

Les technologies, données et services spatiaux sont devenus indispensables dans la vie quotidienne des Européens et pour la sauvegarde des intérêts stratégiques de l'Europe. Les satellites légers et de petite taille sont essentiels à l'amélioration de la connectivité spatiale, des services internet, du positionnement et de la prise d'images de la Terre. C'est pourquoi l'UE a lancé un prix d'un montant de 10 millions d'EUR afin de récompenser une solution innovante et commercialement viable proposant des services de lancement de satellites légers à bas coût. Ce prix contribuera aux objectifs de la stratégie spatiale pour l'Europe de la Commission, qui vise à renforcer l'autonomie de l'Europe en matière d'accès à l'espace et à encourager le développement de marchés commerciaux pour les systèmes de lancement à bas coût.

Solutions européennes en matière de transports publics

D'ici à 2050, les deux tiers de la population mondiale habiteront dans des villes. La pollution liée à la circulation routière constitue un problème majeur dans de nombreuses villes, mais il est impossible de supprimer complètement les véhicules de passagers.

Les véhicules sans conducteur changeront nos vies, tout comme les trains à vapeur et les automobiles l'ont fait avant eux. AVENUE est un projet financé par l'UE dans le cadre d'Horizon 2020 qui a démarré le 1^{er} mai 2018. Le projet AVENUE montre le potentiel économique, environnemental et sociétal des véhicules autonomes, tant pour les entreprises que pour les navetteurs utilisant les transports publics, tout en évaluant la sûreté du comportement des véhicules sur la route.



Photographie: © Union européenne

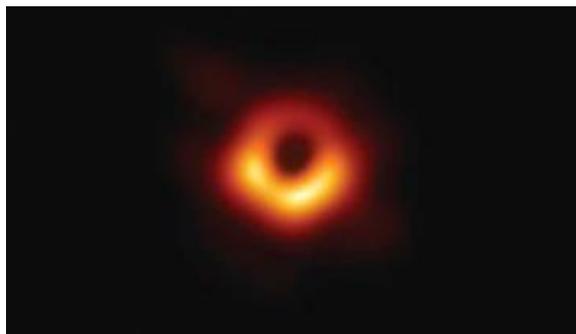
Une solution sans carbone actuellement testée dans différentes villes européennes consiste à mettre en circulation un parc de bus alimentés par des piles à hydrogène. Il s'agit de bus ordinaires alimentés par de l'électricité générée par des piles à combustible conçues par l'industrie avec le soutien de l'UE. Ces piles n'ont besoin que de l'hydrogène et d'air et rejettent de l'inoffensive vapeur d'eau.

L'entreprise commune «Piles à combustible et hydrogène» a alloué des ressources considérables au perfectionnement du procédé d'électrolyse, de sorte que l'Europe est désormais un leader mondial de la technologie clé, la membrane échangeuse de protons. De nouveaux sites de production d'hydrogène vert se créent dans toute l'Europe.

À Göteborg, en Suède, des partenaires de projet ont démontré la faisabilité et le potentiel d'un arrêt de bus «intérieur», qui offre un intérieur accueillant et abrite des intempéries. Ainsi, une destination spécifique telle qu'une bibliothèque, un hôpital ou un centre commercial pourrait à l'avenir servir d'arrêt de bus. Des changements révolutionnaires en matière de conception, d'exploitation et d'entretien des bus modifieront considérablement notre façon d'utiliser les transports publics.

Première image d'un trou noir

L'UE a soutenu plusieurs années de recherche et une coopération internationale sans précédent de scientifiques formant le consortium Event Horizon Telescope. Ces derniers sont parvenus à obtenir la première image d'un trou noir en utilisant les observations d'Event Horizon Telescope. L'image montre un anneau brillant formé par la lumière, qui est attirée vers la gravité intense autour d'un trou noir dont la masse est 6,5 milliards de fois supérieure à celle du Soleil. Cette image, attendue depuis longtemps, apporte la preuve la plus solide à ce jour de l'existence de trous noirs supermassifs et ouvre de nouvelles possibilités en matière d'étude des trous noirs, de leur horizon des événements et de la gravité.



Photographie: © Event Horizon Telescope (EHT) Collaboration. Utilisation autorisée conformément à la licence «Creative Commons Attribution» (CC-BY), 2018.

Analyse et évaluation

L'évaluation intermédiaire de 2017 ⁽⁴⁰⁾ a souligné qu'Horizon 2020 est un programme de financement de la recherche pertinent et très attractif. Cette attractivité et cette pertinence ont cependant donné lieu à une **surparticipation à grande échelle**. L'évaluation a constaté un taux de réussite de seulement 11,6 % comparé à 18,5 % pour son prédécesseur, le septième programme-cadre. Pour financer la totalité des propositions évaluées, par des experts indépendants, comme étant supérieures au seuil de qualité exigeant imposé par le programme, 62,4 milliards d'EUR supplémentaires seraient nécessaires. Les coûts d'opportunité relatifs au gaspillage de ressources pour les candidats qui soumettent des projets de qualité qui ne sont cependant pas retenus sont estimés à 636 millions d'EUR par an ⁽⁴¹⁾.

L'évaluation intermédiaire suggère également que **le programme pourrait être simplifié davantage**. La Cour des comptes européenne a reconnu dans son *rapport spécial n° 28/2018* ⁽⁴²⁾ qu'Horizon 2020 avait réalisé de grands progrès en matière de simplification par rapport au septième programme-cadre. La charge administrative pesant sur les personnes qui demandent ou gèrent des subventions de recherche a été réduite et d'autres suggestions de simplification ont été incorporées à la proposition relative au nouveau programme Horizon Europe. La simplification des règles de financement au titre du nouveau cadre financier pluriannuel représente la caractéristique principale de la nouvelle génération de programmes. Par exemple, le recours au financement à montant forfaitaire permettrait de fonder les paiements sur la réalisation des objectifs convenus plutôt que sur les coûts éligibles. Cette simplification allégerait l'administration et atténuerait le risque d'erreurs. Cette méthode a été testée au cours d'appels pilotes *en 2018* et les essais se poursuivront en 2019.

En 2018, la Commission a proposé un train de mesures relatif au futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation, intitulé **Horizon Europe** ⁽⁴³⁾. Il aidera l'Europe à rester aux avant-postes de la recherche et de l'innovation mondiales. Comme le souligne le rapport ⁽⁴⁴⁾ du groupe de haut niveau dirigé par Pascal Lamy, les investissements dans la recherche permettront à l'UE de concurrencer les autres économies développées et les économies émergentes, de bâtir un avenir prospère pour ses citoyens et de préserver son modèle social unique. Poursuivant sur la lancée d'Horizon 2020, le nouveau programme continuera de promouvoir l'excellence dans la recherche et mettra davantage l'accent sur l'innovation, par exemple à travers le développement de prototypes, du patrimoine immatériel et du transfert de connaissances et de technologies.

Un nouveau Conseil européen de l'innovation servira de guichet unique pour les innovateurs à fort potentiel et les innovateurs de rupture, dans le but de faire de l'Europe un précurseur en matière d'innovation créatrice de marchés.

Euratom

Objectifs du programme

Les technologies des radiations nucléaires et des rayonnements ionisants continuent de jouer un rôle important, qu'il s'agisse de l'énergie et de la contribution à la sécurité d'approvisionnement énergétique, de l'utilisation des rayonnements dans des applications médicales et industrielles ou de la gestion des déchets

⁽⁴⁰⁾ *Évaluation intermédiaire d'Horizon 2020*, SWD(2017) 221 du 29.5.2017 — https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/strategy/support-policy-making/support-eu-research-and-innovation-policy-making/evaluation-impact-assessment-and-monitoring/horizon-2020_en.

⁽⁴¹⁾ *Évaluation intermédiaire approfondie d'Horizon 2020*, SWD(2017) 220 du 29.5.2017 — <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2017/EN/SWD-2017-220-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>.

⁽⁴²⁾ Cour des comptes européenne, *La plupart des mesures de simplification intégrées dans Horizon 2020 ont facilité la vie des bénéficiaires, mais des améliorations restent possibles* — Rapport spécial n° 28/2018 — <http://publications.europa.eu/webpub/eca/special-reports/horizon-2020-28-2018/fr/>.

⁽⁴³⁾ *Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe» et définissant ses règles de participation et de diffusion*, COM(2018) 435 final du 7.6.2018.

⁽⁴⁴⁾ *Investir dans l'avenir européen que nous voulons* — Rapport du groupe indépendant de haut niveau sur la façon d'optimiser l'impact des programmes de recherche et d'innovation de l'UE, Conseil européen de la recherche, 2017 — <https://erc.europa.eu/content/investing-european-future-we-want-report-independent-high-level-group-maximising-impact-eu>.

radioactifs. Il est essentiel d'assurer une utilisation sûre et sécurisée de ces technologies, et les programmes de recherche contribuent à maintenir les normes les plus élevées en matière de sûreté, de sécurité et de garanties dans ce domaine. Le programme Euratom ⁽⁴⁵⁾ est également axé sur le développement de l'énergie de fusion, qui constitue une source d'énergie potentiellement inépuisable et respectueuse du climat.

Le programme fonctionne au moyen de financements d'«actions indirectes» alloués à des tiers et d'actions «directes» réalisées par le Centre commun de recherche de la Commission.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

La plupart des projets relatifs à la fission nucléaire sélectionnés portent sur les domaines de la sûreté nucléaire (41 %), des infrastructures de recherche (22 %), de la gestion des déchets (15 %) et de la protection contre les radiations (13 %).

La mise au point d'un supraconducteur à haute température a remporté le prix Euratom 2016 pour l'innovation dans le domaine de la recherche sur la fusion nucléaire. Il peut désormais être fabriqué par longueurs de 7 mètres. Il a également été testé à la température de liquéfaction de l'azote et à courant fort, c'est-à-dire dans des conditions de fusion.

Le Centre commun de recherche a contribué au projet «Collaborative International Evaluated Library Organisation», une initiative qui vise à normaliser les données évaluées relatives au nucléaire dans le monde entier pour permettre des évaluations de la sécurité harmonisées en matière d'énergie nucléaire.

Analyse et évaluation

L'évaluation intérimaire de 2017 ⁽⁴⁶⁾ montre qu'un élément essentiel de la valeur ajoutée européenne des **actions indirectes d'Euratom** réside dans sa capacité à mobiliser un éventail plus large de compétences, d'expertise et de pluridisciplinarité dans le domaine de la recherche sur le nucléaire, par rapport à ce que pourraient faire les États membres isolément. Grâce à la recherche coopérative et à l'innovation, le programme Euratom permet également de disposer d'une approche à l'échelle de l'UE en matière d'amélioration de la sûreté nucléaire et de la protection contre les radiations dans tous les domaines d'application. Il complète les directives Euratom sur la sûreté nucléaire, la gestion des déchets radioactifs et les normes de base relatives à la protection sanitaire et donne lieu dans tous les domaines à des progrès scientifiques et technologiques démontrables qui n'auraient pas été possibles sans une approche collaborative paneuropéenne. Le programme Euratom permet également une coordination beaucoup plus vaste de l'éducation et de la formation dans toute l'Europe, l'utilisation d'infrastructures de recherche et la coopération internationale. Cela bénéficie particulièrement aux plus petits États membres, qui peuvent alors profiter d'économies d'échelle permises par la mise en commun à l'échelle européenne.

Les travaux préparatoires du futur programme de recherche et de formation Euratom comprenaient deux études d'évaluation, deux groupes d'experts de haut niveau assistant la Commission, une consultation publique des parties prenantes et des contributions à l'analyse d'impact d'Horizon Europe ⁽⁴⁷⁾. Pour remédier aux lacunes recensées dans l'évaluation, la proposition relative au **nouveau programme Euratom a été simplifiée** (par exemple, en réduisant le nombre d'objectifs de quatorze à quatre) et les **synergies avec le programme Horizon Europe** seront mieux exploitées (par exemple, dans le domaine de la recherche sur la santé et des actions Marie Skłodowska-Curie).

⁽⁴⁵⁾ Règlement (Euratom) n° 1314/2013 du Conseil du 16 décembre 2013 pour le programme jusqu'en 2018; et règlement (Euratom) 2018/1563 du Conseil du 15 octobre 2018 pour la période 2019-2020.

⁽⁴⁶⁾ Évaluation intermédiaire du programme de recherche et de formation Euratom 2014-2018 https://ec.europa.eu/research/evaluations/pdf/archive/other_reports_studies_and_documents/panel_report_on_indirect_actions_of_euratom_interim_evaluation_2014-2018.pdf.

⁽⁴⁷⁾ Analyse d'impact accompagnant le document, SWD(2018) 307 final du 7.6.2018 — https://ec.europa.eu/info/publications/horizon-europe-impact-assessment-staff-working-document_en.

ITER

Objectifs du programme

ITER est actuellement l'**un des projets énergétiques les plus ambitieux** au monde. Ce projet est le résultat de la collaboration entre sept parties: l'UE, la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée, la Russie et les États-Unis. Il vise à construire et à exploiter un réacteur de fusion expérimental qui sera utilisé pour étudier et démontrer la faisabilité scientifique et technologique de l'utilisation de la fusion comme source d'énergie ⁽⁴⁸⁾. ITER ne produira pas d'énergie car sa finalité est plutôt de nature expérimentale: il a pour but de résoudre les questions scientifiques et techniques critiques relatives à la fusion pour permettre la conception d'applications industrielles. ITER devrait être le premier dispositif à fusion au monde qui génère plus d'énergie qu'il n'en consomme, ce qui apportera la preuve de principe qui ouvrira la voie à la prochaine étape: une centrale électrique à fusion de démonstration ⁽⁴⁹⁾.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes ⁽⁵⁰⁾

La construction d'ITER a commencé *en 2007*. L'UE est chargée de 45 % de la construction. Les industries de la haute technologie et du génie civil de pointe participent à sa mise au point. À ce jour, plus de 700 contrats et subventions ont été attribués à des entreprises de 24 pays, y compris des petites et moyennes entreprises, pour un montant de presque 5 milliards d'EUR.

La construction progresse désormais sur le site de manière visible et régulière et, en novembre 2018, le taux d'achèvement s'élevait à 60 %. L'écran de protection biologique du bâtiment du tokamak est terminé et son échafaudage a été retiré en février 2018. À sa base, la construction de la couronne, un élément essentiel sous la responsabilité d'Euratom, a été achevée dans les délais en août. Ce même mois, trois réservoirs de drainage fournis par les États-Unis et quatre réservoirs de décharge fournis par la Chine ont été mis en place. Le premier secteur de la chambre à vide, en cours de construction en Corée, est réalisé à 80 %. La Russie a terminé la production du câble supraconducteur poloïdal destiné au système magnétique de la machine, et l'Inde est sur le point de finir de fabriquer la base et le cylindre inférieur du cryostat sur site à Cadarache. Le bobinage des aimants de champ toroidal, les tests cryogéniques et l'insertion des bobinages dans leur boîtier progressent de manière soutenue en Europe et au Japon. Globalement, des progrès substantiels ont été accomplis pour l'ensemble des principaux systèmes, pièces et structures d'ITER ⁽⁵¹⁾.

ITER est un projet international technologiquement complexe, inédit et de grande envergure; en tant que tel, il a été confronté à d'importantes difficultés qui ont entraîné une augmentation des coûts et des retards. Cependant, les progrès réalisés *en 2018* ont confirmé la solidité des actions entreprises pour remédier à ces difficultés ⁽⁵²⁾.

⁽⁴⁸⁾ Accord ITER. JO L 358 du 16.12.2006, p. 62-80, [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:22006A1216\(03\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:22006A1216(03)).

⁽⁴⁹⁾ Fiche de programme ITER, p. 1.

⁽⁵⁰⁾ Fiche de programme ITER, p. 1.

⁽⁵¹⁾ Direction générale de l'énergie, *rapport annuel d'activités 2018*, p. 28.

⁽⁵²⁾ Direction générale de l'énergie, *rapport annuel d'activités 2018*, p. 28.

Analyse et évaluation

L'évaluation d'ITER achevée récemment ⁽⁵³⁾ a souligné une amélioration de la gestion du projet. Premièrement, l'agence européenne chargée de la contribution de l'UE au projet ITER (Fusion for Energy, ou F4E) a amélioré ses pratiques en matière de contrôle et de surveillance. Plusieurs indicateurs clés de performance mesurant l'avancement du projet et son efficacité au regard des coûts sont désormais surveillés de près ⁽⁵⁴⁾. Deuxièmement, l'approche dite par étapes est l'un des aspects les plus importants de la transformation de la gestion du projet; elle divise le travail en quatre étapes, chacune tendant vers un objectif majeur. Pendant chaque étape du projet, seules les activités essentielles à la réalisation de l'objectif de cette étape sont effectuées ⁽⁵⁵⁾.

Dans le prochain cadre financier pluriannuel, l'UE continuera de soutenir le projet ITER par l'intermédiaire du F4E et veillera à ce que le décaissement des fonds soit réalisé en fonction des résultats et des livraisons sur le terrain.

Fonds européen pour les investissements stratégiques

Objectifs du programme

Le **plan d'investissement pour l'Europe**, également appelé «plan Juncker» et lancé par le président Jean-Claude Juncker en 2015, constituait une réponse essentielle à la crise économique et financière et à son incidence négative sur le niveau d'investissement dans l'UE. Ce plan est resté l'une des principales priorités de la Commission en 2018. Il se compose de trois piliers: le Fonds européen pour les investissements stratégiques fournit une garantie de l'UE afin de mobiliser des investissements privés, tandis que la plateforme européenne de conseil en investissement et le portail européen de projets d'investissement apportent une assistance technique et une plus grande visibilité des possibilités d'investissement. Le troisième pilier vise à améliorer l'environnement des entreprises en supprimant les obstacles réglementaires à l'investissement dans l'ensemble de l'UE.

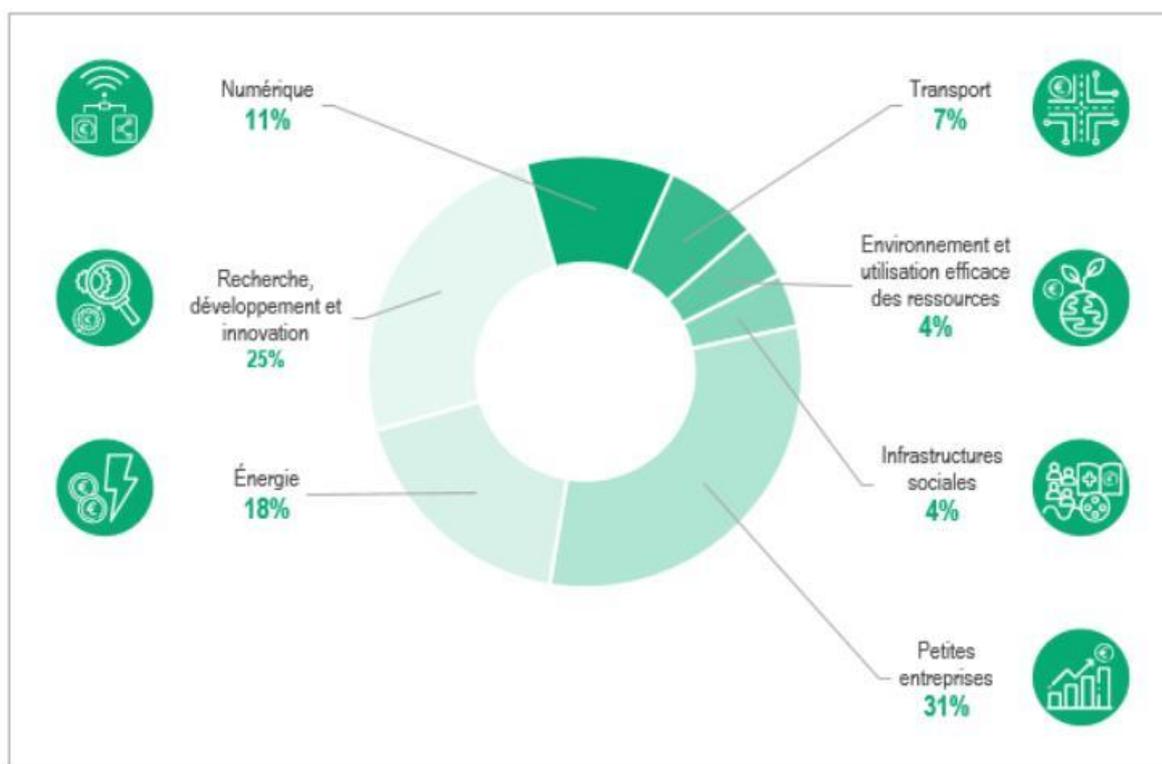
Le **Fonds européen pour les investissements stratégiques**, également appelé «Fonds Juncker», vise à mobiliser d'ici la fin 2020 500 milliards d'EUR ⁽⁵⁶⁾ d'investissements publics et privés supplémentaires dans des domaines stratégiques tels que les infrastructures, la recherche et l'innovation, l'éducation, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, l'environnement ainsi que le financement à risque pour les petites et moyennes entreprises. La réalisation de cet objectif s'articule autour de l'apport d'une garantie budgétaire de l'UE au Groupe de la Banque européenne d'investissement, qui permet à ce dernier d'augmenter le financement de projets présentant un risque plus élevé. Le Fonds soutient des investissements générateurs de croissance, notamment dans les domaines suivants:

⁽⁵³⁾ *Rapport à mi-parcours sur l'état d'avancement conformément à l'article 5 ter de la décision du Conseil instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion et lui conférant des avantages*, COM(2019) 147 final du 21.3.2019, p. 20.

⁽⁵⁴⁾ *Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2007/198/Euratom instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion et lui conférant des avantages — Exposé des motifs*, COM(2018) 445 final du 7.6.2018, p. 4.

⁽⁵⁵⁾ *Rapport à mi-parcours sur l'état d'avancement conformément à l'article 5 ter de la décision du Conseil instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion et lui conférant des avantages*, COM(2019) 147 final du 21.3.2019, p. 9.

⁽⁵⁶⁾ L'objectif initial fixé en 2015 était de 315 milliards d'EUR. Le 1^{er} janvier 2018, le règlement visant à prolonger et à renforcer le Fonds européen pour les investissements stratégiques (Fonds européen pour les investissements stratégiques 2.0) est entré en vigueur. Il prolonge la durée de vie du Fonds jusqu'à fin 2020 et relève l'objectif en matière d'investissements à 500 milliards d'EUR. Il entend aussi, entre autres, renforcer la transparence des décisions d'investissement et apporter davantage d'assistance technique.



Graphique: investissements par secteur au 15 mai 2019.

Source: Groupe de la Banque européenne d'investissement — <http://www.eib.org/efsi/>

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

À la fin de l'année 2018, le Fonds européen pour les investissements stratégiques avait soutenu avec succès des projets innovants et stratégiques et avait contribué à mobiliser plus de 370 milliards d'EUR⁽⁵⁷⁾ d'investissements publics et privés. Ce montant représente déjà presque 75 % de l'objectif pour 2020.

Dans le cadre du volet «**Infrastructures et innovation**», la Banque européenne d'investissement a approuvé 514 projets pour une valeur d'investissement d'environ 244,3 milliards d'EUR, le financement de la Banque européenne d'investissement garanti par le Fonds européen pour les investissements stratégiques devant s'élever à 52,9 milliards d'EUR.

Dans le cadre du volet «**Petites et moyennes entreprises**», 517 opérations ont été approuvées par le Fonds européen d'investissement, pour une valeur d'investissement totale de 131,2 milliards d'EUR. Environ 858 000 petites entreprises et entreprises de taille intermédiaire devraient en bénéficier dans tous les États membres. Sur les 1 031 opérations approuvées, 869 étaient signées dans tous les États membres. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques est en bonne voie pour atteindre ses objectifs.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques a eu un effet multiplicateur cumulé de 13,5⁽⁵⁸⁾ en 2018, ce qui signifie que chaque euro provenant du budget de l'UE mobilise 14,96 euros d'investissement supplémentaire (calcul concernant l'ensemble du Fonds).

⁽⁵⁷⁾ Ce montant s'élevait à 399 milliards d'EUR au 15 mai 2019 et à 408 milliards d'EUR au 13 juin 2019.

⁽⁵⁸⁾ *Evaluation of the European Fund for Strategic Investments, of the European Investment Advisory Hub, and of the European Investment Project Portal* (Évaluation du Fonds européen pour les investissements stratégiques, de la plateforme européenne de conseil en investissement et du portail européen de projets d'investissement), SWD(2018) 316 final du 6.6.2018, p. 55.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques a également joué un rôle important en orientant les investissements vers la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE. Un tiers du total des investissements du Fonds européen pour les investissements stratégiques soutient les petites et moyennes entreprises, 25 % la recherche et le développement, 18 % soutiennent des projets énergétiques, 11 % des projets numériques, 7 % des projets de transport, 4 % des infrastructures sociales, et 4 % l'environnement et l'utilisation efficace des ressources ⁽⁵⁹⁾.

De nouvelles infrastructures pour les patients en Pologne ⁽⁶⁰⁾

Les hôpitaux manquent souvent d'argent pour améliorer le niveau des soins de santé qu'ils prodiguent. La région de Cujavie-Poméranie a été la première en Pologne à bénéficier d'un prêt du Fonds européen pour les investissements stratégiques destiné à un projet du secteur public. En combinant un prêt de la Banque européenne d'investissement de 57 millions d'EUR à des fonds provenant de son propre budget et d'autres financements de l'UE, la région procède à l'agrandissement de l'hôpital Rydygier de Toruń. Axé sur la recherche et les technologies modernes, ce projet permettra aux patients de bénéficier d'une large gamme de traitements et d'avoir accès aux interventions médicales les plus modernes. Le nombre de lits d'hôpital doublera, passant de 551 à 1 059. La surface au sol passera de 20 000 m² à plus de 50 000 m², et 57 000 m² d'espaces verts seront créés. L'hôpital réalisera des économies en améliorant l'efficacité de son administration et en mettant en place des mesures favorables à l'environnement et aux économies d'énergie. Les nouvelles ailes de l'hôpital ouvriront leurs portes aux patients en 2019.

Modernisation des réseaux énergétiques en Italie ⁽⁶¹⁾

La Banque européenne d'investissement prête à Dolomiti Energia 100 millions d'EUR en vue de renouveler et de développer ses réseaux de distribution de gaz et d'électricité. Ce financement permettra de renforcer les centrales hydroélectriques dans la province de Trente, dans le nord de l'Italie, où Dolomiti Energia est active et emploie 1 400 personnes, et d'en assurer l'entretien.

Fonds pour la connectivité à haut débit en Europe ⁽⁶²⁾: le haut débit arrive dans les zones moins densément peuplées de l'UE ⁽⁶³⁾

⁽⁵⁹⁾ Données au 13 juin 2019, source: Groupe de la Banque européenne d'investissement — <http://www.eib.org/efsi/>

⁽⁶⁰⁾ Commission européenne, *Plan Juncker — État des lieux, 2019*, p. 5 — https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/brochure-investment-plan-17x17-mar19_fr.pdf.

⁽⁶¹⁾ Commission européenne, *Plan Juncker — État des lieux, 2019*, p. 12 — https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/brochure-investment-plan-17x17-mar19_fr.pdf.

⁽⁶²⁾ Dans le cadre de sa stratégie Europe 2020, l'UE a fixé en 2010 trois objectifs en matière de haut débit: au plus tard en 2013, mettre le haut débit de base (jusqu'à 30 mégabits par seconde, ou Mbps) à la disposition de tous les Européens, et au plus tard en 2020, leur assurer une couverture en haut débit rapide (30 Mbps ou davantage) et faire en sorte qu'au moins 50 % des ménages européens disposent d'un abonnement au haut débit ultra-rapide (plus de 100 Mbps). Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, l'UE a, au cours de la période 2014-2020, appliqué une série de mesures stratégiques et réglementaires, et mis quelque 15 milliards d'EUR à la disposition des États membres au moyen de diverses sources et types de financement, y compris 5,6 milliards d'EUR de prêts de la Banque européenne d'investissement. Un résumé des orientations de ce Fonds en matière d'investissement est disponible en ligne sur la page web de la Commission européenne consacrée au marché unique numérique: <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/connecting-europe-broadband-fund>.

⁽⁶³⁾ Commission européenne, *Plan Juncker — État des lieux, 2019*, p. 9 — https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/brochure-investment-plan-17x17-mar19_fr.pdf.

Le Fonds pour la connectivité à haut débit en Europe est la première plateforme d'investissement à soutenir l'infrastructure haut débit dans le cadre du plan Juncker. Ce Fonds combine des financements de la Banque européenne d'investissement, du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, des banques nationales de développement et d'investisseurs privés. Le nouveau Fonds pour la connectivité à haut débit aidera l'UE à atteindre l'objectif visant à ce que tous les ménages européens disposent d'une connexion internet de 30 mégabits par seconde d'ici 2020 et à ce que, d'ici 2025, l'ensemble des écoles, plateformes de transports, principaux fournisseurs de services publics et entreprises à forte intensité numérique disposent de connexions internet de 1 gigabit par seconde (objectifs pour une société européenne du gigabit). Il répond à la demande croissante de financement de projets à petite échelle et à haut risque en matière de haut débit en Europe, lesquels ne bénéficient pas, actuellement, de financements de l'UE. Le Fonds entend lever 500 millions d'EUR d'investissements dans le haut débit d'ici 2020 et devrait débloquer au total entre 1,0 et 1,7 milliard d'EUR d'investissements. Le premier projet du Fonds a été signé en janvier 2019 et a pour but de mettre en place un réseau en accès libre de qualité par fibre optique jusqu'au foyer (FTTH) pour les particuliers, les entreprises et les administrations publiques dans les zones rurales des régions de Primorje-Gorski Kotar et de l'Istrie (Croatie), qui couvrira plus de 135 000 sites.

Analyse et évaluation

Les données de l'**évaluation 2018** indiquent que le Fonds européen pour les investissements stratégiques apporte une valeur ajoutée évidente en répondant aux besoins d'investissement non satisfaits et en soutenant les besoins d'investissements anticycliques. D'un point de vue politique, le Fonds est parvenu à réorienter le débat de l'austérité vers les mesures de soutien à l'investissement. Eu égard aux opérations réalisées jusqu'à la fin 2017, le Fonds européen pour les investissements stratégiques a **contribué à la création de plus de 750 000 emplois, un chiffre qui devrait passer à 1,4 million d'emplois d'ici à 2020**. Il a engendré une augmentation de 0,6 % du produit intérieur brut de l'UE et devrait l'accroître de 1,3 % d'ici à 2020.

Bien que la situation globale se soit améliorée au niveau macroéconomique, au regard de l'ampleur du déficit de financement et des conditions de financement (en particulier pour les petites et moyennes entreprises), **des besoins d'investissements considérables et urgents subsistent**. Les données de l'évaluation indiquent que des défaillances persistantes du marché, qui freinent l'investissement, sont encore observées dans différents domaines d'action. La récente accélération des investissements au sein de l'UE n'a pas encore permis de ramener les taux d'investissement au niveau de leurs moyennes historiques. En outre, les efforts devront se poursuivre au-delà de 2020 pour que l'investissement retrouve une tendance durable à long terme, avec un accent particulier sur les priorités stratégiques actuelles et émergentes de l'UE.

Parmi les **lacunes** soulignées dans l'évaluation de 2018 figure la nécessité de mettre davantage l'accent sur les objectifs à long terme de l'UE en matière de climat. Ce point a été pris en compte lors de la prolongation du Fonds européen pour les investissements stratégiques en 2018. Au moins 40 % du volet «Infrastructures et innovation» du Fonds européen pour les investissements stratégiques devrait contribuer à l'action pour le climat conformément à l'accord de Paris. De plus, la Commission a utilisé sa représentation au sein des organes de gouvernance de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement et des comités de pilotage de ces instruments pour s'assurer que ces organismes suivent rigoureusement les objectifs stratégiques de l'UE lors de la mise en œuvre des instruments financiers, notamment en matière de soutien à l'entrepreneuriat social, de lutte contre le chômage des jeunes, de lutte contre le changement climatique, de lutte contre l'évasion fiscale et de promotion des normes internationales de bonne gouvernance en matière fiscale.

Par le passé, le Fonds européen pour les investissements stratégiques soutenait seulement un nombre restreint de projets transfrontières, qui présentent généralement une forte valeur ajoutée de l'UE. Il reste essentiel d'assurer une large couverture géographique dans l'ensemble de l'UE, un aspect qui s'est amélioré au fil des années d'activité du Fonds. En termes de cohérence, il est possible d'améliorer davantage la complémentarité et le soutien mutuel entre les trois piliers du Fonds ainsi que d'atténuer les risques potentiels de concurrence entre le Fonds et les autres instruments financiers de l'UE.

En janvier 2019, la **Cour des comptes européenne** a publié un rapport spécial (n° 03/2019) sur le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Bien que la conclusion générale de l'audit soit que le Fonds

européen pour les investissements stratégiques a permis de lever efficacement des fonds afin d'encourager des investissements supplémentaires conséquents au sein de l'UE, la Cour a également exprimé certaines préoccupations. Entre autres, la Cour se demande si certaines opérations du Fonds se sont substituées à d'autres opérations de la Banque européenne d'investissement et instruments financiers de l'UE, et si une partie du soutien du Fonds est allée à des projets qui auraient pu être financés par d'autres sources, mais à des conditions différentes. La Cour a également mis l'accent sur la nécessité de continuer de veiller à une répartition géographique équilibrée des investissements soutenus par le Fonds.

Dans le cadre du paquet relatif au cadre financier pluriannuel, et s'appuyant sur la réussite du plan Juncker et du Fonds européen pour les investissements stratégiques, la Commission a proposé une nouvelle initiative visant à mobiliser des investissements privés et publics pour la période 2021-2027, le **programme InvestEU**. Le nouveau programme introduit des changements qui répondent aux interrogations soulevées par la Cour des comptes européenne, pour rendre le financement de projets d'investissement par l'UE plus simple, plus efficace et plus flexible. Le programme InvestEU aura pour priorité de remédier à l'important déficit d'investissement dans les principaux secteurs d'avenir au moyen d'une garantie budgétaire de l'UE d'un montant de 38 milliards d'EUR. En soutenant l'investissement et l'innovation dans l'UE, il stimulera aussi la création d'emplois. À la fin de l'année 2027, il devrait mobiliser environ 650 milliards d'EUR d'investissements privés et publics dans l'ensemble de l'UE et apporter un soutien au moyen de quatre volets d'action: les infrastructures durables, la recherche, l'innovation et la numérisation, les petites et moyennes entreprises (PME), et les investissements sociaux et les compétences.

Mécanisme pour l'interconnexion en Europe

Objectifs du programme

Pour stimuler la création d'emplois et les taux de croissance, l'UE a besoin d'infrastructures modernes et hautement performantes qui contribuent à l'interconnexion et à l'intégration de l'UE et de toutes ses régions dans les secteurs des transports, des télécommunications et de l'énergie. De telles connexions sont indispensables à la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services.

Ainsi, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe soutient l'investissement dans les infrastructures énergétiques, numériques et de transport par le développement de réseaux transeuropéens. Ces réseaux facilitent les connexions transfrontalières et l'interopérabilité, favorisent une plus grande cohésion économique, sociale et territoriale et contribuent à une économie sociale de marché plus compétitive.

Les objectifs spécifiques du mécanisme pour l'interconnexion en Europe sont les suivants:

Mécanisme pour l'interconnexion en Europe — Transports



- Supprimer les goulets d'étranglement, renforcer l'interopérabilité ferroviaire, établir les liaisons manquantes et, en particulier, améliorer les tronçons transfrontaliers.
- Garantir des systèmes de transport durables et efficaces à long terme, en vue de se préparer aux flux de transport futurs escomptés, et permettre la décarbonation de tous les modes de transport par le passage à des technologies de transport innovantes à faibles émissions de carbone et à haut rendement énergétique, tout en optimisant la sécurité.
- Optimiser l'intégration et l'interconnexion des modes de transport et renforcer l'interopérabilité des services de transport, tout en assurant l'accessibilité des infrastructures de transport.

Mécanisme pour l'interconnexion en Europe — Énergie



- Améliorer la compétitivité en promouvant une intégration plus poussée du marché intérieur de l'énergie et l'interopérabilité des réseaux d'électricité et de gaz par-delà les frontières.
- Renforcer la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'UE.
- Contribuer au développement durable et à la protection de l'environnement, notamment par l'intégration des sources d'énergie renouvelables au réseau de transport, et par le développement de réseaux d'énergie intelligents et de réseaux de dioxyde de carbone.

Mécanisme pour l'interconnexion en Europe — Télécommunications



- Contribuer à l'interopérabilité, la connectivité, le déploiement durable, l'exploitation et la maintenance évolutive des infrastructures de services numériques transeuropéennes, ainsi qu'à la coordination au niveau européen.
- Contribuer au flux efficace d'investissements privés et publics visant à encourager le déploiement et la modernisation des réseaux à haut débit en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie numérique pour l'Europe dans le domaine du haut débit.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Le mécanisme pour l'interconnexion en Europe apporte un soutien au développement du réseau transeuropéen de transport en complétant les connexions transfrontalières, en établissant les liaisons manquantes et en supprimant les goulets d'étranglement. *Entre 2014 et 2018*, 688 projets ont été retenus en vue d'un financement au titre du volet «**Transports**» du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, qui a apporté 22,8 milliards d'EUR de fonds de l'UE et a permis de mobiliser un volume d'investissement de 48 milliards d'EUR. *En 2018*, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe a apporté 1,7 milliard d'EUR de fonds et a permis de mobiliser des investissements d'un montant total de près de 7 milliards d'EUR pour 88 projets de transport axés sur les réseaux transeuropéens. En outre, un appel spécifique a été lancé pour mobiliser des fonds en faveur de la sécurité des transports, du passage au numérique et de la multimodalité, mettant à disposition des fonds d'un montant de 450 millions d'EUR.

Le volet «**Télécommunications**» du mécanisme pour l'interconnexion en Europe permet l'interopérabilité en mettant en place un écosystème d'infrastructures de services numériques transfrontières fiables qui sont essentielles pour déclencher la transformation numérique des États membres. En matière de connectivité, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe stimule l'investissement en vue de mettre en place et de

moderniser des réseaux à haut débit, et fournit une connectivité sans fil de qualité dans les communautés locales (WiFi4EU). Les infrastructures de services numériques facilitent les interactions transfrontières entre les administrations publiques, les entreprises et les citoyens dans un large éventail de domaines tels que la cybersécurité, les données ouvertes et les services de santé en ligne. Le programme de travail pour 2018 a soutenu le déploiement, le fonctionnement et la maintenance évolutive de 16 infrastructures numériques, dans le prolongement des investissements effectués au cours des années précédentes. De plus, trois nouveaux éléments constitutifs ont été ajoutés à l'écosystème du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, à savoir l'archivage électronique (eArchiving), le programme Context Broker et l'infrastructure de test de mégadonnées (Big Data Test Infrastructure) ⁽⁶⁴⁾.

L'élément constitutif relatif à l'identification électronique relève le défi de la reconnaissance transfrontière des documents d'identification électroniques délivrés au niveau national. Une fois que ce dispositif est déployé dans un État membre, la reconnaissance mutuelle des documents d'identification nationaux entre les États membres participants devient possible. Cela signifie, par exemple, qu'un citoyen de l'UE pourra accéder à un service public d'un autre État membre en utilisant son propre moyen d'identification national. *En 2018*, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe a financé un projet ambitieux qui ouvre la voie à l'utilisation effective des documents d'identification électroniques aux Pays-Bas et qui permet à des citoyens de l'UE de prouver leur identité par voie électronique grâce à leurs documents délivrés au niveau national lorsqu'ils demandent l'accès à plus de 200 services publics dans 90 communes. Cette solution est actuellement disponible pour les détenteurs de documents d'identification électroniques autrichiens, allemands et belges et devrait être progressivement élargie à d'autres pays ⁽⁶⁵⁾.

2018 a vu l'achèvement de l'appel à propositions mixte de 2017 dans le cadre du volet «Transports» du mécanisme pour l'interconnexion en Europe; cet appel à propositions a suivi une approche novatrice en mettant à disposition un budget indicatif total de 1,40 milliard d'EUR de subventions de l'UE, à combiner avec d'autres financements provenant du Fonds européen pour les investissements stratégiques, de la Banque européenne d'investissement, des banques nationales de développement ou des investisseurs du secteur privé. Plus de 250 millions d'EUR de cofinancement seront alloués à la promotion des carburants alternatifs dans les transports. Font notamment partie de ces actions:

- le verdissement de la liaison de transport maritime reliant le port de Świnoujście en Pologne au port d'Ystad en Suède;
- le déploiement d'infrastructures de transport public à hydrogène au Danemark, en Lettonie et au Royaume-Uni;
- la construction d'un réseau de stations-service de biogaz naturel liquéfié sur les routes reliant le sud de l'Espagne à l'est de la Pologne via la Belgique, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas;
- l'électrification des lignes de bus urbaines et régionales en Croatie, en Italie, en Slovénie et en Slovaquie ⁽⁶⁶⁾.

Dans le cadre de l'appel à propositions mixte, le projet de **réseau de services à zéro émission pour les transports publics** reliant Amsterdam à l'aéroport d'Amsterdam Schiphol a été retenu. Il contribuera à renforcer la multimodalité et par conséquent le passage des carburants fossiles aux carburants alternatifs dans les nœuds urbains du réseau transeuropéen de transport autour d'Amsterdam (mer du Nord - Baltique, mer du Nord - Méditerranée et Rhin - Alpes).

Entre 2014 et 2018, les programmes de travail pluriannuels du volet «**Énergie**» du mécanisme pour l'interconnexion en Europe ont permis d'allouer un montant total de 3,4 milliards d'EUR à 122 actions contribuant à 91 projets d'intérêt commun ⁽⁶⁷⁾.

En 2018, la convention de subvention concernant le SuedOstLink, l'un des plus grands projets d'infrastructures énergétiques allemands, a été signée. Le projet consiste à poser 580 kilomètres de câbles à

⁽⁶⁴⁾ Fiche de programme 2020 du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, p. 163.

⁽⁶⁵⁾ Fiche de programme 2020 du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, p. 163.

⁽⁶⁶⁾ Direction générale de la mobilité et des transports, rapport annuel d'activités 2018, p. 34.

⁽⁶⁷⁾ Fiche de programme 2020 du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, p. 163.

haute tension entièrement souterrains. Cette ligne de transport électrique établira la liaison dont le pays a un besoin urgent entre la production d'énergie éolienne dans le nord de l'Allemagne et les pôles de consommation situés dans le sud du pays. Elle permettra donc une meilleure intégration des énergies renouvelables et concourra également à développer les échanges transfrontaliers d'énergie avec les États membres de l'UE voisins.

Une subvention de 27 millions d'EUR a également été octroyée pour soutenir la construction d'une nouvelle ligne intérieure de transport électrique de 400 kV entre Cernavoda et Stalpu en Roumanie, qui contribuera à augmenter la capacité d'interconnexion entre la Bulgarie et la Roumanie et facilitera l'intégration de l'énergie éolienne produite sur les bords de la mer Noire.

Par ailleurs, une convention de subvention a été signée pour soutenir l'introduction du gaz naturel à Chypre dans le cadre du projet CyprusGas2EU (contribution de l'UE de 101 millions d'EUR), qui permettra de mettre fin à l'isolement énergétique actuel de Chypre, en diversifiant l'approvisionnement d'une région où une seule source domine et en contribuant à réduire la pollution atmosphérique et les émissions en permettant le passage du fioul lourd au gaz pour la production d'électricité. Ce projet permettra aussi de renforcer la sécurité énergétique et la compétitivité des prix ⁽⁶⁸⁾.

En 2018, une subvention de 578 millions d'EUR, soit la plus importante jamais attribuée au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (Énergie), a été accordée pour soutenir la construction de la nouvelle interconnexion entre la France et l'Espagne (projet Golfe de Gascogne). Cette nouvelle interconnexion électrique favorisera l'intégration de la péninsule ibérique dans le marché intérieur de l'électricité. Le projet, qui comprend l'installation d'une ligne sous-marine longue de 280 km, s'appuie sur des solutions technologiquement innovantes pour la conception de la liaison dans le gouf de Capbreton et de la partie terrestre française, qui est entièrement souterraine. Cette nouvelle ligne doublera presque la capacité d'interconnexion entre les deux pays pour la porter de 2 800 mégawatts à 5 000 mégawatts et permettra à l'Espagne de se rapprocher de l'objectif d'interconnexion de 10 %, son niveau actuel étant de 6 %. Cette augmentation permettra d'améliorer l'intégration des énergies renouvelables, contribuant ainsi fortement à la transition vers une énergie propre et à la politique de l'UE dans ce domaine.



L'initiative WiFi4EU a été annoncée par le président Juncker en 2016 dans le cadre de la stratégie pour un marché unique numérique, un cadre comprenant de nouvelles mesures pour répondre aux besoins croissants des Européens en matière de connectivité et renforcer la compétitivité de l'Europe. L'initiative WiFi4EU vise à offrir un accès internet de qualité aux habitants et aux visiteurs partout dans l'UE, grâce à des points d'accès Wi-Fi gratuits dans des lieux publics comme les parcs, places, bâtiments officiels, bibliothèques et établissements de santé. Des coupons d'une valeur de 15 000 EUR chacun financés par la Commission européenne seront octroyés pour aider près de 9 000 communes situées dans l'ensemble de l'UE, en Norvège et en Islande à installer des points d'accès Wi-Fi dans ces centres de la vie publique, en faisant appel aux services de sociétés d'installation de Wi-Fi ⁽⁶⁹⁾.

Le premier appel à candidatures dans le cadre du programme WiFi4EU a eu lieu en *novembre 2018*; plus de 13 000 communes de toute l'Europe ont soumis une candidature et 2 800 coupons ont été attribués ⁽⁷⁰⁾.

⁽⁶⁸⁾ Fiche de programme 2018 du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, p. 7.

⁽⁶⁹⁾ Fiche de programme 2018 du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, p. 5.

⁽⁷⁰⁾ Fiche de programme 2018 du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, p. 5.

Analyse et évaluation

L'évaluation du mécanisme pour l'interconnexion en Europe ⁽⁷¹⁾ a conclu que la réunion des transports, des télécommunications et de l'énergie sous un cadre de financement commun a permis de réaliser des **économies d'échelle** au niveau du programme, grâce au recours à une seule agence exécutive et à des procédures communes. Au niveau des projets, cependant, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe n'a pas suffisamment réussi à créer les synergies attendues.

Les conclusions de l'évaluation ont été intégrées à la proposition relative au prochain mécanisme pour l'interconnexion en Europe en y accordant une attention particulière à la simplification, à la flexibilité renforcée et à l'amélioration du suivi des performances ⁽⁷²⁾.

Les enjeux futurs pour l'économie de l'UE associés aux objectifs de décarbonation et de numérisation donneront lieu à une convergence de plus en plus accrue des secteurs des transports, de l'énergie et du numérique. Parmi les domaines où des synergies peuvent être dégagées, citons la mobilité connectée et autonome, la mobilité propre fondée sur des carburants alternatifs, le stockage de l'énergie et les réseaux intelligents. La proposition relative au mécanisme pour l'interconnexion en Europe après 2020 ⁽⁷³⁾ vise à renforcer ces synergies: afin de promouvoir les projets qui portent sur plus d'un secteur, les mesures d'incitation prévoient la possibilité d'appliquer le taux de cofinancement maximal des secteurs concernés. En outre, il sera possible, pour chaque secteur, d'accepter comme coûts éligibles des éléments auxiliaires relevant d'un autre secteur, par exemple la production d'énergie renouvelable dans le cadre d'un projet de transport. Afin d'encourager les propositions intersectorielles et de leur donner la priorité, les possibilités de synergie que présente une action proposée seront évaluées au titre des critères d'attribution. Les synergies seront mises en œuvre au moyen de programmes de travail communs et d'un financement conjoint associant les trois secteurs. Certaines activités menées actuellement au titre du volet «Télécommunications» du mécanisme pour l'interconnexion en Europe devraient être poursuivies dans le cadre du nouveau programme pour une Europe numérique.

⁽⁷¹⁾ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'évaluation à mi-parcours du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), COM(2018) 66 final du 14.2.2018, p. 9.

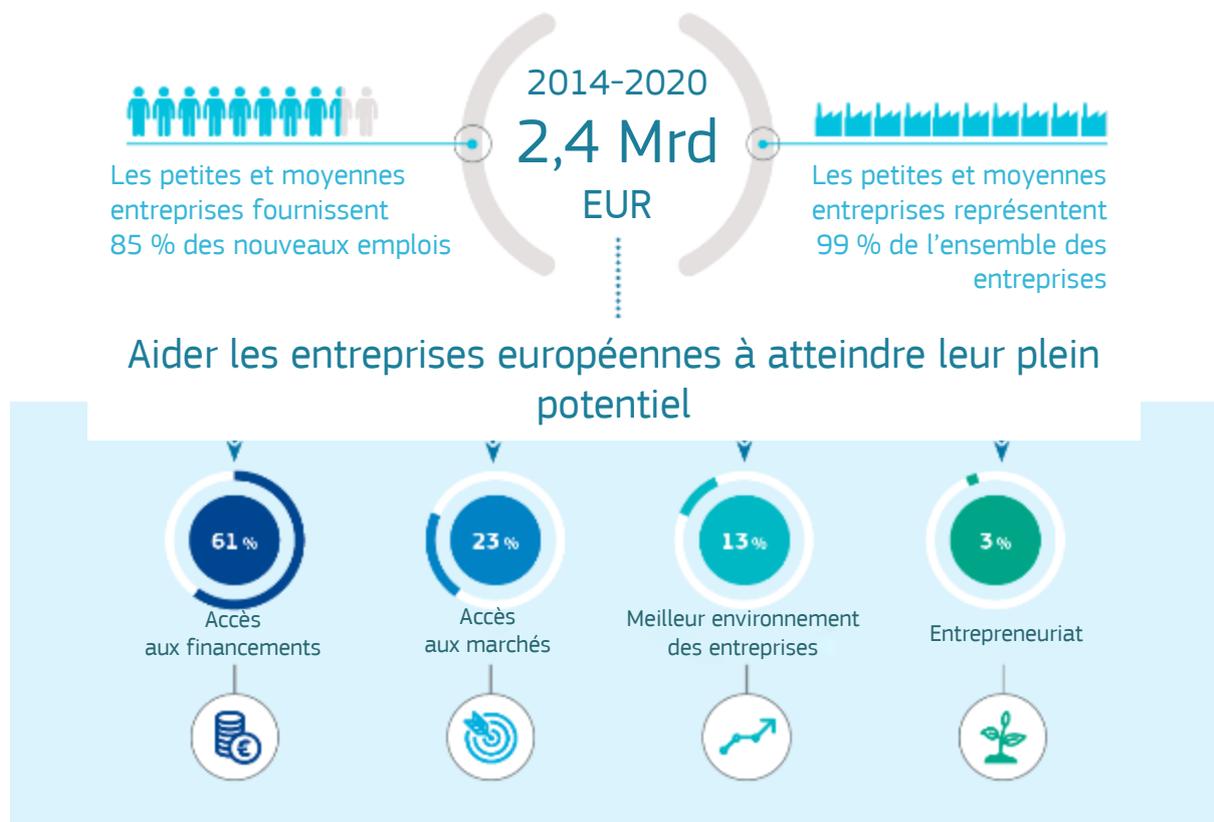
⁽⁷²⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe et abrogeant les règlements (UE) n° 1316/2013 et (UE) n° 283/2014, COM(2018) 438 du 6.6.2018, p. 8.

⁽⁷³⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe et abrogeant les règlements (UE) n° 1316/2013 et (UE) n° 283/2014, COM(2018) 438 du 6.6.2018, p. 2.

Compétitivité des entreprises et petites et moyennes entreprises

Objectifs du programme

Le programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises comprend des **actions destinées à soutenir les petites entreprises** au moyen de subventions, d'instruments financiers et de services de soutien.



Source: Commission européenne

Le programme améliore l'accès au financement des petites et moyennes entreprises au moyen de deux instruments financiers, le mécanisme de garantie de prêts et le mécanisme de financement en capital-risque de la croissance des entreprises. Ces deux instruments sont gérés par le Fonds européen d'investissement et facilitent l'accès à des prêts et à des financements en capital-risque pour les petites entreprises présentant un risque plus élevé, qui autrement n'auraient pas pu obtenir le financement dont elles ont besoin.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Depuis 2015, dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe, les possibilités de financement au titre du **mécanisme de garantie de prêts** ont été renforcées grâce au soutien du Fonds européen pour les investissements stratégiques. La concentration en début de période a été transformée en un complément permanent du budget du mécanisme de garantie de prêts d'un montant de 550 millions d'EUR provenant du Fonds européen pour les investissements stratégiques. Cela a permis de mettre à disposition en 2018 beaucoup plus de financements pour les petites entreprises au risque élevé, y compris les jeunes entreprises (start-ups), qui ont le plus de difficultés à accéder aux financements en raison de leur risque élevé perçu ou de leur manque de garanties suffisantes. Au cours de l'année 2018, le Fonds européen d'investissement a signé 36 accords de garanties de prêts pour un montant total de 387 millions d'EUR. Parmi ces accords, 33 étaient soutenus conjointement par le Fonds européen pour les investissements stratégiques

et le mécanisme de garantie de prêts⁽⁷⁴⁾. Ces accords, combinés à ceux signés au cours des années précédentes, ont permis à plus de 381 000 petites entreprises de recevoir plus de 20 milliards d'EUR de soutien financier à la fin septembre 2018.

La signature d'accords au titre du **mécanisme de financement en capital-risque de la croissance des entreprises** a pris plus de temps car les fonds propres supposent des procédures plus complexes de diligence raisonnable et de collecte de fonds. Fin 2018, le Fonds européen d'investissement avait investi dans 14 fonds dans le cadre du mécanisme de financement en capital-risque de la croissance des entreprises, pour un montant total de 163,5 millions d'EUR⁽⁷⁵⁾. Cinq de ces fonds étaient axés sur plusieurs phases de développement (*multi-stage funds*) et combinés au volet «Apports de fonds propres» du dispositif InnovFin («InnovFin Equity») pour les entreprises en phase initiale de développement⁽⁷⁶⁾ établi dans le cadre d'Horizon 2020.

Le **réseau Enterprise Europe** aide les petites entreprises européennes à s'internationaliser en fournissant des services de conseil et en trouvant des partenaires commerciaux, technologiques et d'innovation à l'étranger. 607 organisations intermédiaires mettent les services du réseau à la disposition des petites entreprises dans l'UE et les pays associés au programme. *En 2018*, les services du réseau ont aidé environ 250 000 petites et moyennes entreprises à développer leur activité hors de leur pays d'origine et ont contribué à l'organisation d'environ 75 000 réunions de coopération entre petites entreprises, qui ont donné lieu à la signature de 2 611 accords de partenariat internationaux entre ces dernières⁽⁷⁷⁾. Les services de conseil renouvelés du réseau ont aidé 1 796 petites et moyennes entreprises à améliorer leur compétitivité et leur capacité d'innovation *en 2018*. Des conseillers du réseau Enterprise Europe spécialisés dans l'expansion des entreprises ont été déployés, comme le prévoit l'initiative de la Commission en faveur des start-up et des scale-up⁽⁷⁸⁾, avec la mise en œuvre d'une action spécifique couvrant 56 régions de l'UE et aidant les entreprises en expansion à surmonter les obstacles à la croissance. Une nouvelle vision stratégique a été élaborée pour le réseau Enterprise Europe afin de garantir que celui-ci continue de fournir des services qui répondent aux besoins futurs des petites entreprises.

Les petites entreprises apprécient le réseau et le soutien qu'il apporte: 89 % des petites et moyennes entreprises estiment que leur situation sur le marché devrait s'améliorer grâce à ce soutien. En outre, presque la moitié pensent que leur compétitivité s'améliorera grâce aux améliorations en matière d'innovation réalisées avec l'aide du réseau. Près de 6 entreprises sur 10 ont estimé que les services du réseau les aideraient à préserver ou à créer des emplois.

Le programme «Erasmus pour jeunes entrepreneurs» lance des appels à propositions annuels. *En 2018*, le programme «Erasmus pour jeunes entrepreneurs» comptabilisait déjà 7 000 échanges entre nouveaux entrepreneurs et entrepreneurs chevronnés dans l'ensemble de l'Europe depuis son lancement⁽⁷⁹⁾. En vue de tester l'élargissement géographique d'«Erasmus pour jeunes entrepreneurs» à de nouvelles destinations en dehors de l'Europe, la mise en œuvre du projet pilote d'une durée de 24 mois «Erasmus for Young Entrepreneurs Global» a commencé en avril 2018.

Le programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises contribue également à l'**amélioration des conditions-cadres de la compétitivité des entreprises de l'UE** de diverses manières. Dans le cadre de l'initiative internationale «Cluster Go», le programme a permis la création de 25 partenariats européens de clusters *en 2018* et a aidé 134 clusters en Europe à s'internationaliser dans l'intérêt de leurs petites et moyennes entreprises⁽⁸⁰⁾. Cette initiative encourage les clusters et petites entreprises qui y participent à accéder aux chaînes de valeur mondiales et à trouver des partenaires stratégiques en dehors de l'Europe. Neuf partenariats stratégiques européens de clusters pour la

⁽⁷⁴⁾ Fiche de programme du programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME), p. 2.

⁽⁷⁵⁾ Fiche de programme du programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME), p. 2.

⁽⁷⁶⁾ http://www.eif.europa.eu/what_we_do/equity/single_eu_equity_instrument/innovfin-equity/index.htm

⁽⁷⁷⁾ Fiche de programme du programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME), p. 3.

⁽⁷⁸⁾ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — *Les grands acteurs européens de demain: l'initiative en faveur des start-up et des scale-up*, COM(2016) 733 final du 22.11.2016 — <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM:2016:733:FIN>.

⁽⁷⁹⁾ Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, *rapport annuel d'activités 2018*, p. 16.

⁽⁸⁰⁾ Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, *rapport annuel d'activités 2018*, p. 18.

spécialisation intelligente et l'investissement ont été créés *en 2018*. Ces partenariats rassemblent 57 clusters dans toute l'Europe et touchent plus de 6 000 petites et moyennes entreprises.

La plateforme européenne de collaboration des clusters⁽⁸¹⁾ est devenue un pôle majeur facilitant la collaboration entre clusters aux niveaux européen et mondial. Elle rassemble plus de 930 organisations de clusters et touche plus de 100 000 petites entreprises. Associée à l'animation de plus de 1 100 réunions internationales d'appariement de clusters *en 2018*, la plateforme européenne de collaboration des clusters est devenue un instrument essentiel de l'UE pour soutenir l'internationalisation de ce type d'entreprises.

Analyse et évaluation

Une étude évaluant le programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises⁽⁸²⁾ a conclu à la forte adéquation du programme avec l'évolution des besoins des petites entreprises en Europe et à sa grande pertinence pour le public, grâce à l'attention accordée à la promotion des possibilités d'emploi et à la génération de croissance. La dimension européenne est au cœur du programme et revêt une importance capitale pour la plupart des actions. Le programme est parvenu à établir les éléments constitutifs nécessaires à l'obtention des résultats escomptés. Sa force réside dans le recours à des organisations intermédiaires (intermédiaires financiers, membres du réseau Entreprise Europe, organisations intermédiaires pour le programme «Erasmus pour jeunes entrepreneurs» et organisations de clusters). Le programme s'appuie sur la proximité de ces intermédiaires locaux avec les petites entreprises et facilite l'intégration des services du programme avec les services fournis par ces intermédiaires nationaux et régionaux. Les retours des bénéficiaires sont généralement positifs et une grande majorité indiquent que le rapport coûts-avantages de leur participation est bon. La dimension européenne constitue la valeur ajoutée du programme.

L'étude contient des propositions pour remédier aux lacunes dans l'exécution du programme: il conviendrait de réduire la fragmentation du budget en de nombreuses petites actions pour améliorer l'efficacité et l'efficacité au regard des coûts, et des données de suivi centralisées devraient être mises à disposition pour guider la mise en œuvre sur le plan stratégique. Les activités du programme ne présentent pas de chevauchements majeurs avec d'autres initiatives de politique, tant au niveau européen qu'aux niveaux national et régional. Cependant, pour certaines actions, les synergies et la complémentarité avec d'autres actions européennes, nationales et régionales pourraient être améliorées.

Cette étude a été utilisée pour l'élaboration des propositions relatives aux futurs programmes au titre du cadre financier pluriannuel pour l'après-2020. Le programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (à l'exception des instruments financiers) sera intégré à un nouveau programme, le programme en faveur du marché unique⁽⁸³⁾. Ce nouveau programme soutiendra différents types d'actions dans les domaines du renforcement de la compétitivité, notamment celle des petites et moyennes entreprises, de la normalisation, de la protection des consommateurs, de la lutte contre le blanchiment de capitaux, de la concurrence, de l'information financière et du contrôle des comptes, des mesures vétérinaires et phytosanitaires tout au long de la chaîne alimentaire, et des statistiques européennes. Les instruments financiers du programme seront intégrés à un nouveau fonds nommé InvestEU, qui rassemblera les financements de l'UE sous forme de capitaux propres et ceux sous forme d'emprunts.

⁽⁸¹⁾ <https://www.clustercollaboration.eu/eu-initiative/cluster-excellence-calls>

⁽⁸²⁾ *Évaluation intermédiaire du programme COSME — Rapport final. Étude externe accompagnant l'évaluation intermédiaire du programme COSME.*

⁽⁸³⁾ *Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le programme en faveur du marché unique, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, et des statistiques européennes et abrogeant les règlements (UE) n° 99/2013, (UE) n° 1287/2013, (UE) n° 254/2014, (UE) n° 258/2014 et (UE) 2017/826, COM(2018) 441 du 7.6.2018.*

ERASMUS+

Objectifs du programme

Erasmus+ est le programme phare de l'UE pour soutenir et renforcer l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport en Europe. Depuis 30 ans, le programme Erasmus+ et ses prédécesseurs offrent aux jeunes, aux étudiants, aux apprenants de l'enseignement et de la formation professionnels et aux adultes des possibilités de mobilité pour étudier, se former, acquérir une expérience et faire du bénévolat à l'étranger, en Europe et au-delà. Le programme Erasmus+ contribue grandement au **soutien de la coopération entre universités, écoles**, prestataires de **formation professionnelle** et organisations de jeunesse et sport, ainsi qu'à la création de possibilités d'apprentissage pour les futurs enseignants et de développement professionnel pour les enseignants et les membres de la direction d'établissements scolaires. Le programme encourage la mobilité des apprenants et du personnel de l'enseignement et de la formation professionnels, ainsi que celle du personnel du secteur de l'éducation des adultes, tout en soutenant également l'internationalisation dans le cadre de partenariats stratégiques qui font avancer les priorités définies dans les conclusions de Riga sur l'enseignement et la formation professionnels et dans l'agenda européen dans le domaine de l'éducation et de la formation des adultes.

Soutenir l'éducation et la formation



- Parvenir à un espace européen de l'éducation pour 2025.
- Améliorer le niveau des compétences et des aptitudes clés pour parvenir à une meilleure cohésion sociale, notamment par la mobilité à des fins d'éducation et de formation et la coopération avec le monde du travail.
- Favoriser l'amélioration de la qualité, l'excellence de l'innovation et l'internationalisation des établissements d'enseignement et de formation.
- Stimuler l'élaboration de politiques innovantes, le dialogue politique et la mise en œuvre, et l'échange de connaissances dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de la jeunesse.
- Sensibiliser à l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie.
- Soutenir la dimension internationale de l'enseignement et de la formation.
- Enseigner et apprendre les langues.
- Promouvoir l'enseignement et la recherche en matière d'intégration européenne à travers les activités Jean Monnet.

Jeunesse



- Améliorer le niveau des compétences et des aptitudes clés des jeunes, notamment en accroissant les possibilités de mobilité à des fins d'éducation et de formation non formelles.
- Renforcer la coopération entre organisations dans le domaine de la jeunesse.
- Soutenir la dimension internationale des activités dans le domaine de la jeunesse et le rôle des animateurs socio-éducatifs et des organisations de jeunesse.



Sport

- Lutter contre les menaces transfrontières qui touchent l'intégrité du sport.
- Soutenir la bonne gouvernance dans le sport et les doubles carrières des athlètes.
- Promouvoir les activités de volontariat dans le domaine du sport.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, pour l'ensemble des actions du programme, l'accent a été mis sur des activités qui soutiennent l'inclusion sociale et l'équité en matière d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport, conformément à la déclaration de Paris sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination ainsi qu'au plan d'action de la Commission pour l'intégration des ressortissants de pays tiers.

En 2018, Erasmus+ a démontré sa souplesse dans la réalisation de priorités de politique spécifiques au moyen de différentes actions.

800 000	320 000	13 000	47 000	55 000	172 000
personnes ayant bénéficié, <i>en 2018</i> , des programmes d'apprentissage, de travail ou de bénévolat à l'étranger (10 millions depuis le lancement du programme)	participants au programme de mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur <i>en 2018</i>	participants au programme de mobilité en milieu professionnel (décembre <i>2018</i>)	utilisateurs de la plateforme électronique pour l'apprentissage tout au long de la vie (décembre <i>2018</i>)	téléchargements de l'application pour téléphone mobile Erasmus+ (décembre <i>2018</i>)	participants au programme de mobilité dans l'enseignement et la formation professionnels <i>en 2018</i>

Dans le domaine de l'**enseignement supérieur**, *en 2018*, la priorité a été donnée à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des connaissances et des aptitudes des étudiants, à la meilleure utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC), à l'accroissement du caractère inclusif des systèmes d'enseignement supérieur et au renforcement des liens entre les établissements d'enseignement supérieur et les employeurs ou entreprises sociales. Plus de 320 000 mobilités d'étudiants de l'enseignement supérieur ont eu lieu *en 2018*.

Dans le domaine de l'**éducation scolaire**, la priorité a été donnée au renforcement des profils des professions de l'enseignement, à la promotion de l'acquisition des compétences clés, par exemple en cherchant des solutions aux mauvaises performances dans les compétences de base (mathématiques, sciences, écriture et lecture) et au soutien aux classes multilingues. L'accès des écoles au programme Erasmus+ a été facilité *en 2018* par l'introduction dans le programme d'une nouvelle forme de partenariat pour les échanges scolaires. Le nombre de projets retenus dans ce secteur a ainsi augmenté de 40 %. Les enseignants peuvent également rejoindre la communauté de jumelage électronique eTwinning pour mener des projets collaboratifs avec des classes d'autres pays, suivre des possibilités de développement professionnel en ligne et en présentiel et obtenir de la reconnaissance pour leur travail. Lancé en 2005, eTwinning compte 640 000 utilisateurs et 218 000 écoles. *En 2018*, 103 000 nouveaux utilisateurs se sont enregistrés et 14 000 projets ont été lancés.

En ce qui concerne l'**enseignement et la formation professionnels**, Erasmus+ soutient la mise en place de partenariats entre les entreprises et le monde de l'enseignement visant à promouvoir l'apprentissage en milieu professionnel sous toutes ses formes, en accordant une attention particulière aux formations en apprentissage ainsi qu'à la conception de qualifications et de programmes conjoints répondant aux besoins en compétences sectoriels actuels et futurs. L'introduction de l'activité ErasmusPro⁽⁸⁴⁾ dans le programme Erasmus+ à partir de 2018 a permis de promouvoir la mobilité à long terme (entre 3 mois et 12 mois) des participants admissibles. En conséquence, ce type de mobilité a progressé de plus de 60 % (8 000 par an en moyenne pour la période 2014-2017, et presque 13 000 *en 2018*).

En ce qui concerne l'**inclusion sociale et l'équité**, le programme Erasmus+ soutient des actions qui visent à prévenir la radicalisation violente et à promouvoir les valeurs démocratiques, les droits fondamentaux, la

⁽⁸⁴⁾ https://europa.eu/youth/node/50165_fr

compréhension interculturelle et la citoyenneté active, ainsi qu'à encourager l'inclusion des apprenants défavorisés, y compris des personnes issues de l'immigration, tout en prévenant et en combattant les pratiques discriminatoires. Le volet «Sport» a continué de soutenir des initiatives visant à lutter contre les menaces transfrontières à l'intégrité du sport, telles que le dopage, le trucage de matchs et la violence, et contre toutes formes d'intolérance et de discrimination. Il a également promu la bonne gouvernance dans le sport, les doubles carrières des athlètes et les activités bénévoles dans le sport, ainsi que l'inclusion sociale, y compris des réfugiés et des migrants.

En outre, dans le domaine de l'éducation des adultes, *en 2018*, la priorité a été donnée à l'amélioration et à l'élargissement de l'offre de possibilités d'apprentissage de qualité adaptées aux besoins de chaque adulte ayant un faible niveau de compétences ou peu qualifié, pour que ces personnes acquièrent des compétences en écriture, lecture et calcul ou des compétences numériques, notamment par la validation de compétences acquises lors d'apprentissages informels et non formels. L'élargissement et le développement des compétences des éducateurs font également partie des priorités dans ce domaine.

Éducation et formation des adultes: la plateforme électronique pour l'éducation et la formation des adultes en Europe, qui compte plus de 47 000 utilisateurs enregistrés (plus 38 % en un an), a connu une augmentation considérable de son nombre d'utilisateurs *en 2018*. Cette plateforme est une communauté multilingue à participation ouverte de professionnels de l'éducation et de la formation des adultes, qui rassemble des éducateurs et des formateurs d'adultes, des membres du personnel d'orientation et de soutien, des chercheurs et des universitaires, et des décideurs politiques.

Pour ce qui est de la dimension internationale, Erasmus+ a continué d'offrir des possibilités de mobilité aux membres du personnel de l'enseignement supérieur, aux étudiants, aux jeunes et aux animateurs socio-éducatifs entre l'Europe et le reste du monde, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien au développement du voisinage européen (Balkans occidentaux, Partenariat oriental ⁽⁸⁵⁾ et Méditerranée du Sud). Le *18 janvier 2018*, la Commission a adopté le plan d'action en matière d'éducation numérique ⁽⁸⁶⁾, qui couvre les domaines de l'éducation formelle au moyen d'actions spécifiques destinées aux écoles, à l'enseignement et à la formation professionnels, et à l'enseignement supérieur. Le plan définit trois priorités pour faire en sorte que les technologies numériques soient résolument utilisées pour innover et améliorer l'enseignement et l'apprentissage. Les 11 actions du plan comprennent le soutien au haut débit à haute capacité dans toutes les écoles, la création d'une plateforme européenne pour l'enseignement supérieur numérique et le renforcement de la coopération, et l'offre de programmes de formation portant sur les compétences numériques et entrepreneuriales et sur la sensibilisation à la sécurité en ligne.

L'**application pour téléphone mobile Erasmus+** a continué de servir de guichet unique numérique permettant aux participants et aux jeunes intéressés de trouver toutes les informations dont ils ont besoin sur les possibilités de partir à l'étranger avec Erasmus+. L'application propose des informations, des conseils, des notifications et d'autres services destinés à faciliter l'organisation de leurs périodes de mobilité. L'application a été téléchargée et installée près de 30 000 fois *au cours de l'année 2018*, ce qui porte le nombre total de téléchargements depuis son lancement (mi-2017) à plus de 55 000. Des discussions ont également commencé sur la manière d'améliorer et d'élargir l'éventail de services en ligne pour les étudiants qui accomplissent une période de mobilité transfrontière à des fins d'apprentissage, et entre autres sur la possibilité d'améliorer l'application dans le cadre d'un guichet unique plus large consacré aux services aux étudiants en mobilité.

L'initiative «Personnes de référence» ⁽⁸⁷⁾, un réseau de personnes de référence positives qui contribuent à la prévention de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent, continue d'être mise en place par les agences nationales Erasmus+ participantes. Les premières activités pilotes ayant démarré en 2017, l'initiative a pris une dimension plus large au cours de 2018 (par exemple, l'événement réussi de lancement de l'initiative «Personnes de référence» en Italie en mars 2018). Outre cette initiative mise en œuvre par les agences nationales Erasmus+, la Commission promeut l'approche des personnes de référence par un appel à propositions dans le cadre du volet «Inclusion sociale» du programme Erasmus+.

⁽⁸⁵⁾ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/eastern-partnership_en

⁽⁸⁶⁾ https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/digital-education-action-plan_en

⁽⁸⁷⁾ https://ec.europa.eu/education/resources-and-tools/document-library/role-models-promoting-common-values_en

L'initiative sur la créativité et l'esprit critique dans l'enseignement supérieur, lancée au début de l'année 2018, vise à mettre en place et à tester à l'échelon international un prototype d'outil d'évaluation pour aider les facultés à développer et à évaluer l'esprit créatif et critique de leurs étudiants. Dans le cadre d'Erasmus+, la Commission finance la première phase de ce projet, qui consiste à associer des membres du personnel de l'enseignement supérieur à la mise en pratique de la créativité et de l'esprit critique et à recueillir des exemples d'exercices pédagogiques et de travaux d'étudiants pour illustrer la manière dont ces derniers peuvent démontrer ces aptitudes dans différents contextes.

Analyse et évaluation

L'évaluation à mi-parcours du programme Erasmus+ 2014-2020 ⁽⁸⁸⁾, qui a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme et l'incidence à long terme des programmes précédents, a montré que le programme Erasmus+ actuel fournit un éventail unique de résultats dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport et qu'il est fortement apprécié par les parties intéressées et le grand public. Elle a souligné la forte valeur ajoutée européenne d'Erasmus+ et des programmes qui l'ont précédé. De plus, elle a souligné les effets positifs du caractère intégré du programme, qui couvre l'apprentissage dans tous ses contextes.

L'évaluation a mis en lumière des points à améliorer. En particulier: concernant la pertinence, l'évaluation a souligné la nécessité pour le programme Erasmus+ de mieux atteindre les personnes moins favorisées, de faciliter la participation des organisations de plus petite taille afin de rendre le programme plus inclusif et de renforcer les mesures visant à promouvoir la compréhension de l'intégration européenne et le sentiment d'appartenance à l'Europe, notamment parmi les jeunes générations; concernant l'efficacité, Erasmus+ devrait accroître le volume d'activités dans les secteurs affichant la performance la plus élevée, mais qui ont jusqu'à présent reçu relativement moins de financements, comme l'école, l'enseignement et la formation professionnels ou les secteurs de la jeunesse et du sport, ce qui contribuera également à renforcer la dimension inclusive du programme; enfin, concernant l'efficacité, Erasmus+ devrait simplifier davantage les procédures de candidature et d'établissement de rapports pour réduire la charge administrative pesant sur les bénéficiaires, et devrait optimiser davantage ses procédures en ligne.

Dans son rapport spécial ⁽⁸⁹⁾ sur la mobilité dans le cadre d'Erasmus+, la Cour des comptes a également conclu que ce programme est un label de l'UE reconnu qui jouit d'un grand succès. Erasmus+ joue un rôle essentiel dans le renforcement de la mobilité à des fins d'apprentissage à l'étranger et a un effet positif sur les attitudes des participants envers l'UE. La Cour a relevé le mécanisme innovant de garantie de prêts aux étudiants parmi les points à améliorer et a également recommandé que les objectifs du programme soient mieux couverts par des indicateurs.

Ces suggestions d'amélioration ont été prises en compte par la Commission dans sa proposition de futur programme **«Erasmus»: le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport** ⁽⁹⁰⁾ dans le contexte du cadre financier pluriannuel 2021-2027. Le nouveau programme visera en particulier à intensifier la mobilité et les échanges pour toutes les catégories d'apprenants, à redoubler d'efforts pour atteindre les apprenants moins favorisés et à accroître les possibilités de coopération, notamment pour les organisations de plus petite taille. Le nouveau programme cherchera à rationaliser et à recentrer certaines actions existantes. Par exemple, certaines actions seront spécifiquement axées sur des activités qui stimulent le développement de compétences dans des domaines tournés vers l'avenir; d'autres viseront à favoriser l'innovation dans l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport; les activités Jean Monnet seront partiellement recentrées pour cibler des groupes d'apprenants plus larges; enfin, les actions relevant de l'apprentissage des adultes seront renforcées. En parallèle, le programme proposé renforce la dimension inclusive du programme en adaptant certaines actions existantes et en introduisant de nouvelles mesures (comme la mobilité à court terme, la mobilité de groupe et la coopération virtuelle).

⁽⁸⁸⁾ <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/EN/COM-2018-50-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>.

⁽⁸⁹⁾ Cour des comptes européenne, *Mobilité dans le cadre d'Erasmus+: des millions de participants et une valeur ajoutée européenne pluridimensionnelle, mais une mesure de la performance perfectible — rapport spécial n° 22/2018*.

⁽⁹⁰⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus»: le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport et abrogeant le règlement (UE) n° 1288/2013, COM(2018) 367 final du 30.5.2018.



Chaque euro que nous investissons dans le programme Erasmus est un investissement dans l'avenir — l'avenir d'un jeune et de notre idée européenne. Je ne vois pas dans quoi il pourrait être plus important d'investir que dans ces porteurs de demain.

«30 ans de séjours "Erasmus" à l'étranger: la Commission lance une application mobile pour fêter cet anniversaire» — http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1574_fr.htm

Corps européen de solidarité

Objectifs du programme

Le président Juncker a annoncé la création du corps européen de solidarité dans son discours sur l'état de l'Union de 2016. Le corps européen de solidarité permet aux jeunes âgés de 18 à 30 ans de prendre part à un vaste éventail d'activités de solidarité dans toute l'UE, le but étant de créer 100 000 opportunités d'ici à la fin de 2020. Depuis décembre 2016 et jusqu'à l'adoption du règlement relatif au corps européen de solidarité ⁽⁹¹⁾, huit programmes différents étaient mobilisés pour donner la possibilité aux jeunes de participer à diverses activités de solidarité répondant à des situations difficiles dans l'ensemble de l'UE. Non seulement la participation à ce corps favorise le développement personnel des jeunes, leur participation active à la société et leur insertion professionnelle, mais elle aide aussi les organisations non gouvernementales, les autorités publiques et les entreprises dans les efforts qu'elles déploient pour faire face aux défis sociétaux et autres. Le corps européen de solidarité propose des missions de volontariat, des stages et des emplois, et permet également aux participants de mettre sur pied leurs propres projets de solidarité ou de s'engager dans des actions de volontariat en groupe.

Le corps européen de solidarité vise à renforcer la participation des jeunes et des organisations à des activités de solidarité. Le corps européen de solidarité est un moyen d'aider à renforcer la cohésion, la solidarité et la démocratie en Europe et au-delà, et de répondre à des défis sociétaux et humanitaires sur le terrain, en mettant particulièrement l'accent sur la promotion de l'inclusion sociale.



Promouvoir la valeur que représente la solidarité, grâce au volontariat; faire participer davantage les jeunes et les organisations.



Contribuer à renforcer la cohésion, la solidarité, la démocratie et la citoyenneté en Europe.

⁽⁹¹⁾ Règlement (UE) 2018/1475 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 définissant le cadre juridique applicable au corps européen de solidarité et modifiant le règlement (UE) n° 1288/2013, le règlement (UE) n° 1293/2013 et la décision n° 1313/2013/UE (JO L 250 du 4.10.2018, p. 1).



Relever les défis de société et renforcer les communautés, en déployant des efforts particuliers pour promouvoir l'inclusion sociale.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Depuis décembre 2016, la Commission se concentre sur la conception et la mise au point du corps européen de solidarité ainsi que sur la promotion de celui-ci et l'établissement de contacts avec les participants potentiels.

Fin 2018, plusieurs étapes essentielles avaient été franchies, dont les suivantes:

- le règlement ⁽⁹²⁾ établissant le corps européen de solidarité a été adopté, dotant le corps de sa propre base juridique, facilitant la mise en œuvre du programme et lui allouant un budget autonome;
- le premier appel à propositions du corps européen de solidarité *en 2018* a été une réussite, et plus de 1 400 propositions ont été reçues d'organisations qui accueillent ou soutiennent des activités de solidarité. Parmi ces propositions, 255 provenaient de groupes de jeunes enregistrés sur le portail du corps européen de solidarité pour mettre en œuvre des projets. Au total, les activités proposées pouvaient offrir jusqu'à 13 000 opportunités pour les jeunes;
- *à la fin 2018*, depuis le début du programme, plus de 10 000 jeunes avaient déjà commencé leurs activités et le nombre de jeunes enregistrés sur le portail ⁽⁹³⁾ avait dépassé 96 000, ce qui témoigne de l'existence d'une demande élevée qui permettra probablement de pourvoir toutes les opportunités offertes par le programme.



Photographie: © Union européenne

Géraldine Maitreyi Gupta fait partie des dizaines de milliers de jeunes Européens qui se sont portés volontaires pour participer au corps européen de solidarité. Le corps européen de solidarité a reçu le prix «Innovation en politique» dans la catégorie «Civilisation» décerné par l'Institut d'innovation politique de Vienne (Autriche), le 17 novembre 2018.

Analyse et évaluation

L'évaluation ex ante du corps européen de solidarité ⁽⁹⁴⁾ a indiqué la nécessité, pour l'UE, de relever ces défis dans le cadre d'un corps européen de solidarité élargi, compte tenu notamment de la confusion initiale chez

⁽⁹²⁾ Règlement (UE) 2018/1475 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 définissant le cadre juridique applicable au corps européen de solidarité et modifiant le règlement (UE) n° 1288/2013, le règlement (UE) n° 1293/2013 et la décision n° 1313/2013/UE (JO L 250 du 4.10.2018, p. 1).

⁽⁹³⁾ https://europa.eu/youth/solidarity_fr.

⁽⁹⁴⁾ SDW(2018) 317 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018SC0317&from=EN>.

les participants potentiels concernant le rôle du corps européen de solidarité, les programmes sous-jacents et les différences et la cohérence avec l'initiative des volontaires de l'aide de l'UE.

Pour le prochain budget de l'UE 2021-2027, la Commission a présenté sa proposition de nouveau programme pour le corps européen de solidarité ⁽⁹⁵⁾, qui vise à élargir les possibilités offertes par celui-ci. Le nouveau programme créera **pour les jeunes au moins 350 000 opportunités de venir en aide à des communautés dans le besoin entre 2021 et 2027 dans le cadre de volontariat, de stages et de placements professionnels**. C'est la raison pour laquelle la Commission a proposé de réserver 1,3 milliard d'EUR sur une période de sept ans dans le cadre du prochain budget de l'UE à long terme.

La proposition s'appuie sur les réalisations du corps européen de solidarité au cours de ses premières années d'existence et consolide davantage les efforts en vue d'établir un guichet unique pour les jeunes prêts à participer à des activités de solidarité. En particulier, le corps européen de solidarité inclura également des activités de volontariat en soutien à des actions d'aide humanitaire et à des opérations dans des pays non membres de l'UE. Ce programme bien établi de l'UE en matière d'aide humanitaire fonctionnait jusqu'à présent sous le nom de «volontaires de l'aide de l'UE».

Emploi et innovation sociale (EaSI)

Objectifs du programme

Le programme pour l'emploi et l'innovation sociale promeut des emplois durables et de qualité; il garantit une protection sociale adéquate et correcte, lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté et améliore les conditions de travail. Il s'appuie sur trois volets: la modernisation des politiques sociales et de l'emploi (Progress), la mobilité professionnelle (réseau européen des services de l'emploi [EURES]), et l'accès au microfinancement et à l'entrepreneuriat social.

Le programme poursuit les objectifs spécifiques suivants:

Progrès	EURES	Microfinance et entrepreneuriat social
<ul style="list-style-type: none"> • Politiques et législation européennes fondées sur des éléments concrets • Partage d'informations efficace et inclusif, apprentissage mutuel et dialogue • Mise à l'essai d'innovations en matière de politiques sociales et de politiques du marché du travail • Renforcement des capacités des organisations nationales et européennes à se développer et à promouvoir et soutenir la mise en œuvre des politiques de l'UE 	<ul style="list-style-type: none"> • Transparence des informations sur les marchés du travail • Offre efficace de services de recrutement et de placement des travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure accessibilité et disponibilité du microfinancement • Meilleur accès au financement pour les entreprises sociales • Renforcement de la capacité institutionnelle des organismes de microcrédit

⁽⁹⁵⁾ COM(2018) 440 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52018PC0440&qid=1562918416656>.

Pour contribuer aux réalisations suivantes:



Mise en œuvre et réalisations les plus récentes ⁽⁹⁶⁾

En 2018, le programme a financé 39 projets dans le cadre de sept appels à propositions pour un budget de 33 millions d'EUR. Il a soutenu des études et des actions portant sur la mobilité de la main-d'œuvre, des projets relatifs à l'échange électronique d'informations sur la sécurité sociale, la coopération accrue entre les services publics de l'emploi européens et d'autres organisations dans le cadre du réseau EURES, et le déploiement de programmes de mobilité ciblés («Ton premier emploi EURES»). En outre, la mise en œuvre de la garantie pour l'emploi et l'innovation sociale s'est poursuivie; à la fin 2018, des conventions concernant 76 actions de microfinancement et 25 actions d'entrepreneuriat social avaient été signées dans 29 pays pour un montant total de 179 millions d'EUR. Ces actions devraient débloquer plus de 2 milliards d'EUR de financement pour les microentreprises et les entreprises sociales.

a) Dans le cadre du **volet Progress**, *en 2018*, les expériences se sont poursuivies dans le domaine de la coopération administrative avec d'autres États membres de l'UE et de la promotion de la coopération administrative entre les autorités d'inspection et les partenaires sociaux en matière de détachement de travailleurs.

Le projet «EU Post lab» a ciblé l'industrie du bâtiment en Autriche, en Belgique, en Bulgarie, en Allemagne, en Italie, en Pologne, au Portugal, en Roumanie, en Espagne et en Turquie. Le projet a défini la manière dont la coopération entre les autorités d'inspection et les partenaires sociaux peut produire des données et des informations pertinentes, qui peuvent être correctement enregistrées et partagées aux niveaux national et transnational en vue de réduire la charge administrative pesant sur les employeurs tout en améliorant la protection des droits des travailleurs.

En matière d'innovation sociale, le soutien était axé sur la protection sociale, ainsi que sur les stratégies innovantes d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour faciliter la conciliation des responsabilités professionnelles et familiales.

b) Dans le cadre du **volet EURES**, en raison de l'amélioration de la situation du marché du travail dans les États membres, l'utilisation du portail sur la mobilité de l'emploi EURES a diminué depuis 2017, mais reste importante (0,9 million de visites chaque mois *en 2018*). *En 2017*, 8 512 placements professionnels ont été réalisés à l'issue de consultations avec des demandeurs d'emploi résultant de l'action préparatoire «Ton premier emploi EURES» et des programmes de mobilité ciblés (et 1 204 placements supplémentaires ont été réalisés au cours du premier semestre 2018). Selon les dernières données fournies par le tableau de bord du marché unique, en moyenne, la part des offres d'emploi nationales partagées sur EURES s'est élevée à 59 % en 2017.

⁽⁹⁶⁾ Fiche de programme 2018.

«Ton premier emploi EURES» est un programme de mobilité professionnelle de l'UE qui aide les jeunes âgés de 18 à 35 ans à trouver des possibilités d'emploi, de stage ou d'apprentissage dans un autre pays de l'UE, en Norvège, en Islande, au Lichtenstein ou en Suisse et qui permet aux employeurs de trouver de la main-d'œuvre qualifiée. Il vise à mettre en correspondance de jeunes demandeurs d'emploi avec des offres d'emploi rémunérées dans toute l'Europe.

	2017	2018	Évolution
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés sur le site internet d'EURES	287 850	337 991	▲ 17 %
Nombre d'employeurs enregistrés sur le site internet d'EURES	10 726	13 231	▲ 23 %

c) Dans le cadre du volet «Microfinance et entrepreneuriat social», fin 2018, 101 actions (76 pour la microfinance et 25 pour l'entrepreneuriat social) avaient été signées dans 29 pays pour un montant total de 178,6 millions d'EUR (129,2 millions d'EUR pour la microfinance et 49,4 millions d'EUR pour l'entrepreneuriat social). Fin 2016, le budget de 56 millions d'EUR alloué à la microfinance au titre du programme initial de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale avait été pleinement mobilisé. Cela a donné lieu à l'allocation d'un complément d'un montant de 100 millions d'EUR au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques en décembre 2017, auquel s'est ajouté un autre complément d'un montant de 200 millions d'EUR au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques 2.0 en décembre 2018. Ainsi, le budget total de l'UE initialement destiné à l'instrument de garantie du programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale pour la période 2014-2020 est passé de 96 millions d'EUR à 396 millions d'EUR pour la microfinance et l'entrepreneuriat social réunis. Les opérations réalisées par le Fonds européen d'investissement fin 2018 indiquent que la contribution de l'UE devrait produire un effet de levier situé entre 5,5 et 30,4, l'effet de levier moyen estimé s'élevant à 12. Cet effet de levier représente plus du double de la valeur minimale établie dans l'accord de délégation et indique des avancées importantes en termes d'efficacité (résultats meilleurs que ceux initialement envisagés) et d'efficience (effet de levier plus élevé et utilisation plus efficiente de la contribution de l'UE).

Analyse et évaluation ⁽⁹⁷⁾

Les conclusions de l'évaluation à mi-parcours confirment que les objectifs généraux et spécifiques du programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale restent pertinents, en particulier au regard du contexte socioéconomique difficile actuel, marqué par les répercussions de la crise financière et économique.

Le programme a obtenu des résultats de qualité, bien qu'à petite échelle, compte tenu de ses ressources limitées. Par exemple, l'expansion des projets est entravée par l'absence d'un suivi adéquat visant à garantir leur durabilité sur le long terme.

Bien que les trois volets (Progress, EURES et Microfinance et entrepreneuriat) semblent fonctionner de manière indépendante, certains domaines pour lesquels l'efficacité pourrait être améliorée («synergies») ont été mis en évidence. Par exemple, des synergies pourraient être définies non seulement entre les différents projets du volet Progress, mais aussi entre les projets des volets Progress et Microfinance et entrepreneuriat.

L'évaluation à mi-parcours a mis en avant plusieurs façons d'améliorer la mise en œuvre du programme pour l'emploi et l'innovation sociale, notamment en renforçant la flexibilité, en ciblant des groupes ayant besoin d'un soutien spécifique, en simplifiant les procédures et en améliorant la cohérence interne et les liens avec d'autres fonds.

À cette fin, dans la proposition de la Commission pour le prochain cadre financier pluriannuel, le programme pour l'emploi et l'innovation sociale actuel est intégré au Fonds social européen plus, afin de remédier à la

⁽⁹⁷⁾ Fiche de programme 2018.

fragmentation des fonds et au potentiel d'expansion limité. Par ailleurs, les instruments financiers actuellement financés au titre du troisième volet seront fusionnés au sein du futur programme InvestEU, qui comporte un «volet social» renforcé.

Espace (Copernicus, Galileo et système européen de navigation par recouvrement géostationnaire)

Objectifs

La politique spatiale européenne soutient de nombreuses autres politiques et priorités stratégiques de l'UE. Par exemple, elle joue un rôle crucial pour relever efficacement les défis posés par le changement climatique, le développement durable, le contrôle des frontières, la surveillance maritime et la sécurité des citoyens.

Copernicus est le système européen de surveillance de la Terre. Il propose six services gratuits aux institutions européennes, nationales et régionales ainsi qu'au secteur privé, à savoir: la surveillance de l'atmosphère, du milieu marin, des terres et du changement climatique, ainsi que la gestion des urgences et la sécurité⁽⁹⁸⁾. Copernicus fournit des informations en s'appuyant sur un système de satellites et une infrastructure in situ⁽⁹⁹⁾. Les informations fournies par Copernicus peuvent être utilisées pour un large éventail d'applications dans différents domaines, tels que la gestion des zones urbaines, le développement durable et la protection de l'environnement, la planification régionale et locale, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, la santé, la protection civile, l'infrastructure, le transport et la mobilité ainsi que le tourisme. Par exemple, le service Copernicus concernant le changement climatique fournit des informations sur le climat passé, présent et futur, ainsi que des outils permettant aux décideurs politiques et aux entreprises d'adopter des stratégies d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

Galileo est le système mondial de navigation par satellite de l'UE, qui offre des services sécurisés de positionnement, de navigation et de synchronisation. Il est utilisé dans les téléphones mobiles et les systèmes de navigation des véhicules ainsi que dans des applications critiques telles que la synchronisation des réseaux électriques ou de télécommunications.

Le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (également appelé *EGNOS*) est un système régional de radionavigation par satellite⁽¹⁰⁰⁾. Le système fournit des services de navigation de sauvegarde de la vie aux utilisateurs maritimes, terrestres et de l'aviation en Europe. Plus de 80 % des agriculteurs européens utilisant la navigation par satellite pour guider leurs tracteurs lors de la pulvérisation et de la récolte des cultures en dépendent.

Le secteur spatial de l'UE en bref

La technologie, les données et les services spatiaux sont devenus indispensables dans la vie des citoyens et jouent un rôle stratégique essentiel pour l'Europe. L'Europe possède une industrie spatiale de premier plan au niveau mondial.

⁽⁹⁸⁾ Règlement (UE) n° 377/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 établissant le programme Copernicus et abrogeant le règlement (UE) n° 911/2010. Texte présentant de l'intérêt pour l'Espace économique européen.

⁽⁹⁹⁾ Les services Copernicus reposent sur une combinaison de données satellitaires et de mesures environnementales, recueillies par des fournisseurs de données extérieurs à Copernicus, qui proviennent de systèmes de surveillance situés au sol, en mer ou dans l'air. Il s'agit, par exemple, de données provenant de capteurs placés sur les berges des rivières et sur de hautes tours, portés par des ballons météorologiques ou des avions, tirés à travers mer par des bateaux, et dérivant dans l'océan sur des flotteurs ou des bouées. Ces données qui ne proviennent pas de l'espace sont collectivement qualifiées de données «in situ». (source: <https://insitu.copernicus.eu/about>).

⁽¹⁰⁰⁾ Règlement (UE) n° 1285/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la mise en place et à l'exploitation des systèmes européens de radionavigation par satellite et abrogeant le règlement (CE) n° 876/2002 du Conseil et le règlement (CE) n° 683/2008 du Parlement européen et du Conseil.



En 2018, le secteur spatial employait plus de **231 000** personnes.



Sa valeur était estimée à un montant compris entre **53 et 62 milliards** d'EUR en 2017, ce qui le place à la deuxième place dans le monde.



Un tiers des satellites dans le monde sont fabriqués en Europe.



Le secteur continue d'agrandir la famille des lanceurs européens avec la prochaine génération **Ariane 6** et **Vega C**.

Les données spatiales de l'UE sont en train de transformer notre vie en permettant de proposer des services dans les domaines suivants:



Réaction aux catastrophes

naturelles: en 2017, les cartes Copernicus répertoriant l'étendue et l'ampleur des dégâts ont aidé les équipes de secours à faire face, entre autres, à des incendies de forêt (Italie, Espagne, Grèce, Portugal), à des tremblements de terre (Mexique), à des ouragans (pays touchés par les ouragans Harvey, Irma et Maria) et à des inondations (Irlande, Allemagne).



Sauvetage de vies en mer: Copernicus soutient les missions de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en Méditerranée, en aidant à repérer les navires en danger et à porter secours aux personnes qui s'y trouvent. Galileo peut être utilisé sur tous les navires marchands dans le monde entier et offre une précision accrue et un positionnement plus résilient pour une navigation plus sûre.



Recherche et sauvetage: ce service Galileo réduit à moins de 10 minutes le temps nécessaire au repérage d'une personne équipée d'une balise de détresse, qu'elle se trouve en mer, en montagne ou dans le désert, ou encore dans une zone urbaine. Il avertit la personne de l'arrivée imminente d'équipes de secours.



Surveillance des déversements d'hydrocarbures

: l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) utilise les données du programme Copernicus pour la surveillance des déversements d'hydrocarbures et des navires.



Atterrissage des avions: fin 2018, 315 aéroports dans presque tous les pays de l'UE utilisaient EGNOS, rendant ainsi plus sûrs les atterrissages et limitant de ce fait les retards et les reroutages.



Sécurité routière: depuis avril 2018, Galileo est intégré à chaque nouveau modèle de voiture vendu en Europe; depuis 2019, il permet d'activer le système d'appel d'urgence eCall, et il sera intégré aux tachygraphes numériques des camions pour garantir le respect des règles relatives aux temps de conduite et améliorer la sécurité routière.



Agriculture: 80 % des agriculteurs utilisant la navigation par satellite pour l'agriculture de précision sont des utilisateurs d'EGNOS. Les données Copernicus sont utilisées pour la surveillance des cultures et la prévision des rendements.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

La mise en œuvre globale du programme Copernicus est conforme aux progrès attendus: sept satellites sont en orbite et opérationnels, ce qui permet de faire fonctionner les six services Copernicus. Le dernier lancement de satellite en date est celui de Sentinel 3B en avril 2018.

Le service Copernicus concernant le changement climatique est passé en phase opérationnelle à l'été 2018. Il est devenu une source d'informations sur le climat importante et reconnue pour les organismes internationaux. Le service Copernicus de gestion des urgences a été activé plus de 86 fois pour aider les autorités à gérer des catastrophes, telles que des incendies de forêt, des tempêtes, des inondations, des éruptions volcaniques, des tremblements de terre et des affaissements de terrain ⁽¹⁰¹⁾.

Les services d'accès aux données et aux informations du programme Copernicus ont été lancés en juin 2018 et ont permis d'accroître l'utilisation des données de Copernicus, portant le nombre d'utilisateurs enregistrés à plus de 200 000. En outre, d'autres accords de coopération ont été signés avec des organisations et des pays tiers tels que l'Union africaine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Inde, la Serbie et l'Ukraine, en vue de promouvoir l'utilisation de Copernicus dans le monde ⁽¹⁰²⁾.

Galileo est opérationnel depuis 2016 et fournit des services en continu depuis lors. En parallèle, le déploiement des infrastructures spatiales du programme Galileo est en cours. Quatre satellites ont été lancés avec succès en juillet 2018, portant le nombre total de satellites dans l'espace à 26. Afin de garantir le suivi indépendant des services Galileo, le Centre de référence Galileo a démarré ses activités à Noordwijk (Pays-Bas). Le service commercial de haute précision (appelé service de haute précision) offrira une précision de positionnement de 20 cm et sera fourni gratuitement ⁽¹⁰³⁾. Ce niveau de précision est essentiel au développement des technologies émergentes telles que les voitures connectées automatisées. L'adoption de Galileo et du système européen de navigation par recouvrement géostationnaire a explosé en 2018, et plus de 500 millions de dispositifs compatibles avec Galileo étaient sur le marché au 31 décembre 2018. Les innovations se poursuivent et, à la mi-mai 2019, 714 millions de dispositifs étaient déjà compatibles avec Galileo.

À souligner également qu'en novembre 2018, Galileo est devenu le premier système mondial de navigation par satellite non américain à être autorisé aux États-Unis. L'utilisation du système européen Galileo en combinaison avec le système de positionnement mondial (GPS) américain ouvrira le marché des États-Unis à Galileo et améliorera l'expérience des utilisateurs aux États-Unis grâce à une plus grande disponibilité, fiabilité et résilience de ces services de positionnement, de navigation et de synchronisation.

Galileo contribue à sauver des vies. Le **service de recherche et de sauvetage de Galileo** permet de réduire considérablement le temps nécessaire au repérage d'une balise de détresse de trois heures à dix minutes seulement. Grâce à une localisation plus précise des balises, les personnes perdues en mer ou à la montagne seront secourues plus rapidement ⁽¹⁰⁴⁾.

Analyse et évaluation

L'évaluation à mi-parcours de Copernicus confirme que le programme atteint ses objectifs. Cependant, même si les données recueillies sont de bonne qualité, l'évaluation fait apparaître la nécessité d'améliorer la distribution et l'accès aux données afin de parvenir à une adoption accrue par les utilisateurs ⁽¹⁰⁵⁾. Le lancement des services d'accès aux données et aux informations en juin 2018 ainsi que le prolongement de plusieurs activités pour optimiser l'utilisation des applications de Copernicus (y compris par la signature d'accords de coopération internationaux) visent à répondre aux défis de l'accès aux données et de l'adoption par les utilisateurs.

D'après l'évaluation à mi-parcours, Galileo et le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire progressent bien dans la réalisation de leurs objectifs ⁽¹⁰⁶⁾. Cependant, l'évaluation a permis de pointer certaines déficiences liées à la gouvernance, en raison du nombre d'acteurs impliqués et des différences en matière de structures de gouvernance et d'organisation du travail entre le déploiement et

⁽¹⁰¹⁾ Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, *rapport annuel d'activités 2018*, p. 23.

⁽¹⁰²⁾ *Fiche de programme 2018 de Copernicus*, p. 2 à 3.

⁽¹⁰³⁾ *Fiche de programme 2018 de Galileo et du système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS)*, p. 2.

⁽¹⁰⁴⁾ *Fiche de programme 2018 de Galileo et du système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS)*, p. 4.

⁽¹⁰⁵⁾ SWD(2017) 347 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52017SC0347>.

⁽¹⁰⁶⁾ SWD(2017) 346 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52017SC0346>.

l'exploitation. L'évaluation a également permis de recenser des déficiences liées à la gouvernance de la sécurité.

La proposition de règlement relatif au programme spatial de l'UE pour le cadre financier pluriannuel pour l'après-2020 vise à répondre à ces questions de gouvernance⁽¹⁰⁷⁾ en clarifiant les relations entre les différents acteurs et le rôle de chacun [à savoir principalement les États membres, la Commission et l'agence spatiale européenne (ESA)] et en établissant un système unifié de gouvernance pour toutes les composantes de ce programme. Cette législation renforce le rôle de l'ancienne Agence du GNSS européen en élargissant le champ de ses tâches en matière d'homologation de sécurité pour y inclure l'ensemble des composantes du programme spatial de l'UE et les activités visant à encourager l'adoption par le marché. Le nouveau règlement précise et harmonise également le cadre de sécurité du programme spatial de l'UE.

Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense



Dans les prochains mois, la Commission continuera à travailler pour que le Fonds européen de défense et la Coopération permanente structurée dans le domaine de la défense deviennent pleinement opérationnels.

Président Jean-Claude Juncker, discours sur l'état de l'Union 2018

Objectifs du programme

Dans un monde où l'instabilité va croissant, aucun pays ne peut à lui seul faire face aux menaces transfrontières qui pèsent de plus en plus sur notre sécurité. C'est la raison pour laquelle la Commission Juncker déploie des efforts sans précédent pour protéger et défendre les Européens. L'Union européenne ne peut se substituer aux efforts des États membres en matière de défense, mais elle peut encourager ceux-ci à collaborer pour développer et acquérir les technologies et les équipements dont ils ont besoin pour faire face aux enjeux communs de sécurité et de défense.

Le 18 juillet 2018, le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense a été adopté au titre du budget de l'UE pour 2019 et 2020. Il soutient la **compétitivité et la capacité d'innovation de l'industrie de la défense de l'UE**, spécifiquement en matière de développement de prototypes, d'équipements de défense et de technologies grâce à des cofinancements par le budget de l'UE. Le programme est directement mis en œuvre par la Commission.

Le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense contribue à l'établissement d'une approche collaborative entre les industries de la défense dans les États membres. La contribution financière de l'UE permet de débloquer des projets de développement qui n'auraient pas vu le jour en son absence en raison de besoins de financement élevés ou de risques technologiques inhérents. Ce programme constitue un facteur propice à la mise en place de davantage de projets collaboratifs de développement des capacités dans les principaux domaines de la défense.

Par exemple, les États membres pourraient s'unir pour investir dans le développement de la technologie des drones ou de la communication par satellite, ou ils pourraient acheter des hélicoptères en grandes quantités

⁽¹⁰⁷⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le programme spatial de l'Union et l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial et abrogeant les règlements (UE) n° 912/2010, (UE) n° 1285/2013, (UE) n° 377/2014 et la décision n° 541/2014/UE, COM/2018/447.

afin de réduire les coûts. Seuls les projets collaboratifs seront éligibles et une proportion du budget global sera réservée aux projets impliquant la participation transfrontière de petites et moyennes entreprises.

La coopération européenne en matière de défense est économiquement judicieuse. La valeur ajoutée européenne d'un Fonds européen de la défense est étayée par des arguments solides.

- Le manque de coopération entre les États membres dans le domaine de la défense a un coût qui, selon les estimations, oscille entre 25 milliards et 100 milliards d'EUR chaque année.
- Il serait possible d'économiser 600 millions d'EUR par an si les armées européennes partageaient les véhicules d'infanterie, et 500 millions d'EUR par an si elles disposaient d'un seul système de certification des munitions.
- Il existe 178 types de systèmes d'armement en Europe, contre 30 aux États-Unis.
- Il existe 20 différents types d'avions de chasse en Europe, contre 6 aux États-Unis.
- Il existe 17 différents types de chars de combat en Europe, contre 1 aux États-Unis.
- L'Europe compte plus de types d'hélicoptères que de gouvernements pour les acheter.

	Union européenne	États-Unis	
Dépenses de défense			
Montant total	227 milliards d'EUR	545 milliards d'EUR	
% du produit intérieur brut	1,34	3,3	
Investissement par soldat	27 639 EUR	108 322 EUR	
Doubles emplois dans les systèmes utilisés			
Nombre de types de systèmes d'armement pour les catégories visées par l'étude	178	30	
Chars de combat lourds	17	1	
Destroyers/frégates	29	4	
Avions de chasse	20	6	

Source: OTAN, Institut international d'études stratégiques, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, rapport de Munich sur la sécurité 2017.

Analyse et évaluation

La coopération pour la recherche en matière de défense prend déjà corps. Parmi les premières conventions de subvention de l'Union au titre du budget 2017 figurait le projet de recherche Ocean2020, qui rassemble 42 partenaires de 15 États membres de l'UE et soutient des missions de surveillance en mer et, à cette fin, dote les opérations de flotte concernées de drones et sous-marins télécommandés.

D'après les conclusions de l'évaluation ex ante ⁽¹⁰⁸⁾ accompagnant la proposition du programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense, l'industrie de la défense européenne est confrontée

⁽¹⁰⁸⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex:52017SC0228>.

à d'importantes difficultés liées aux faibles investissements consacrés aux projets de développement des capacités, à la fragmentation et à un manque de coopération. L'évaluation ex ante a mis en évidence la nécessité de mettre en place une initiative de l'UE pour soutenir la compétitivité et la capacité d'innovation de la base industrielle et technologique de défense européenne. Cela renforcera l'autonomie stratégique européenne et réduira les dépendances en matière de capacités de défense essentielles. L'évaluation montre que la coopération est un moyen efficace pour y parvenir puisqu'il est probable qu'à long terme aucun État membre de l'UE ne pourra se permettre de conserver à lui seul une base industrielle de défense complète et les capacités de défense correspondantes. L'UE peut apporter une contribution importante. Le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense apportera une valeur ajoutée considérable en **encourageant la collaboration et en débloquent des projets de développement des capacités supplémentaires**.

En s'appuyant sur les programmes actuels, à savoir le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense et l'action préparatoire sur la recherche en matière de défense, la Commission a proposé en juin 2018 un **Fonds européen de la défense** à part entière d'un montant de 13 milliards d'EUR au titre du prochain budget à long terme de l'UE pour couvrir les volets consacrés à la recherche et au développement des capacités. Le Fonds soutiendra des projets en matière de défense collaboratifs et compétitifs tout au long du cycle de recherche et de développement afin d'en accroître les effets. L'Union financera directement l'ensemble des coûts pendant la phase de recherche, en particulier grâce à des subventions. À l'issue de cette phase, le Fonds complétera les investissements des États membres en cofinçant jusqu'à 20 % des coûts pour le développement de prototypes et jusqu'à 80 % des activités de certification et d'essai qui s'ensuivront. L'UE ne financera pas la phase d'acquisition, mais la Commission peut apporter un soutien pratique aux États membres qui souhaitent acquérir conjointement des produits et des technologies.

Douane 2020

Le territoire de l'union douanière de l'UE est régi par des procédures et des règles communes établies dans le code des douanes de l'UE ⁽¹⁰⁹⁾. Elles requièrent une mise en œuvre et une application correctes et uniformes dans l'ensemble de l'UE. En outre, la politique et les administrations douanières doivent constamment s'adapter aux réalités du commerce et des outils de communication modernes.

Douane 2020 est un programme visant à faciliter et à intensifier la coopération entre les administrations douanières nationales. Cette coopération contribue à améliorer la capacité administrative des autorités douanières et à renforcer la compétitivité des entreprises européennes, par exemple en réduisant les coûts de mise en conformité et la charge administrative. Elle renforce également la sécurité et la sûreté, et protège les citoyens et l'environnement.

Le **code des douanes de l'UE** constitue une étape dans la modernisation des douanes de l'UE, et le programme d'action Douane 2020 de l'UE est indispensable pour soutenir sa mise en œuvre.

Le principal réseau d'échange est le **réseau commun de communications**, très fiable et commun aux domaines fiscal et douanier. Il se compose de 112 portails internet sur 49 sites se trouvant dans 33 pays différents. Au fil des années et des versions du programme douanier, une augmentation régulière du nombre et du volume des données échangées a été enregistrée. Rien qu'en 2017, presque 4,8 milliards de messages représentant un volume de 5,5 téraoctets ont été échangés. Plus de 11,2 millions d'opérations de transit ont été enregistrées sur le nouveau système de transit informatisé, le nombre moyen d'opérations émises par jour ouvrable dépassant les 44 000. 5,1 millions d'opérations d'exportation indirecte ont été enregistrées dans le système de contrôle à l'exportation et environ 48 millions de déclarations sommaires d'entrée ont été déposées dans l'UE via le système de contrôle à l'importation. Il n'est pas toujours facile d'évaluer la portée du programme car des milliers de fonctionnaires et d'entreprises utilisent les systèmes informatiques qui bénéficient d'un soutien de Douane 2020 sans savoir d'où ils proviennent.

⁽¹⁰⁹⁾ Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union.

Le programme a également soutenu un grand nombre d'**actions conjointes** de différentes sortes. Au cours des quatre premières années de fonctionnement du programme, 16 864 réunions de groupes de projet, 1 897 ateliers, 1 106 visites de travail, 947 séminaires, 203 actions de communication communes, 180 actions de renforcement des capacités et de soutien et 72 activités de suivi ont été organisés dans l'ensemble des pays participants.

En 2018, la Commission a effectué une évaluation à mi-parcours du programme Douane 2020⁽¹¹⁰⁾, qui a permis de confirmer que ce programme fonctionne bien, qu'il est nécessaire et qu'il apporte une valeur ajoutée. La plupart des actions conjointes, des formations et des systèmes d'information européens du programme aident directement les administrations douanières à se préparer à une union douanière moderne et qui fonctionne bien.

Les systèmes d'information européens requièrent beaucoup de ressources, mais ils génèrent une multitude d'avantages dans tous les domaines d'activités douanières. Ces avantages incluent l'harmonisation des procédures douanières, le partage d'informations et la réalisation d'économies d'échelle, en particulier au moyen des systèmes centralisés. Ils sont interconnectés et interoperables et largement utilisés dans les opérations douanières au quotidien. Leur importance en matière de modernisation des douanes pour passer à un environnement sans support papier a été inestimable, et l'architecture informatique dans son ensemble est sans égale et ne peut pas être reproduite au niveau national.

Le programme Douane 2020 encourage la coopération et renforce la confiance entre les administrations douanières et leurs fonctionnaires. Les activités de formation sont également propices à une compréhension commune, à l'harmonisation des interprétations des dispositions douanières, à la normalisation de la terminologie et enfin à une plus grande uniformité dans l'application du droit de l'UE dans les États membres.

L'évaluation à mi-parcours du programme a néanmoins permis de recenser des possibilités d'amélioration dans certains domaines, tels que la simplification du cadre de mesure des performances ou le renforcement de l'interopérabilité de certains systèmes informatiques.

La Commission a proposé de poursuivre ce programme après 2020. La coopération douanière et le renforcement des capacités seraient axés, d'une part, sur des actions de renforcement des réseaux interpersonnels et de développement des compétences et, d'autre part, sur des actions de renforcement des capacités informatiques. Comme dans la version actuelle du programme, la plus grande partie du budget proposé sera allouée à des actions de renforcement des capacités informatiques, dans la continuité de l'approche reposant sur un modèle d'architecture informatique où les systèmes électroniques européens sont constitués d'une combinaison d'éléments communs et nationaux. Ce modèle a été préféré à une architecture pleinement centralisée et laisse aux États membres une certaine souplesse dans la conception des applications nationales, tenant compte de leurs préférences, exigences et contraintes.

Fiscalis 2020

Le programme Fiscalis 2020 est l'une des principales mesures visant à soutenir la mise en œuvre de la politique fiscale de l'Union européenne. Il fournit un cadre pour améliorer le bon fonctionnement des systèmes fiscaux dans le marché unique en renforçant la coopération entre les pays participants, leurs autorités fiscales et leurs fonctionnaires. Les pays participants comprennent les États membres de l'UE, les pays en cours de négociations pour rejoindre l'UE («pays candidats») et les pays candidats potentiels⁽¹¹¹⁾. En raison de la conception et des objectifs du programme, la plus grande partie du financement est consacrée au développement et à l'exploitation des systèmes informatiques (environ 75 %), suivis de l'organisation d'actions conjointes, des études et des activités de formation.

⁽¹¹⁰⁾ Évaluation à mi-parcours du programme Douane 2020 — Rapport final SWD(2019)14.

⁽¹¹¹⁾ <http://ec.europa.eu/environment/enlarg/candidates.htm>.

La Commission a effectué une évaluation à mi-parcours du programme Fiscalis 2020 en 2018 et a analysé les réalisations du programme au cours de ses quatre premières années de fonctionnement ⁽¹¹²⁾.

Cette évaluation a permis de confirmer que ce programme fonctionne bien, qu'il est nécessaire et qu'il apporte une valeur ajoutée. Fiscalis 2020 a joué un rôle essentiel dans le renforcement de la coopération entre les autorités fiscales dans les États membres de l'UE et les autres pays participants grâce à ses trois principaux types d'activités (actions conjointes, systèmes d'information européens et formation). Le programme a fourni le cadre et les moyens technologiques nécessaires pour travailler ensemble et partager des informations, et permettre ainsi la mise en œuvre de la législation fiscale de l'UE et la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude et la planification fiscale agressive dans une Europe de plus en plus mobile. Les contributions du programme ont été les plus marquées dans les domaines de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales relatives à la taxe sur la valeur ajoutée et aux accises (technologies de l'information telles que le mini-guichet unique, les formulaires électroniques ou le VIES en ligne).

Les systèmes informatiques soutenus par le programme Fiscalis ont permis aux administrations nationales de réaliser des économies importantes, bien que difficiles à quantifier, en réduisant les dépenses consacrées aux technologies de l'information et aux ressources humaines. Les systèmes développés au niveau central sont moins coûteux à développer et à mettre en œuvre que 28 systèmes nationaux différents. Ils permettent également d'éviter les coûts liés à l'interopérabilité entre pays. Lorsque les systèmes sont divisés entre éléments européens et nationaux, le programme garantit l'interconnectivité et une coexistence efficace.

Sur le plan de la fonctionnalité, les principaux systèmes d'information européens comme le système d'informatisation des mouvements et des contrôles des produits soumis à accises et le mini-guichet unique ont également été qualifiés de «révolutionnaires» dans leurs domaines par plusieurs personnes interrogées, ouvrant la voie à des possibilités complètement nouvelles de surveillance, de partage d'informations et de prévention des fraudes. Les avantages secondaires incluent de nouvelles perspectives en matière d'analyse de mégadonnées, portant par exemple sur la gestion du risque de conformité. L'élargissement du mini-guichet unique dans le prochain programme (pour couvrir les produits physiques) devrait générer des avantages particulièrement importants en matière de perception des impôts et de facilitation du commerce.

Hercule III

Hercule III est un programme ⁽¹¹³⁾ qui aide les États membres de l'UE à lutter contre les irrégularités, la fraude et la corruption portant atteinte au budget de l'UE. Ce programme vise à protéger les intérêts financiers de l'UE et, partant, à protéger l'argent des contribuables et à renforcer la compétitivité de l'économie européenne. Il finance également des projets pratiques, tels que l'achat par les autorités nationales de scanners à rayons X, de chiens renifleurs et d'autres équipements de détection et d'enquête pour réprimer la contrebande et d'autres activités criminelles.

L'un des principaux domaines visés est la lutte contre la contrebande de tabac, qui reste un problème majeur et qui, selon les estimations, fait perdre chaque année au moins 10 milliards d'EUR aux budgets nationaux et à celui de l'UE. L'octroi de fonds pour l'achat de scanners à rayons X et d'autres équipements techniques dans les ports et les aéroports, par exemple, a pour but de renforcer la capacité des autorités nationales à lutter contre la contrebande. Hercule III finance également le partage de bonnes pratiques sur des questions telles que la prévention de la corruption dans les procédures de passation de marchés. La formation à la lutte contre la fraude est un autre volet du programme, qui comprend des formations spécialisées en vue de renforcer et d'actualiser les compétences du personnel des services répressifs en matière d'investigation numérique et d'analyse.

L'évaluation à mi-parcours de la Commission ⁽¹¹⁴⁾ a démontré que le programme Hercule III a en grande partie rempli sa mission. Elle souligne l'efficacité et l'efficacités globales du programme en ce qui concerne à la fois les actions de formation et les activités d'assistance technique. Les parties prenantes ont indiqué que

⁽¹¹²⁾ Évaluation à mi-parcours du programme Fiscalis 2020 — Rapport final, SWD(2019)15.

⁽¹¹³⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32014R0250>

⁽¹¹⁴⁾ COM(2018) 3 final, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32014R0250>.

le programme a été mis en œuvre de manière efficiente tout en répondant efficacement aux besoins des États membres.

L'introduction d'un système de gestion électronique pour la présentation et le traitement des demandes de subventions constitue une avancée importante qui a considérablement raccourci le temps nécessaire pour informer les demandeurs des résultats des procédures d'évaluation.

Le nouveau programme de l'UE en matière de lutte contre la fraude (2021-2027) entend poursuivre et renforcer le soutien aux États membres en matière de lutte contre la fraude, les irrégularités et la corruption portant atteinte au budget de l'UE.

Pericles 2020

Le programme Pericles 2020 finance des échanges de personnel, des séminaires, des formations et des études destinés aux autorités répressives et judiciaires, aux banques et aux autres organismes concernés par la prévention et la lutte contre le faux monnayage des billets et des pièces en euros. Les actions peuvent avoir lieu au sein de la zone euro, dans les pays de l'UE hors de la zone euro et dans les pays tiers représentant des plaques tournantes du faux monnayage. Les financements sont utilisés pour: i) l'octroi de subventions aux autorités nationales compétentes (ANC) désireuses de mener des actions («actions mises en œuvre par les ANC»), et ii) le financement des actions directement mises en œuvre par la Commission européenne («actions directes»). La répartition annuelle varie, mais environ 70 % du budget annuel est généralement alloué aux actions mises en œuvre par les ANC et 30 % aux actions directes.

En 2018, le programme a financé 11 projets; huit émanaient des autorités nationales compétentes des États membres de la zone euro, tandis que trois étaient des initiatives de la Commission.

Système d'information antifraude ⁽¹¹⁵⁾

Le système d'information antifraude établit et finance une série d'applications informatiques antifraude gérées par la Commission. Ces applications assurent l'échange rapide et sécurisé d'informations en matière de fraude entre les administrations compétentes nationales et européennes. Il couvre deux domaines principaux: l'assistance mutuelle en matière douanière et la gestion des irrégularités. Le système est soutenu par un portail, une infrastructure unique et commune assurant la fourniture de ces services à plus de 8 000 utilisateurs finaux enregistrés dans plus de 1 200 services compétents des États membres, pays tiers partenaires, organisations internationales, services de la Commission et autres institutions de l'UE. Ce portail permet de réaliser des économies d'échelle et d'obtenir des avantages mutuels importants dans le développement, la maintenance et la mise en œuvre de cet ensemble large et divers de services et d'outils informatiques.

Le système d'information antifraude comprend également un système de gestion des irrégularités. Il a apporté une assistance à la Commission européenne et aux États membres dans les domaines de la lutte contre la fraude douanière et de l'administration du volet dépenses du budget de l'UE.

Par exemple, *en 2018*, le système d'information antifraude a soutenu des activités d'assistance mutuelle comprenant des opérations douanières conjointes co-organisées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine, ou organisées par les États membres ou Europol avec le soutien de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). *Au cours de l'année 2018*, cinq opérations douanières conjointes ont été co-organisées ou soutenues dans le cadre du système. Les modules du système ont été utilisés pour échanger des informations de manière sécurisée lors de ces opérations douanières conjointes. *En 2018*, le nombre de cas de fraude douanière actifs pour lesquels des informations sont disponibles dans les bases de données d'assistance mutuelle du système

⁽¹¹⁵⁾ Office européen de lutte antifraude, *rapport annuel d'activités 2018*, p. 24.

s'élevait à 18 340, soit une augmentation de 2016 cas par rapport à l'année précédente. Dans le prochain cadre financier pluriannuel, le système d'information antifraude sera intégré au futur programme en matière de lutte contre la fraude.

Le futur programme renforcera et rationalisera le soutien existant apporté par l'UE aux efforts déployés pour protéger les intérêts financiers de l'UE et encourager l'assistance administrative mutuelle en matière douanière, ainsi que pour exploiter les synergies et permettre une certaine souplesse entre les diverses actions existantes ⁽¹¹⁶⁾.

ISA² — Solutions d'interopérabilité et cadres communs pour les administrations publiques, les entreprises et les citoyens européens

Les problèmes de coordination entravent l'interopérabilité transfrontalière et transsectorielle. Ils découlent pour la plupart de la complexité institutionnelle, qui se traduit par de multiples niveaux de gouvernance et par des différences entre les administrations publiques nationales des différents États membres, et entre les administrations publiques régionales et locales au sein des États membres. Le programme ISA² concernant des solutions d'interopérabilité et des cadres communs pour les administrations publiques, les entreprises et les citoyens européens soutient le développement de solutions numériques permettant aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens en Europe de bénéficier de services publics transfrontaliers et transsectoriels interopérables.

Ce programme s'inscrit dans un cadre stratégique plus large portant sur le passage au numérique des administrations publiques dans l'UE. Il élabore des solutions d'interopérabilité soit de façon autonome, soit pour compléter et étayer d'autres initiatives de l'UE. Il promeut le cadre d'interopérabilité européen et en assure le fonctionnement en coopération avec les États membres et la Commission. Le programme de travail glissant de 2018 comportait 53 actions, contre 39 actions gérées au cours de sa première année de fonctionnement et 43 actions en 2017. Le programme a été mis en œuvre efficacement jusqu'à présent, et presque toutes les actions progressaient comme prévu à la fin 2018.

Les conclusions préliminaires de l'évaluation intermédiaire confirment la pertinence et l'efficacité du programme, ainsi que le bon déroulement de sa mise en œuvre ⁽¹¹⁷⁾. Le programme a **contribué à renforcer l'interopérabilité transfrontalière** dans l'UE. Par exemple, il contribue à faire connaître la notion d'interopérabilité dans tous les États membres de l'UE et à la faire figurer parmi les enjeux nationaux prioritaires. Il rapproche également les personnes, en créant des réseaux et en favorisant les rencontres entre organisations nationales de différents pays, ce qui facilite les échanges entre États membres dans le domaine de l'interopérabilité.

Ces facteurs extérieurs sont pris en compte lors de la sélection de nouvelles actions pour les programmes de travail annuels ISA². Dans le prochain cadre financier pluriannuel, ISA² sera remplacé par le programme pour une Europe numérique, qui élargira le champ d'intervention et exploitera les synergies avec les actions du mécanisme pour l'interconnexion en Europe et du programme Horizon 2020 actuels.

Programme statistique européen

Le programme statistique européen établi par le règlement (UE) n° 99/2013 ⁽¹¹⁸⁾ **fournit un cadre pour le développement, la production et la diffusion de statistiques européennes** pour la période 2013-2020. Les statistiques produites dans le cadre du programme sont indispensables au processus décisionnel de l'UE

⁽¹¹⁶⁾ Proposition de règlement établissant le programme de l'Union en matière de lutte contre la fraude, COM(2018) 386, p. 2.

⁽¹¹⁷⁾ Le rapport de la Commission annonçant les résultats finaux de l'évaluation intermédiaire sera disponible dans le courant de l'année (troisième trimestre 2019).

⁽¹¹⁸⁾ Règlement (UE) n° 99/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif au programme statistique européen 2013-2017, modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2017/1951 du 25 octobre 2017 modifiant le règlement (UE) n° 99/2013 relatif au programme statistique européen 2013-2017 pour le prolonger jusqu'en 2020.

et à la mesure de la performance et de l'impact d'initiatives clés telles que le plan d'investissement pour l'Europe, le socle européen des droits sociaux ou l'union de l'énergie.

Le programme statistique européen est conçu pour fournir des informations statistiques de qualité en temps voulu tout en préservant un équilibre entre les domaines économique, social et environnemental. Il répond aux besoins des utilisateurs très divers des statistiques européennes, notamment des décideurs, des chercheurs, des entreprises et des citoyens en général, selon des critères de rentabilité et sans double emploi superflu.

Une deuxième évaluation à mi-parcours du programme statistique européen 2013-2020 a été réalisée *en 2018* et portait sur la période 2015-2017. Cette évaluation indique que le programme est géré efficacement, qu'il fournit une valeur ajoutée européenne évidente et qu'il est cohérent tant au niveau interne qu'externe avec d'autres initiatives visant à produire des statistiques. Les résultats montrent que le programme statistique européen a contribué et continue de contribuer à la satisfaction des besoins des utilisateurs et à la conception et au suivi des politiques, mais que beaucoup reste à faire. Eurostat et le système statistique européen modernisent les processus de production des statistiques pour répondre à ces besoins tout en tirant parti des nouvelles technologies. Dans le prochain cadre financier pluriannuel, ces activités seront intégrées au nouveau programme du marché unique, tout en préservant l'indépendance professionnelle nécessaire à la fourniture des statistiques européennes. L'intégration dans un seul programme de divers instruments relatifs au marché unique gérés de manière centralisée par la Commission réduira les doubles emplois, renforcera les synergies et facilitera la communication et le travail en réseau avec les différents groupes de parties prenantes. Cette consolidation des activités est économiquement avantageuse et améliore le rapport coût-efficacité.

Programmes d'assistance au déclassement d'installations nucléaires en Bulgarie, Slovaquie et Lituanie

La Bulgarie, la Lituanie et la Slovaquie ont accepté, lors de leur adhésion à l'UE, de fermer et déclasser plusieurs réacteurs nucléaires de première génération (huit dans trois centrales nucléaires différentes: Kozloduy, Ignalina et Bohunice, respectivement) avant la fin de leur durée de vie prévue. Compte tenu de la charge financière qui en résulte, et reconnaissant que le déclassement des centrales nucléaires est un processus à long terme, l'UE s'est engagée à fournir une aide financière à ces trois pays.

En Bulgarie ⁽¹¹⁹⁾, d'importantes infrastructures de gestion des déchets sont devenues opérationnelles dans le cadre de ce programme. *En 2018*, en particulier, une installation destinée à la forte réduction volumique des déchets radioactifs est entrée en service. Le retour d'expérience opérationnel présentera un grand intérêt pour d'autres organisations qui traitent des déchets radioactifs dans l'UE, car elles sont confrontées à des défis semblables.

En Slovaquie ⁽¹²⁰⁾, des progrès considérables ont été accomplis *en 2018*, notamment en matière de décontamination et de démantèlement des salles des turbines et des bâtiments auxiliaires (démolition de quatre tours de refroidissement) et du bâtiment réacteur (décontamination des piscines de stockage du combustible usé et d'autres réservoirs). La démolition des tours de refroidissement a suscité un large intérêt du public et a illustré concrètement les progrès réalisés en matière de nettoyage du site. La décontamination effectuée dans le bâtiment réacteur a grandement contribué à réduire l'exposition aux radiations du personnel concerné.

En Lituanie ⁽¹²¹⁾, un deuxième réacteur a été entièrement vidé de son combustible *en février 2018*, plusieurs mois avant la date prévue. Deux réacteurs sont désormais vidés de leur combustible. *Au 31 décembre 2018*, plus de 50 % des assemblages de combustible usé avaient été entreposés dans des fûts, dans de bonnes conditions de sûreté, ce qui signifie que le niveau de risque et de danger radiologiques pour la population en général a considérablement diminué.

⁽¹¹⁹⁾ Fiche de programme 2018 du programme d'assistance au déclassement d'installations nucléaires en Bulgarie et en Slovaquie, p. 1.

⁽¹²⁰⁾ Fiche de programme 2018 du programme d'assistance au déclassement d'installations nucléaires en Bulgarie et en Slovaquie, p. 2.

⁽¹²¹⁾ Fiche de programme 2018 du programme d'assistance au déclassement d'installations nucléaires en Lituanie, p. 1.

Un aspect très important, que souligne également l'évaluation achevée *en 2018* ⁽¹²²⁾, est la valeur supplémentaire qu'apporte le programme d'assistance au déclasséement d'installations nucléaires en matière de développement des connaissances et de l'expertise. Cela a bénéficié aux trois pays concernés. Par exemple, la Slovaquie a aidé la Bulgarie à rédiger le cahier des charges pour l'appel d'offres relatif à la préparation du bâtiment réacteur à la décontamination du circuit primaire, après avoir mené à bien la décontamination de son propre circuit primaire ⁽¹²³⁾. Ces connaissances sont également importantes au vu du nombre non négligeable de centrales nucléaires dans l'ensemble de l'UE qui devront être déclassées dans l'avenir.

Dans sa proposition pour le cadre financier pluriannuel, la Commission a inclus un soutien pour poursuivre ces activités.

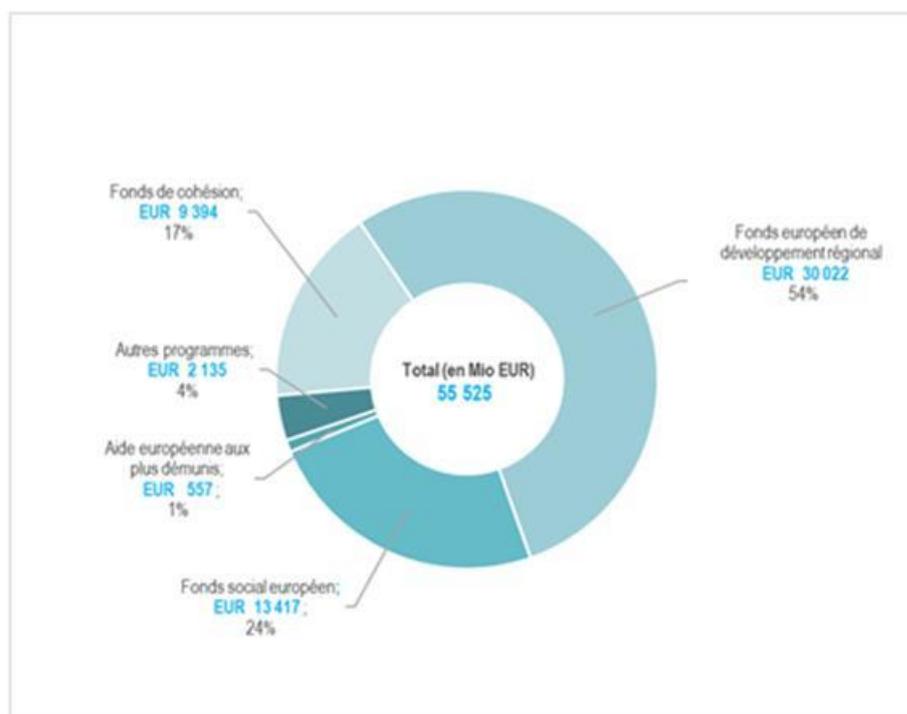
⁽¹²²⁾ *Évaluation du programme d'assistance au déclasséement d'installations nucléaires*, SWD(2018) 344.

⁽¹²³⁾ *Fiche de programme 2018 du programme d'assistance au déclasséement d'installations nucléaires en Bulgarie et en Slovaquie*, p. 1.

Cohésion économique, sociale et territoriale (rubrique budgétaire 1B)

En 2018, 55,5 milliards d'EUR ont été alloués aux programmes de la rubrique 1B, soit 35 % du budget total de l'UE pour l'année. Cette rubrique couvre l'initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis et trois fonds qui contribuent conjointement à soutenir la cohésion entre tous les États membres de l'UE ⁽¹²⁴⁾:

- le Fonds européen de développement régional (FEDER);
- le Fonds social européen (FSE);
- le Fonds de cohésion.



Graphique: principaux programmes financés en 2018 (crédits d'engagement) au titre de la rubrique 1B: «Cohésion économique, sociale et territoriale». La catégorie «Autres programmes» comprend, entre autres, les régions ultrapériphériques et faiblement peuplées, l'assistance technique, la contribution au mécanisme pour l'interconnexion en Europe, les projets pilotes et actions préparatoires

Source: Commission européenne.

La politique de cohésion contribue à la cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE en réduisant les disparités économiques et sociales qui existent encore entre ses régions et pays. Cette politique est l'une des principales sources d'investissement de l'UE et contribue à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 en soutenant la croissance et la création d'emplois au niveau européen ainsi que les réformes structurelles au niveau national. Ces fonds sont complétés par le Fonds européen pour les investissements stratégiques, qui vise à optimiser l'investissement public et privé, soutient les réformes structurelles et améliore l'accès au financement.

⁽¹²⁴⁾ Les informations sur la performance concernant la rubrique budgétaire 1B couvrent principalement l'année 2017 car les informations relatives à l'année 2018 ne seront mises à disposition par les États membres qu'en 2019, après la publication du présent rapport.

La politique de cohésion soutient la réalisation du marché unique numérique et de l'union de l'énergie et, par des investissements dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, du climat et des transports durables, elle contribue de manière significative à la transition de l'Europe vers une économie sobre en carbone. La politique de cohésion contribue également au développement du marché intérieur, à l'approche globale de la politique migratoire et à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux. Cet objectif est atteint, notamment, en atténuant les effets de la pauvreté et de l'exclusion sociale des personnes qui se trouvent dans des situations de privation grave et en soutenant l'emploi (des jeunes).

Malgré une progression plus lente qu'au cours de la période 2007-2013, le taux de sélection de projets au cours de la période de programmation actuelle a désormais comblé son retard. *En décembre 2018*, le Fonds européen de développement régional, le Fonds de cohésion, le Fonds social européen et l'initiative pour l'emploi des jeunes avaient sélectionné plus d'un million de projets à soutenir dans toute l'Europe, correspondant à 362 milliards d'EUR sur le financement total disponible pour cette période. Le taux de sélection de projets sur la période 2014-2018 est comparable au taux enregistré dans un intervalle de temps similaire au cours de la période 2007-2013.

Les investissements du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion soutiennent toutes les régions de l'UE

En leur donnant les moyens de prospérer dans une économie mondialisée

- Les fonds de la politique de cohésion ont contribué à créer 1,3 million d'emplois dans l'UE au cours des dix dernières années et plus de 8,9 millions de personnes ont acquis une nouvelle qualification ⁽⁸⁾.
- Plus de 43 000 entreprises coopérant avec des instituts de recherche ont reçu un financement.
- Plus de 284 000 emplois ont été créés grâce au soutien aux petites entreprises.
- 90 000 start-ups ont reçu un financement.



En les aidant à s'engager dans la révolution numérique

- Quelque 7 800 projets ont été sélectionnés pour soutenir le marché unique numérique connecté, correspondant à 10,3 milliards d'EUR d'investissement total (UE et cofinancement national).



En investissant dans l'éducation et la santé

- La politique de cohésion investit dans les infrastructures sociales:
 - 1,8 million d'enfants bénéficient d'écoles et de structures d'accueil nouvelles ou modernisées.
 - 51 millions de personnes ont accès à des services de santé améliorés.



En reliant les territoires et en réduisant les distances

- Plus de 2 700 km de voies ferrées reconstruites et près de 7 500 km de routes reconstruites, ainsi que 3 100 km de nouvelles routes.
- Des villes comme Varsovie, Sofia et Bucarest disposeront de réseaux de métro modernes grâce aux investissements de la politique de cohésion.



En protégeant leur environnement et en utilisant judicieusement leurs ressources

- Plus de 36 millions de personnes en Europe bénéficient de mesures de protection contre les inondations.
- Les mesures de protection contre les incendies de forêt concernent 18 millions de personnes.
- 7 millions d'hectares d'habitats bénéficient de mesures de conservation.
- L'approvisionnement en eau potable a été amélioré pour 8,5 millions d'Européens.
- Plus de 14,5 millions de personnes en Europe ont accès à un meilleur traitement des eaux usées.
- Les actions financées par le Fonds de cohésion permettent une réduction des émissions de gaz à effet de serre estimée à 9,7 millions de tonnes équivalent CO₂ par an et une amélioration de la classification de la consommation énergétique de 330 000 ménages.



Remarque: les chiffres, à l'exception du point a), représentent l'incidence attendue des projets relevant de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 qui ont commencé à recevoir une aide avant le 31 décembre 2018.

Source: Plateforme de données ouvertes sur les Fonds structurels et d'investissement européens (<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>); rapport annuel d'activité 2018 de la direction générale de la politique régionale et urbaine; septième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale; indicateurs communs et rapports annuels d'exécution.

Fonds européen de développement régional et Fonds de cohésion

Objectifs du programme

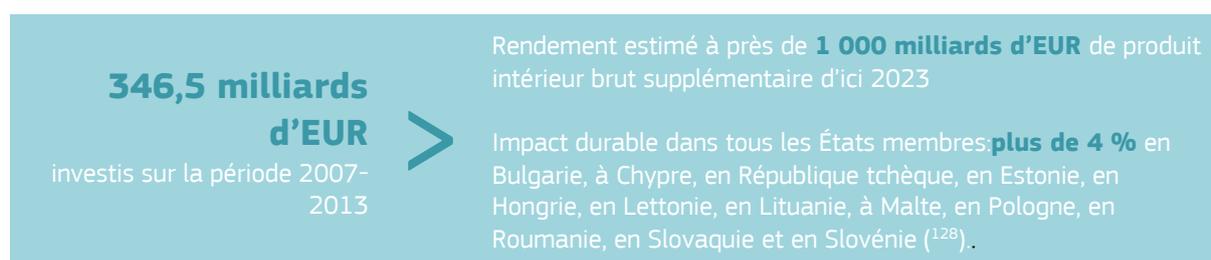
Comptant parmi les **principaux instruments d'investissement de l'UE**, le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion fournissent une masse critique d'investissements dans les domaines d'action prioritaires de l'UE. Ils apportent un soutien important à la mise en œuvre des recommandations par pays adressées aux États membres dans le cadre du semestre européen pour la coordination des politiques économiques. Les programmes 2014-2020 ont été les premiers à être explicitement liés au processus annuel du semestre européen. Les recommandations spécifiques par pays pertinentes ont notamment constitué un élément central pour une programmation efficace et sont intégrées dans les accords de partenariat adoptés et les programmes en cours, qui incitent actuellement les États membres à mettre en œuvre des changements structurels et des réformes politiques, en ciblant les faiblesses structurelles et les blocages de la croissance par des investissements. Les fonds ont joué un rôle important dans la lutte contre les effets immédiats de la crise économique et financière, ainsi que dans le renforcement du potentiel structurel des régions européennes à long terme. Les priorités d'investissement pour 2014-2020 sont les suivantes.

	Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation.		Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité.
	Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises.		Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs.
	Promouvoir l'adaptation au changement climatique, la prévention et la gestion des risques.		Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources.
	Promouvoir le transport durable et supprimer les goulets d'étranglement dans les infrastructures de réseaux essentielles.		Promouvoir l'emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre.
	Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination.		Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie.
	Renforcer les capacités institutionnelles des autorités publiques et des parties prenantes et l'efficacité de l'administration publique.		

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

La politique de cohésion, qui représente près d'un tiers du budget total de l'UE, a été une source majeure d'investissements publics dans de nombreux États membres pendant et après la crise, couvrant, par exemple, près de 9 % des dépenses en capital fixe des administrations publiques, en moyenne dans l'UE-28 et 41 %⁽¹²⁵⁾ dans l'UE-13 sur la période 2015-2017 ⁽¹²⁶⁾. La politique de cohésion joue également un rôle clé en soutenant la réalisation des priorités de la Commission Juncker et en contribuant à la solidarité et à l'unité en Europe. Les investissements réalisés dans un pays ont des retombées positives (environ 0,12 % du PIB ⁽¹²⁷⁾) dans les pays hors cohésion.

La politique de cohésion sera à l'origine de près de 1 000 milliards d'EUR de PIB supplémentaire d'ici 2023. La politique s'est révélée bénéfique pour les économies de tous les États membres de l'UE, auxquels elle a apporté un soutien dans une période de conjoncture économique défavorable.



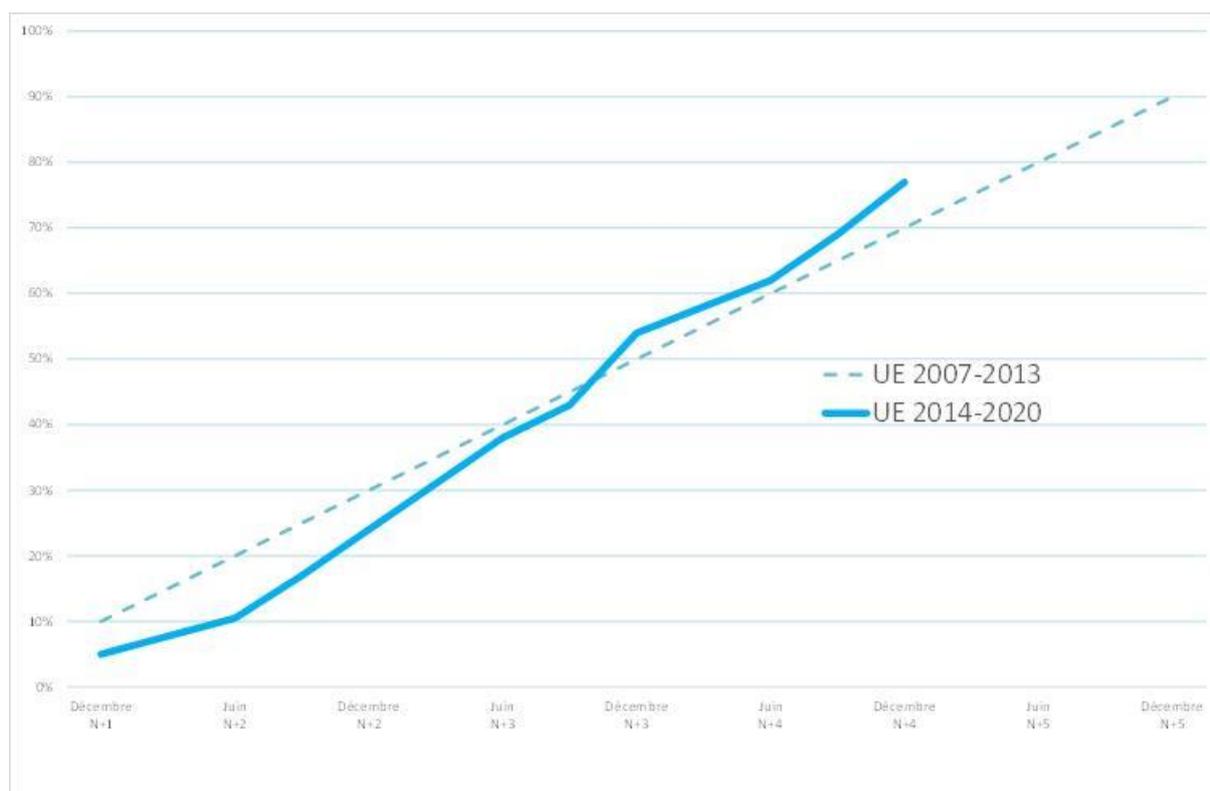
Cinq ans après le début de la période de financement 2014-2020, la mise en œuvre des programmes de la politique de cohésion se poursuit à plein régime, avec 270 milliards d'EUR déjà alloués à des projets dans les États membres en décembre 2018, soit près de 77 % de la dotation financière totale des fonds. Cela représente plus de 290 000 projets. Il reste 80 milliards d'EUR à allouer aux projets, l'investissement devant être totalement réalisé d'ici 2023, lorsque la période de financement prendra fin. Cela représente une nouvelle accélération par rapport aux résultats enregistrés à la fin de 2017, qui s'élevaient à 55 % du financement total alloué aux projets. Plus important encore, cette tendance dépasse légèrement celle de la dernière période de programmation (ligne en pointillés dans le graphique suivant) et laisse prévoir un rythme soutenu de mise en œuvre au cours de la seconde moitié de la période de programmation.

⁽¹²⁵⁾ Commission européenne, septième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale, p. 176 https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/cohesion7/7cr_fr.pdf.

⁽¹²⁶⁾ Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovénie et Slovaquie.

⁽¹²⁷⁾ Pour les programmes de la période 2007-2013; mais on peut s'attendre à des niveaux similaires pour les programmes de la période 2014-2020.

⁽¹²⁸⁾ Évaluation ex post 2007-2013



Graphique: sélection des projets: comparaison de la période 2007-2013 avec la période actuelle. Calcul basé sur le coût total (UE et national) des projets sélectionnés. L'année N représente 2007 pour les programmes de la période 2007-2013 et 2014 pour les programmes de la période 2014-2020.

Source: Commission européenne.

Les investissements dans **la recherche et l'innovation** ont continué à progresser à un rythme soutenu en 2018, affichant de bonnes performances dans la plupart des États membres. Fin 2018, plus de 50 000 projets spécifiques de recherche et d'innovation avaient été sélectionnés, soit 73 % du montant total prévu. Depuis 2014, plus de 15 200 chercheurs ont bénéficié d'infrastructures de recherche améliorées et 7 000 entreprises coopèrent avec des centres de recherche dans toute l'UE. Grâce aux projets mis en œuvre jusqu'à présent, plus de 3 200 nouveaux produits ont été lancés sur le marché par des entreprises qui ont bénéficié de ce financement.

Le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion aident les entreprises à accroître leur compétitivité, à développer de nouveaux produits, à trouver de nouveaux marchés et à créer de nouveaux emplois, en mettant particulièrement l'accent sur l'innovation et les entreprises à forte croissance et sur les programmes visant à soutenir la capacité d'innovation des **petites et moyennes entreprises**. Le large éventail d'aides offertes aux petites et moyennes entreprises est également essentiel pour réaliser un marché intérieur plus intégré et plus équitable, doté d'une base industrielle solide. On estime que, fin 2018, 88 % du montant total avait été affecté à plus de 95 000 projets visant à améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises.

La politique de cohésion est la principale source de financement de l'UE pour moderniser le système de **transport** européen et l'adapter aux nouveaux défis. Le soutien au réseau ferroviaire et routier RTE-T joue un rôle de premier plan, de même que les investissements dans la mobilité urbaine durable, qui rendront les déplacements quotidiens plus propres, plus rapides et plus sûrs pour les citoyens européens. Fin 2018, environ 2 500 projets consacrés à des projets d'infrastructures de réseau avaient bénéficié d'un soutien.

Grâce au soutien du Fonds européen de développement régional, un tronçon important de l'«autoroute cyclable» entre Anvers et Bruxelles a été achevé en 2018. L'autoroute cyclable offre une alternative sûre et pratique pour les navetteurs. Il s'agit d'une réponse durable aux problèmes de congestion et qui contribue à la décarbonation des transports.



Photographie: © Union européenne

Une part substantielle du financement est consacrée à **l'amélioration de l'environnement des entreprises et au soutien de l'entrepreneuriat**. Ainsi, plus de 90 000 start-ups bénéficient d'un soutien. Un aspect important consiste à faciliter l'accès au financement; depuis le début de la période de programmation, 2,7 milliards d'EUR ont été investis grâce à l'effet de levier des instruments financiers.

Croatie — Le fonds de capital-risque ESIF soutient les start-ups innovantes

En juin 2018, la Croatie a créé le «ESIF Venture Capital Fund», le premier instrument de capital-risque soutenu par le Fonds européen de développement régional. Grâce aux 35 millions d'EUR du programme opérationnel Compétitivité et cohésion 2014-2020, ce fonds investira dans des fonds de capital-risque ciblant les petites et moyennes entreprises locales à fort potentiel de croissance, ce qui permettra à ces dernières de se développer et de faire face à la concurrence mondiale. Le fonds de capital-risque ESIF ciblera en particulier les investissements à un stade précoce et proposera un programme d'accélération à part entière. Il ajoute un nouvel élément à la gamme performante des dispositifs de prêts soutenus par le Fonds européen de développement régional et contribuera au développement d'un écosystème sain et dynamique pour les start-ups dans le pays.

C'est un bon exemple de la manière dont la politique de cohésion investit dans l'emploi et la croissance, conformément au plan d'investissement pour l'Europe. Au moins 50 entreprises en phase de démarrage et 15 entreprises en phase d'amorçage bénéficieront d'un soutien vital. Ce dispositif devrait également avoir des retombées importantes: des investisseurs informels, des ateliers d'entrepreneurs et d'entreprises, ainsi qu'une réserve importante de projets potentiels qui devraient susciter un intérêt beaucoup plus marqué des fonds régionaux de capital-risque à l'égard des investissements en Croatie.

Des progrès significatifs ont également été réalisés dans les domaines de **la protection de l'environnement et de la promotion de l'utilisation efficace des ressources**, dans le cadre desquels 12 500 projets avaient été soutenus fin 2018. Même si ces investissements ont une longue durée de vie, des résultats remarquables ont déjà été obtenus. Des millions de citoyens sont désormais protégés contre les catastrophes naturelles telles que les inondations et les incendies. Des centaines de milliers de citoyens bénéficient d'installations qui améliorent l'approvisionnement en eau et le traitement de l'eau. La mise en œuvre varie d'un État membre à l'autre et au sein des États membres. Les progrès restent un peu plus lents en ce qui concerne les objectifs liés à l'augmentation de la capacité de recyclage des déchets et à la réhabilitation des terrains, les projets sélectionnés à ce jour ne couvrant qu'une fraction modeste de l'objectif prévu. Cela s'explique notamment par la longueur des procédures de planification de ces projets.

Le Fonds européen de développement régional est le principal instrument d'investissement pour la **transition numérique du secteur public et des petites et moyennes entreprises** et pour le **déploiement du haut débit**. Son objectif est de réaliser des gains d'efficacité grâce à des solutions d'administration en ligne et à des solutions d'énergie et de transport intelligentes en apportant un soutien personnalisé sur le terrain et en répondant aux besoins et aux opportunités à l'échelle locale. Fin 2018, quelque 7 800 projets avaient été sélectionnés sur le terrain pour soutenir la réalisation d'un marché unique numérique connecté, soit 63 % du total prévu. Si des progrès notables ont été accomplis dans plusieurs États membres en 2018, dans certains

pays, des difficultés ont ralenti l'exécution des projets concernant le haut débit dès les premiers stades de la mise en œuvre (difficultés de cartographie des zones d'intervention et de sélection des bénéficiaires, questions liées aux aides d'État). Face à ces difficultés, des actions ciblées visant à améliorer la capacité administrative des autorités chargées des programmes dans ce domaine continuent d'être mises en œuvre.

Un suivi approprié du plan d'action sur le haut débit en région rurale ⁽¹²⁹⁾ a été assuré, avec des visites dans les pays (Bulgarie, Croatie, République tchèque, Roumanie, Slovaquie) pour lesquels on a procédé à l'examen des demandes de reprogrammation et des goulets d'étranglement dans la mise en œuvre. Entre autres initiatives, le travail du réseau européen des bureaux de compétences en matière de haut débit dans les États membres, soutenu par un service basé à Bruxelles, a commencé à produire des résultats positifs. Par l'intermédiaire de points de contact uniques dans les États membres, ce réseau fournit des informations et/ou des conseils à toute autorité publique souhaitant déployer le haut débit, ainsi qu'à tout promoteur potentiel de projet concernant le haut débit qui souhaite s'informer sur les financements européens, nationaux ou régionaux disponibles dans ce domaine. Toutes ces actions devraient contribuer à améliorer les performances numériques des régions et des États membres, contribuant ainsi positivement à la réalisation de l'objectif fixé concernant l'indicateur de performance numérique des États membres.

Renforcement de la gouvernance stratégique numérique au sein des États membres en Italie

Il existe une «fracture numérique», c'est-à-dire une répartition inégale de l'accès et de l'utilisation des technologies de l'information entre les régions italiennes (en particulier le sud de l'Italie) et le reste de l'Europe. L'Italie a adopté une stratégie en faveur de la croissance numérique qui vise à garantir une couverture internet à haut débit (d'au moins 30 Mbps) à l'ensemble de la population italienne, à fournir aux bureaux, aux bâtiments publics et à 85 % des ménages une connexion haut débit ultra-rapide (d'au moins 100 Mbps) et à apporter la connexion internet haut débit aux zones industrielles. 2,6 milliards d'EUR d'investissements sont consacrés à des projets soutenant la croissance numérique sur la période 2014-2020.

La réalisation de **l'union de l'énergie** garantira la sécurité, l'accessibilité financière et la durabilité de l'approvisionnement énergétique en Europe, tout en rendant l'UE moins dépendante du marché international et des sources extérieures de matières premières énergétiques. La politique de cohésion est la principale source d'investissement de l'UE pour faire de l'union de l'énergie une réalité sur le terrain et pour aider les régions et les villes de l'UE à atteindre les objectifs européens climatiques et énergétiques fixés pour 2020 et 2030 et à réaliser une transition socialement juste.

Hongrie – Soutien à la plus grande centrale électrique hongroise

La première centrale solaire dans le cadre du projet photovoltaïque 2018-2019 du groupe MVM a été construite à proximité de Felsőzsolca et Onga, sur près de 45 hectares, grâce à un investissement total d'environ 28 millions d'EUR, financé par le Fonds européen de développement régional et le budget national. Elle a commencé à produire de l'électricité et a désormais la plus grande capacité installée en Hongrie - 20 mégawatts. La centrale solaire Felsőzsolca est, parmi les 110 unités solaires prévues, la première à démarrer la production d'électricité.

⁽¹²⁹⁾ https://enrd.ec.europa.eu/action-plan-rural-broadband_fr

Pays-Bas – déploiement à grande échelle de l'énergie solaire photovoltaïque pour les locataires.

Ce projet facilite l'installation à grande échelle de systèmes solaires photovoltaïques sur des logements loués. Le consortium des acteurs du marché entend éliminer les goulets d'étranglement existants, tout en veillant à répondre à l'énorme demande de panneaux solaires émanant de locataires. La coopération intégrée entre des acteurs expérimentés et des experts du marché, assistés par des spécialistes externes, facilite le déploiement à grande échelle de l'énergie solaire photovoltaïque pour les locataires. L'installation des systèmes solaires photovoltaïques, dans un premier temps dans 8 500 foyers, puis dans 30 000 foyers au cours des prochaines années, créera de nombreuses possibilités d'emploi. Par ailleurs, les activités de montage et d'installation de panneaux photovoltaïques, d'onduleurs et de câblage vont également se développer.

La politique de cohésion est également la principale source de financement de l'UE pour la **gestion des risques de catastrophe**. Plus de 25 000 projets dans le domaine de l'économie sobre en carbone ont été sélectionnés et seront ou sont déjà mis en œuvre sur le terrain. Pour les investissements concernant des objectifs liés au climat, près de 2 500 projets ont été sélectionnés.

Des mesures soutenues par le Fonds européen de développement régional répondent aux besoins créés par le flux exceptionnel de **migrants** vers l'Europe, en se concentrant sur le soutien à l'accueil et à l'intégration effective des migrants légaux et des demandeurs d'asile dans le domaine de l'emploi, de l'inclusion sociale et de l'éducation. L'aide aux petites et moyennes entreprises, qui permet aux services d'aide aux entreprises d'atteindre tous les entrepreneurs potentiels, y compris ceux appartenant à des groupes plus vulnérables tels que les migrants, contribue grandement à la réalisation de ces objectifs, dans le but de rendre l'UE dans son ensemble plus forte et de renforcer sa cohésion. Le taux de sélection des projets dans le domaine de l'inclusion sociale dépassait 60 % à la fin de 2018, avec près de 8 000 projets déjà sélectionnés et en cours de réalisation.

Analyse et évaluation

L'évaluation des programmes précédents ⁽¹³⁰⁾ a montré que les régions et les pays de l'UE tirent profit des fonds de cohésion à la fois par leurs effets directs (avec les investissements) et leurs effets indirects (via l'accroissement des échanges).

L'évaluation a montré que le soutien aux petites et moyennes entreprises a un impact potentiel élevé, à condition de privilégier l'aide à la croissance d'entreprises dynamiques, les stratégies de spécialisation intelligente et la facilitation de la progression des régions dans la chaîne économique, plutôt que le maintien du modèle économique du passé. En outre, on constate des contributions à forte valeur ajoutée dans des domaines tels que l'économie à faible émission de carbone, le développement urbain durable et la coopération régionale. Ce retour d'information a été pris en compte dans la proposition de la Commission ⁽¹³¹⁾ pour le prochain cadre financier pluriannuel, qui maintient la concentration thématique et établit des priorités consistant à soutenir l'innovation, l'économie numérique et les petites entreprises, ainsi que l'économie circulaire et à faibles émissions de carbone.

L'évaluation a également conclu que la stratégie la plus efficace pour attirer les grandes entreprises ne passe pas par des incitations financières, mais par l'amélioration des conditions locales, notamment l'environnement économique. Les investissements aéroportuaires ont donné des résultats plutôt médiocres, sauf dans les régions ultrapériphériques, où ils ont été bénéfiques. La proposition pour le prochain cadre financier pluriannuel contient une liste d'activités exclues telles que le soutien direct aux grandes entreprises, les infrastructures aéroportuaires et certaines opérations de gestion des déchets telles que les décharges.

Il a également été constaté que les instruments financiers peuvent être un moyen plus efficace de financer les investissements dans certains domaines d'action, mais qu'il y a eu des retards dans leur mise en œuvre et des obstacles à la généralisation de leur utilisation. Ces questions ont été abordées dans la proposition de la

⁽¹³⁰⁾ Évaluation ex post du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion 2007-2013, SWD(2016) 318 final. https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/pdf/expost2013/wp1_sw_d_report_en.pdf

⁽¹³¹⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion, COM(2018)372 final — <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM%3A2018%3A372%3AFIN>.

Commission relative à un règlement portant dispositions communes ⁽¹³²⁾ pour la période postérieure à 2020, puisque celle-ci offre **souplesse et adaptabilité aux besoins futurs**, en permettant, par exemple, de petits transferts de ressources sans modification du programme opérationnel. De plus, les dotations des programmes opérationnels sont fixées pour les cinq premières années, puis revues pour les deux dernières années sur la base d'un examen. La mise en œuvre des instruments financiers est simplifiée et bon nombre des dispositions pertinentes sont alignées sur celles des subventions.

L'évaluation a révélé que les systèmes de gestion, de contrôle et d'audit étaient complexes, ce qui a entraîné une incertitude administrative et des retards dans la mise en œuvre. Une étude récente ⁽¹³³⁾ commanditée par la Commission a relevé des coûts administratifs importants estimés à 2,2 % du total des coûts éligibles pour le Fonds européen de développement régional et à 1,8 % pour le Fonds de cohésion (le montant global est de 4 % pour les Fonds structurels et d'investissement européens en général). La Commission en a tiré des leçons et la proposition relative aux futurs programmes comprend de nombreuses mesures visant à simplifier et à réduire la charge administrative. Un recours accru à des options de coûts simplifiées et à des paiements conditionnés pourrait réduire considérablement les coûts administratifs totaux. Certaines règles pour les grands projets et les investissements générateurs de revenus sont supprimées. En outre, une approche plus proportionnée des contrôles et des audits permettra de faire nettement diminuer le nombre de vérifications et la charge d'audit des programmes opérationnels à faible risque.

La **Cour des comptes européenne** a indiqué ⁽¹³⁴⁾ que la Commission avait mis en œuvre diverses mesures visant à mettre davantage l'accent sur les résultats de la période 2014-2020; elle s'est félicitée des améliorations apportées, mais a également relevé des faiblesses dans la qualité du suivi des informations relatives aux dépenses consacrées à la politique de cohésion. La Cour a constaté que les données de suivi restent essentiellement axées sur les réalisations et a recommandé à la Commission de définir des indicateurs de résultats communs pour le Fonds européen de développement régional. En réponse, la proposition de la Commission ⁽¹³⁵⁾ concernant les fonds pour 2021-2027 maintient et affine l'ensemble commun d'indicateurs des réalisations, tout en ajoutant pour la première fois un ensemble commun d'indicateurs de résultats, pour les cadres de performance qui doivent être établis par les États membres aux fins du suivi, de la notification et de l'évaluation de la performance des programmes. La proposition permettrait de rendre compte régulièrement des résultats mis à jour sur la plateforme européenne des données ouvertes ⁽¹³⁶⁾ et de procéder à des comparaisons entre les programmes et entre les États membres, ce qui alimenterait le processus d'appréciation des performances et d'évaluation.

Le lien entre les programmes et le Semestre européen est renforcé pour la période 2021-2027. Dans le cadre du cycle du Semestre européen 2019, la Commission a fourni une analyse spécifique par pays des besoins d'investissement et des goulets d'étranglement en matière d'investissement, en tenant compte des disparités régionales et territoriales pertinentes. À partir de ces éléments d'analyse et compte tenu des objectifs de la politique de cohésion, des orientations par pays en matière d'investissement ont été élaborées et résumées dans une annexe aux rapports nationaux (annexe D). Cette annexe constitue la base du dialogue entre les États membres et les services de la Commission en vue de la programmation des fonds de la politique de cohésion pour la période 2021-2027.

⁽¹³²⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas, COM(2018) 375 final — <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52018PC0375>.

⁽¹³³⁾ Nouvelle évaluation des coûts et charges administratifs du fonds ESI, https://ec.europa.eu/regional_policy/en/information/publications/studies/2018/new-assessment-of-esif-administrative-costs-and-burden.

⁽¹³⁴⁾ Cour des comptes européenne, La sélection et le suivi des projets relevant du FEDER et du FSE pour la période 2014-2020 continuent à être principalement axés sur les réalisations - Rapport spécial n° 21/2018, https://www.eca.europa.eu/lists/ecadocuments/sr18_21/sr_project_performance_fr.pdf.

⁽¹³⁵⁾ COM(2018)372 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=SWD%3A2018%3A283%3AFIN>.

⁽¹³⁶⁾ <https://cohesiondata.ec.europa.eu>

Fonds social européen

Objectifs du programme

Pour que l'Europe de demain soit fondée sur la cohésion, résiliente et compétitive, il faut investir aujourd'hui dans son capital humain: dans les études et la formation, les compétences, l'employabilité et le potentiel à créer des entreprises et à innover, ainsi que dans la santé et, plus largement, les conditions de vie. Dès le départ, la Commission actuelle a inscrit parmi ses priorités principales sa volonté d'investir dans les ressources humaines et de construire une Europe plus juste et plus sociale.

Le Fonds social européen est le principal instrument de l'UE pour soutenir l'emploi, aider les personnes à trouver des emplois de meilleure qualité, offrir des perspectives professionnelles plus équitables à l'ensemble des citoyens et soutenir le développement des compétences et la reconversion professionnelle. Il est en lien direct avec les priorités et les grands objectifs de la stratégie Europe 2020 en ce qui concerne l'emploi, l'éducation et la lutte contre la pauvreté et constitue un outil essentiel pour concrétiser les principes et les droits consacrés dans le socle européen des droits sociaux. Les objectifs thématiques sont les suivants:

 <p>Promouvoir l'emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre.</p>	 <p>Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination.</p>
 <p>Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie.</p>	 <p>Renforcer les capacités institutionnelles des autorités publiques et des parties prenantes et l'efficacité de l'administration publique.</p>
 <p>Cibler le chômage des jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas d'emploi, d'éducation ou de formation.</p>	

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes ⁽¹³⁷⁾

Fin 2017, le Fonds social européen et l'initiative pour l'emploi des jeunes avaient soutenu **15,3 millions de personnes dont 7,9 millions étaient sans emploi et 4,9 millions étaient inactives**. À la même époque, les États membres indiquaient que **2.4 millions de jeunes avaient bénéficié** de l'initiative pour l'emploi des jeunes. Sur l'ensemble des participants, 1,4 million exerçaient un emploi, 1,9 million avaient obtenu une qualification et 870 000 suivaient des études ou une formation grâce au soutien du Fonds social européen ou de l'initiative pour l'emploi des jeunes.

Les investissements du Fonds social européen et de l'initiative en faveur de l'emploi des jeunes constituent la principale source de soutien, au niveau européen, des réformes structurelles dans les États membres, en particulier dans les domaines liés à la réforme des services publics de l'emploi, aux mesures d'activation, au développement de parcours intégrés d'accès à l'emploi individualisés, à la mise en place et à l'application de formations professionnelles duales, aux mesures en faveur de l'apprentissage ou à l'investissement dans des systèmes de garde (d'enfants) destinés à accroître la participation féminine au marché du travail.

⁽¹³⁷⁾ Rapport annuel d'activité 2018 de la DG Emploi, affaires sociales et inclusion, p. 48.

Tirer pleinement parti du Fonds social européen ⁽¹³⁸⁾

Avec un budget de 86,4 milliards d'EUR pour la période 2014-2020, le Fonds social européen est l'un des principaux instruments dont dispose l'UE pour soutenir la mise en œuvre des recommandations par pays. Les programmes opérationnels contribuent directement à la promotion d'un emploi durable et de qualité, de l'inclusion sociale, à l'investissement dans l'éducation et la formation et au renforcement des capacités institutionnelles. L'initiative pour l'emploi des jeunes est un instrument spécifique doté d'un budget de 8,8 milliards d'EUR, dont la moitié provient du Fonds social européen. L'initiative en faveur de l'emploi des jeunes vise les jeunes qui n'exercent pas d'emploi, ne suivent pas d'études ou de formation, dans les régions de l'UE où le taux de chômage des jeunes était le plus élevé en 2012, en leur offrant des possibilités de travail et de formation.

⁽¹³⁸⁾ *Projet de rapport conjoint sur l'emploi de la Commission et du Conseil accompagnant la communication de la Commission sur l'examen annuel de la croissance 2019, COM(2018) 761 final du 21.11.2018, p. 85-86 et 114.*

Entre 2014 et 2017, plus de 15 millions de participants ont bénéficié du soutien du Fonds social européen et de l'initiative pour l'emploi des jeunes, dont près de 3 millions de chômeurs de longue durée (17 %). Les jeunes de moins de 25 ans (42 % du nombre total de participants) et les personnes peu qualifiées ayant suivi un enseignement primaire ou un premier cycle d'enseignement secondaire (44 % du nombre total de participants) constituent les principaux groupes cibles de ces interventions. La mise en œuvre de l'initiative, qui a connu une nette accélération en 2017, devrait se poursuivre de façon constante au cours des prochaines années.

Plus de 2,4 millions de personnes ont bénéficié de l'initiative pour l'emploi des jeunes entre 2014 et 2017, dont:

- 780 000 jeunes suivaient des études/une formation et ont obtenu une qualification, ou occupaient un emploi, y compris une activité indépendante, au terme de leur participation;
- 550 000 ont reçu une offre d'emploi, de formation continue, d'apprentissage ou de stage.

Le fait que le nombre de participants au Fonds social européen et à l'initiative pour l'emploi des jeunes ait doublé depuis fin 2016 indique une forte accélération dans la mise en œuvre des projets sur le terrain.

Les États membres intensifient leurs efforts de sensibilisation, en rendant les services plus accessibles aux jeunes et en veillant à mieux détecter ceux qui en ont besoin.

En Finlande, les guichets uniques pour l'orientation des jeunes (Ohjaamo, fonctionnant à l'origine avec un financement du FSE) sont devenus permanents et recevront un important soutien financier afin de toucher au total 10 000 jeunes. Des agences pour l'emploi des jeunes sont actuellement mises en place dans toute l'Allemagne. Chypre a lancé un projet de sensibilisation soutenu par le ministère de l'éducation en coopération avec le ministère du travail et le Conseil de la jeunesse chypriote, dans le but d'atteindre 4 000 personnes inactives qui n'exercent pas d'emploi et ne suivent ni enseignement ni formation, et de les aider à entrer dans la vie active par des conseils et une formation sur mesure. En Croatie, un système de recensement des participants éligibles est en place depuis novembre 2017 et vise à identifier les participants non enregistrés et leurs caractéristiques afin de mieux cibler les mesures destinées à ce groupe.

Dans un certain nombre d'États membres, le Fonds social européen soutient le renforcement des capacités et les réformes structurelles ⁽¹³⁹⁾. Par exemple:

En Lettonie, le Fonds social européen soutient le renforcement du dialogue social. L'objectif est de mettre en place un cadre juridique en vue de faciliter le dialogue social dans différents secteurs.

En Espagne, le fonds a soutenu la stratégie d'insertion sur le marché du travail. De même, le Fonds social européen investit actuellement des ressources pour soutenir le «contrat d'apprentissage» tant dans les programmes de formation que dans l'allégement des cotisations sociales des entreprises. Le contrat d'apprentissage est également l'une des offres dans le cadre de la Garantie pour la jeunesse en Espagne, spécialement destinée aux jeunes sans qualification préalable ou ayant un niveau global très faible de qualification.

En République tchèque, le Fonds social européen et le Fonds européen de développement régional ont considérablement accru les crédits alloués aux structures d'accueil des enfants (environ 220 millions d'EUR pour l'ensemble des programmes tchèques du Fonds social européen et du Fonds européen de développement régional, soit presque le triple). La demande de services sur le terrain a depuis lors été confirmée par un intérêt important des candidats. Des modifications législatives ont été introduites pour assouplir les conditions d'ouverture d'un établissement d'enseignement préscolaire et permettre aux employeurs de créer des maternelles. Jusqu'à présent, plus de 9 000 places de maternelle ont été créées.

⁽¹³⁹⁾ Analyse d'impact accompagnant le document — Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds social européen plus (FSE+) — Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), SWD(2018) 289 final du 30.5.2018, p. 9.

Au Portugal, le Fonds social européen (FSE) soutient le renforcement des capacités institutionnelles des partenaires sociaux en tenant compte de leur rôle important dans la modernisation de politiques actives du marché du travail et de l'enseignement et de la formation professionnels.

Analyse et évaluation ⁽¹⁴⁰⁾

Mi-2018, les États membres avaient procédé à 164 évaluations du Fonds social européen et plurifonds pour la période de financement 2014-2020. Ces évaluations portent à la fois sur le processus et la mise en œuvre du Fonds. La Commission a lancé quatre évaluations thématiques *en 2018* (sur le soutien à l'emploi des jeunes, le soutien à l'emploi et à la mobilité, le soutien à l'éducation et à la formation, et le soutien à l'inclusion sociale).

En 2018, la Commission a préparé l'analyse d'impact et la proposition pour le Fonds social européen plus 2021-2027 (FSE+). Il a été constaté que des améliorations pourraient être apportées sur les aspects essentiels ⁽¹⁴¹⁾ suivants.

- Un meilleur alignement sur les priorités politiques et la gouvernance économique au niveau de l'UE dans le contexte du Semestre européen.
- L'orientation en fonction des résultats pour la période 2014-2020 a été renforcée mais ne s'est pas encore révélée être une incitation suffisante à la performance pour les États membres.
- Malgré certains progrès, la gestion et la mise en œuvre du Fonds demeurent trop complexes et le passage d'une logique fondée sur les apports à une logique fondée sur les résultats, malgré une amélioration sur la période 2014-2020, n'a pas encore totalement eu lieu.
- L'initiative pour l'emploi des jeunes: ses procédures de gestion financière (financement à partir de deux sources de financement - l'initiative pour l'emploi des jeunes et les allocations du Fonds social européen) ainsi que ses exigences supplémentaires en matière de rapports (indicateurs communs du Fonds social européen et indicateurs de résultats de l'initiative pour l'emploi des jeunes) sont considérées par les bénéficiaires et les autorités chargées de l'exécution comme une charge administrative de plus. L'accent devrait être mis sur une meilleure participation des jeunes les plus éloignés de l'éducation, de la formation et de l'emploi, ainsi que sur l'amélioration de la qualité globale des offres d'emploi et de formation financées par l'initiative dans le cadre des systèmes de la garantie pour la jeunesse.

Le 30 mai 2018, la Commission a adopté une proposition relative au Fonds social européen plus ⁽¹⁴²⁾. Dans le cadre plus large des Fonds structurels et d'investissement européens, ce fonds permettra de mieux cibler l'aide en fonction des défis recensés dans le cadre du Semestre européen. Dans ce contexte, le Fonds social européen plus fusionnera:

- le Fonds social européen et l'initiative pour l'emploi des jeunes;
- le Fonds européen d'aide aux plus démunis;
- le programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI);
- le programme «Santé» de l'UE.

⁽¹⁴⁰⁾ Fiche de programme 2018, p. 3.

⁽¹⁴¹⁾ SWD(2018) 289 final du 30.5.2018, annexe 3.

⁽¹⁴²⁾ COM(2018) 761 final du 21.11.2018, p. 86.

Fonds européen d'aide aux plus démunis

Objectifs du programme

Le Fonds européen d'aide aux plus démunis soutient les actions menées par les États membres de l'UE afin de venir en aide aux plus démunis. Cela concerne la nourriture, les vêtements et autres articles essentiels à usage personnel.

Ce fonds vise à réduire les pires formes de pauvreté dans l'UE, telles que la privation alimentaire, le sans-abrisme et la pauvreté des enfants. Il est mis en œuvre dans le cadre d'une gestion partagée, avec des règles simplifiées et des exigences administratives réduites par rapport au Fonds social européen. La dotation du Fonds européen d'aide aux plus démunis pour 2014-2020 s'élève à près de 3,8 milliards d'EUR.

Mise en œuvre et réalisations récentes ⁽¹⁴³⁾

- En 2017, le Fonds européen d'aide aux plus démunis a soutenu 12,9 millions de personnes.
- On estime qu'environ la moitié des bénéficiaires finaux sont des femmes, 30 % sont des enfants de moins de 15 ans et environ 10 % sont des migrants, des personnes d'origine étrangère ou appartenant à une minorité (y compris des communautés marginalisées comme les Roms).
- Le soutien à l'inclusion sociale a ciblé plus de 36 000 personnes.
- Plus de 1,3 million de tonnes de denrées alimentaires ont été distribuées au total au cours de la période 2014-2017, et environ 370 000 tonnes rien qu'en 2017 (soit environ 30 %).

Le montant de l'aide matérielle distribuée jusqu'en 2017 s'est élevé à 19,5 millions EUR. Par rapport à 2016, le montant de l'aide matérielle de base a augmenté de 25 %.

Analyse et évaluation

Les résultats de l'évaluation à mi-parcours 2018 ⁽¹⁴⁴⁾ montrent que le Fonds européen d'aide aux plus démunis a un effet de volume notable dans presque chaque État membre. Les mesures d'aide alimentaire, d'aide matérielle et en faveur de l'inclusion sociale ont un effet réel pour les plus démunis, y compris ceux qui pourraient être exclus de l'aide sociale ordinaire ou qui ont besoin d'un soutien immédiat.

La mise en réseau et le partage des connaissances entre les institutions, les organisations partenaires et les services sociaux, ainsi qu'entre les différentes organisations partenaires, ont joué un rôle important dans la diffusion de bonnes pratiques. C'est notamment le cas en ce qui concerne l'aide non financière aux personnes les plus démunies.

L'évaluation à mi-parcours a permis de recenser un certain nombre de faiblesses dans la mise en œuvre du Fonds européen d'aide aux plus démunis. Des interprétations erronées du cadre réglementaire de l'UE ou des exigences nationales ont parfois entraîné: a) des retards dans la phase de démarrage du programme; b) des obstacles administratifs principalement liés aux politiques nationales de passation des marchés et à des exigences supplémentaires; c) des procédures administratives et des instructions fastidieuses d) des procédures excessives de certification des bénéficiaires finals.

De même, l'établissement d'une liste restreinte de critères d'éligibilité pour les bénéficiaires finals présente l'inconvénient d'exclure ceux qui n'ont pas accès au système social et ne permet pas de répondre rapidement aux urgences.

⁽¹⁴³⁾ Fiche de programme 2018, p. 1.

⁽¹⁴⁴⁾ <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/Oe03aa7b-025f-11e8-b8f5-01aa75ed71a1>

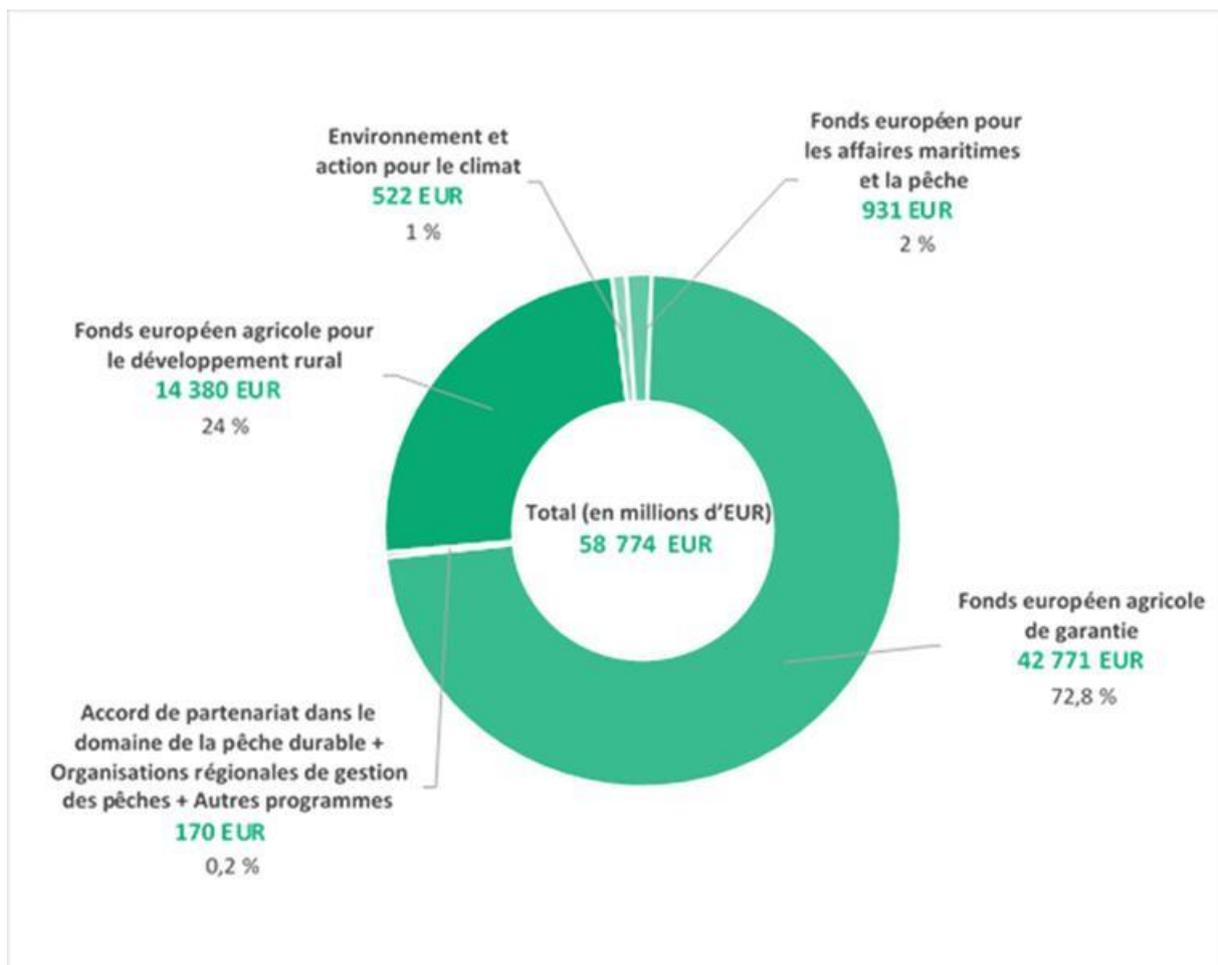
La Cour des comptes a constaté ⁽¹⁴⁵⁾ que le Fonds européen d'aide aux plus démunis contribue aux approches des États membres en matière de lutte contre la pauvreté et comporte des mesures novatrices en matière d'inclusion sociale, mais qu'il pourrait mieux cibler ceux qui en ont le plus besoin et que l'accent pourrait être davantage mis sur l'inclusion sociale plutôt que sur l'aide alimentaire et matérielle de base.

Le 30 mai 2018, la Commission a proposé un Fonds social européen plus, dans lequel le Fonds européen d'aide aux plus démunis sera fusionné avec le Fonds social européen. Cela permettra de combiner plus facilement les dispositions relatives à l'aide alimentaire et à l'assistance matérielle avec les mesures de soutien concernant l'inclusion sociale et les mesures actives. Cela contribuera à créer des synergies, renforçant ainsi la dimension d'inclusion sociale de l'aide et ouvrant une voie intégrée pour sortir de la pauvreté. Cela contribuera également à combler le déficit actuel constaté dans les évaluations car, en l'absence d'une approche stratégique commune, la transition sans heurts des participants vulnérables des projets financés par ce fonds vers des projets du Fonds social européen est parfois difficile.

⁽¹⁴⁵⁾ Cour des comptes européenne, *Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD): un soutien précieux dont la contribution à la réduction de la pauvreté reste toutefois à établir* - Rapport spécial n° 05/2019.

Croissance durable: ressources naturelles (rubrique budgétaire 2)

Dans le cadre de la politique agricole commune (en particulier grâce au Fonds européen agricole de garantie et au Fonds européen agricole pour le développement rural) et des politiques maritime et de la pêche (en particulier grâce au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche), le budget de l'UE a soutenu **une production alimentaire viable, la gestion durable des ressources naturelles, l'action pour faire face au changement climatique et un développement territorial équilibré**. Une production alimentaire viable contribue à stimuler l'emploi, la croissance et l'investissement car un grand nombre d'emplois dans l'agriculture, ainsi que dans la transformation des aliments, la vente au détail et les services alimentaires, en dépendent. La promotion de la gestion durable des ressources naturelles et des actions pour le climat contribue à maintenir une base durable pour les emplois agricoles. La promotion d'un développement territorial équilibré des zones rurales contribue également à la croissance, à l'emploi et à l'investissement. La réduction de la fracture numérique entre les zones urbaines et les zones rurales est un facteur important pour permettre aux entreprises de rester compétitives dans les zones rurales. Une production alimentaire viable répondant à des normes élevées de sécurité des aliments joue également un rôle actif dans une politique commerciale équilibrée et progressiste, visant à maîtriser les effets de la mondialisation. L'UE joue également un rôle de premier plan pour relever les défis croissants concernant les océans, non seulement au niveau européen mais aussi à l'échelle internationale.



Graphique: principaux programmes financés en 2018 au titre de la rubrique 2, Croissance durable: ressources naturelles. Tous les montants sont exprimés en millions d'euros. La catégorie «Autres programmes» comprend, entre autres, les *organismes* décentralisés, les *autres actions et mesures*, les *projets pilotes et actions préparatoires*, les *actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission*.

Source: Commission européenne.

En 2018, 58,8 milliards d'EUR ont été alloués à la rubrique budgétaire 2, ce qui représente 37 % du budget total de l'UE pour cette année. La rubrique 2 couvre les deux piliers de la politique agricole commune: le pilier I comprend les mesures de soutien du marché et les paiements directs financés par le Fonds européen agricole de garantie; le pilier II comprend le soutien au développement rural financé par le Fonds européen agricole pour le développement rural. Cette rubrique budgétaire couvre également le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et la dimension internationale de la politique commune de la pêche, ainsi que les actions menées dans les domaines du changement climatique et de l'environnement dans le cadre du programme LIFE pour l'environnement et l'action climatique ⁽¹⁴⁶⁾.

Fonds européen agricole de garantie

Objectifs du programme

Le Fonds européen agricole de garantie encourage une croissance intelligente, durable et inclusive, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de la politique agricole commune en matière de production alimentaire viable, de gestion durable des ressources naturelles (y compris de l'action climatique) et de développement territorial équilibré. Les paiements directs assurent une protection de base du revenu agricole contre les chocs particuliers auxquels l'agriculture est exposée (notamment ceux liés aux prix et aux conditions météorologiques). Les principaux objectifs spécifiques du fonds sont les suivants.

 <p>Améliorer la compétitivité du secteur agricole et renforcer sa valeur ajoutée dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.</p>	 <p>Favoriser la stabilité des marchés.</p>
 <p>Soutenir la stabilité des revenus des agriculteurs en leur fournissant une aide directe au revenu.</p>	 <p>Promouvoir une agriculture davantage axée sur le marché, en garantissant un niveau significatif d'aide au revenu découplée.</p>
 <p>Contribuer à l'amélioration des performances environnementales de la politique agricole commune.</p>	 <p>Promouvoir la production agricole locale et assurer un niveau de prix équitable pour les produits de base destinés à la consommation directe et à la transformation par les industries locales dans les régions ultrapériphériques.</p>

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Paiements directs

Environ 6,5 millions d'exploitations agricoles, couvrant 90 % des terres cultivées, ont bénéficié de paiements directs. *En 2017* ⁽¹⁴⁷⁾, cette aide représentait 38 % de leur revenu agricole ⁽¹⁴⁸⁾. Depuis la dernière réforme de

⁽¹⁴⁶⁾ Les informations sur la performance concernant la rubrique budgétaire 2 couvrent principalement l'année 2017 pour les programmes relevant de la gestion partagée car les informations relatives à l'année 2018 ne seront mises à disposition par les États membres qu'en 2019, après la publication du présent rapport.

⁽¹⁴⁷⁾ Direction générale de l'agriculture et du développement rural, *rapport annuel d'activité 2018*.

⁽¹⁴⁸⁾ Estimé sur la base du revenu d'une entreprise agricole.

la politique agricole commune en 2015, les paiements directs ont été **mieux ciblés** grâce à différentes «strates» de paiements répondant aux besoins particuliers des **jeunes agriculteurs, des petits agriculteurs, de certains secteurs ou régions en difficulté**, ainsi que de l' **environnement et du climat**. Ces changements apportés à la structure du système des paiements directs - ainsi que les possibilités de redistribution et de plafonnement - ont commencé à contribuer à une répartition plus équitable des paiements. L'effet stabilisateur des paiements directs est complété par des instruments de marché, qui opèrent désormais au niveau d'un «filet de sécurité», au lieu d'orienter le marché de l'UE comme ils le faisaient fréquemment auparavant.

Les paiements directs étant octroyés par hectare de surface éligible, il existe une forte corrélation entre la répartition des paiements directs et la répartition de la surface entre agriculteurs. Il en résulte une concentration des montants d'aide les plus importants dans les grandes exploitations ⁽¹⁴⁹⁾ et un nombre élevé de très petits bénéficiaires, ce qui reflète la forte fragmentation du secteur agricole dans l'UE et la contribution relative de ces groupements agricoles à l'économie du secteur. *Pour l'exercice 2017*, près de 50 % des bénéficiaires de paiements directs disposaient de moins de 5 hectares et couvraient moins de 5 % de la superficie totale bénéficiant de paiements directs.

	 Nombre de fermes (en millions)	 Terres agricoles gérées (en millions d'hectares)	 Soutien direct (en milliards d'EUR)
Petites exploitations: < 5 hectares	3,19 (49 %)	7,4 (5 %)	2,3 (6 %)
Professionnels Exploitations agricoles (familiales) 5 à 250 hectares	3,25 (50 %)	107,0 (67 %)	29,3 (71 %)
Grandes exploitations agricoles > 250 hectares	0,08 (1 %)	44,3 (28 %)	9,2 (23 %)

Graphique: répartition des aides directes de l'UE aux agriculteurs européens
Source: contrôle des données CATS (année de demande 2016).

La réforme de la politique agricole commune de 2013 a permis **la redistribution des paiements directs** entre les bénéficiaires, notamment en faveur des petites et moyennes exploitations. Les États membres doivent réduire d'au moins 5 % les recettes supérieures à 150 000 EUR que tout bénéficiaire obtient au titre du régime de paiement de base ou du régime de paiement unique à la surface. Ils peuvent même plafonner ces recettes (neuf États membres ont décidé d'appliquer un plafond à partir de 2015). Une autre option leur est ouverte consistant à redistribuer jusqu'à 30 % de leur allocation nationale au titre des paiements directs sur les premiers hectares de chaque exploitation («paiement redistributif»). *En 2017*, neuf États membres ont mis en œuvre ce régime, utilisant entre 0,5 % et 15 % de leurs dépenses totales pour les paiements directs.

En outre, les États membres doivent réduire les différences entre les niveaux de paiement à l'hectare versés aux bénéficiaires sur leurs territoires respectifs (ce que l'on appelle la «convergence interne»). Il est également prévu d'ajuster progressivement la dotation financière par État membre afin de rapprocher les niveaux moyens des paiements entre les pays («convergence externe»). Enfin, une disposition concernant l'«agriculteur actif» permet d'exclure de l'aide ceux qui n'ont qu'une activité agricole marginale.

⁽¹⁴⁹⁾ Dans une moindre mesure que pour la terre cependant.

Depuis l'année de demande 2018, l'acte législatif européen désigné comme le «**règlement omnibus**»⁽¹⁵⁰⁾ contribue à améliorer le fonctionnement des régimes de paiements directs concernés et à simplifier leur mise en œuvre.

En ce qui concerne les **mesures de verdissement** des paiements directs, les modifications introduites par le règlement omnibus offrent aux États membres la possibilité de ne pas classer les prairies comme «permanentes» si elles sont labourées dans un délai de cinq ans, afin de tenir compte de la diversité des systèmes agricoles dans l'UE. En 2018, huit États membres ont décidé de mettre en œuvre cette option. Les agriculteurs ont bénéficié d'une certaine souplesse supplémentaire grâce à des exemptions simplifiées des règles relatives à la diversification des cultures ou aux surfaces d'intérêt écologique pour les exploitations agricoles ayant une part importante de prairies, de jachères, de cultures de légumineuses ou de cultures sous eau. De nouveaux types de surfaces d'intérêt écologique ont à leur tour élargi l'éventail des choix que les États membres peuvent offrir aux agriculteurs pour répondre à cette exigence. En 2018, plusieurs États membres y ont eu recours et ont inclus de nouveaux types de surfaces d'intérêt écologique dans leur liste respective. À compter de 2018, 80 % de la superficie agricole totale de l'UE est soumise à au moins une obligation de verdissement. Dans le cadre des règles modifiées, une interdiction de l'usage de produits phytopharmaceutiques a été mise en œuvre pour la première fois en 2018 dans les surfaces d'intérêt écologique.

En 2018, comme en 2017, en réponse aux conséquences des conditions climatiques exceptionnelles dans plusieurs États membres (sécheresse, fortes pluies, chutes de neige, gel), la Commission a accordé des dérogations à certaines règles de verdissement (surface d'intérêt écologique, diversification des cultures) pour améliorer la situation des agriculteurs touchés dans ces États. Afin d'atténuer les effets de la sécheresse sur la disponibilité de fourrage pour le bétail, 11 États membres (sur 13 autorisés) ont mis en œuvre des dérogations à certaines exigences concernant les terres en jachère et les cultures dérochées. Sur la base des informations reçues pour l'année de demande 2018, ces surfaces d'intérêt écologique dérogatoires semblent avoir, dans une certaine mesure, complété les surfaces totales disponibles pour la production fourragère.

À compter de 2018⁽¹⁵¹⁾, la nouvelle législation de l'UE⁽¹⁵²⁾, ainsi que les orientations techniques fournies par la Commission, ont permis aux États membres de tirer parti des données satellitaires librement accessibles (programme Copernicus) pour surveiller les zones pour lesquelles une aide est demandée. Plusieurs États membres ont décidé d'introduire des «contrôles de suivi» pour une partie des régimes d'aide et/ou des surfaces à compter de 2019. L'approche de suivi devrait grandement contribuer à la simplification des tâches administratives et de contrôle, mais aussi au suivi des performances de la politique agricole commune dans un sens beaucoup plus large. Cette approche est maintenue dans les propositions pour la politique agricole commune après 2020.

Dépenses relatives au marché⁽¹⁵³⁾

Après plusieurs années au cours desquelles les mesures de soutien du marché dans les secteurs des fruits et légumes et de l'élevage ont contribué à rééquilibrer les secteurs concernés, une **stabilisation substantielle du marché** a été atteinte en 2018, les mesures exceptionnelles de retrait dans le secteur des fruits et légumes ayant été supprimées à partir du milieu de l'année.

À la fin de l'année 2018, 99 % des 380 000 tonnes de lait écrémé en poudre provenant des stocks d'intervention publique constitués entre 2015 et 2017 avaient été revendus sur le marché⁽¹⁵⁴⁾, ce qui illustre

⁽¹⁵⁰⁾ Règlement (UE) 2017/2393 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2017 modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), (UE) n° 1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, (UE) n° 1307/2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et (UE) n° 652/2014 fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux (JO L 350 du 29.12.2017, p. 15-49).

⁽¹⁵¹⁾ Fiche de programme 2018.

⁽¹⁵²⁾ Règlement d'exécution (UE) 2018/746 de la Commission du 18 mai 2018 modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 en ce qui concerne la modification des demandes uniques, des demandes de paiement et des contrôles (JO L 125 du 22.5.2018, p. 1-7).

⁽¹⁵³⁾ Fiche de programme 2018.

⁽¹⁵⁴⁾ Fiche d'information «Gérer le marché européen des produits laitiers pendant la période 2014-2019».

l'amélioration de la situation sur le marché laitier. L'agriculture européenne a fait preuve de résilience après les crises récentes, trouvant d'autres marchés intérieurs mais aussi étrangers (en particulier en Asie et aux États-Unis), comme en témoignent les statistiques commerciales.

En raison de l'évolution globale des prix, de nouvelles mesures d'intervention sur le marché n'ont pas été nécessaires *en 2018*.

Des mesures exceptionnelles de soutien ont également été adoptées *en 2018* pour indemniser les agriculteurs français et italiens touchés par les restrictions sanitaires et vétérinaires imposées pour lutter contre la grippe aviaire.

Après plusieurs années de discussions au niveau de l'UE, la Commission a adopté une proposition de directive sur les **pratiques commerciales déloyales**. La directive vise à protéger les fournisseurs vulnérables de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, en particulier les agriculteurs et les petits transformateurs, contre les pratiques commerciales déloyales d'acheteurs plus puissants. En limitant les abus de pouvoir sur le marché tout au long de la chaîne d'approvisionnement, elle contribue à un meilleur fonctionnement de la chaîne alimentaire et renforce la résilience du secteur agroalimentaire de l'UE.

Le **régime européen en faveur de la distribution de lait et de fruits et légumes à l'école**, qui a regroupé les anciens régimes en faveur de la distribution de fruits et légumes et de la distribution de lait dans les écoles dans un cadre juridique unique, a été appliqué pour la première fois pendant l'année scolaire 2017/2018. *En octobre 2018*, la Commission a organisé une réunion avec des représentants des institutions de l'UE, des gouvernements nationaux et d'autres organismes publics et privés [entreprises, organisations professionnelles, organisations non gouvernementales (ONG) de l'environnement et de la santé, société civile] pour faire le point sur les réalisations, tirer les enseignements des bonnes pratiques et réfléchir aux améliorations possibles. Des exemples concrets de l'amélioration de la dimension sanitaire et éducative du régime réformé y ont été présentés. Environ 20,3 millions d'enfants dans près de 160 000 écoles ⁽¹⁵⁵⁾ ont participé au programme européen de distribution de fruits, légumes et lait à l'école au cours de l'année scolaire 2017/2018.

Analyse et évaluation

L'étude d'appui à l'évaluation de l'incidence des mesures de la politique agricole commune sur la réalisation de l'objectif général d'une «production alimentaire viable» ⁽¹⁵⁶⁾ confirme que les paiements directs permettent aux agriculteurs de mieux faire face aux effets négatifs de la baisse des prix agricoles sur leurs revenus, ce qui explique pourquoi ils contribuent à la stabilité du revenu agricole. Toutefois, même avec le soutien direct de la politique agricole commune, une part importante des exploitations agricoles (74 % en 2015) n'atteint pas le niveau de référence d'un revenu par unité de travail correspondant à la productivité moyenne nationale du travail. L'étude constate que la politique agricole commune pour la période 2014-2020 a permis d'accroître l'efficacité des mesures en ciblant mieux les exploitations qui en ont le plus besoin (la part des exploitations dont le revenu par unité de travail dépasse la productivité moyenne nationale du travail grâce au soutien direct est passée de 29 % en 2013 à 26 % en 2015). La décision de certains États membres de répartir les ressources destinées au soutien volontaire couplé entre un grand nombre de secteurs a limité son efficacité et son efficience par rapport à son objectif. Selon l'analyse des parties prenantes, dans ces cas, le soutien couplé volontaire n'a pas atteint son objectif qui était de soutenir les secteurs connaissant certaines difficultés et a abouti à la généralisation d'une aide au revenu supplémentaire pour les exploitations bénéficiaires. Les mesures de marché ont contribué à limiter la volatilité des prix intérieurs de la plupart des produits agricoles, qui est inférieure à celle des prix internationaux. L'existence des mesures de marché de l'UE semble jouer un rôle dissuasif à l'égard de la pratique d'activités spéculatives. La part des importations dans la consommation intérieure a progressivement augmenté. Sur le marché international, les exportations de l'UE ont augmenté en valeur au cours de la période analysée. Cependant, le commerce mondial a augmenté à un rythme plus élevé. Néanmoins, l'évolution de la position concurrentielle de l'UE est similaire à celle de son principal concurrent commercial (les États-Unis) et, en 2016, l'Union européenne a maintenu sa

⁽¹⁵⁵⁾ Source: Rapports de suivi des États membres à présenter pour le 31.1.2019.

⁽¹⁵⁶⁾ Document de travail des services de la Commission, évaluation à finaliser en 2019.

deuxième position derrière les États-Unis dans les exportations mondiales des produits couverts par l'évaluation.

En 2018, la Cour des comptes a évalué un nouveau régime de paiement de base en faveur des agriculteurs, introduit par la réforme de la politique agricole commune de 2013. La Cour a constaté que le régime était sur la bonne voie sur le plan opérationnel, mais que son impact sur la simplification, le ciblage et la convergence des niveaux d'aide était limité ⁽¹⁵⁷⁾.

L'étude de soutien relative à l'évaluation des mesures de politique agricole commune applicables dans le secteur viticole ⁽¹⁵⁸⁾ a montré que, au niveau des viticulteurs, l'appui apporté par les programmes nationaux de soutien à la restructuration et à la conversion des vignobles a entraîné une mécanisation considérable ainsi qu'une augmentation globale du rapport coût-efficacité de leur gestion. Au niveau des producteurs de vin, les programmes - en particulier la mesure «investissements» - ont contribué à améliorer la compétitivité des producteurs de vin de l'UE et à favoriser l'intégration verticale vers l'aval. Les règles d'étiquetage de l'UE ont favorisé des règles du jeu équitables et une concurrence loyale sur le marché intérieur de l'UE, ainsi qu'une information claire pour les consommateurs. L'étude souligne que les programmes d'aide nationaux sont généralement cohérents avec les objectifs environnementaux de l'UE, mais qu'ils auraient pu jouer un rôle plus important dans l'adaptation du vignoble européen au changement climatique et favoriser plus directement la durabilité. Elle recommande à la Commission d'exiger des États membres une meilleure justification des choix stratégiques en ce qui concerne les mesures mises en œuvre et un meilleur suivi des effets obtenus par les différentes mesures.

L'étude d'accompagnement ⁽¹⁵⁹⁾ concernant l'évaluation du verdissement des paiements directs a été publiée fin 2017 et un document de travail consécutif des services de la Commission a été adopté en *novembre 2018* ⁽¹⁶⁰⁾. Cette évaluation a conclu que les effets globaux des mesures de verdissement, telles qu'elles sont actuellement appliquées, sur les pratiques de gestion agricole et sur l'environnement/le climat semblent assez limités, bien qu'il existe des variations d'un État membre à l'autre. Dans l'ensemble, les mesures de verdissement ne semblent pas avoir eu d'incidence notable sur la production agricole et la viabilité économique des exploitations. L'évaluation a montré que les États membres et les agriculteurs pouvaient faire davantage pour pleinement mettre en œuvre le verdissement; en outre, au niveau de l'UE, le système pourrait encore être simplifié. Les États membres disposent d'une souplesse importante dans la mise en œuvre des mesures, mais, en général, ils ne l'utilisent pas pour maximiser les effets bénéfiques pour l'environnement et le climat. Les décisions semblent avoir été plutôt motivées par des questions administratives et des considérations agricoles, y compris la volonté de perturber le moins possible les pratiques agricoles.

Dans les propositions de la Commission pour la politique agricole commune après 2020, les exigences actuelles en matière de verdissement sont intégrées dans un cadre plus large comprenant un nouvel ensemble de conditions (c'est-à-dire un système amélioré d'obligations à respecter par les bénéficiaires de paiements au titre de la PAC par surface et par animal) et répondant notamment à trois objectifs spécifiques: contribuer à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, encourager le développement durable et une gestion efficace des ressources naturelles, et contribuer à la protection de la biodiversité.

La future politique agricole commune - outre le renforcement de la protection environnementale et l'action pour le climat - entend également renforcer la résilience du secteur agricole et améliorer la vie dans les zones rurales.

⁽¹⁵⁷⁾ Cour des comptes européenne — «Régime de paiement de base en faveur des agriculteurs — le système fonctionne, mais il a un impact limité sur la simplification, le ciblage et la convergence des niveaux d'aide» — Rapport spécial n° 10/2018.

⁽¹⁵⁸⁾ Document de travail des services de la Commission, évaluation à finaliser en 2019.

⁽¹⁵⁹⁾ https://ec.europa.eu/agriculture/evaluation/market-and-income-reports/greening-of-direct-payments_fr

⁽¹⁶⁰⁾ Document de travail des services de la Commission — résumé de l'évaluation du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil concernant le verdissement des paiements directs, SWD(2018) 479 final du 22.11.2018.

Fonds européen agricole pour le développement rural

Objectifs du programme

Le Fonds européen agricole pour le développement rural finance la contribution de l'UE aux programmes de développement rural. Ces programmes contribuent à une **croissance intelligente, durable et inclusive** dans l'UE en soutenant les exploitations agricoles, les secteurs alimentaire et forestier et d'autres entités opérant dans les zones rurales telles que les entreprises non agricoles, les organisations non gouvernementales et les autorités locales.

Ce fonds est également un outil important pour atténuer le changement climatique et soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique, en aidant les agriculteurs et les entreprises rurales à **réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac** et à **s'adapter aux conséquences du changement climatique**. Le fonds poursuit six priorités spécifiques.

 <p>Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales.</p>	 <p>Améliorer la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promouvoir les techniques agricoles innovantes et la gestion durable des forêts.</p>
 <p>Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture.</p>	 <p>Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie.</p>
 <p>Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique, dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier.</p>	 <p>Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales</p>

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

À la fin de l'année 2018 ⁽¹⁶¹⁾, le total des paiements du budget de l'UE aux États membres au titre du développement rural s'élevait à 36,5 milliards d'EUR (préfinancements et paiements intermédiaires compris), soit 36 % du total des engagements pour la période 2014-2020. *En 2018*, les États membres ont présenté leur troisième rapport annuel de mise en œuvre couvrant la période allant jusqu'au 31 décembre 2017 ⁽¹⁶²⁾.

⁽¹⁶¹⁾ Fiche de programme 2018.

⁽¹⁶²⁾ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020 — Rapport de synthèse 2018 résumant les rapports annuels de mise en œuvre des programmes concernant la mise en œuvre en 2014-2017, COM(2018) 816 final du 19.12.2018.

Le Fonds européen agricole pour le développement rural soutient des solutions visant à **encourager l'entrepreneuriat et l'emploi dans l'agriculture et les entreprises rurales** et à **améliorer leur viabilité et leur résilience économique**. Fin 2017, plus de 112 000 exploitations agricoles avaient bénéficié d'une aide à l'investissement destinée à faciliter la restructuration et la modernisation et à produire des gains de productivité (25 % de l'objectif), et plus de 49 % du budget alloué à l'aide au démarrage et au soutien à l'investissement dans des activités non agricoles en zones rurales avait été engagé; 51 400 jeunes agriculteurs apportant une énergie nouvelle et disposant du potentiel pour exploiter pleinement les avantages de la technologie en termes d'augmentation de la productivité et de la durabilité avaient bénéficié d'un soutien à l'installation; 125 200 exploitations agricoles avaient reçu un soutien sous forme d'outils de gestion des risques pour réduire l'incertitude du lendemain qui peut compromettre la compétitivité des agriculteurs; et 60 327 exploitations agricoles avaient bénéficié d'une aide pour participer à des systèmes de qualité ⁽¹⁶³⁾.

En 2017 ⁽¹⁶⁴⁾, l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures qui contribueront de manière significative à la réalisation des **objectifs environnementaux et climatiques** de la politique reposait sur les éléments suivants:

- un total de 2,9 millions d'hectares de terres agricoles et forestières ont fait l'objet de contrats de gestion contribuant à la séquestration ou à la conservation du carbone (72,5 % de l'objectif de 4 millions d'hectares);
- 283 000 hectares de terres irriguées sont passés à des systèmes d'irrigation plus efficaces (22 % de l'objectif) - compte tenu du long délai entre les plans et les investissements réalisés, ce résultat est satisfaisant;
- 14,8 % des terres agricoles et 0,34 % des surfaces forestières étaient couvertes par des contrats de gestion contribuant à la biodiversité, ce qui est proche des objectifs de, respectivement, 18 % et 2 %.

L'aide apportée dans le cadre de ce fonds vise à améliorer l'**accès de 18 millions de citoyens ruraux aux services et à l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication**, grâce à 4 400 projets d'investissement. En 2017, 36 % des fonds affectés à l'amélioration des services dans le domaine des technologies de l'information et de la communication dans les zones rurales avaient été alloués à des projets, et 1 255 000 résidents ruraux (7 % de la valeur cible respective) bénéficiaient déjà de l'amélioration de ces services ⁽¹⁶⁵⁾.

À la fin de l'année 2017, plus de 246 millions d'EUR avaient été dépensés au titre du Fonds européen agricole pour le développement rural pour soutenir **l'emploi dans l'agriculture et les zones rurales**, pour promouvoir l'inclusion sociale, et pour encourager l'apprentissage tout au long de la vie et **la formation professionnelle en agriculture et en sylviculture**. Plus d'un million de bénéficiaires avaient reçu une formation professionnelle en agriculture, soit près de 28 % de l'objectif fixé pour la période. Dans les zones rurales, le Fonds européen agricole pour le développement rural soutient **les stratégies de développement local** qui favorisent l'inclusion sociale, réduisent la pauvreté et encouragent le développement économique au titre de l'approche Leader. À ce jour, 59 % des personnes vivant dans des zones rurales (soit environ 113 % de l'objectif) sont concernées par plus de 3 400 stratégies de développement local mises en œuvre par des groupes d'action locale ayant bénéficié de 18 % des fonds publics disponibles ⁽¹⁶⁶⁾.

Dans le cadre du **partenariat européen d'innovation pour la productivité et le développement durable de l'agriculture**, près de 900 **groupes opérationnels** ⁽¹⁶⁷⁾ menant des projets multi-acteurs innovants pour trouver une solution à un problème spécifique ou développer une opportunité concrète pour les secteurs agricole et forestier étaient actifs fin 2018. Ces projets présentent un potentiel important pour mettre en place des solutions innovantes permettant de rendre l'agriculture plus intelligente, plus efficace et plus durable.

⁽¹⁶³⁾ COM(2018) 816 final, p. 7, chiffres actualisés (janvier 2019).

⁽¹⁶⁴⁾ Fiche de programme 2018.

⁽¹⁶⁵⁾ COM(2018) 816 final, p. 6.

⁽¹⁶⁶⁾ COM(2018) 816 final, p. 11 et 12.

⁽¹⁶⁷⁾ <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/publications/eip-agri-operational-groups-assessment-2018>

Le partenariat européen d'innovation pour la productivité et le développement durable de l'agriculture — exemples de projets de groupe opérationnels.

BRIDE — Régénération de la biodiversité dans un environnement laitier

Dans toute l'Irlande, les terres agricoles exploitées de manière intensive ont connu des taux de participation relativement faibles aux mesures agro-environnementales. Le projet de régénération de la biodiversité dans un environnement laitier est un partenariat innovant basé dans le bassin versant de la rivière Bride dans le nord-est du comté de Cork, en Irlande. Le projet vise à concevoir et à mettre en œuvre une approche d'un rapport coût/efficacité satisfaisant et axée sur les résultats pour lutter contre la perte de biodiversité dans l'élevage laitier et à améliorer la sensibilisation nationale aux options disponibles pour maintenir et renforcer la faune sauvage sur les terres agricoles exploitées de manière intensive, sans affecter indûment la production agricole. Le partenariat regroupe plusieurs partenaires (tels que des agriculteurs, des conseillers, des chercheurs, des petites et moyennes entreprises, des organismes publics, des ONG) et le projet est conçu pour que 65 agriculteurs, qui ne sont pas des partenaires formels, y participent afin d'adopter et de tester les projets proposés dans leurs exploitations. Les exploitations qui mettent en œuvre les mesures sont contrôlées à des moments déterminés (par exemple, au début, à mi-parcours, à la fin) au cours du projet et sont récompensées sous forme de paiements liés aux résultats. Au commencement du projet, la biodiversité, y compris les oiseaux, les chauves-souris, les pollinisateurs et les populations de fleurs sauvages, entre autres, est mesurée au niveau des exploitations agricoles.

Le résultat attendu est une augmentation de la superficie des zones dans lesquelles la biodiversité est gérée, ainsi qu'une amélioration de la qualité globale de la biodiversité. Ce projet vise également à l'élaboration d'un label alimentaire de biodiversité, qui sera particulièrement pertinent pour les acteurs industriels, notamment une coopérative de producteurs laitiers et une entreprise de production de viande, qui sont partenaires du projet. En ce qui concerne la collaboration interrégionale, le projet a permis une prise de contact avec des agriculteurs allemands qui se préoccupent également de la biodiversité dans les pratiques agricoles. Un échange de pratiques est prévu entre des groupes opérationnels similaires en Allemagne et en Irlande du Nord.

SOCROSense — Technologies de détection des sols et des cultures

L'objectif du projet «Soil- and crop-sensing technologies» (Flandre, Belgique) est de soutenir les agriculteurs pionniers qui ont l'expérience de l'utilisation des techniques de détection de proximité du système de positionnement global, appliquée à des capteurs de sol et de culture. Ces exploitations pionnières forment un groupe mixte d'agriculteurs, de maraîchers, d'exploitants de pépinières et d'entrepreneurs agricoles. En collaboration avec les acteurs des instituts de recherche et des entreprises concernées, ce groupe souhaite créer de la valeur ajoutée et développer une vision à moyen et long terme pour ces capteurs. Le projet étudie la manière dont le flux de données de différents capteurs peut être combiné et le potentiel de la technologie des capteurs du système de positionnement global pour piloter la gestion des cultures de l'entreprise.

Analyse et évaluation

Une évaluation⁽¹⁶⁸⁾ des groupes opérationnels qui ont été approuvés et qui fonctionnent dans le cadre du Partenariat européen d'innovation pour la productivité et le développement durable de l'agriculture jusqu'en avril 2018 (612 au total) a été réalisée *en 2018*. Cette évaluation s'est concentrée sur l'état d'avancement de l'établissement et de la mise en œuvre des groupes opérationnels. L'étude a confirmé le grand intérêt porté au cadre et à l'instrument de partenariat. Parmi les groupes interrogés, 91 % étaient positifs quant à leur expérience et recommanderaient à d'autres acteurs/organisations de participer à un projet de groupe opérationnel. Les partenaires du groupe opérationnel ont souligné que de tels projets n'auraient pas pu être entrepris avec d'autres cadres de financement nationaux ou européens. Les groupes se concentrent sur la satisfaction des besoins des agriculteurs d'une manière pratique et collaborative; ils s'avèrent être un cadre unique, polyvalent et flexible pour répondre aux différents problèmes et besoins concrets des agriculteurs. Ils mettent également en lien la communauté des agriculteurs avec une expertise externe complémentaire afin d'aider à résoudre ces problèmes conjointement dans le cadre de partenariats de compositions diverses. Les différents projets montrent que les partenariats de groupes opérationnels sont en effet mis en place pour (co)développer des méthodes, outils ou solutions nouveaux ou adaptés, directement applicables par les

⁽¹⁶⁸⁾ <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/publications/eip-agri-operational-groups-assessment-2018>

agriculteurs. Ces partenariats font office de vecteurs pour l'établissement de liens avec d'autres initiatives et acteurs de l'innovation (rurale). Même si le cadre de financement actuel ne peut pas couvrir tous les coûts, 90 % des groupes opérationnels ont déjà établi des relations avec des organisations extérieures au partenariat ou ont l'intention de le faire. L'étude souligne la nécessité de faciliter davantage ce processus, par exemple en fournissant des informations plus structurées et plus accessibles sur les thèmes et les approches des groupes opérationnels. Il est également important d'améliorer la communication au sujet des groupes opérationnels, de manière à ce qu'elle soit complète et disponible en temps utile.

Une étude sur la gestion des risques dans l'agriculture de l'UE a été réalisée en 2017 et publiée *en 2018* ⁽¹⁶⁹⁾ pour faire la lumière sur les risques auxquels les agriculteurs sont confrontés et pour mieux comprendre la conception et le déploiement éventuel de différents outils permettant de faire face à ces risques. L'étude révèle que les agriculteurs européens sont exposés à différents risques (par exemple, les conditions météorologiques, la santé animale et végétale, la dynamique du marché qui influence les perspectives de revenu et de viabilité des exploitations agricoles), répartis de manière hétérogène entre les États membres de l'UE. Dans le même temps, la disponibilité et l'utilisation globales des outils de gestion des risques analysés dans l'UE ne sont pas très développées et il existe des différences selon les outils, les secteurs et les pays (l'assurance étant, par exemple, l'outil le plus courant). L'étude souligne la nécessité de renforcer les compétences et les capacités pertinentes (tant au niveau administratif qu'au niveau de l'exploitation agricole) et formule plusieurs recommandations, notamment la création d'une base de données pour partager les informations relatives à la gestion des risques en agriculture, afin de soutenir davantage la recherche et de promouvoir des actions pilotes en matière de gestion des risques.

L'audit de la Cour des comptes a porté *en 2018* ⁽¹⁷⁰⁾ sur trois nouvelles méthodes de calcul de la contribution financière de l'UE aux projets et activités concernant les projets de développement rural (appelées options de coûts simplifiées). La Cour des comptes a conclu que les nouvelles options sont plus simples, mais qu'elles ne sont pas axées sur les résultats.

La proposition législative relative à la politique agricole commune au-delà de 2020 tient compte des principaux enseignements tirés de l'actuelle période de développement rural, en réduisant le niveau de prescription des interventions et en améliorant les synergies avec les instruments de la PAC (à savoir les paiements directs et les programmes sectoriels). Les nouveaux plans stratégiques de la PAC devront accorder une attention particulière à l'attraction des jeunes agriculteurs et favoriseront également l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales.

Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche

Objectifs du programme

Le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ⁽¹⁷¹⁾ soutient la **conservation des ressources biologiques marines** et aide les États membres à atteindre les objectifs de la politique commune de la pêche. Ce fonds poursuit quatre priorités spécifiques:

⁽¹⁶⁹⁾ https://ec.europa.eu/agriculture/external-studies/2017-risk-management-eu-agriculture_fr

⁽¹⁷⁰⁾ Rapport spécial n° 11/2018: *Nouvelles options de financement des projets de développement rural: plus simples mais pas axées sur les résultats*, Cour des comptes européenne.

⁽¹⁷¹⁾ Règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil.

 <p>Promouvoir une pêche et une aquaculture qui soient compétitives, durables sur les plans environnemental et économique et socialement responsables.</p>	 <p>Favoriser la mise en œuvre de la politique commune de la pêche.</p>
 <p>Promouvoir un développement territorial équilibré et solidaire des zones tributaires de la pêche et de l'aquaculture.</p>	 <p>Favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de la politique maritime intégrée de l'Union de manière à compléter la politique de cohésion et la politique commune de la pêche.</p>

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, la mise en œuvre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche a connu une accélération considérable par rapport aux années précédentes. Plus de 7 143 navires de pêche ont bénéficié ⁽¹⁷²⁾ du fonds, dont 50 % appartenaient à la flotte de petite pêche côtière. Le soutien apporté continue de favoriser un équilibre durable entre les flottes de pêche et les ressources halieutiques et permet la **protection des écosystèmes marins**. Le fonds a également contribué à l'amélioration de la gestion de plus de 100 000 km² de zones **Natura 2000** et de près de 95 000 km² d'autres zones marines protégées.

Les projets financés ont un effet positif sur les bénéficiaires directs des opérations et ont un effet multiplicateur tout au long de la chaîne de production et d'approvisionnement ainsi que dans les industries de services connexes. On estime que plus de 35 000 pêcheurs, leurs conjoints/partenaires et les membres d'organisations de producteurs bénéficient de l'aide, ainsi que 33 000 autres personnes (telles que les employés des entreprises de transformation et les utilisateurs des ports).

Fin 2017 ⁽¹⁷³⁾, plus de 18 000 opérations avaient été financées au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche. Plus de la moitié était destinée à aider les petites et moyennes entreprises du secteur de la pêche et de l'aquaculture à devenir plus compétitives. Plus d'un tiers avait également pour objectif de préserver et protéger le milieu marin et de promouvoir l'utilisation efficace des ressources.

Poisson frais de Vienne ⁽¹⁷⁴⁾:

Grâce au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, vous pouvez désormais acheter du poisson et des légumes frais produits directement dans la capitale autrichienne, Vienne.

La start-up aquaponique, créée en 2016 avec une contribution du fonds d'environ 30 000 EUR, associe la culture maraîchère à la pisciculture dans de grandes serres pour produire des aubergines, des tomates, des concombres, des poivrons et du piment, ainsi que du poisson-chat et de la perche.

La ferme cultive des légumes sur environ 400 m² et peut produire jusqu'à 12 tonnes de poisson par an. Les eaux usées riches en nutriments de la pisciculture sont utilisées pour irriguer les plantes, tandis que la chaleur résiduelle de la serre est utilisée pour chauffer l'élevage de poissons.

En 2018, la Commission a continué d'axer sa **politique de conservation en matière de pêche** sur l'objectif consistant à atteindre un rendement maximal durable ⁽¹⁷⁵⁾ pour les stocks de poissons d'ici 2020 au plus tard,

⁽¹⁷²⁾ Déclaration finale du programme du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, p. 2.

⁽¹⁷³⁾ Les données les plus récentes sont communiquées par les États membres le 31 mai de chaque année dans leurs rapports annuels d'exécution. Cela correspond à l'état de la mise en œuvre à la fin de l'année précédente.

⁽¹⁷⁴⁾ https://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/2019-fresh-fish-from-vienna_en.pdf

et à parvenir à une performance durable de la flotte. Des rendements plus élevés et stables contribuent à la création d'emplois, à la croissance et aux investissements dans l'UE. Une corrélation claire entre la pêche à des niveaux de rendement maximal durable, le rendement économique et **la rentabilité des flottes** a de nouveau été confirmée dans le *rapport économique annuel 2018 sur la flotte de pêche* ⁽¹⁷⁶⁾. Le rapport fait état de bénéfices nets records en 2016 (dernières données disponibles). Avec une valeur estimée à 16,9 % de la marge bénéficiaire nette pour la moyenne de la flotte de l'UE, non seulement l'objectif intermédiaire pour 2017 avait déjà été atteint (c'est-à-dire 9 %), mais également l'objectif pour 2023 (10 %). Les **meilleures performances économiques de la flotte de pêche de l'UE** s'expliquent principalement par l'exploitation durable des stocks halieutiques. Le rapport indique que la performance économique stagne là où les flottes dépendent de stocks qui font encore l'objet d'une surpêche ou qui sont surexploités. Les flottes qui pêchent de façon durable - toujours plus nombreuses - voient leur rentabilité s'améliorer nettement. L'utilisation durable des ressources marines est la base de la croissance économique de la flotte de pêche. La baisse des prix du carburant et la hausse des prix moyens du poisson ont également contribué à cette bonne performance économique.

Dans le cadre de sa politique maritime intégrée, l'UE met en œuvre son programme pour une meilleure gouvernance internationale des océans. L'UE a continué à jouer un rôle de premier plan dans la promotion et le déploiement de la pêche durable à l'échelle internationale. Des négociations fructueuses entre l'UE et la Chine ont abouti à l'**accord de partenariat UE - Chine sur les océans**, signé le 16 juillet 2018 lors du sommet entre l'Union européenne et la République populaire de Chine. Il s'agissait du premier partenariat de ce type sur les océans, établissant un cadre global pour le dialogue et la coopération sur les questions d'intérêt commun relatives aux océans.

Lutter contre la pêche **illicite, non déclarée, et non réglementée (INN)**

La pêche est illégale si:

- elle est menée sans autorisation,
- en contravention des mesures de conservation et de gestion prises par les ORGP*.
- en contravention des lois nationales ou des obligations internationales.



La pêche est non déclarée si:

- elle est menée sans être déclarée, ou elle est déclarée en violation des règlements et lois internationaux, nationaux ou des ORGP.

La pêche est non réglementée si:

- le navire de pêche est sans nationalité,
- les activités de pêche menacent les stocks halieutiques.

* ORGP: organisations régionales de gestion des pêches

Source: Rapport annuel d'activité 2018 de la direction générale des affaires maritimes et de la pêche.

Le nouvel **accord visant à prévenir la pêche non réglementée en haute mer dans l'océan Arctique central**, négocié par la Commission et approuvé par le Conseil au nom de l'UE en octobre 2018, a constitué un événement historique. Il préviendra la pêche commerciale non réglementée dans la partie hauturière de l'océan Arctique central, une zone d'environ 2,8 millions de km², soit à peu près la superficie de la mer Méditerranée, protégeant ainsi le fragile écosystème arctique pour les générations futures tout en favorisant un développement durable de la région.

⁽¹⁷⁵⁾ Rendement maximal durable: le rendement théorique d'équilibre le plus élevé pouvant être prélevé de manière continue en moyenne dans un stock, dans les conditions environnementales existantes moyennes sans affecter sensiblement le processus de reproduction [article 4 du règlement (UE) n° 1380/2013 relatif à la politique commune de la pêche].

⁽¹⁷⁶⁾ Rapport économique annuel sur la flotte de pêche de l'UE pour 2018 (STECF 18-07), <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/euro-scientific-and-technical-research-reports/2018-annual-economic-report-eu-fishing-fleet-stecf-18-07>.

Analyse et évaluation

L'évaluation du programme précédent a montré que les objectifs du fonds avaient été atteints dans une large mesure, mais qu'il était encore possible de progresser: il est nécessaire de renforcer le lien entre le financement et les objectifs politiques, d'améliorer encore l'exploitation durable de la pêche, d'améliorer le système d'exécution et de mieux cibler les résultats. Le programme actuel pour la période 2014-2020 aborde nombre de ces questions: il a regroupé les différents financements destinés à soutenir les objectifs de la politique commune de la pêche, y compris la pêche et l'aquaculture, qui visent la durabilité sur les plans environnemental, économique et social. Le programme actuel a également introduit un nouveau cadre de performance axé sur la réalisation des objectifs, des étapes et des cibles fixées. L'évaluation recommandait pour l'après 2020 d'améliorer le lien entre le financement et l'exploitation durable de la pêche. Une approche plus stratégique est également nécessaire pour rendre l'aquaculture plus compétitive, avec une augmentation de la production, et pour mieux prendre en compte les défis spécifiques auxquels est confrontée la petite pêche côtière.

Les évaluations ayant conclu que le programme actuel était encore considéré comme trop complexe et trop lourd, la Commission a proposé ⁽¹⁷⁷⁾ pour la prochaine période de programmation une architecture simplifiée reposant sur quatre priorités. Ces priorités décrivent le champ d'application du soutien du fonds, conformément aux objectifs de la politique commune de la pêche, de la politique maritime et des actions relatives à la gouvernance internationale des océans. Des mesures prescriptives ne sont plus nécessaires; en lieu et place, les différents domaines d'intervention au titre de chaque priorité sont décrits, ce qui donne de la souplesse au nouveau programme. Cette nouvelle architecture permettra d'optimiser la mise en œuvre du programme en vue d'atteindre les objectifs politiques sur la base des performances et de l'obtention de résultats. Les États membres établiront leur programme opérationnel en indiquant les moyens les plus appropriés pour atteindre les objectifs fixés par le règlement. Selon le principe de base, tout ce qui ne sera pas explicitement interdit dans le règlement sera autorisé. La politique de la pêche comportera une liste de zones «interdites» afin d'éviter des effets préjudiciables sur la conservation en matière de pêche (par exemple, une interdiction générale des investissements visant à renforcer la capacité de pêche) ainsi que des restrictions concernant les coûts d'exploitation ou lorsqu'il n'existe aucune défaillance avérée du marché. Il s'agit d'un changement majeur par rapport aux règles de financement actuelles et passées.

Organisations régionales de gestion des pêches et accords de pêche

Objectifs des programmes

L'UE encourage la gestion durable et la conservation des ressources halieutiques et soutient l'action extérieure de la politique commune de la pêche au sein de diverses **organisations régionales de gestion des pêches** ⁽¹⁷⁸⁾ et organisations internationales, telles que l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer, qui ont été créés par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. La Commission négocie et met également en œuvre des **accords bilatéraux de partenariat dans le domaine de la pêche durable** entre l'UE et des pays tiers non membres de l'UE. L'objectif est de mettre en place un cadre réglementaire pour la flotte de pêche longue distance de l'UE, tout en assurant une exploitation durable des ressources halieutiques des pays tiers. Ces accords permettent aux flottes de l'UE d'accéder aux stocks excédentaires de poissons qui ne sont pas exploités par les flottes locales des pays tiers et de fournir un approvisionnement alimentaire durable aux citoyens européens.

⁽¹⁷⁷⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil, COM/2018/390 final.

⁽¹⁷⁸⁾ Les organisations régionales de gestion des pêches sont des organismes internationaux créés pour assurer la conservation et la durabilité des stocks de poissons chevauchants et grands migrants. Elles constituent le principal vecteur de la coopération multilatérale, fournissant un cadre juridique qui peut prendre en compte les caractéristiques spécifiques de chaque zone et de chaque espèce concernées.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, la Commission a maintenu son engagement de parvenir à une pêche plus durable dans le monde entier. L'objectif à moyen terme des **mesures de conservation** adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches conformément aux avis scientifiques avait déjà été atteint en 2017. *En 2018*, 52 des 59 mesures de conservation (88 %) ⁽¹⁷⁹⁾ adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches dont l'UE est membre étaient conformes aux avis scientifiques.

En 2018, des négociations en vue d'un **accord de pêche** ont eu lieu avec huit pays au total. Elles ont été menées à bien, ce qui a permis le renouvellement des protocoles d'accord avec la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau. De plus, un nouvel accord et un nouveau protocole ont été conclus avec la Gambie. Par ailleurs, des négociations sont en cours avec Sao Tomé-et-Principe, Kiribati et Madagascar. Des pourparlers avec le Gabon et le Mozambique en vue du renouvellement des protocoles avec ces pays ont également commencé.

Environ 250 navires de l'UE ⁽¹⁸⁰⁾ battant pavillon d'un des États membres de l'UE ont bénéficié *en 2018* d'une autorisation de pêche accordée dans le cadre d'un accord de pêche leur donnant accès aux stocks de pêche de pays tiers. Dans le même temps, ces accords bilatéraux jouent un rôle essentiel en développant, de façon durable, la gouvernance du secteur de la pêche dans le pays partenaire, par la fourniture d'un appui sectoriel. Dans les pays partenaires, les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable encouragent l'amélioration de la gouvernance et de la gestion du secteur local de la pêche en soutenant le suivi, le contrôle et la surveillance des activités des flottes nationales et étrangères. Ils fournissent également un financement important pour contribuer au développement durable des activités de pêche locales et à la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

En assurant l'exploitation durable des ressources biologiques marines excédentaires, les accords de pêche ont contribué à la création d'emplois et à la croissance dans les pays tiers et dans l'UE. On estime à 6 000 le nombre d'emplois directs et à 9 000 le nombre d'emplois indirects ⁽¹⁸¹⁾ créés dans le cadre d'accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable, puisque 70 % des captures effectuées dans le cadre des accords de pêche sont traitées dans le pays partenaire.

Analyse et évaluation

Des évaluations ont été réalisées *en 2018* pour les accords avec le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire et Madagascar. Leurs résultats ont été pris en compte dans les négociations en vue du renouvellement des accords respectifs, dans les domaines suivants: le niveau des possibilités de pêche convenues, les dispositions techniques pertinentes applicables et les règles concernant la mise en œuvre et le suivi des programmes sectoriels pluriannuels.

La Cour des comptes européenne a indiqué ⁽¹⁸²⁾ qu'en 2015, les accords de partenariat dans le secteur de la pêche étaient généralement bien gérés par la Commission. Elle a toutefois conclu que des améliorations pouvaient encore être apportées dans certains domaines, en ce qui concerne le processus de négociation et la mise en œuvre des protocoles, et elle a formulé des recommandations correspondantes. *En 2018*, la Cour a effectué un audit de suivi pour vérifier la mise en œuvre de ses recommandations.

Dans le cadre du prochain cadre budgétaire de l'UE pour 2021-2027, la Commission européenne a proposé une allocation pour la dimension internationale de la politique commune de la pêche, y compris les contributions obligatoires aux organisations régionales de gestion des pêches et autres organisations internationales, ainsi que les accords de partenariat durables en matière de pêche.

⁽¹⁷⁹⁾ Direction générale des affaires maritimes et de la pêche, *Rapport annuel d'activité 2018*, p.26.

⁽¹⁸⁰⁾ Direction générale des affaires maritimes et de la pêche, *Rapport annuel d'activité 2018*, p.28.

⁽¹⁸¹⁾ *Fiche de programme 2018*, p. 2.

⁽¹⁸²⁾ Cour des comptes européenne, rapport spécial n° 11/2015, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR15_11/SR_FISHERIES_fr.pdf.

LIFE — programme en faveur de l'environnement et de l'action pour le climat

Objectifs du programme

LIFE ⁽¹⁸³⁾ est le seul programme de l'UE exclusivement consacré à l'environnement, à la protection de la nature et à l'action en faveur du climat, c'est-à-dire à des domaines qui préoccupent de plus en plus les citoyens. Le programme finance un large éventail d'activités, allant de la protection de la **biodiversité** au soutien à **l'économie circulaire**, de la démonstration de nouvelles **technologies et processus de réduction des émissions** aux travaux préparatoires en vue de négociations internationales, et de **l'application de la législation environnementale et climatique** à la réduction des incidences négatives. Le programme LIFE est également un catalyseur important pour le développement et **l'échange des meilleures pratiques et des connaissances**.

Le rôle du programme est de **renforcer et d'améliorer les capacités**, d'accélérer la **mise en œuvre de la législation européenne**, d'aider les acteurs privés, en particulier les entreprises, à **tester des technologies et des solutions à petite échelle**, et de mobiliser d'autres fonds. Le fonds poursuit six objectifs spécifiques.

 <p>Contribuer à une économie plus verte et plus économe en ressources, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'UE (domaine prioritaire «environnement et efficacité des ressources»).</p>	 <p>Réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE et élaborer et mettre en œuvre la politique et la législation de l'UE en matière de climat (domaine prioritaire «atténuation du changement climatique»).</p>
 <p>Enrayer et inverser la perte de biodiversité, soutenir le réseau Natura 2000 et lutter contre la dégradation des écosystèmes (domaine prioritaire «biodiversité»).</p>	 <p>Améliorer la résilience de l'UE au changement climatique (domaine prioritaire «adaptation au changement climatique»).</p>
 <p>Soutenir l'amélioration de la gouvernance et de l'information en matière d'environnement à tous les niveaux (domaine prioritaire «gouvernance et information en matière d'environnement»).</p>	 <p>Soutenir l'amélioration de la gouvernance et de l'information sur le climat à tous les niveaux (domaine prioritaire «gouvernance et information en matière de climat»).</p>

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

La durée moyenne des projets LIFE traditionnels étant de 4 à 5 ans, très peu de projets étaient finalisés *en 2018* ⁽¹⁸⁴⁾, ce qui rend difficile l'évaluation des résultats à ce stade. Les projets en cours contribuent à la

⁽¹⁸³⁾ Règlement (UE) n° 1293/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant un programme d'action pour l'environnement et le climat (LIFE) et abrogeant le règlement (CE) n° 614/2007.

⁽¹⁸⁴⁾ Fiche de programme 2018, p. 2.

transition vers une économie efficace dans l'utilisation des ressources, à faible intensité de carbone et résiliente aux effets du changement climatique ainsi qu'à la **protection de l'environnement**, y compris en ce qui concerne la biodiversité et Natura 2000, grâce aux actions suivantes:

- améliorer l'état de conservation de 186 espèces sauvages et 106 habitats différents dans une zone comparable à la Pologne;
- réduire les émissions de CO₂ d'environ 13 millions de tonnes par an, soit l'équivalent des émissions de CO₂ de la Lituanie en 2015;
- réduire la consommation énergétique d'environ 1 000 000 de mégawattheures par an, ce qui représente la consommation annuelle moyenne d'électricité de quelque 280 000 foyers;
- réduire d'environ 1 million de tonnes/an la quantité de déchets qui ne sont pas gérés de manière appropriée. Cela correspond approximativement à l'ensemble des déchets municipaux de la Slovénie en 2016.

En ce qui concerne les **projets intégrés**, 37 projets ont été financés dans 21 États membres. Ces projets aident les autorités des États membres à mettre en œuvre, dans toute la mesure du possible, la législation environnementale et en matière de changement climatique. Ils permettent également l'utilisation d'autres sources de financement de l'UE, notamment les fonds agricoles, structurels, régionaux et de recherche, de fonds nationaux et d'investissements du secteur privé. Les projets intégrés dans le cadre du sous-programme pour l'environnement sont des projets mettant en œuvre des plans ou des stratégies environnementaux sur une grande échelle territoriale (régionale, multirégionale, nationale ou transnationale). Avec un cofinancement LIFE de 367,8 millions d'EUR, les projets intégrés devraient permettre de mobiliser au total 9,2 milliards d'EUR auprès d'autres sources européennes, publiques et privées.

Deux instruments financiers pilotes ont été introduits pour tester des approches innovantes.

Le financement privé pour l'efficacité énergétique soutient les investissements visant à mettre en œuvre les plans d'action des États membres en matière d'efficacité énergétique en passant par des intermédiaires financiers. Il contribue à la création d'un nouveau produit financier sur le marché ciblé sur l'efficacité énergétique et participe ainsi directement à la décarbonation de notre économie. Fin 2018, neuf accords avaient été signés avec des banques dans neuf États membres, donnant lieu à des prêts de 60 millions d'EUR au niveau des bénéficiaires finaux.

Le **mécanisme de financement du capital naturel** soutient le financement des prêts et de fonds propres. Il a pour but de démontrer que les projets liés au capital naturel peuvent générer des revenus ou permettre des économies. Fin 2018, trois opérations du mécanisme de financement du capital naturel, d'un montant de 32,5 millions d'EUR, avaient été conclues avec des bénéficiaires d'Irlande, de Croatie et de Grèce pour soutenir la sylviculture et l'agriculture durables, l'écotourisme et le développement de solutions naturelles pour la gestion des terres, ainsi que les activités de réintroduction d'espèces sauvages.

Les projets en cours contribuent à la transition vers une **économie efficace dans l'utilisation des ressources, à faible intensité de carbone et résiliente aux effets du changement climatique** et à la **protection de l'environnement, y compris en ce qui concerne la biodiversité et Natura 2000** pour, entre autres: 1) améliorer l'état de conservation de 186 espèces sauvages et 106 habitats différents dans une zone comparable à la Pologne; 2) réduire les émissions de CO₂ d'environ 13 millions de tonnes par an, soit l'équivalent des émissions de dioxyde de carbone de la Lituanie en 2015; 3) réduire la consommation énergétique d'environ 1 000 000 de mégawattheures par an, ce qui représente la consommation annuelle moyenne d'électricité de quelque 280 000 foyers; 4) réduire d'environ 1 million de tonnes/an la quantité de déchets qui ne sont pas gérés de manière appropriée. Cela correspond approximativement à l'ensemble des déchets municipaux de la Slovénie en 2016.

Dans le cadre du programme LIFE, la toute première initiative de l'UE **visant à lutter contre le déclin des insectes pollinisateurs sauvages** a été lancée en 2018. L'initiative fixe des objectifs stratégiques et un ensemble de mesures à prendre par l'UE et ses États membres pour lutter contre le déclin des pollinisateurs dans l'UE et contribuer aux efforts mondiaux de conservation.

À la suite des appels à **propositions** lancés en 2014-2018 pour les projets traditionnels, environ 5 000 propositions ont été reçues, ce qui a débouché sur le financement de 588 subventions: 455 ont été financées au titre du sous-programme «Environnement» et 133 au titre du sous-programme «Action pour le climat». **Les bénéficiaires** sont des entreprises de petite à grande taille (40 % au total, dont 35 % sont des PME), des organisations privées non commerciales (25 %) et des organismes publics (35 %).

Analyse et évaluation

La récente évaluation à mi-parcours de LIFE ⁽¹⁸⁵⁾ a confirmé que le programme actuel était sur la bonne voie et qu'il contribuait à la stratégie Europe 2020. En outre, la plupart des parties prenantes considèrent LIFE comme un instrument très important pour aborder les priorités en matière d'environnement et de climat.

Toutefois, l'évaluation a également constaté **des possibilités** d'accroître davantage l'efficacité globale du programme, d'améliorer la cohérence entre le programme LIFE et les autres fonds de l'UE et de renforcer le rôle de catalyseur du programme. D'autres possibilités d'amélioration concernent l'orientation stratégique du programme ainsi que l'accroissement de son efficacité et la simplification de sa gestion.

Si les activités menées dans le cadre du programme LIFE pour la période 2014-2020 abordent certains problèmes directement sur le terrain, l'incidence principale du programme est indirecte en raison de son rôle de catalyseur: le soutien à des actions à petite échelle visant à lancer, étendre ou accélérer des pratiques durables de production, distribution et consommation, et la protection du capital naturel: - en facilitant le développement et l'échange des meilleures pratiques et des connaissances; - en renforçant les capacités et en accélérant la mise en œuvre de la législation et des politiques environnementales et en matière de changement climatique et en facilitant une transition vers une énergie propre; - en aidant les parties prenantes à tester des technologies et solutions à petite échelle; - en mobilisant des fonds provenant d'autres sources pour promouvoir des investissements financiers durables globaux.

Cette approche sera poursuivie dans le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027.

La proposition concernant le programme LIFE au-delà de 2020 ⁽¹⁸⁶⁾ est axée sur l'élaboration et la mise en œuvre de solutions innovantes permettant de relever les défis liés à l'environnement et au climat et de catalyser ainsi des changements en matière d'élaboration, de mise en œuvre et d'exécution des politiques. Elle offrira également une souplesse suffisante pour aborder les nouvelles priorités essentielles qui se dégageront pendant la durée du programme. Les demandeurs et les bénéficiaires pourront utiliser plus facilement le nouveau programme LIFE, et des mesures seront prises pour assurer une couverture territoriale plus équilibrée.

Cette approche sera poursuivie dans le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027.

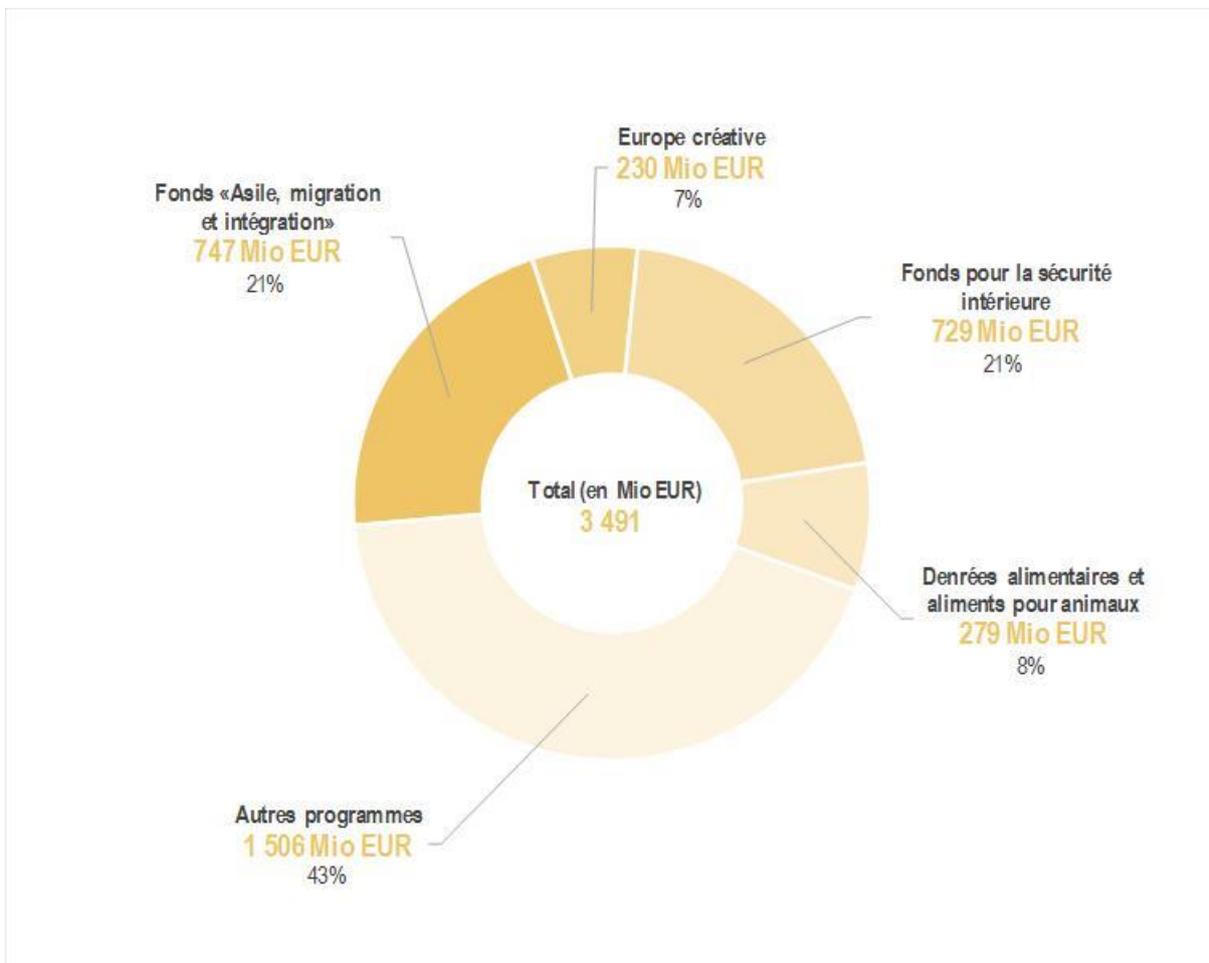
⁽¹⁸⁵⁾ Commission européenne (2017) *Rapport sur l'évaluation à mi-parcours du programme pour l'environnement et le climat*; SWD(2017) 355 final; Ecorys (2017) *Support for an external and independent LIFE mid-term evaluation report*.

⁽¹⁸⁶⁾ COM(2018)385 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0385&from=EN>.

Sécurité et citoyenneté (rubrique budgétaire 3)

Se sentir en sécurité et en sûreté est l'un des droits les plus fondamentaux et les plus universels. Dès le début de son mandat, la Commission Juncker a fait de la sécurité une priorité absolue. Mais au cours des dernières années, les menaces pesant sur la sécurité ont évolué. Les États membres de l'UE ont déjà uni leurs efforts pour répondre efficacement aux diverses menaces pour la sécurité — notamment les nouvelles formes d'attaques terroristes, la radicalisation, les nouveaux types de criminalité organisée et les menaces pour la cybersécurité. Ils devront continuer à le faire dans l'avenir.

Les menaces pour la sécurité ne connaissent pas de frontières et s'internationalisent toujours plus. La nature complexe de ces défis est telle qu'aucun État membre ne peut ou ne devrait être tenu de les affronter seul. Le budget de l'UE aide les États membres à assumer leurs responsabilités et appuie leurs efforts. Les programmes de la rubrique 3 du budget de l'UE (3,5 milliards d'EUR, soit 2 % du budget total de l'UE pour 2018) portent sur des enjeux politiques majeurs tels que la sécurité, l'asile, la migration et l'intégration des ressortissants de pays tiers, la santé et la protection des consommateurs, ainsi que la culture et le dialogue avec les citoyens.



Graphique: principaux programmes financés en 2018 au titre de la rubrique 3, Sécurité et citoyenneté. Tous les montants sont exprimés en millions d'EUR. La catégorie «Autres programmes» comprend, entre autres, les consommateurs, l'instrument d'aide d'urgence au sein de l'UE (IAU), les systèmes informatiques, la justice, les droits, l'égalité et la citoyenneté, le mécanisme de protection civile de l'UE, Europe pour les citoyens, la santé, les agences décentralisées, les projets pilotes et actions préparatoires, les actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission

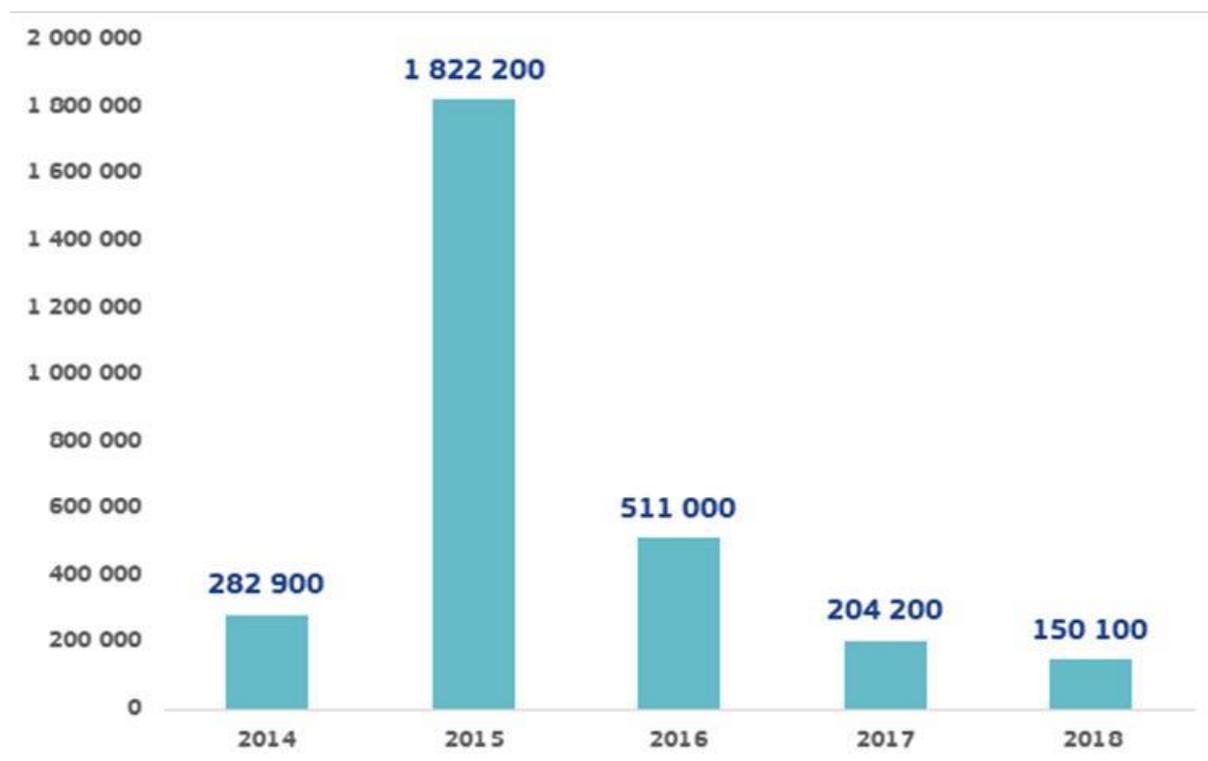
Source: Commission européenne

Les défis que représente la migration sont de nature transnationale et ne peuvent pas être relevés de manière adéquate par les États membres agissant seuls. *En 2018, l'approche globale de l'UE en matière de migration* a continué à produire des résultats tangibles, l'accent étant mis sur l'approfondissement de la coopération avec les pays partenaires, le renforcement de la protection des frontières de l'UE et une meilleure gestion des flux migratoires dans un esprit de solidarité et de responsabilité.

L'*agenda européen en matière de migration* a contribué à réduire sensiblement le nombre d'arrivées irrégulières, notamment sur les routes de la Méditerranée centrale et orientale, et à ramener le nombre de passages frontaliers irréguliers vers l'UE en dessous des chiffres de 2014; il a fourni une aide financière et opérationnelle immédiate aux États membres qui sont en première ligne et une aide directe aux personnes dans le besoin; il a renforcé les voies légales et soutenu le retour des personnes se trouvant en situation irrégulière dans l'UE, en négociant des accords ou des dispositions pratiques concernant la réadmission.

Tout aussi important, l'*Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)* a déployé, en 2018, 11 000 garde-frontières pour aider à patrouiller le long des frontières extérieures de l'Union, principalement en Bulgarie, en Grèce, en Italie et en Espagne.

Reconnaissant l'importance de ce soutien, les États membres ont appelé, en juin 2018, à renforcer encore le rôle de l'Agence, y compris la coopération avec les pays tiers, en augmentant ses ressources et en renforçant son mandat. En réponse, la Commission a présenté en septembre 2018 de nouvelles propositions, qui ont fait l'objet d'un accord en mars 2019, pour renforcer encore l'Agence et la doter de son propre équipement et d'un contingent permanent de 5 000 garde-frontières à partir de 2021 et de 10 000 au plus tard en 2027, ainsi que d'un mandat renforcé pour mettre en œuvre les retours. En outre, la Commission a proposé un nouveau règlement fondateur pour le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), élargissant ainsi son mandat.



Graphique: nombre de passages irréguliers de frontières détectés aux frontières extérieures de l'UE.

Source: Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

La réponse de l'UE à la crise migratoire a nécessité une **action rapide et substantielle soutenue par le budget de l'UE**. Les fonds initialement affectés aux mesures en matière de sécurité et de migration dans le cadre financier pluriannuel actuel ont dû être doublés pour pouvoir faire face à l'ampleur des besoins. **Le budget a joué un rôle clé dans l'élaboration de la réponse commune en finançant** la gestion des demandeurs d'asile et des migrants qui arrivent, en développant les capacités de recherche et de sauvetage pour sauver des vies, en gérant les retours effectifs et en fournissant un soutien opérationnel aux États

membres les plus exposés. Sans ce soutien, la crise migratoire sans précédent de 2015 n'aurait pas été gérée efficacement.

Le 18 mars 2016, les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et de la Turquie ont adopté la déclaration UE-Turquie visant à endiguer les flux de migration irrégulière vers l'UE en provenance de la Turquie, à améliorer les conditions d'accueil des réfugiés dans ce pays et à ouvrir des voies d'immigration légales, organisées et sûres pour les réfugiés syriens vers l'Europe. Deux ans et demi plus tard, les arrivées irrégulières sur les îles de la mer Égée restent inférieures de 96 %⁽¹⁸⁷⁾ à ce qu'elles étaient avant que la déclaration ne devienne opérationnelle, et le nombre de vies perdues en mer a considérablement diminué. À la fin de l'année 2018, les États membres avaient réinstallé 18 640 personnes arrivées en Turquie, dans le cadre de la déclaration, avec le soutien du Fonds «Asile, migration et intégration». L'UE a soutenu la Turquie dans les efforts qu'elle déploie pour accueillir des réfugiés grâce à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie. Cette facilité est couverte par la rubrique 4, «L'Europe dans le monde» (voir l'analyse ci-dessous).

Alors que des efforts continus doivent être déployés par toutes les parties et tous les États membres de l'UE, et qu'un plus grand nombre de retours en Turquie est encore nécessaire pour alléger la pression sur les îles grecques⁽¹⁸⁸⁾, la déclaration UE-Turquie est devenue un élément important de l'approche globale de l'UE en matière de migration. Les effets de la déclaration UE-Turquie ont été immédiats. Grâce notamment à la coopération avec les autorités turques, le nombre d'arrivées a chuté de manière significative, ce qui montre clairement que le modèle économique des passeurs qui exploitent les migrants et les réfugiés peut être brisé. De 10 000 en une seule journée en octobre 2015, le nombre de traversées quotidiennes au départ de la Turquie est tombé à une moyenne⁽¹⁸⁹⁾ d'environ 88 *au cours de l'année 2018*.

Fonds «Asile, migration et intégration»

Objectifs du programme

Les principes de solidarité et de partage équitable des responsabilités entre les États membres sont au cœur des politiques communes en matière d'asile, de migration et de frontières extérieures. **La gestion des flux migratoires et des menaces pour la sécurité ne peut être traitée par les États membres agissant seuls.** Le Fonds «Asile, migration et intégration»⁽¹⁹⁰⁾ facilite la gestion efficace des flux migratoires et le développement d'une approche commune de l'UE sur les questions d'immigration et d'asile.

⁽¹⁸⁷⁾ Source des données: police grecque

⁽¹⁸⁸⁾ Depuis le 21 mars 2016, 1 806 migrants ont été renvoyés de Grèce en Turquie en vertu de la déclaration UE-Turquie et 601 l'ont été en vertu du protocole bilatéral Grèce-Turquie.

⁽¹⁸⁹⁾ Source des données: police grecque

⁽¹⁹⁰⁾ Règlement (UE) n° 516/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant création du Fonds «Asile, migration et intégration», modifiant la décision 2008/381/CE du Conseil et abrogeant les décisions n° 573/2007/CE et n° 575/2007/CE du Parlement européen et du Conseil et la décision 2007/435/CE du Conseil.

Le Fonds poursuit quatre objectifs spécifiques:

 <p>Asile: renforcer et développer le régime d'asile européen commun en veillant à ce que la législation de l'Union dans ce domaine soit appliquée de manière efficace et uniforme.</p>	 <p>Retour: renforcer les stratégies de retour équitables et efficaces, qui contribuent à lutter contre la migration irrégulière, en mettant l'accent sur la pérennité et l'efficacité du processus de retour.</p>
 <p>Migration légale et intégration: soutenir la migration légale vers les États membres de l'UE en fonction des besoins du marché du travail et promouvoir l'intégration effective des ressortissants de pays tiers.</p>	 <p>Solidarité: veiller à ce que les États membres de l'UE les plus concernés par les flux de migrants et de demandeurs d'asile puissent compter sur la solidarité des autres États membres.</p>

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Les ressources financières mobilisées pour le Fonds au cours de la période 2014-2020 se sont élevées à un total de 7 milliards d'EUR et à 1 milliard d'EUR de fonds d'urgence. Dans un contexte de solidarité et de partage équitable de la charge avec les États membres les plus touchés, le budget initial a été sensiblement augmenté grâce à des compléments destinés à soutenir le déplacement et la réinstallation, l'intégration et le retour (les ressources fournies étaient liées à la révision du règlement de Dublin). Fin 2018, plus de 5 milliards d'EUR avaient déjà été alloués au titre du Fonds «Asile, migration et intégration» ⁽¹⁹¹⁾.

En 2018, le Fonds «Asile, migration et intégration» a continué de contribuer à la réalisation de l'ensemble des quatre objectifs spécifiques. Le nombre total de passages irréguliers aux frontières extérieures détectés *en 2018*, était d'environ 150 000, ce qui représente une diminution de 25 % par rapport à 2017 et le niveau le plus bas en cinq ans. Le nombre total de passages irréguliers détectés *en 2018* était inférieur de 92 % au total de 2015, année record de la crise migratoire.

L'UE a également réservé un **accueil approprié** aux réfugiés. L'aide d'urgence répondait aux besoins élémentaires et immédiats, en fournissant de la nourriture, un abri et des soins médicaux aux réfugiés et un soutien aux mineurs non accompagnés. La capacité des services d'asile a été renforcée pour pouvoir traiter le grand nombre de demandes d'asile.

En 2018, l'**aide financière** accordée à la Grèce a contribué à améliorer la situation dans les zones de crise des îles de la mer Égée et plus largement dans le pays. Pour décongestionner les zones de crise, le Fonds «Asile, migration et intégration» a financé le transfert de 29 540 personnes vers le continent. Grâce à l'aide d'urgence, des couvertures, des manteaux d'hiver et autres ensembles d'équipement hivernal ont été fournis dans les installations d'accueil, et la présence du personnel de police a été assurée pour accroître la sécurité des migrants et du personnel. *En 2018*, la Commission et le Bureau européen d'appui en matière d'asile ont maintenu leur soutien au fonctionnement du service d'asile grec et des comités d'appel. Le soutien comprenait l'achat d'équipements de travail (matériel informatique, y compris 158 postes de travail), un groupe d'interprètes, la formation de 300 membres du personnel et le déploiement de 20 policiers pour mettre en œuvre le plan d'action prévu dans la déclaration UE-Turquie ⁽¹⁹²⁾. En outre, plusieurs projets d'aide d'urgence sont venus en appui des services et activités destinés aux mineurs.

⁽¹⁹¹⁾ Rapport sur la gestion budgétaire et financière de la Commission européenne pour l'exercice 2018, 29 mars 2019.

⁽¹⁹²⁾ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/03/18/eu-turkey-statement>

 <p>520 lieux d'hébergement ont été opérationnels tout au long de l'année.</p>	 <p>1 845 enfants ont bénéficié de services de transport pour se rendre dans des écoles publiques.</p>
 <p>784 enfants ont bénéficié de services d'hébergement et de protection.</p>	

Source: Fiche de programme 2018, p. 3.

Pour l'Italie, les projets étaient axés sur la mise en place de services de protection psychosociale efficaces et coordonnés au profit des mineurs non accompagnés dans les zones de crise; la fourniture de services d'hébergement et d'accueil aux candidats à la réinstallation; le soutien aux services d'asile au sein des services de police des frontières et de l'immigration; l'aide à la mise en œuvre du retour volontaire et à la réintégration dans les pays de résidence des migrants, au départ de l'Italie.

La réinstallation ⁽¹⁹³⁾ offre des voies sûres et légales aux personnes ayant besoin d'une protection internationale. De 2015 à fin 2018, différents programmes de réinstallation de l'UE ont aidé plus de 48 700 personnes parmi les plus vulnérables à trouver refuge dans l'UE. Près de 21 000 personnes, notamment, ont été réinstallées par les États membres en 2018 ⁽¹⁹⁴⁾, dans le cadre de la volonté commune de réinstaller plus de 50 000 personnes ayant besoin d'une protection d'ici à la fin du mois d'octobre 2019 — le plus important programme de réinstallation de l'UE à ce jour.

Le programme de relocalisation ⁽¹⁹⁵⁾ a pris fin en 2018. Grâce aux efforts concertés des États membres et des autres parties prenantes concernées, 34 709 personnes avaient été **relocalisées** à la fin de l'année 2018 (12 710 au départ de l'Italie et 21 999 au départ de la Grèce), soit plus de 95 % de tous les candidats éligibles à une relocalisation et enregistrés en Italie et en Grèce, en vertu des décisions du Conseil de 2015. Sur ce total, 1 556 personnes ont été relocalisées en 2018.

Dans le domaine de **l'intégration**, en 2018, deux millions de ressortissants de pays tiers ont bénéficié de mesures d'intégration dans le cadre de stratégies nationales, locales et régionales, portant le nombre total de bénéficiaires pour la période 2014-2018 à 5,38 millions. Les actions ont porté sur l'éducation et la formation, y compris la formation linguistique et les actions préparatoires visant à faciliter l'accès au marché du travail. En outre, des conseils et une assistance ont été fournis dans les domaines du logement, des moyens de subsistance et de l'orientation administrative et juridique, ainsi que des soins médicaux et psychologiques.

En 2018, 39 500 ⁽¹⁹⁶⁾ personnes (16 049 en 2017) ont choisi le **retour volontaire** et ont quitté l'UE, avec le soutien du Fonds «Asile, migration et intégration». Sur le nombre total de migrants retournés dans leur pays d'origine, 23 843 personnes ont bénéficié d'une aide à la réintégration préalable ou postérieure à leur retour, cofinancée par le Fonds. Quelque 9 260 employés ont bénéficié d'une formation au renforcement des capacités dans des domaines liés au processus de retour. Pour assurer le respect des droits de l'homme et de la dignité des migrants renvoyés, 3 510 opérations d'éloignement ont été contrôlées avec l'appui financier du Fonds. Les taux de retour volontaire restent inférieurs aux taux prévus ⁽¹⁹⁷⁾. Pour augmenter le taux global de retour, il est urgent de travailler en parallèle sur les aspects internes et externes de la politique migratoire, en améliorant le cadre juridique des retours et en augmentant le nombre d'accords de réadmission avec les pays ne faisant pas partie de l'UE («tiers»). L'adoption rapide de la proposition de révision de la directive sur le retour ⁽¹⁹⁸⁾ améliorera et accélérera les procédures, réduira les possibilités de fuite et de mouvements

⁽¹⁹³⁾ https://ec.europa.eu/home-affairs/content/resettlement_en

⁽¹⁹⁴⁾ Au cours de la période du 9 décembre 2017 au 31 décembre 2018.

⁽¹⁹⁵⁾ https://ec.europa.eu/home-affairs/content/relocation_en

⁽¹⁹⁶⁾ Source des données: *Rapports annuels d'exécution 2018*. Le chiffre pour 2018 inclut tous les États membres à l'exception de la Grèce. La Grèce n'a pas encore présenté son rapport. Le chiffre pour 2017 inclut tous les États membres.

⁽¹⁹⁷⁾ Un objectif de 340 698 retours volontaires a été fixé pour fin 2020.

⁽¹⁹⁸⁾ Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

secondaires non autorisés, et contribuera à ce que les décisions de retour se traduisent par des retours effectifs.

Analyse et évaluation

Une évaluation ⁽¹⁹⁹⁾ des fonds précédents ⁽²⁰⁰⁾ et l'évaluation intermédiaire ⁽²⁰¹⁾ du fonds actuel ont conclu que, dans l'ensemble, les instruments ont aidé les États membres à mieux mettre en œuvre les politiques de l'UE en matière d'asile et de migration, malgré la diversité des besoins nationaux. Les fonds ont joué un rôle important dans l'amélioration des systèmes d'asile et le renforcement des capacités d'accueil dans les États membres.

L'évaluation intermédiaire a montré que, dans l'ensemble, le Fonds a joué un rôle déterminant dans la gestion de la situation difficile liée aux défis migratoires et qu'il est parvenu à une simplification significative par rapport à ses prédécesseurs. Un certain nombre d'aspects transversaux clés recensés comme lacunes dans l'évaluation des instruments précédents ont été traités par le Fonds «Asile, migration et intégration»: réduire la charge administrative en consolidant trois fonds en un seul, introduire une approche pluriannuelle, élaborer un cadre de suivi et d'évaluation initial, accroître la flexibilité du mécanisme de répartition en introduisant une dotation considérable pour l'aide d'urgence et améliorer la participation des États membres selon le principe de solidarité pour la réinstallation et le transfert au sein de l'UE des bénéficiaires d'une protection internationale. Malgré ces améliorations significatives apportées par la création du Fonds «Asile, migration et intégration», l'évaluation intermédiaire a néanmoins mis en évidence un certain nombre de lacunes, telles que la nécessité persistante d'accroître la flexibilité à la fois du Fonds et du système de répartition des financements, de réduire la fragmentation des programmes nationaux et de renforcer la cohérence et la coordination avec les autres fonds de l'UE. En outre, l'évaluation intermédiaire a estimé que le système de suivi et d'évaluation devait encore être amélioré en incluant des indicateurs mieux définis et des processus simplifiés.



Nous ne pouvons pas, à chaque fois qu'un nouveau navire arrive sur nos côtes, continuer à chercher des solutions ad hoc pour les personnes à bord. De telles solutions sont insuffisantes. Nous avons besoin d'une solidarité durable, pour le présent mais aussi pour l'avenir. ⁽²⁰²⁾

Président Jean-Claude Juncker

La Cour des comptes a annoncé son intention d'examiner également la question de la migration et de sa gestion par l'UE ⁽²⁰³⁾. En particulier, l'audit visera à déterminer si le soutien de l'UE à la Grèce et à l'Italie a atteint ses objectifs et si les procédures d'asile, de relocalisation et de retour ont été efficaces et rapides.

La Commission a pleinement tenu compte des résultats des différentes évaluations dans la proposition de renforcement du Fonds «Asile et migration» pour le cadre financier pluriannuel post-2020 ⁽²⁰⁴⁾. En particulier, la proposition accroît considérablement la flexibilité du Fonds, compte tenu des enseignements tirés de l'expérience récente: les défis dans le domaine de la migration ne sont pas prévisibles et les développements géopolitiques peuvent avoir des répercussions directes sur les flux migratoires. Concrètement, il sera possible de réaffecter une partie des fonds disponibles pour faire face aux pressions migratoires nouvelles ou

⁽¹⁹⁹⁾ Rapports d'évaluation ex post pour la période 2011-2013 des actions cofinancées par les quatre fonds relevant du programme-cadre «Solidarité et gestion des flux migratoires», COM(2018) 456.

⁽²⁰⁰⁾ Le Fonds européen pour les réfugiés, le Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers, le Fonds européen pour le retour.

⁽²⁰¹⁾ SWD(2018) 339, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52018SC0339>.

⁽²⁰²⁾ Le président Juncker lors du discours sur l'état de l'Union, septembre 2018.

⁽²⁰³⁾ Aperçu de l'audit en cours: *Gestion de la migration: zones de crise et au-delà*, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AP19_MIGRATION/AP_MIGRATION_EN.pdf.

⁽²⁰⁴⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le Fonds «Asile et migration», COM(2018) 471.

supplémentaires pesant sur les États membres en maintenant la procédure d'examen des besoins à mi-parcours ⁽²⁰⁵⁾.

La proposition prévoit également une **augmentation importante du financement des aspects externes de la migration**. Les programmes disposeront d'une marge de manœuvre accrue pour soutenir les actions menées en dehors de l'UE. Une part substantielle du Fonds soutiendra les lieux de retour, de réadmission et de réintégration, ainsi que la coopération opérationnelle avec les partenaires des pays tiers.

Fonds pour la sécurité intérieure

Objectifs du programme

Le **Fonds pour la sécurité intérieure** ⁽²⁰⁶⁾ encourage la mise en œuvre de la stratégie pour la sécurité intérieure, la coopération entre les autorités répressives et la gestion des frontières extérieures de l'Union. Le Fonds est composé de deux instruments: le Fonds pour la sécurité intérieure - Frontières et visas et le Fonds pour la sécurité intérieure - Police. La suppression des contrôles aux frontières intérieures de l'UE («espace Schengen») rend absolument nécessaire la **protection effective des frontières extérieures** et doit s'accompagner de mesures communes pour le contrôle effectif des frontières extérieures de l'UE. Certains États membres supportent une lourde charge en raison de leur situation géographique particulière et de la longueur des frontières extérieures de l'Union qu'ils ont à gérer.

Le Fonds pour la sécurité intérieure, dans ses différentes composantes, poursuit les objectifs spécifiques suivants.

Fonds pour la sécurité intérieure — Police	
 <p>Lutte contre la criminalité: prévention de la criminalité, lutte contre la grande criminalité transfrontière organisée, y compris le terrorisme.</p>	 <p>Gestion des risques et des crises: renforcer la capacité des États membres et de l'UE à gérer efficacement les risques liés à la sécurité et les crises.</p>
Fonds pour la sécurité intérieure — Frontières et visas	
 <p>Visas: le traitement efficace des visas Schengen en soutenant une politique commune des visas.</p>	 <p>Frontières: parvenir à un niveau uniforme et élevé de contrôle des frontières extérieures de l'UE en soutenant une gestion intégrée des frontières.</p>

⁽²⁰⁵⁾ L'examen à mi-parcours effectué pour le Fonds actuel a permis de recenser des déficits de financement pour un certain nombre de pays, ce qui a conduit à la mise à disposition de 175 millions d'EUR supplémentaires en 2019.

⁽²⁰⁶⁾ Règlement (UE) n° 513/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant création, dans le cadre du Fonds pour la sécurité intérieure, de l'instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et à la répression de la criminalité ainsi qu'à la gestion des crises, et abrogeant la décision 2007/125/JAI du Conseil (JO L 150 du 20 mai 2014). Règlement (UE) n° 515/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant création, dans le cadre du Fonds pour la sécurité intérieure, de l'instrument de soutien financier dans le domaine des frontières extérieures et des visas et abrogeant la décision n° 574/2007/CE (JO L 150 du 20 mai 2014).

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes ⁽²⁰⁷⁾

Les ressources mobilisées pour le Fonds pour la sécurité intérieure **sur la période 2014-2020 se sont élevées à 3,9 milliards d'EUR**, dont 2,7 milliards pour les frontières et les visas et 1,2 milliard pour la coopération policière. Sur ce montant total, 390,2 millions d'EUR ont été alloués au titre de l'aide d'urgence.

En 2018, le **Fonds pour la sécurité intérieure — Police** a continué à soutenir la prévention et la lutte contre les risques liés à la sécurité et les crises (y compris le terrorisme), afin d'assurer un niveau élevé de sécurité dans l'UE. En 2018, les actions financées par les États membres dans ce domaine ont atteint un montant total de 150 millions d'EUR, soit 55 % de plus qu'en 2017.

Dans le cadre du Fonds, **l'échange d'informations a continué de croître en 2018, tout comme le nombre des opérations**. En 2018, 413 équipes d'enquête conjointes et la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles ont été mises en place grâce à un soutien financier du Fonds. En outre, au 31 mars 2019, 164 projets portant sur la prévention de la criminalité et 69 projets contribuant à améliorer les échanges d'informations entre autorités répressives relatives aux systèmes d'Europol avaient été menés, soit une augmentation de 13 % par rapport au nombre de projets similaires déclarés en 2017. Les États membres ont intensifié les activités de formation, de sorte que le nombre de membres des autorités répressives formés sur des sujets transfrontières a atteint plus de 27 526 en 2018, soit une augmentation de 230 % par rapport à 2017.

À l'appui de la **lutte contre le financement du terrorisme**, le Fonds pour la sécurité intérieure - Police a financé des activités visant à lutter contre les nouveaux modes de fonctionnement du terrorisme et à soutenir l'élaboration d'actions de collaboration et de partenariats entre autorités publiques et entités privées. Trois nouveaux projets ont été sélectionnés en 2018 pour un financement de 2,6 millions d'EUR. Le Fonds pour la sécurité intérieure - Police a également soutenu à hauteur de 6 millions d'EUR le fonctionnement du réseau européen de sensibilisation à la radicalisation, qui met en lien environ 5 000 praticiens des États membres. En outre, afin d'aider les villes dans leurs efforts pour mieux protéger les espaces publics, le Fonds pour la sécurité intérieure - Police a financé plusieurs projets menés par des villes qui recherchent des moyens novateurs de protéger leurs habitants et leurs espaces publics.

Un montant total de 234 millions d'EUR de fonds de l'UE a été dépensé au cours de l'exercice 2018 au titre du **Fonds pour la sécurité intérieure - Frontières et visas**, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2017.

En 2018, dans le cadre du **système européen de surveillance des frontières — Eurosur** ⁽²⁰⁸⁾, les États membres ont dépensé un montant total de 234 millions d'EUR de fonds européens, alloués aux programmes nationaux par le Fonds pour la sécurité intérieure - Frontières et visas. Le nombre de passages aux frontières extérieures de l'UE par les postes-frontières automatisés (financés au titre du volet Frontières et visas) n'a cessé d'augmenter, atteignant près de 21 millions de passages en 2018.

Aide d'urgence ⁽²⁰⁹⁾

Dans le cadre du Fonds pour la sécurité intérieure, la Grèce a mis en œuvre un projet d'aide d'urgence (7,1 millions d'EUR) pour le personnel supplémentaire des services d'accueil et d'identification. Ce projet comprenait la présence de policiers de la Police nationale grecque dans les cinq zones de crise afin **d'accroître la sécurité des migrants et du personnel**.

En 2018, l'Italie a mis en œuvre des projets (contribution de l'UE: 62,9 millions d'EUR) concernant les **zones de crise et autres zones de débarquement**. Ces projets comprenaient l'achat d'équipements pour les contrôles aux frontières, des services d'interprétation et de médiation interculturelle, ainsi que l'amélioration et l'exploitation des moyens de surveillance des frontières. Par ailleurs, en 2018, un montant

⁽²⁰⁷⁾ Direction générale de la migration et des affaires intérieures, *rapport annuel d'activité*, 2018.

⁽²⁰⁸⁾ https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/borders-and-visas/border-crossing/eurosur_en

⁽²⁰⁹⁾ Les exemples présentés dans cet encadré sont tirés du *rapport annuel d'activité 2018* de la direction générale de la migration et des affaires intérieures.

supplémentaire de **4,41 millions d'EUR** a été accordé à l'Italie au titre de l'aide d'urgence.

Systèmes informatiques à grande échelle: ces dernières années, l'UE a mis au point des systèmes informatiques d'information centralisés à grande échelle destinés à la collecte, au traitement et au partage d'informations intéressant la sécurité, les migrations et la gestion des frontières extérieures. Ces systèmes sont indispensables à la coopération en matière de sécurité, ainsi qu'à la gestion des frontières extérieures et des migrations dans l'UE.

- Le **système d'information Schengen** est un système d'information de grande ampleur, à l'échelle de l'UE, qui stocke et fournit des informations et émet des alertes sur certaines catégories de personnes ou de biens recherchés ou disparus. *En 2018*, le système a été consulté 6 milliards de fois contre 5 milliards de fois en 2017. Il permet de réduire le risque que des personnes qui représentent une menace pour la sécurité, y compris des ressortissants des États membres de l'UE qui rentrent dans leur pays d'origine, ne franchissent les frontières sans être inquiétés.
- Le **système de reconnaissance automatisée d'empreintes digitales** permet d'identifier les criminels et les terroristes qui entrent et circulent dans l'espace Schengen sous une fausse identité.
- Deux règlements ont été adoptés *en 2018* ⁽²¹⁰⁾ pour un **système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages** (ETIAS), financé par le Fonds pour la sécurité intérieure. Le système recueillera des informations sur toutes les personnes qui voyagent sans visa en Europe. Il permettra la détection de tout problème de sécurité et de migration irrégulière potentiel avant l'entrée dans l'espace Schengen. Il contribuera à une gestion plus efficace des frontières extérieures de l'UE, renforcera la sécurité intérieure de l'UE et améliorera la gestion de l'immigration irrégulière.
- Le développement du **système d'entrée/de sortie** a commencé fin 2018, financé par le Fonds pour la sécurité intérieure. Le système modernisera la gestion des frontières extérieures de l'UE en remplaçant l'apposition manuelle de cachets sur les passeports par l'enregistrement électronique des données d'identité des ressortissants de pays tiers (ainsi que l'heure, la date et le lieu de leur entrée et sortie).

Analyse et évaluation

L'**évaluation à mi-parcours** ⁽²¹¹⁾ a confirmé que le Fonds pour la sécurité intérieure répondait bien à l'évolution des besoins découlant de la crise migratoire et sécuritaire et permettait de transférer les ressources vers les États membres touchés.

Les conclusions de l'évaluation ont démontré l'importance du **Fonds pour la sécurité intérieure — Frontières et visas** pour assurer une gestion intégrée et efficace des frontières grâce à un échange d'informations et à une coopération plus étendue, notamment avec l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Cela a contribué au développement de systèmes informatiques de surveillance et de gestion des frontières. L'évaluation a souligné que le **Fonds pour la sécurité intérieure - Police** avait joué un rôle essentiel dans l'amélioration de la capacité des États membres à faire face aux menaces pour la sécurité qui ont une dimension transnationale, comme le terrorisme, la criminalité organisée et la corruption. Le Fonds a favorisé la coopération entre les autorités répressives au niveau européen par l'échange d'informations et la diffusion des meilleures pratiques, la mise en place de réseaux et de projets transnationaux et la participation des États membres à des équipes communes d'enquête.

Les **principaux enseignements à tirer** de l'évaluation ont trait à la nécessité d'accroître la viabilité du Fonds, la poursuite des actions reposant dans une large mesure sur le financement de l'UE. D'autres mesures

⁽²¹⁰⁾ Règlement (UE) 2018/1240 du Parlement européen et du Conseil du 12 septembre 2018 portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) et modifiant les règlements (UE) n° 1077/2011, (UE) n° 515/2014, (UE) 2016/399, (UE) 2016/1624 et (UE) 2017/2226, JO L 236; et règlement (UE) 2018/1241 du Parlement européen et du Conseil du 12 septembre 2018 modifiant le règlement (UE) 2016/794 aux fins de la création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS).

⁽²¹¹⁾ COM (2018) 464, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0464&from=FR>.

devraient être prises pour alléger la charge administrative, tandis que le cadre d'évaluation et de suivi pourrait être amélioré en définissant mieux les indicateurs, qui devraient être mis en place dès le départ. Il convient de synchroniser les calendriers des rapports avec ceux des États membres. La plupart des États membres soulignent la nécessité de définir des orientations complémentaires de la Commission sur la mise en œuvre du Fonds. En ce qui concerne le Fonds pour la sécurité intérieure – Frontières et visas, une plus grande valeur ajoutée de l'UE aurait pu être attendue dans les domaines de la coopération consulaire et de la coopération avec les pays tiers. En ce qui concerne le Fonds pour la sécurité intérieure – Police, des progrès doivent encore être accomplis pour améliorer la capacité des États membres à protéger les infrastructures critiques, à développer des programmes de formation et d'échange, et à prendre des mesures avec les pays tiers et les organisations internationales. Les États membres sont encouragés à améliorer la flexibilité dans la conception des programmes nationaux et l'allocation des fonds⁽²¹²⁾.

La Commission a pleinement tenu compte des conclusions de l'évaluation dans sa proposition pour **un renforcement du Fonds pour la sécurité intérieure** ⁽²¹³⁾. La proposition comprend, en particulier, une nouvelle série d'objectifs qui aideront les États membres, d'une manière plus souple et plus efficace, à réaliser les objectifs prioritaires en matière de sécurité: la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, la grande criminalité organisée, la cybercriminalité et la protection des victimes de la criminalité. La proposition accroît la souplesse du Fonds en réservant une part substantielle du financement à des défis imprévus en matière de sécurité, permettant d'intervenir rapidement en cas d'urgence et d'acheminer les fonds vers les États membres qui en ont le plus besoin. La sécurité, qui revêt une dimension à la fois mondiale, puisqu'elle dépend de nos actions au-delà des frontières de l'UE, et transversale, puisqu'elle nécessite une réponse coordonnée de l'UE, le Fonds renforcé continuera à soutenir des mesures dans les pays tiers, tout en assurant une complémentarité totale avec les priorités de sécurité intérieure de l'UE et ses objectifs généraux concernant ces pays. Il travaillera également plus efficacement avec d'autres fonds de l'UE, notamment les fonds de la politique de cohésion et Horizon Europe, ainsi que le Fonds pour la gestion intégrée des frontières et le Fonds «Asile et Migration», afin d'optimiser la réponse de l'UE aux problèmes sécuritaires sur tous les fronts.

Afin d'améliorer et d'intégrer davantage la gestion des frontières extérieures de l'Union, **l'actuel Fonds «Frontières et visas» sera transféré du Fonds pour la sécurité intérieure au nouveau Fonds pour la gestion intégrée des frontières** ⁽²¹⁴⁾. Le Fonds pour la gestion intégrée des frontières contribuera à la poursuite du développement de la politique commune en matière de visas et garantira une gestion européenne intégrée des frontières, aux frontières extérieures de l'UE, en vue de gérer le franchissement efficace des frontières extérieures de l'UE. La clé de la répartition du financement sera la flexibilité. Elle permettra de déterminer le mode de mise en œuvre approprié et les thèmes auxquels les fonds devraient être alloués, tout en maintenant une masse critique de financement immédiat pour les investissements structurels et les grands investissements pluriannuels, en fonction des besoins des États membres. L'allocation tiendra également pleinement compte de la nécessité, pour les États membres, de concentrer les investissements sur les grandes priorités de l'UE conformément au corpus législatif européen (l'«acquis»).

Programme «Santé»

Le programme «Santé» a pour but de compléter et d'appuyer les politiques des États membres visant à améliorer la santé de la population, à réduire les inégalités en matière de santé, à encourager l'innovation dans le domaine de la santé et à améliorer la viabilité des systèmes de santé, ainsi qu'à apporter une valeur ajoutée à ces politiques.

En 2018, un montant total de 60,7 millions d'EUR a été alloué pour permettre à l'UE de continuer à soutenir les activités sanitaires des États membres. Le budget disponible pour la période 2014-2020 s'élève à 449,4

⁽²¹²⁾ Lors des dialogues à mi-parcours avec les États membres, la Commission réévalue leurs priorités de financement et les dotations correspondantes. Un montant supplémentaire de 158,6 millions d'EUR a été ajouté aux programmes nationaux révisés, au titre du Fonds pour la sécurité intérieure – Frontières et visas, fiche de programme 2018.

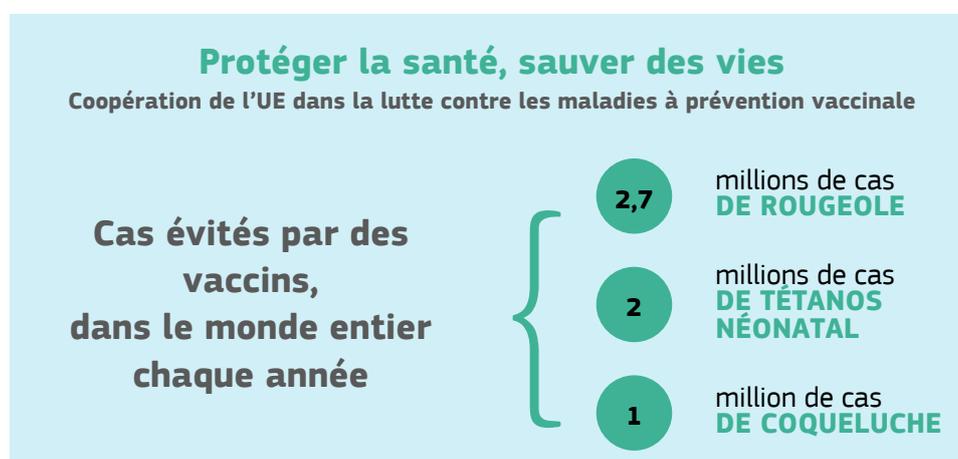
⁽²¹³⁾ COM(2018) 472, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1563011349401&uri=CELEX:52018PC0472>.

⁽²¹⁴⁾ COM(2018) 473, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM%3A2018%3A473%3AFIN>.

millions d'EUR ⁽²¹⁵⁾. *En 2018*, cela recouvrait: 6,9 millions d'EUR pour les menaces transfrontières graves sur la santé; 7,4 millions d'EUR pour des systèmes de santé efficaces, accessibles et résilients ⁽²¹⁶⁾; 22 millions d'EUR pour un meilleur accès aux connaissances et aux informations médicales sur certains états pathologiques.

Six actions conjointes ont été signées avec les États membres *en 2018* sur: a) les inégalités en matière de santé, b) le partenariat innovant pour la lutte contre le cancer, c) la vaccination, d) la préparation et l'action aux points d'entrée (voies aériennes, maritimes et terrestres), e) les actions visant à soutenir le réseau «santé en ligne», et f) l'information sanitaire en vue de la mise en place à l'échelle de l'UE d'un système pérenne d'information en matière de santé promouvant les connaissances nationales, la recherche en matière de santé et l'élaboration de politiques ⁽²¹⁷⁾.

L'**action commune dans le domaine de la vaccination (2018-2021)** associe 20 pays, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, l'Organisation mondiale de la santé, l'industrie et les parties prenantes. L'action commune est coordonnée par l'Institut national français de la santé et de la recherche médicale. En partageant les outils permettant de renforcer les réponses nationales aux défis de la vaccination, l'action commune vise à stimuler une coopération européenne durable dans le domaine des maladies à prévention vaccinale ⁽²¹⁸⁾



Source: Commission européenne.

La mise en œuvre du programme «Santé» en 2019 tient compte à la fois des recommandations issues de l'évaluation ex post du deuxième programme «Santé» 2008-2013 et de l'évaluation à mi-parcours du troisième programme «Santé», à savoir: améliorer le suivi du programme et assurer une diffusion plus proactive des résultats, ainsi que promouvoir une meilleure collaboration au sein de la Commission.

Pour la période budgétaire 2021-2027, la Commission a proposé d'intégrer le programme «Santé» dans un programme global rationalisé, le Fonds social européen plus ⁽²¹⁹⁾. Le programme portera sur la résilience et l'efficacité des systèmes de santé et des politiques de santé publique, sur les inégalités d'accès à la santé publique et sur la qualité des soins de santé entre les États membres, ainsi que sur la protection contre les menaces transfrontières graves pour la santé.

⁽²¹⁵⁾ Fiche de programme 2018.

⁽²¹⁶⁾ Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire, *rapport annuel d'activité 2018*.

⁽²¹⁷⁾ Fiche de programme 2018.

⁽²¹⁸⁾ Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire, *rapport annuel d'activité 2018*.

⁽²¹⁹⁾ COM(2018) 382 final.

Denrées alimentaires et aliments pour animaux

Objectifs du programme

L'objectif du programme relatif aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux consiste à contribuer à un niveau élevé de **santé humaine, animale et végétale** tout au long de la chaîne de production des denrées alimentaires et dans des domaines connexes, grâce à **la prévention et à l'éradication des maladies et des organismes nuisibles** et en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs et de l'environnement, tout en **renforçant** la **compétitivité** de **l'industrie agroalimentaire et de l'industrie de l'alimentation animale** de l'UE et en favorisant la création d'emplois.

Mise en œuvre et réalisations récentes ⁽²²⁰⁾

En 2018, **un montant total de 282,2 millions d'EUR** ⁽²²¹⁾ a été alloué pour permettre à l'UE de poursuivre ses travaux sur la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. Le budget disponible pour la période 2014-2020 s'élève à 1 892 millions d'EUR ⁽²²²⁾. Ce montant recouvre des subventions aux États membres destinées à l'éradication des maladies animales (137,6 millions d'EUR), à des fonds d'urgence vétérinaire (48,4 millions d'EUR), à des mesures phytosanitaires (15,6 millions d'EUR⁽²²³⁾), et à d'autres mesures de soutien (74,6 millions d'EUR) ⁽²²⁴⁾.

Le programme a cofinancé 139 programmes vétérinaires nationaux de contrôle et d'éradication de maladies animales, y compris celles qui peuvent être transmises aux humains. Par exemple, depuis 2014, **la peste porcine africaine** (une maladie dévastatrice pour les porcs et les sangliers) se propage depuis les pays d'Europe orientale non membres de l'UE vers les pays limitrophes de l'UE. La maladie virale se transmet par les sangliers, les porcs infectés ou le matériel infecté (véhicules, bottes, etc.). En 2018, neuf États membres disposaient de programmes nationaux approuvés par l'UE pour la lutte contre la peste porcine africaine et son éradication. Au total, 13,7 millions d'EUR ont été consacrés à ces programmes. Les mesures d'urgence ont été cofinancées à hauteur de 36,1 millions d'EUR. En outre, deux pays voisins non membres de l'UE (Moldavie et Ukraine) ont bénéficié d'une aide financière. Le nombre d'États membres ayant détecté des infections est passé de six à dix en 2018.

Le programme a cofinancé 24 programmes nationaux d'enquêtes phytosanitaires. Celles-ci assurent la détection précoce et l'éradication des foyers d'organismes nuisibles chez les végétaux. Le programme finance, par exemple, des mesures visant à lutter contre la bactérie végétale *Xylella fastidiosa* qui infecte les oliviers et les fruits à noyau ⁽²²⁵⁾. Depuis 2017, l'UE contribue financièrement à l'indemnisation des propriétaires pour la valeur des végétaux détruits.

Le programme soutient l'exécution de la législation de l'UE sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux au moyen de deux actions: des inspecteurs en matière de sécurité alimentaire sont formés dans le cadre du programme «Une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres» (160 cours de formation en classe avec plus de 500 participants et environ 6 500 participants à des cours en ligne) et les laboratoires nationaux d'exécution sont soutenus par 46 laboratoires européens de référence (16,9 millions EUR). Ces laboratoires de référence fournissent un soutien technique et une assistance coordonnée aux États membres de l'UE pour la réalisation d'audits des denrées alimentaires et des aliments pour animaux («contrôles»). Ces deux actions contribuent à assurer une application uniforme et, à terme, des conditions de concurrence équitables dans le marché unique.

⁽²²⁰⁾ *Fiche de programme 2018.* Le montant de 282,2 millions d'EUR comprend 4,5 millions d'EUR pour l'Agence européenne des produits chimiques.

⁽²²¹⁾ Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire, *rapport annuel d'activité 2018.*

⁽²²²⁾ *Fiche de programme 2018.*

⁽²²³⁾ Comprend les enquêtes et les mesures d'urgence.

⁽²²⁴⁾ Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire, *rapport annuel d'activité 2018.* Le montant de 74,6 millions d'EUR comprend deux années de financement de laboratoires de référence de l'UE.

⁽²²⁵⁾ https://ec.europa.eu/food/plant/plant_health_biosecurity/legislation/emergency_measures/xylella-fastidiosa-fra_en

Analyse et évaluation

L'évaluation à mi-parcours du programme a contribué à l'élaboration du volet «denrées alimentaires et aliments pour animaux» dans la proposition relative à un programme en faveur du marché unique⁽²²⁶⁾. Les actions relatives à la chaîne alimentaire soutenues dans le cadre du programme proposé, telles que les mesures vétérinaires et phytosanitaires visant à promouvoir un niveau élevé de santé et de bien-être des animaux, un niveau élevé de santé des végétaux et à prévenir les crises vétérinaires et phytosanitaires, représentent, dans une large mesure, la continuation du programme existant.

L'absence d'indicateurs permettant une évaluation coût-efficacité est une lacune du programme relatif aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux qui a été recensée dans l'évaluation à mi-parcours⁽²²⁷⁾ et mentionnée dans une recommandation de la Cour des comptes.

En 2018, la Commission a travaillé à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un ensemble complet d'indicateurs de coût-efficacité pour les principaux domaines de dépenses couverts par le programme relatif aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux. Ces indicateurs seront appliqués lors de l'évaluation ex post du programme. Ils constitueront également la base du cadre de suivi du volet «denrées alimentaires et aliments pour animaux» du programme en faveur du marché unique dans le cadre du futur cadre financier pluriannuel.

Programme «Consommateurs»

Le **programme «Consommateurs»**⁽²²⁸⁾ soutient la politique des consommateurs de l'UE en aidant les citoyens à jouir pleinement de leurs droits en tant que consommateurs et à participer activement au marché unique. Il soutient ainsi la croissance, l'innovation et la réalisation des objectifs d'Europe 2020.

Examen de sites internet de services de télécommunications et autres services numériques

Dans le cadre du réseau de coopération en matière de protection des consommateurs, les autorités de 21 États membres de l'UE plus la Norvège et l'Islande ont examiné 207 sites internet d'opérateurs offrant des services tels que l'accès à la téléphonie fixe et mobile, à l'internet, et au streaming audio et vidéo.

L'examen a révélé des irrégularités et deux tiers des sites internet ont été signalés aux fins d'une enquête approfondie. Le principal problème était l'absence d'information claire sur le traitement des plaintes. Les autorités ont demandé aux sites internet concernés de mettre leurs pratiques en conformité avec la législation de l'UE en matière de protection des consommateurs. Les résultats détaillés de l'examen peuvent être consultés en ligne à l'adresse suivante:

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/results_of_2017_-_telecommunication_sweep_0.pdf.

Les résultats préliminaires de l'évaluation intermédiaire⁽²²⁹⁾ concluent que le programme «Consommateurs» joue un rôle crucial dans le soutien de la politique des consommateurs de l'UE et apporte des avantages concrets aux consommateurs européens et aux autres parties prenantes. Dans l'ensemble, les activités financées au titre du programme «Consommateurs» pour la période 2014-2020 ont permis de progresser vers la réalisation des objectifs spécifiques du programme dans les domaines de la sécurité, de l'information et de l'éducation des consommateurs, des droits, des voies de recours et d'exécution, et elles apportent une valeur ajoutée européenne. Toutefois, l'évaluation a également mis en évidence une marge d'amélioration du programme, principalement en ce qui concerne la simplification et la charge administrative (jugée élevée par les parties prenantes). En outre, l'utilisation de données probantes pour la prise de décisions dans le cadre du programme pourrait être améliorée. L'évaluation conclut qu'à l'avenir, la capacité du programme à réagir aux nouveaux défis liés à l'évolution du marché, à la numérisation et aux nouvelles exigences politiques devrait être renforcée.

⁽²²⁶⁾ COM(2018) 441 (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0441&from=EN>).

⁽²²⁷⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1563091231526&uri=CELEX:52017DC0546>

⁽²²⁸⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0254&from=FR>

⁽²²⁹⁾ L'évaluation à mi-parcours a été finalisée mais le rapport n'a pas encore été adopté ni publié.

Les résultats de l'évaluation ont été pris en compte dans la nouvelle proposition relative à un nouveau **programme en faveur du marché unique** au titre du futur cadre financier pluriannuel, qui comprend un volet consacré aux consommateurs, visant notamment à renforcer leurs droits et à mieux les protéger. Le nouveau programme garantira le respect des droits des consommateurs, un niveau élevé de protection des consommateurs et la sécurité des produits et aidera les consommateurs confrontés à des problèmes, par exemple lorsqu'ils effectuent des achats en ligne. Il facilitera également l'accès des consommateurs aux voies de recours, comme le propose la «nouvelle donne pour les consommateurs»⁽²³⁰⁾. En soutenant les activités relatives à la politique des consommateurs, le futur programme en faveur du marché unique développera également des avantages mutuels avec le Fonds pour la justice, les droits et les valeurs, afin de garantir le respect de la législation relative aux droits des consommateurs.

Europe créative

Objectifs du programme

«Europe créative» est le programme-cadre de la Commission européenne visant à soutenir les secteurs de la culture et de l'audiovisuel en Europe. Le programme est divisé en deux sous-programmes, Culture et MEDIA, et un volet intersectoriel. Il a pour objectifs de promouvoir la diversité culturelle et linguistique et d'améliorer la compétitivité de ces secteurs, en renforçant la capacité d'agir au niveau transnational par le soutien aux sociétés de production et de distribution indépendantes dans le domaine audiovisuel, ainsi qu'à un large éventail d'entreprises dans le domaine culturel.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Le sous-programme MEDIA soutient le renforcement du cadre réglementaire permettant la circulation transfrontalière des œuvres. De nouvelles règles contribuent à une distribution plus large des œuvres audiovisuelles au sein de l'UE: la directive révisée sur les services de médias audiovisuels, qui renforce l'obligation des fournisseurs de services de médias audiovisuels à la demande de promouvoir les œuvres européennes; le règlement relatif à la portabilité transfrontalière des services de contenu en ligne, qui permet aux Européens de bénéficier de services de contenu en ligne lors de leurs déplacements dans l'UE; la directive sur les transmissions et retransmissions en ligne de programmes de radio et de télévision; la nouvelle directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, qui vise à garantir un meilleur accès transfrontière et en ligne à des œuvres protégées, notamment par la facilitation des procédures de délivrance de licences pour les œuvres audiovisuelles et indisponibles dans le commerce. MEDIA accompagne l'évolution de ce cadre réglementaire en encourageant la collaboration tout au long de la chaîne de valeur afin de soutenir des projets à fort potentiel de diffusion.

L'adoption d'un **nouvel agenda européen de la culture**⁽²³¹⁾ a constitué une contribution majeure à la coopération culturelle au niveau de l'UE et une réalisation majeure *en 2018*. Le nouvel agenda vise à répondre aux problèmes sociaux et économiques auxquels l'UE est confrontée, en utilisant la culture pour construire une Union plus juste et plus inclusive soutenant l'innovation, la créativité et des emplois et une croissance durables. Le nouvel agenda définit plus de **25 actions dans cinq dimensions** (sociale, économique, extérieure, patrimoine culturel, digital4culture) et propose une plus grande participation des États membres à la collaboration politique et à la mise en œuvre des résultats au moyen de projets conjoints, notamment avec des organisations culturelles internationales et avec des instituts culturels nationaux dans les pays tiers.

En 2018, 5 290 demandes au total ont été présentées au titre du programme «Europe créative» (748 au titre de Culture et 4 542 au titre de MEDIA), dont 2 429 ont été retenues pour un financement (234 pour Culture et 2 195 pour MEDIA).

⁽²³⁰⁾ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-3041_fr.htm

⁽²³¹⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0267&from=FR>

En 2018, MEDIA a également permis la distribution d'œuvres par différents canaux en touchant 122 millions de personnes, par l'intermédiaire du cinéma (55 millions), de la télévision (57 millions), de festivals et d'événements (8,5 millions) et de la vidéo à la demande (VOD) (1,82 million).

MEDIA apporte une contribution essentielle à la circulation de films européens au-delà de leurs marchés nationaux. Dans l'ensemble, MEDIA a soutenu la sortie en salles de 563 films au-delà des frontières en 2018. Un soutien ciblé a été accordé à 19 films individuels à distribuer dans 25 territoires en moyenne, par l'intermédiaire de consortiums de distributeurs, afin de promouvoir un accès transfrontalier.

Dans le cadre du sous-programme Culture, en 2018, le soutien a donné lieu à 132 projets de coopération européenne, dont 29 étaient liés à un appel spécial en faveur du patrimoine culturel, à titre de contribution à l'Année européenne du patrimoine culturel. Ces projets mettent l'accent sur la diversité culturelle de l'Europe et apportent des avantages économiques aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux microentreprises actives dans des secteurs culturels tels que la musique, l'édition et le design.

Une **modification du programme de travail adoptée en avril 2018** a permis de financer davantage de petits projets de coopération, d'élargir la participation aux concours pour les Prix du patrimoine culturel et de littérature de l'Union européenne, d'intensifier les actions de renforcement des capacités des futures capitales européennes de la culture, d'octroyer trois subventions au Conseil international des monuments et sites de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et au Conseil de l'Europe pour mettre en œuvre des objectifs spécifiques de l'Année européenne du patrimoine culturel, et de lancer une nouvelle expérience de mobilité des artistes et créateurs.

Dans le cadre du volet intersectoriel, le **mécanisme de garantie en faveur des secteurs culturels et créatifs** est un instrument novateur, axé sur le marché, qui vise à combler le déficit de financement des petites et moyennes entreprises dans ces secteurs. *À la fin du troisième trimestre 2018*, 11 accords de garantie avaient été signés, dans le cadre du mécanisme, avec 10 intermédiaires financiers de Belgique, de Tchéquie, d'Espagne, de France, d'Italie, de Pologne, du Portugal et de Roumanie. Au total, plus de 630 prêts ont été accordés dans le cadre de ce mécanisme à des bénéficiaires finals, dont 60 % dans le secteur audiovisuel et 40 % dans d'autres secteurs culturels.

Par ailleurs, des crédits supplémentaires au budget 2018 ont permis de financer un projet intersectoriel, dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine culturel, visant à promouvoir le patrimoine cinématographique par la numérisation de films classiques et l'organisation de projections dans des lieux reflétant la richesse de l'architecture européenne.

Le projet **«Villes et espaces culturels et créatifs»** *a débuté en novembre 2018* et se poursuivra jusqu'en mars 2021. Il vise à soutenir les espaces culturels et créatifs ainsi que d'autres acteurs, en particulier au niveau local. Le contexte plus large des pôles créatifs et des centres culturels, ainsi que le contexte local seront également explorés afin de mieux utiliser les espaces publics pour la régénération sociale par la culture, de mieux mettre en lien le développement urbain, l'inclusion sociale, la création d'emplois, le développement des compétences et les politiques d'innovation: en créant un espace pour expérimenter les mesures prises et pour soutenir de nouvelles approches, afin de tester des idées sur la culture et l'économie créative dans le cadre de l'économie collaborative. Les villes et les autorités régionales participeront activement au projet et à l'organisation d'une série de laboratoires urbains.

Grâce à la participation de **pays tiers** au programme «Europe créative», la Commission a renforcé la coopération culturelle de l'UE, en particulier avec les Balkans occidentaux et avec les pays du voisinage méridional et oriental, contribuant ainsi à promouvoir la diversité culturelle et à soutenir les industries culturelles et créatives. Deux accords ont été signés concernant la participation de l'Arménie et du Kosovo ⁽²³²⁾ au programme «Europe créative», portant à treize le nombre de pays tiers participant au programme. La participation de tous les pays des Balkans occidentaux (Albanie, Macédoine du Nord, Kosovo, Monténégro, Serbie, Bosnie-et-Herzégovine) au programme «Europe créative» permet de renforcer la stratégie de l'UE pour les Balkans occidentaux.

⁽²³²⁾ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Analyse et évaluation

Selon l'évaluation intermédiaire ⁽²³³⁾, dans l'ensemble, le programme «Europe créative» a donné de bons résultats, avec un niveau élevé de demande et de participation des parties prenantes. Il reste très pertinent et répond aux défis actuels du secteur, tels que la fragmentation des marchés et leur numérisation croissante. En soutenant la diffusion de contenus diversifiés, le programme contribue également à la diffusion et à la défense des valeurs européennes. Le programme «Europe créative» a également été jugé pertinent au regard de l'évolution des priorités des secteurs, des stratégies poursuivies par les États membres et des priorités de l'UE. Toutefois, malgré des résultats positifs, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour permettre aux secteurs culturels et créatifs de tirer pleinement parti des opportunités qu'offre le passage au numérique, en tenant compte des nouveaux publics et des modes de consommation et de la manière dont les œuvres culturelles et créatives sont réalisées, produites, consultées et commercialisées dans l'économie numérique.

Pour le prochain cadre financier pluriannuel, la Commission a proposé d'augmenter le financement du programme «Europe créative» ⁽²³⁴⁾. Le nouveau programme s'appuie sur les réalisations du programme actuel tout en renforçant la réponse à la transformation des secteurs de la culture et de la création. Le nouveau programme «Europe créative» entend mettre l'accent sur la puissance des réseaux et de la coopération pour contribuer à l'expansion de ces secteurs. Il offrira aux bénéficiaires la possibilité de mettre au point des initiatives transfrontières européennes innovantes sur les plans technologique et artistique afin d'échanger, de cocréer, de coproduire, de diffuser et de promouvoir des œuvres européennes et de les rendre accessibles à un public large et divers. Il devrait contribuer à intensifier l'innovation, notamment dans le cadre d'une collaboration intersectorielle, afin d'utiliser au mieux la technologie numérique pour la création et la conquête de nouveaux publics. Le nouveau programme devrait également aider le secteur des médias d'information à promouvoir des médias diversifiés et pluralistes, en renforçant la qualité du journalisme et en favorisant l'éducation aux médias. La mise en œuvre du programme sera également rationalisée afin d'accroître le rapport coût-efficacité et de réduire la charge administrative.

Programme «Droits, égalité et citoyenneté»

Le **programme «Droits, égalité et citoyenneté»** ⁽²³⁵⁾ vise à contribuer à la poursuite de la mise en place d'une UE au sein de laquelle l'égalité et les droits des personnes, tels qu'ils sont consacrés dans les traités de l'UE, la Charte des droits fondamentaux et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, sont promus et effectivement appliqués. Le programme est mis en œuvre en gestion directe. Doté d'un budget de **62 millions d'EUR** en 2018, il a financé des actions des pouvoirs publics, des universités, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations qui soutiennent les politiques de la Commission en matière de droits fondamentaux.

En 2018, le programme a financé des **actions de lutte contre la discrimination et de promotion de l'égalité** telles que la plateforme européenne des Chartes de la diversité et son forum 2018 «La diversité dans une Europe diverse» ⁽²³⁶⁾. Pour **promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes**, le programme a financé une campagne intitulée «Comblent l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes» lors de la Journée européenne de l'égalité salariale. Le programme a également favorisé le débat politique sur la participation des femmes au marché du travail et sur les priorités futures des travaux sur l'égalité entre les femmes et les hommes en finançant la conférence européenne «Égalité des sexes et VOUS» (octobre 2018, Vienne). En ce qui concerne la **protection de la vie privée et des données à caractère personnel**, le programme a contribué à sensibiliser davantage les petites et moyennes entreprises, les autorités publiques et les particuliers aux nouvelles règles de protection des données ⁽²³⁷⁾ grâce à un guide d'orientation en ligne disponible sur le site internet de la Commission, dans toutes les langues de l'UE, et à des brochures et fiches d'information. Le programme constitue également le principal pilier financier de la **politique de la Commission en faveur des personnes handicapées** et soutient la mise en œuvre de la

⁽²³³⁾ SWD(2018) 159 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=SWD:2018:159:FIN> (p. 39).

⁽²³⁴⁾ COM(2018) 366 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0366&from=FR>.

⁽²³⁵⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32013R1381>

⁽²³⁶⁾ https://ec.europa.eu/newsroom/just/item-detail.cfm?item_id=634080

⁽²³⁷⁾ Le règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en vigueur en mai 2018.

convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et de la stratégie européenne en faveur des personnes handicapées.

Le programme a également soutenu d'importants projets dans le domaine de **la prévention et de la lutte contre le racisme, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance**, en mettant l'accent sur des formes spécifiques d'intolérance telles que l'antisémitisme, l'islamophobie, l'afrophobie et le racisme anti-Noirs, l'homophobie et la transphobie.

Facing facts!

«Facing facts!» est une initiative de la société civile qui vise à améliorer la reconnaissance et le recensement des crimes et discours de haine (et les réponses à ceux-ci) au niveau national et au-delà, en travaillant avec la société civile et les autorités publiques. Le projet a mis au point une série de cours en ligne sur l'identification et la surveillance des crimes et discours haineux et la lutte contre ces derniers, destinés aux militants individuels, aux organisations de la société civile, aux services répressifs et aux représentants gouvernementaux.

L'**évaluation intermédiaire** ⁽²³⁸⁾ a conclu que, dans l'ensemble, le programme a permis d'améliorer le niveau des connaissances concernant le droit et les politiques de l'UE ainsi que les droits, valeurs et principes qui sous-tendent l'objectif général visant à renforcer l'égalité et les droits des personnes. Elle a montré que la performance du programme dans son ensemble s'est améliorée par rapport à son prédécesseur, en ce qui concerne la pertinence des activités et leur efficacité. Toutefois, l'évaluation a également mis en évidence la nécessité d'apporter des améliorations afin de se concentrer davantage sur les besoins émergents tels que la violence en ligne, la révision des indicateurs de suivi, la recherche d'un meilleur équilibre géographique entre les bénéficiaires et la réduction de la charge administrative (toujours perçue comme élevée par les parties prenantes du programme).

Dans le contexte du cadre financier pluriannuel post-2020, la Commission a proposé un nouveau **Fonds pour la justice, les droits et les valeurs** ⁽²³⁹⁾. Ce Fonds comprend deux programmes de financement: le **programme «Droits et Valeurs»** ⁽²⁴⁰⁾ et le **programme «Justice»** ⁽²⁴¹⁾. La Commission vise, par cette proposition, à protéger les valeurs de l'UE, les droits et la justice dans la vie quotidienne des citoyens. Le programme mettra l'accent principalement sur les personnes et les entités qui contribuent au caractère vivant et dynamique de nos valeurs communes, de nos droits et de notre riche diversité, l'objectif ultime étant de cultiver et de soutenir notre société fondée sur des droits, égalitaire, ouverte, inclusive et démocratique. Le chevauchement d'activités sera évité dans le cadre de ce Fonds à grande échelle et les ressources pourront être partagées entre le programme «Droits et valeurs» et le programme «Justice» afin de développer des avantages mutuels tout en tenant compte des spécificités des différentes mesures. La mise en œuvre sera également rationalisée afin d'accroître le rapport coût-efficacité et de réduire la charge administrative.

Programme «Justice»

Le **programme «Justice»** ⁽²⁴²⁾ contribue à la poursuite de la mise en place d'un espace européen de justice basé sur la reconnaissance et la confiance mutuelles. Le programme promeut à la fois l'égalité hommes-femmes et les droits de l'enfant, notamment grâce à une justice adaptée aux enfants dans la mise en œuvre de toutes ses actions. Les activités du programme respectent l'interdiction de toute discrimination fondée sur l'un des motifs énumérés à l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux ⁽²⁴³⁾.

⁽²³⁸⁾ Rapport COM/2018/508 sur l'évaluation intermédiaire de la mise en œuvre du programme «Droits, égalité et citoyenneté» 2014-2020.

⁽²³⁹⁾ COM(2018) 383.

⁽²⁴⁰⁾ COM(2018) 383, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM%3A2018%3A383%3AREV1>.

⁽²⁴¹⁾ COM(2018) 384.

⁽²⁴²⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R1382>.

⁽²⁴³⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:12012P/TXT>.

Les résultats du programme «Justice» *en 2018* ⁽²⁴⁴⁾ sont étroitement liés à l'activité de la Commission visant à préparer, à soutenir et à assurer la mise en œuvre correcte d'un grand nombre d'instruments juridiques de l'UE en matière civile et pénale, à améliorer leurs capacités d'exécution et de recours dans les États membres et à garantir une coopération transfrontalière et européenne appropriée. Par exemple, des fonds ont été utilisés pour soutenir l'application du **mandat d'arrêt européen**, qui, avec plus de 10 000 cas par an, est l'instrument européen le plus efficace en matière pénale. Le programme finance également le **Réseau judiciaire européen** en matière civile et commerciale, qui vise à renforcer la coopération entre les autorités judiciaires nationales. En améliorant l'application pratique et la mise en œuvre des instruments de justice civile de l'UE, le réseau contribue à jeter des ponts et à instaurer la confiance mutuelle entre les États membres. Le programme «Justice» soutient des études de contrôle de conformité de la législation de l'Union transposée dans les États membres de l'UE. Il a également soutenu la formation et les réseaux judiciaires ⁽²⁴⁵⁾.

Portail e-Justice européen

Le programme «Justice» finance le portail **e-Justice européen** ⁽²⁴⁶⁾. Il s'agit d'une initiative conjointe de la Commission et du Conseil de l'UE qui fournit des contenus informatifs multilingues et des services électroniques, tels que l'interconnexion des registres nationaux. Au fil du temps, le portail a évolué pour offrir un contenu plus riche et plus varié, et est devenu un guichet unique pour le public, les entreprises, les professionnels du droit et la magistrature. Désormais doté d'un moteur de recherche à grande échelle de la jurisprudence européenne et nationale, il permet des recherches décentralisées dans les registres du commerce et les répertoires d'entreprises des États membres. Des progrès ont été réalisés allant vers une refonte complète de la présentation et de la convivialité du portail. *En 2018*, le nombre de visites d'utilisateurs - près de 3 millions - avait plus que sextuplé par rapport à 2012.

L'**évaluation intermédiaire** de la mise en œuvre du programme «Justice» 2014-2020 réalisée *en 2018* ⁽²⁴⁷⁾ a montré que le programme est solide et a contribué à la réalisation d'un espace européen de justice, fondé sur la reconnaissance et la confiance mutuelles, notamment en encourageant la coopération judiciaire en matière civile et pénale. Les méthodes de financement ont été jugées adaptées aux objectifs du programme et aux besoins des groupes cibles. Le programme a apporté une forte valeur ajoutée européenne. L'évaluation a également mis en évidence une série de lacunes liées principalement au périmètre restreint du groupe cible, au déséquilibre de la répartition géographique des bénéficiaires et aux indicateurs de suivi. Les intervenants ont estimé que la charge administrative était élevée. L'évaluation a montré qu'il est nécessaire de renforcer les avantages mutuels et la collaboration avec d'autres initiatives de l'UE.

Pour la période 2021-2027, la Commission a proposé un nouveau **programme «Justice»** ⁽²⁴⁸⁾ qui, avec le programme «Droits et valeurs», fera partie d'un nouveau Fonds «Justice, droits et valeurs». Cette architecture tient compte des constatations de l'évaluation intermédiaire, en s'attaquant, par exemple, à la fragmentation et aux ressources limitées des programmes de financement actuels de l'UE consacrés aux valeurs, aux droits, à la citoyenneté et à la justice, qui limitent la capacité de l'UE à relever les défis présents et à venir liés au développement de sociétés ouvertes, démocratiques et inclusives en Europe.

Programme «L'Europe pour les citoyens»

L'objectif du **programme «L'Europe pour les citoyens»** ⁽²⁴⁹⁾ est de permettre aux citoyens de mieux comprendre l'UE, son histoire et sa diversité, ainsi que de promouvoir la citoyenneté européenne et d'encourager la participation civique et démocratique au niveau de l'UE. Le programme joue un rôle important dans la promotion de la participation civique et de l'engagement démocratique des citoyens.

⁽²⁴⁴⁾ Fiche de programme 2018.

⁽²⁴⁵⁾ Réseau européen de formation judiciaire <http://www.ejtn.eu/fr/-propos/>.

⁽²⁴⁶⁾ <https://e-justice.europa.eu/home.do?plang=fr&action=home>

⁽²⁴⁷⁾ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'évaluation intermédiaire de la mise en œuvre du programme Justice 2014-2020, COM(2018) 507.

⁽²⁴⁸⁾ COM(2018) 384, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0384&from=FR>.

⁽²⁴⁹⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0390&from=FR>.

Le programme est mis en œuvre⁽²⁵⁰⁾ au moyen de subventions à l'action et de subventions de fonctionnement en faveur d'organisations européennes de la société civile et de groupes de réflexion actifs dans les domaines thématiques ciblés par le programme et par les autorités locales. Le programme est principalement mis en œuvre par l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» de l'UE (EACEA).

Le financement au titre du programme «L'Europe pour les citoyens», **de 185,5 millions d'EUR pour la période 2014-2020**⁽²⁵¹⁾, contribue à la mise en œuvre de trois volets. *En 2018*, sur 1 796 candidatures reçues, 417 projets ont été sélectionnés et environ 1 200 000 participants devaient participer aux activités du programme. Le programme a été mis en œuvre au total dans 34 pays participants éligibles.

Le volet 1 «*Engagement démocratique et participation civique*» soutient les activités qui permettent aux citoyens de mieux comprendre le processus d'élaboration des politiques de l'UE et favorise les possibilités d'engagement dans la société et entre les cultures et de volontariat au niveau de l'UE. *En 2018*, 255 projets de jumelage de villes, 35 réseaux de villes et 31 projets de la société civile ont été sélectionnés et 24 organisations de la société civile et groupes de réflexion ont été financés par des subventions de fonctionnement.

Le volet 2 «Travail de mémoire européen» soutient les activités qui encouragent la discussion («réflexion») sur la diversité culturelle européenne et sur les valeurs communes. Il soutient également des activités de réflexion sur les causes des régimes totalitaires qui ont entaché l'histoire moderne de l'Europe et des activités de commémoration des victimes de leurs crimes. Au total, 37 projets commémoratifs ont été sélectionnés et six organismes de commémoration ont été financés par des subventions de fonctionnement.

Le volet 3 «*Action horizontale de valorisation*» vise à accroître l'apprentissage par l'expérience, à stimuler la transférabilité des résultats et, de ce fait, à augmenter les effets durables des activités soutenues.

Information contre manipulation: comment lutter contre la propagande?

Ce projet a été coordonné par le Muzeum Historii Żydów Polskich POLIN⁽²⁵²⁾ et s'adressait aux lycéens de République tchèque, de Hongrie et de Pologne dans le but d'améliorer leurs connaissances et de faire en sorte qu'ils deviennent à la fois des analystes critiques des médias modernes et des citoyens responsables dans une société démocratique. Les mécanismes du langage persuasif et de la propagande ont été examinés, sur la base d'événements historiques spécifiques de 1956 en Hongrie et de 1968 dans l'ancienne Tchécoslovaquie et en Pologne. Les élèves ont appris à mener leurs propres projets médiatiques, ont participé à des ateliers sur la conception d'expositions, mené des débats, recueilli et documenté des témoignages historiques oraux, mené des recherches sociales, filmé et monté des vidéos. Lors d'un gala final qui s'est tenu au Musée POLIN, ils ont présenté 10 projets créatifs.

Ce projet a été coordonné par le Muzeum Historii Żydów Polskich POLIN⁽²⁵³⁾ et s'adressait aux lycéens de la République tchèque, de Hongrie et de Pologne dans le but d'améliorer leurs connaissances et de faire en sorte qu'ils deviennent à la fois des analystes critiques des médias modernes et des citoyens responsables dans une société démocratique. Les mécanismes du langage persuasif et de la propagande ont été examinés, sur la base d'événements historiques spécifiques de 1956 en Hongrie et de 1968 dans l'ancienne Tchécoslovaquie et en Pologne. Les élèves ont appris à mener leurs propres projets médiatiques, ont participé à des ateliers sur la conception d'expositions, mené des débats, recueilli et documenté des témoignages historiques oraux, mené des recherches sociales, filmé et monté des vidéos. Lors d'un gala final qui s'est tenu au Musée POLIN, ils ont présenté 10 projets créatifs.

L'**évaluation intermédiaire**⁽²⁵⁴⁾ a confirmé l'utilité du programme pour promouvoir la participation civique, renforcer le sentiment d'appartenance et favoriser la compréhension mutuelle. Sa structure, qui comporte

⁽²⁵⁰⁾ Fiche de programme 2018 et direction générale de la migration et des affaires intérieures, *rapport annuel d'activité 2018*.

⁽²⁵¹⁾ Montants selon la base juridique. Entre-temps, des ressources supplémentaires ont été affectées au programme «L'Europe pour les citoyens».

⁽²⁵²⁾ Musée de l'histoire des Juifs polonais <https://www.polin.pl/en/about-museum>.

⁽²⁵³⁾ Musée de l'histoire des Juifs polonais <https://www.polin.pl/en/about-museum>.

⁽²⁵⁴⁾ <https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/citizenship-programme/docs/com-2018-170-f1-report-from-commission-en-v4-p1-967238.pdf>

trois volets et une mesure transversale sur l'analyse, la diffusion et l'utilisation des résultats des projets, a fonctionné efficacement. Les subventions de fonctionnement et à l'action ont permis d'obtenir les résultats escomptés. Le programme «L'Europe pour les citoyens» a démontré sa valeur ajoutée au niveau de l'UE, tant par ses effets positifs sur les participants que par le rôle complémentaire qu'il a eu à l'égard d'autres programmes de financement et d'initiatives de l'UE dans le domaine de l'éducation, de la culture et de la citoyenneté de l'UE. L'évaluation a relevé des marges d'amélioration possibles pour renforcer la visibilité, les avantages mutuels et la collaboration avec d'autres programmes de l'UE existants et pour réviser les indicateurs de suivi.

Au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027, la Commission a présenté une **proposition de règlement établissant le programme «Droits et valeurs» (2021-2027)** ⁽²⁵⁵⁾, qui regroupe les activités du programme «L'Europe pour les citoyens» et du programme «Droits, égalité et citoyenneté» dans un nouveau cadre commun. Ces programmes sont de petits instruments qui ne peuvent pas atteindre une masse critique et dont l'efficacité est limitée en raison de leurs budgets relativement faibles. Par conséquent, les regrouper entraîne une simplification, des avantages mutuels, une collaboration et un renforcement, et contribue à les rendre plus efficaces. Le soutien à l'initiative citoyenne européenne est également assuré par le futur programme «Droits et valeurs». Ce dernier vise à protéger et à promouvoir les droits et les valeurs consacrés par les traités de l'UE et à soutenir des sociétés ouvertes, démocratiques et inclusives.

Mécanisme de protection civile de l'UE

Le mécanisme de protection civile de l'UE a pour objectif de soutenir, de coordonner et de compléter les actions de coordination de la gestion des catastrophes menées par les États membres en vue d'améliorer les systèmes de prévention, de préparation et de réaction en cas de catastrophes naturelles ou d'origine humaine. Au moyen d'une approche globale comprenant la prévention, la préparation et la réaction en cas de catastrophe, le programme vise à diminuer les pertes en vies humaines et à réduire autant que possible les dommages environnementaux et matériels causés par les catastrophes.

Les États membres affectent des ressources et des experts dans une réserve volontaire et les maintiennent en veille pour les missions de protection civile de l'UE. Les équipes concernées doivent répondre à certains critères de qualité minimale et se soumettre à un processus de certification pour garantir la qualité et l'interopérabilité. Des capacités de réaction et des experts formés et certifiés garantissent une réaction efficace en cas de catastrophe. La réserve volontaire permet également un délai de déploiement plus court.

En 2018, le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé en réponse à neuf urgences sur le territoire de l'Union européenne ⁽²⁵⁶⁾. Les incendies de forêt dans le sud de l'Europe (mais aussi *en 2018* dans le nord de l'Europe) ont entraîné d'importantes destructions de biens et de moyens de subsistance, qui ont eu des conséquences sur l'économie, notamment des dommages aux infrastructures de réseau, aux entreprises ainsi qu'aux activités agricoles et forestières. Le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé cinq fois pour lutter contre les incendies de forêt en Grèce, en Lettonie, au Portugal et en Suède ⁽²⁵⁷⁾.

⁽²⁵⁵⁾ COM(2018) 383, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM%3A2018%3A383%3AREV1>.

⁽²⁵⁶⁾ Fiche de programme Mécanisme de protection civile de l'Union, p. 2.

⁽²⁵⁷⁾ Direction générale de la protection civile et de l'aide humanitaire, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 10.



Photographies: © Union européenne 2018/Pavel Koubek

Suède: la lutte contre les incendies de forêt.

Source: Direction générale de la protection civile et de l'aide humanitaire, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 30.

L'évaluation ⁽²⁵⁸⁾ du mécanisme de protection civile de l'UE a conclu que l'ajout de nouvelles capacités par l'intermédiaire de la réserve volontaire a amélioré la préparation générale aux catastrophes au niveau de l'UE et a permis le déploiement immédiat de ressources de réaction réunissant diverses équipes de secours, des experts et des équipements des États participants.

En 2018, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord sur une proposition ⁽²⁵⁹⁾ visant à renforcer davantage ce mécanisme. Le nouveau cadre juridique ⁽²⁶⁰⁾ accroîtra les capacités de réaction aux catastrophes au niveau de l'UE, notamment en créant une réserve supplémentaire de capacités «rescEU» pour réagir aux catastrophes. Ces capacités comprendraient des avions de lutte contre les incendies, ainsi que d'autres moyens d'intervention dans des situations où les capacités globales de l'UE sont insuffisantes pour garantir une réaction efficace (par exemple, en cas d'urgence médicale ou d'incidents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires).

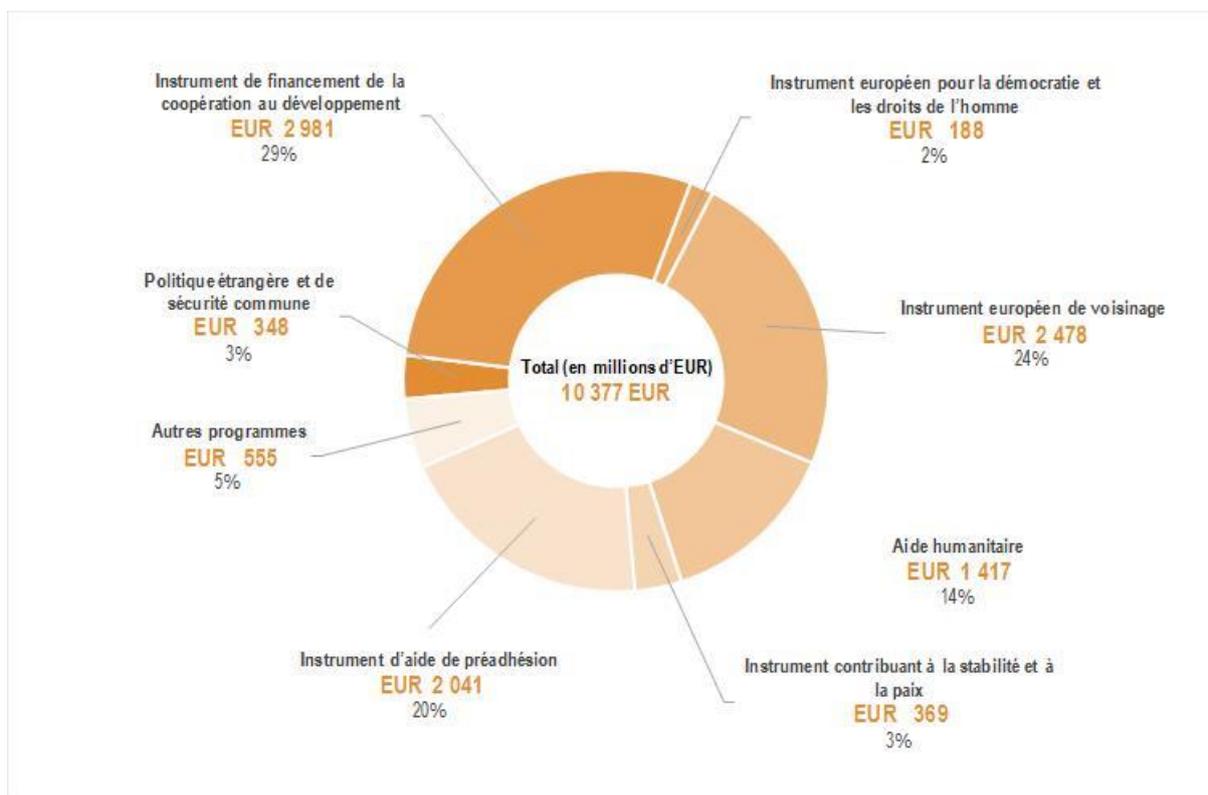
⁽²⁵⁸⁾ Évaluation intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'Union (2014-2016), SWD(2017)287.

⁽²⁵⁹⁾ Proposition de décision modifiant la décision n° 1313/2013/UE relative au mécanisme de protection civile de l'Union, COM(2017) 772.

⁽²⁶⁰⁾ Décision (UE) 2019/420 modifiant la décision n° 1313/2013/UE relative au mécanisme de protection civile de l'Union.

L'Europe dans le monde (rubrique budgétaire 4)

La rubrique 4 du cadre financier couvre un large éventail d'actions extérieures, telles que la coopération au développement, l'aide de préadhésion et l'aide humanitaire.

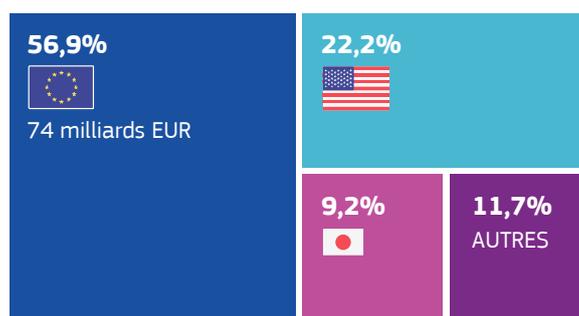


Graphique: principaux programmes financés en 2018 au titre de la rubrique 4 «L'Europe dans le monde». Tous les montants sont exprimés en millions d'euros. La catégorie «Autres programmes» comprend, entre autres, l'assistance macrofinancière (AMF), le Fonds de garantie relatif aux actions extérieures, le mécanisme de protection civile de l'Union, l'initiative des volontaires de l'aide de l'UE (VAUE), le Fonds européen pour le développement durable (FEDD), l'instrument de partenariat, l'instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire (ICSN), les agences décentralisées, les autres actions et programmes, les projets pilotes et actions préparatoires, les actions financées dans le cadre des prérogatives de la Commission et des compétences spécifiques conférées à la Commission.

Source: Commission européenne.

Des crédits d'engagement budgétaires pour un montant de 10,4 milliards d'EUR ont été alloués aux programmes relevant de la rubrique «L'Europe dans le monde», ce qui représente 6 % du budget total de l'UE pour l'année 2018. L'aide au développement de l'UE est renforcée par le Fonds européen de développement, qui n'est pas financé sur les ressources budgétaires de l'UE, mais bien par des contributions directes des États membres de l'UE.

L'Union européenne et ses États membres sont toujours les premiers bailleurs mondiaux d'aide publique au développement — 74,4 milliards d'EUR en 2018.



Graphique: contribution à l'aide publique au développement.

Source: Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les montants incluent l'aide allouée par les États membres en dehors des ressources budgétaires de l'UE.

Instrument d'aide de préadhésion

Objectifs du programme

L'instrument d'aide de préadhésion ⁽²⁶¹⁾ a pour vocation d'aider les pays candidats et les candidats potentiels à adopter et à mettre en œuvre les réformes politiques, institutionnelles, juridiques, administratives, sociales et économiques requises pour que les bénéficiaires se conforment aux valeurs de l'Union et s'alignent progressivement sur les règles, les normes, les politiques et les pratiques de l'Union en vue de leur adhésion à celle-ci. Il contribue à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité des pays qui en bénéficient ⁽²⁶²⁾. Il offre de meilleures perspectives aux citoyens des pays bénéficiaires et permet la mise en œuvre de normes identiques à celles en vigueur au sein de l'UE. L'aide financière fournie porte sur les cinq domaines d'action suivants: a) les réformes en vue de l'adhésion à l'UE et le renforcement correspondant des institutions et des capacités, b) le développement socio-économique et régional, c) l'emploi, les politiques sociales, l'éducation, la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et le développement des ressources humaines, d) l'agriculture et le développement rural, ainsi que e) la coopération régionale et territoriale.

	Soutenir les réformes politiques.		Soutenir le développement économique, social et territorial en vue d'assurer une croissance intelligente, durable et inclusive.
	Renforcer la capacité des pays bénéficiaires de remplir les obligations découlant de l'adhésion en soutenant l'alignement progressif sur l'acquis de l'Union, ainsi que l'adoption, la mise en œuvre et le contrôle du respect de cet acquis.		Renforcer l'intégration régionale et de la coopération territoriale, en faisant intervenir les bénéficiaires, les États membres et, le cas échéant, des pays tiers.

⁽²⁶¹⁾ Règlement (UE) n° 231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II) <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2014:077:0011:0026:FR:PDF>.

⁽²⁶²⁾ Les bénéficiaires actuels sont: l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Kosovo*, le Monténégro, la Serbie et la Turquie. (*Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.)

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Le programme 2018 a été marqué par l'adoption, le 6 février 2018, d'une stratégie intitulée «**Une perspective d'élargissement crédible ainsi qu'un engagement de l'Union européenne renforcé pour les Balkans occidentaux**»⁽²⁶³⁾, visant à donner de nouvelles impulsions pour accélérer les réformes dans les Balkans occidentaux et à mieux soutenir les préparatifs en vue d'une adhésion réussie à l'UE. La stratégie expose un plan d'action global composé de 57 actions et fondé sur six initiatives phares visant à soutenir la transformation des Balkans occidentaux dans les domaines de l'état de droit, de la sécurité et des migrations, du développement socioéconomique, de la connectivité, de la stratégie numérique, de la réconciliation et des relations de bon voisinage.

Toutes les initiatives phares de la stratégie ont connu des avancées *au cours de l'année 2018*. Pour faire progresser la stratégie, la Commission, les agences européennes et les États membres de l'UE ont notamment entrepris les actions suivantes: un dialogue politique renforcé (réunions et visites de haut niveau), un renforcement de la coopération entre les partenaires des Balkans occidentaux et les diverses agences européennes, une mobilisation et un renforcement des instruments financiers de l'UE (le cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux et son fonds de garantie, par exemple), une ouverture et une promotion de l'accès aux programmes de l'UE (Europe créative, mécanisme pour l'interconnexion en Europe ou Europe pour les citoyens), un renforcement accru des capacités et un recentrage de l'engagement financier au titre de l'instrument d'aide de préadhésion.

Dans le contexte décrit ci-dessus, l'amélioration de la **connectivité** au sein des Balkans occidentaux ainsi qu'entre ces derniers et l'UE est essentielle. Des progrès continus ont été accomplis en matière de connectivité⁽²⁶⁴⁾: sur la période 2015-2020, l'instrument d'aide de préadhésion a réservé pas moins d'un milliard d'EUR au profit de projets d'investissement dans la connectivité et d'une assistance technique. À la suite des **sommets des Balkans occidentaux** (Vienne 2015, Paris 2016, Trieste 2017 et Sofia/Londres 2018), l'instrument a alloué 700 millions d'EUR à des projets de connectivité dans le secteur des transports et/ou de l'énergie, ce qui a permis de mobiliser au total des investissements de plus de 2,4 milliards d'EUR. L'accent a été placé en particulier sur la préparation et le financement de projets d'investissement concrets en faveur d'infrastructures régionales, ainsi que sur la mise en œuvre de normes techniques et des mesures de réforme qui les accompagnent. À titre d'exemple, des procédures de franchissement des frontières, des réformes ferroviaires, des systèmes d'information ainsi que des dispositifs de sécurité routière et d'entretien du réseau routier ont été harmonisés et simplifiés. Parmi les résultats escomptés figurent la construction ou la modernisation de: 450 km de lignes de transport d'électricité et de sous-stations associées, 108 km de gazoduc, 320 km de lignes ferroviaires et de gares desservies, 141 km d'autoroutes, deux ponts transfrontaliers ainsi que deux ports.

En ce qui concerne la migration, si le nombre de migrants en situation irrégulière dans les **Balkans occidentaux** a considérablement diminué, les activités des passeurs demeurent toutefois en hausse et de nouveaux itinéraires secondaires ont fait leur apparition. L'UE continue à fournir un soutien financier aux pays affectés par **la pression migratoire** le long de la route des Balkans occidentaux. L'instrument d'aide de préadhésion a alloué des fonds pour soutenir la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord et la Serbie (en particulier) et la gestion du flux migratoire. La nature de la crise ayant changé, le soutien est davantage axé sur une approche structurelle qui vise à améliorer les conditions de vie dans les centres d'hébergement. En parallèle, un appui est fourni à l'échelle régionale pour lutter contre le trafic de migrants et améliorer les contrôles aux frontières.

Les exemples suivants témoignent des résultats concrets obtenus *en 2018* grâce à l'**instrument d'aide de préadhésion**.

Le pont de Svilaj reliant la Bosnie-Herzégovine à la Croatie

Les travaux de construction du pont qui enjambe la rivière Save, situé en aval sur le Corridor Vc, à proximité de Svilaj, ont été achevés avec succès fin février 2019. Le nouveau pont transfrontalier s'inscrit dans le

⁽²⁶³⁾ COM(2018) 65 final.

⁽²⁶⁴⁾ Voir *Connectivity agenda co-financing of investment projects in the Western Balkans 2018*, <https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/connectivity-agenda-2018-sofia-summit.pdf>.

premier projet de connectivité approuvé en 2015 au titre du programme de connectivité et financé au moyen du cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux. Sur l'investissement total d'un montant de 109,5 millions d'EUR, l'UE a versé 25,1 millions d'EUR de subventions par l'intermédiaire de l'instrument d'aide de préadhésion.

Soutien au profit des réformes du secteur judiciaire

En Albanie, l'opération internationale de supervision a été déployée par la Commission pour contrôler le processus de réévaluation des juges et des procureurs («processus de vérification»). Les principales activités de contrôle sont menées par une équipe d'observateurs internationaux (composée de sept observateurs issus d'États membres de l'UE et d'un observateur venant des États-Unis), qui prennent part à chaque étape du travail réalisé par les institutions nationales chargées du processus de vérification. Le processus de vérification a abouti à des résultats concrets. Plus de 200 dossiers d'enquête ont été traités et une centaine de décisions ont été prises. En moyenne, pour chaque magistrat maintenu à son poste, un est démis de ses fonctions. L'opération internationale de supervision a assuré un suivi externe et indépendant essentiel du processus de vérification, et a participé ce faisant au renforcement de la crédibilité globale de cette entreprise.

Programme régional de logement

En 2018, l'Union a alloué 40 millions d'EUR supplémentaires au programme régional de logement ⁽²⁶⁵⁾, ce qui porte le montant total de l'aide à 287 millions d'EUR. L'UE figure au premier rang des donateurs avec une participation de 234 millions d'EUR — soit plus de 80 % des contributions.

À la fin de l'année 2018, le programme régional de logement a permis à 12 000 personnes dans le besoin de disposer d'un logement durable et de qualité (ce qui représente près de 4 000 unités de logement). Il a également fourni une assistance supplémentaire permettant d'améliorer le sort de ces personnes relogées, y compris en veillant à ce qu'ils puissent accéder à des services (dans le domaine de la santé, de l'éducation, etc.) et bénéficier de droits (retraites, allocations, documents d'identité, etc.). En outre, le programme a soutenu plus de 30 000 emplois et a octroyé 1 000 contrats à des entreprises locales. Il a également renforcé les compétences de travailleurs et a œuvré en partenariat avec des entreprises et des administrations locales afin d'améliorer les services.

Analyse et évaluation

En 2018, la Commission européenne a mené à bien deux évaluations thématiques, qui couvraient l'Union élargie à de nouveaux pays («l'Union élargie») ainsi que la région du voisinage.

L'évaluation du soutien de l'UE à la réforme du secteur de la sécurité dans les pays visés par l'élargissement et les pays du voisinage (portant sur la période 2010-2016) a été menée afin de contribuer à renforcer la responsabilité démocratique et la transparence et à améliorer les politiques et les pratiques au moyen d'un apprentissage fondé sur des données probantes. L'évaluation a confirmé qu'en faisant la promotion de ses valeurs et de ses intérêts dans les régions de l'élargissement et du voisinage, l'UE a eu une influence positive. Elle a permis de dégager des recommandations visant à renforcer le rôle de l'Union en tant qu'acteur stratégique, à approfondir l'appropriation nationale, à améliorer l'efficacité des procédures de financement et à obtenir de meilleurs résultats.

L'évaluation du soutien apporté par l'UE au titre de l'action externe dans le domaine de la protection sociale (portant sur la période 2007-2013) a consisté à analyser dans quelle mesure un tel soutien contribuait à la réalisation des objectifs de la coopération de l'UE en matière de protection sociale. Elle a conclu que l'UE devrait promouvoir une approche stratégique globale plus axée sur la durabilité, envisager d'accroître l'aide allouée à la protection sociale et soutenir l'élaboration de systèmes appropriés de suivi et d'évaluation.

Les interventions de l'instrument de préadhésion II de 2019 continuent d'appuyer les priorités politiques de la Commission européenne, en particulier les fondamentaux de l'élargissement tels que l'état de droit et la gouvernance démocratique, la croissance économique et l'emploi, ainsi que d'autres grandes priorités, telles que le programme de connectivité et la sécurité. Les priorités définies dans l'état de l'Union ainsi que celles fixées dans la stratégie en faveur des Balkans occidentaux ⁽²⁶⁶⁾ de février 2018 seront intégrées dans les programmes de 2019 et 2020. À la suite de l'adoption de la stratégie en faveur des Balkans occidentaux, de la déclaration de Sofia ⁽²⁶⁷⁾ et du paquet élargissement, l'accent sera davantage mis sur la dimension régionale de la compétitivité, de la recherche et de l'innovation et sur les mesures que les pays devront adopter en vue de créer une zone économique régionale. Le soutien apporté à l'éducation et à l'emploi, au moyen d'actions visant à appuyer la réforme des systèmes de formation professionnelle, et par l'intermédiaire de services sociaux et d'aide à l'emploi destinés aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables (y compris les Roms), reste également une priorité.

Il convient d'assurer une continuité au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027. L'accent important mis sur les résultats est maintenu et simplifié, afin de faciliter le contrôle et l'établissement de rapports, ainsi que de constituer une réelle incitation pour les bénéficiaires.

⁽²⁶⁵⁾ Le programme régional de logement est une initiative conjointe de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie. <http://regionalthousingprogramme.org/>.

⁽²⁶⁶⁾ https://ec.europa.eu/commission/news/strategy-western-balkans-2018-feb-06_fr

⁽²⁶⁷⁾ https://www.consilium.europa.eu/media/34778/sofia-declaration_fr.pdf

Instrument européen de voisinage

Objectifs du programme

Le programme vise à mettre en place une **zone de prospérité partagée et de bon voisinage** couvrant l'Union et les pays partenaires, par l'instauration de relations privilégiées fondées sur la coopération, la paix et la sécurité, la responsabilisation réciproque et l'attachement partagé aux valeurs universelles que sont la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme, conformément au traité sur l'Union européenne.

L'instrument européen de voisinage ⁽²⁶⁸⁾ est le principal instrument financier de mise en œuvre de la politique européenne de voisinage ⁽²⁶⁹⁾, qui soutient **les réformes politiques et économiques** en vue de créer **un espace de stabilité, de sécurité et de prospérité** au sein du voisinage direct de l'UE. L'instrument appuie les priorités clés des relations bilatérales entre l'UE et ses pays voisins ⁽²⁷⁰⁾: la démocratie et l'état de droit, un développement économique durable, la sécurité, la migration et la mobilité.

 <p>Promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'état de droit, les principes d'égalité et la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes.</p>	 <p>Parvenir à une intégration progressive dans le marché intérieur de l'Union et à une coopération sectorielle et intersectorielle plus poussée.</p>
 <p>Créer les conditions propices à une meilleure organisation de la migration légale et à une mobilité bien gérée des personnes.</p>	 <p>Contribuer au développement, intelligent, durable et inclusif dans tous ses aspects.</p>
 <p>Promouvoir des mesures propres à instaurer la confiance, des relations de bon voisinage et d'autres mesures contribuant à la sécurité sous toutes ses formes ainsi qu'à la prévention et au règlement des conflits.</p>	 <p>Renforcer la collaboration au niveau sous-régional, régional et à l'échelle du voisinage européen, ainsi que la coopération transfrontalière.</p>

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, un montant de 2,38 milliards d'EUR a été engagé au profit de programmes de coopération bilatérale, régionale et transfrontière (y compris de projets financés par les fonds fiduciaires de l'UE: **le fonds fiduciaire de l'UE en réponse à la crise syrienne**, **le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique** et **la facilité d'investissement pour le voisinage**), qui répondent aux défis exposés dans le cadre de la politique de voisinage.

⁽²⁶⁸⁾ Règlement (UE) n° 232/2014 du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage.

⁽²⁶⁹⁾ Dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), révisée en novembre 2015, l'UE travaille de concert avec ses voisins méridionaux et orientaux pour encourager la stabilisation, la sécurité et la prospérité, dans le droit fil de la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne.

⁽²⁷⁰⁾ Les pays partenaires sont les suivants: Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Égypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Moldavie, Syrie, Palestine**, Tunisie et Ukraine. (** Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.)

D'après la politique européenne de voisinage révisée⁽²⁷¹⁾, la stabilisation demeure le principal objectif politique au sein du voisinage méridional. Cet objectif est poursuivi, d'une part, grâce au soutien en faveur de la croissance économique, de la bonne gouvernance, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme et, d'autre part, grâce à l'amélioration de la sécurité et de la coopération avec les pays partenaires en matière de migration et de mobilité.

L'instrument s'est révélé être un dispositif souple et réactif pour répondre aux priorités politiques et réagir à des crises prolongées (crise des réfugiés, crises en Syrie et en Ukraine).

L'instrument européen de voisinage a joué un rôle clé dans la réponse de l'UE aux crises qui ont éclaté dans le **voisinage méridional**.

Par l'intermédiaire de l'instrument européen de voisinage, l'UE a réagi à la **crise syrienne** en répondant aux besoins globaux de la population syrienne sur le territoire national ainsi que dans les pays voisins (Iraq, Jordanie et Liban). Une partie de ce financement a été allouée pour mise en œuvre au fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne. Au 30 septembre 2018, plus de 1,9 million de personnes bénéficiaient d'une aide au titre des différents projets. Ce chiffre se base sur les 40 premiers projets du fonds fiduciaire de l'UE, pour un montant équivalent à 800 millions d'EUR. Le fonds fiduciaire de l'UE est principalement actif en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie, et couvre les secteurs de l'éducation, des moyens de subsistance, de la santé ainsi que de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Les actions ayant trait à l'éducation et à la protection affichent des progrès considérables. Plus de 200 000 enfants et jeunes ont désormais accès à l'enseignement élémentaire et supérieur, à un soutien psychosocial et à une protection contre les violences sexistes. À ce jour, le bilan des résultats obtenus dans le secteur de **l'éducation** est le suivant: 180 356 personnes bénéficient d'un accès à l'enseignement élémentaire; 12 646 enseignants ont été formés; 177 infrastructures scolaires ont été construites ou renouvelées; 6 501 jeunes ont accès à l'enseignement supérieur et à l'éducation continue.

L'instrument européen de voisinage finance les fonds fiduciaires régionaux de l'UE ainsi que d'autres instruments tels que l'instrument de coopération au développement. À titre d'exemple, le fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne vise à améliorer les **moyens de subsistance** des réfugiés et des communautés d'accueil, grâce à une amélioration de l'employabilité, une meilleure capacité financière et un renforcement des capacités de production des groupes cibles. Ainsi, 75 317 personnes et 738 organisations, y compris des micro, petites et moyennes entreprises, ont pu bénéficier dans la région d'une amélioration de leurs moyens de subsistance.

Grâce à ce fonds fiduciaire de l'Union, 856 889 personnes ont eu accès aux **soins de santé**, 3 838 membres du personnel de santé ont bénéficié d'une formation et 66 centres de santé primaire et hôpitaux situés dans la région ont été équipés ou renouvelés. Dans les secteurs de **l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène**, 59 944 personnes ont bénéficié du fonds fiduciaire de l'Union. Sur les 128 infrastructures de distribution d'eau et de traitement des eaux usées prévues, 37 ont été construites au total.

En tant qu'instrument spécialement conçu pour faire face à la **crise migratoire dans le voisinage de l'UE**, le volet **Afrique du Nord** du **fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique**⁽²⁷²⁾ a continué d'accroître considérablement sa portée grâce à 10 nouveaux programmes approuvés en 2018 dans cinq pays pour un montant de 285 millions d'EUR, y compris des contributions à deux programmes transrégionaux et l'expansion d'actions actuellement en cours. En **Libye**, l'UE a approfondi son appui en faveur de la gouvernance locale et des municipalités au cours de l'année 2018, portant à plus de 100 millions d'EUR le montant total des contributions allouées en 2018 par l'UE aux municipalités libyennes, dont 49 ont bénéficié d'un soutien (soit 42 % de l'ensemble des municipalités du pays). Réparties sur l'ensemble du territoire libyen, les activités ciblent différentes régions et mettent l'accent sur le développement des capacités des autorités locales ainsi que sur le renforcement des relations entre les acteurs municipaux, qu'ils soient étatiques ou non.

⁽²⁷¹⁾ Réexamen de la politique européenne de voisinage (JOIN(2015) 50 final du 18.11.2015).

⁽²⁷²⁾ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/north-africa_en.

La Cour des comptes européenne a réalisé un audit du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et a conclu dans son rapport spécial⁽²⁷³⁾ que celui-ci constitue un instrument souple, mais n'est pas assez ciblé dans sa conception. La Cour des comptes a constaté que ce fonds fiduciaire lançait des projets plus rapidement que d'autres instruments traditionnels et qu'il parvenait globalement à en accélérer la mise en œuvre. Elle a noté qu'il était possible d'améliorer la qualité des objectifs du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, la procédure de sélection des projets, le rythme de mise en œuvre ainsi que le suivi du fonds fiduciaire.

L'UE demeure un partenaire majeur des pays du **Partenariat oriental**. Le sommet du Partenariat oriental à Bruxelles a marqué le début d'une nouvelle approche de cet étroit partenariat, grâce à l'adoption du document intitulé «**20 Deliverables for 2020**»⁽²⁷⁴⁾, qui énonce des objectifs fixés d'un commun accord dans quatre domaines prioritaires pour les réformes en cours dans les pays partenaires: une économie, une gouvernance, une connectivité et une société plus fortes.

L'**instrument européen de voisinage** a abouti aux résultats concrets suivants.

- Depuis le lancement du Partenariat oriental en 2009, l'UE a soutenu plus de 70 000 entreprises, garanti des prêts pour un montant de 2 milliards d'EUR, et créé plus de 28 000 emplois.
- Depuis 2009, Erasmus + a permis à plus de 30 000 étudiants et universitaires issus de pays membres du Partenariat oriental d'étudier ou d'enseigner dans des États membres de l'UE. En septembre 2018, la première école européenne en dehors de l'UE a ouvert ses portes et a accueilli ses 30 premiers écoliers. Une deuxième année est actuellement en cours de préparation.
- «EU4Business» — une initiative-cadre qui couvre l'ensemble du soutien apporté par l'UE aux petites et moyennes entreprises au sein de la région du Partenariat oriental — améliore à la fois l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises ainsi que l'environnement dans lequel elles évoluent au sein de la région. Fort d'un portefeuille actif d'un montant supérieur à 260 millions d'EUR d'aides de l'UE (en complément d'autres formes de soutien), EU4Business a soutenu plus de 57 000 petites et moyennes entreprises (50 000 entreprises supplémentaires bénéficieront également d'une assistance dans les années à venir).
- En 2016, la décision d'étendre les réseaux transeuropéens de transport au voisinage oriental à l'horizon 2030 a été prise, ce qui constitue une avancée concrète vers de meilleures connexions et une approche rationalisée de l'investissement dans les infrastructures. Cette décision vient compléter les réformes opérées dans le secteur en vue de renforcer la sécurité et la sûreté des transports et de les rendre plus respectueux de l'environnement.
- Plus de 300 municipalités au sein des pays du Partenariat oriental, soit une population de 20 millions d'habitants, ont signé la convention des maires de l'UE. Celle-ci permettra de réduire les émissions de CO₂ de près de 20 millions de tonnes d'ici 2020, ce qui représente l'équivalent de près de 500 millions d'arbres plantés.

Analyse et évaluation

D'après l'évaluation à mi-parcours⁽²⁷⁵⁾, l'instrument européen de voisinage est globalement pertinent et adapté aux objectifs poursuivis. Il a permis à l'UE de mettre en œuvre la politique de voisinage révisée. L'instrument a également démontré sa capacité à répondre de façon souple aux multiples crises et aux nouveaux défis auxquels le voisinage est confronté, en particulier en Ukraine et en Tunisie.

En 2018, la Commission a mené une analyse d'impact⁽²⁷⁶⁾ portant sur l'ensemble de la rubrique de l'action extérieure «L'Europe dans le monde» au titre du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Cette analyse a notamment conclu que la plupart des instruments extérieurs (à l'exception de ceux d'une nature très spécifique) gagneraient à être intégrés au sein d'un seul et même instrument, y compris l'instrument

⁽²⁷³⁾ Cour des comptes de l'UE, *Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique: un instrument souple mais pas assez ciblé, Rapport spécial 32/2018*.

⁽²⁷⁴⁾ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/news/eu-identifies-20-key-deliverables-2020-eastern-partnership_en.

⁽²⁷⁵⁾ SWD(2017) 602 https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/swd-mid-term-review-eni_en_0.pdf p. 32.

⁽²⁷⁶⁾ SWD(2018) 337 <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2018/EN/SWD-2018-337-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>.

européen de voisinage. Un instrument de large portée conférerait une approche plus globale sur le plan géographique et thématique, ce qui faciliterait une mise en œuvre transrégionale, multisectorielle et globale des différentes politiques. L'UE pourrait favoriser des réponses cohérentes et un bénéfice mutuel, ce qui supprimerait les cloisonnements d'ordre thématique et géographique.

Dans ce contexte, la Commission a adopté le 14 juin 2018 une proposition portant création d'un instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale ⁽²⁷⁷⁾. Ce nouvel instrument propose de préserver les spécificités essentielles du partenariat spécial avec les partenaires du programme européen de voisinage, tout en garantissant une cohérence accrue, un bénéfice mutuel («synergies»), une souplesse et une simplification. Il comporte un volet consacré au voisinage, qui prévoit des dispositions spécifiques applicables au voisinage oriental et méridional. Ces spécificités et principes essentiels sont maintenus et renforcés, notamment l'approche axée sur les résultats («donner plus pour recevoir plus») et l'approche différenciée, ce qui incite à engager des réformes politiques et économiques définies d'un commun accord. Il est également proposé de reconduire la coopération transfrontière entre les États membres de l'UE et leurs pays partenaires, dans le voisinage tant oriental que méridional, à la lumière des résultats très positifs obtenus jusqu'à présent.

Instrument de financement de la coopération au développement (ICD)

Objectifs du programme

L'objectif premier de l'**instrument de financement de la coopération au développement** ⁽²⁷⁸⁾ est de réduire et, à long terme, d'éradiquer la pauvreté. Il contribue en outre à atteindre une série d'objectifs en matière d'action extérieure de l'UE, notamment favoriser un développement économique, social et environnemental durable et promouvoir la démocratie, l'état de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme; préserver la paix et prévenir les conflits; améliorer la qualité de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles mondiales; venir en aide aux populations, aux pays et aux régions en proie à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine; et promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale. Grâce à l'instrument de financement de la coopération, l'UE vise également à s'assurer que les effets positifs et négatifs de la migration sur le développement sont pris en considération dans les stratégies de développement nationales et régionales. L'instrument apporte également une aide aux pays qui souhaitent renforcer leur gouvernance des flux migratoires dans l'optique d'obtenir des résultats en matière de développement.

L'instrument de financement de la coopération couvre l'ensemble des pays en développement, à l'exception des pays éligibles à un financement au titre de l'instrument de préadhésion. Il se compose de trois volets: 1) les programmes géographiques; 2) les programmes thématiques visant 2.1) à financer des biens publics mondiaux et 2.2) à soutenir des organisations de la société civile et des autorités locales; 3) le programme panafricain, qui finance la mise en œuvre de la stratégie commune UE-Afrique.

Objectif global: réduire et, à long terme, éradiquer la pauvreté



Favoriser un développement économique, social et environnemental durable.



Consolider et soutenir la démocratie, l'état de droit, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et les principes du droit international applicables.

⁽²⁷⁷⁾ COM(2018) 460 <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-460-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>.

⁽²⁷⁸⁾ Règlement (UE) n° 233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, 2 981 milliards d'EUR ont été alloués à l'instrument de financement de la coopération au développement. Les ressources affectées pour la période 2014-2020 s'élèvent à 19,661 milliards d'EUR ⁽²⁷⁹⁾. La mise en œuvre du programme repose sur une gestion directe (essentiellement sous la forme de subventions) et indirecte, en coopération avec les organisations internationales, les agences des États membres et les pays bénéficiaires.

Dans le cadre de l'instrument de financement de la coopération au développement, l'aide bilatérale européenne s'est de plus en plus portée sur les pays qui en ont davantage besoin. Cette même hiérarchisation des priorités s'applique aussi à l'échelle nationale, en concentrant l'aide sur un nombre limité de secteurs dans chaque pays partenaire.

Obstacles entravant la performance des programmes de coopération au développement ⁽²⁸⁰⁾

Tout au long d'une année 2018 complexe, diverses crises ont exacerbé les situations déjà fragiles et instables qui affectent bon nombre des pays partenaires. Un grand nombre de pays partenaires sont encore marqués par une fragilité due notamment aux problèmes politiques, aux conflits, à la corruption et à une gouvernance faible. Les situations de crise, la volatilité politique et l'instabilité économique sont autant de menaces pour la mise en œuvre des programmes (en particulier dans des domaines «sensibles» tels que les droits de l'homme et la démocratie ainsi que la migration et la sécurité), ce qui rend plus que jamais nécessaires les actions de résilience. Le rétrécissement continu de l'espace dévolu à la société civile, à l'état de droit, à la démocratie et aux droits de l'homme compromet les résultats, tout en affaiblissant nos partenaires. Les questions transnationales, y compris **le terrorisme et la migration irrégulière**, n'ont eu de cesse d'évoluer et de prendre davantage d'importance. *En 2018*, les crises et/ou incidents politiques et sécuritaires ont eu des répercussions sur le travail des délégations de l'UE dans plusieurs pays. Toutes ces menaces sous-jacentes et ces situations difficiles représentent des défis majeurs pour les pays partenaires, pour les programmes de coopération gérés par la Commission et pour le travail des délégations de l'UE.

Les délégations de l'UE rencontrent particulièrement des **difficultés pour recruter** du personnel expérimenté et qualifié. Il en résulte des vacances de poste de plusieurs mois qui sont difficiles à gérer, eu égard en particulier à une charge de travail déjà lourde. Ces problèmes de recrutement sont particulièrement exacerbés dans les pays en proie aux difficultés et à l'insécurité.

En outre, de nombreuses régions sont exposées à des **catastrophes liées au changement climatique** et sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et aux effets négatifs du changement climatique.

Fonds fiduciaire de l'Union européenne en faveur de la Colombie

En **Colombie**, le soutien apporté aux efforts de consolidation de la paix a formé la pierre angulaire des relations entre le pays et l'UE au cours des 20 dernières années. L'ensemble des parties reconnaissent l'UE comme un acteur clé du soutien en faveur de l'accord de paix en Colombie. L'aide est acheminée principalement par l'intermédiaire du **fonds fiduciaire de l'UE en faveur de la Colombie**, qui a passé, *en 2018*, un contrat avec 18 projets au total pour un montant de 59,5 millions d'EUR. Tous les projets sont axés sur le développement rural dans les régions les plus pauvres et les plus touchées par le conflit, grâce à la réinsertion des anciens combattants, à la stimulation de **l'activité économique et de la productivité, et au rétablissement du tissu social**.

⁽²⁷⁹⁾ Fiche de programme 2018, p. 21.

⁽²⁸⁰⁾ Direction générale de la coopération internationale et du développement, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 47.

Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Le **fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique** vise à traiter les questions liées à la migration et aux déplacements forcés et à stimuler le développement socioéconomique, en contribuant entre autres à la création de nouveaux emplois décents dans de nombreux pays africains partenaires. Le 31 décembre 2018, 187 projets, représentant un montant de 3 589,9 millions d'EUR, avaient été approuvés dans le cadre du fonds fiduciaire, dans les régions du Sahel, du lac Tchad et de la Corne et du nord de l'Afrique. Le programme consiste essentiellement à favoriser des niveaux élevés d'emploi décent et productif, y compris au moyen de l'enseignement et de la formation professionnels, et à promouvoir l'extension de la couverture de protection sociale par la mise en place de systèmes et de seuils de protection sociale définis à l'échelon national.

Fonds fiduciaire Bêkou pour la République centrafricaine

Le **fonds fiduciaire Bêkou pour la République centrafricaine**, qui opère au cœur du lien entre aide humanitaire et développement, joue un rôle unique dans la promotion de la stabilisation et de la paix en créant des emplois, en fournissant des services de base, en promouvant le dialogue social et en renforçant la résilience de la collectivité. Compte tenu des plus de 694 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et des 543 000 réfugiés dans les pays voisins, le retour en toute sécurité des civils et leur réinsertion au sein des communautés constituent une pièce maîtresse du processus de consolidation de la paix en République centrafricaine.

Boîte à outils en faveur de l'enseignement et de la formation professionnels

Parmi les progrès notoires accomplis *en 2018*, particulièrement axés sur **l'employabilité des jeunes**, figurent le lancement de la boîte à outils en faveur de l'enseignement et de la formation professionnels. Celle-ci offre des services de conseil visant à renforcer les liens entre le système d'enseignement et de formation professionnels et les entreprises au sein des pays partenaires, ce qui contribue à la réalisation des objectifs de développement durable n° 4 (éducation de qualité) et n° 8 (travail décent et croissance économique). Cet exemple illustre l'approche plus globale adoptée à l'égard de l'emploi, telle qu'elle a été préconisée dans la communication⁽²⁸¹⁾ relative à une nouvelle alliance Afrique - Europe pour des investissements et des emplois durables, annoncée par le président Juncker en septembre 2018.

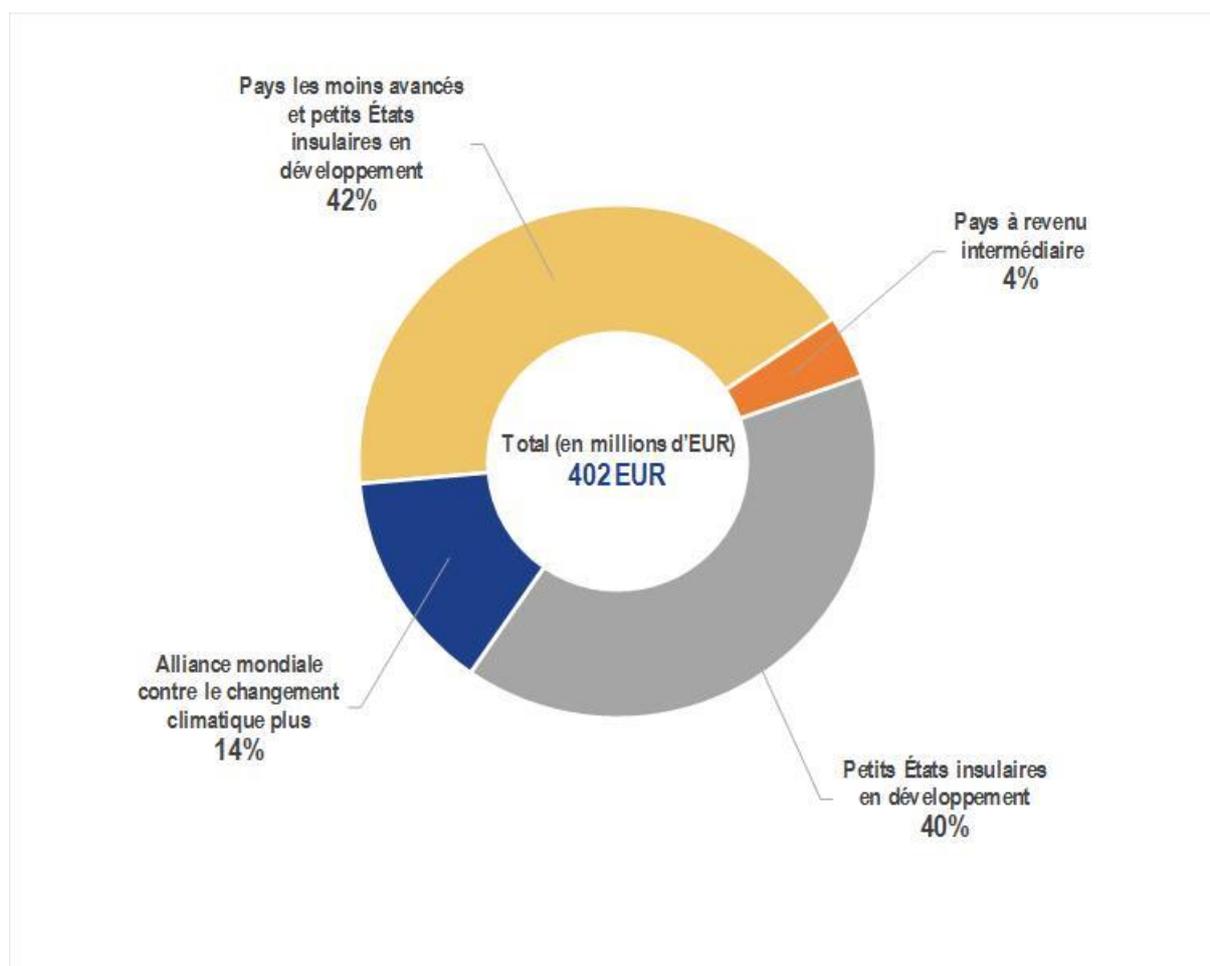
L'alliance mondiale contre le changement climatique plus⁽²⁸²⁾

L'Alliance mondiale contre le changement climatique plus⁽²⁸³⁾ est une initiative phare de l'UE visant à contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 13 (action climatique). Elle a pour vocation d'aider les pays partenaires les plus vulnérables aux changements climatiques (principalement des petits États insulaires en développement et des pays parmi les moins avancés) à renforcer leur résilience climatique.

⁽²⁸¹⁾ COM (2018) 643 final, <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-643-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>.

⁽²⁸²⁾ Direction générale de la coopération internationale et du développement, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 16.

⁽²⁸³⁾ <http://www.gcca.eu/fr>



Graphique: l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus — répartition géographique des projets depuis le lancement du programme ⁽²⁸⁴⁾.

Source: Rapport annuel d'activité 2018, direction générale de la coopération internationale et du développement, p. 16.

Les nouveaux projets approuvés *en 2018* englobent 10 actions nationales et un programme plurinational (*Local Climate Adaptive Living Facility*, le mécanisme de financement de l'adaptation au changement climatique au niveau local) qui ont pour vocation d'améliorer l'accès des autorités locales au financement de l'action climatique.

«Switch to Green» ⁽²⁸⁵⁾

La Commission a continué de soutenir «Switch to Green», le programme phare de l'UE en matière d'économie verte, auquel elle a alloué environ 300 millions d'EUR au cours des dix dernières années. La récente évaluation ⁽²⁸⁶⁾ de la coopération de l'UE en matière d'économie verte a débouché sur des conclusions positives concernant le programme «Switch to Green». Elle a notamment souligné «ses effets importants en ce qui concerne l'adoption de pratiques de consommation et de production durables ainsi que la hausse des niveaux d'investissements des micro, petites et moyennes entreprises, ce qui contribue notamment à la création d'emplois «verts» ⁽²⁸⁷⁾».

⁽²⁸⁴⁾ Alliance mondiale contre le changement climatique + (AMCC+). Le graphique montre que le soutien apporté par l'UE est principalement destiné aux pays les moins avancés (PMA) et aux petits États insulaires en développement (PEID). Les pays qui sont à la fois des PMA et des PEID sont placés dans une catégorie spécifique car leur vulnérabilité aux changements climatiques est encore plus élevée et répond au principe du programme à l'horizon 2030 consistant à ne laisser personne de côté.

⁽²⁸⁵⁾ Direction générale de la coopération internationale et du développement, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 17.

⁽²⁸⁶⁾ <https://europa.eu/capacity4dev/public-environment-climate/documents/scp-evaluation-full-package-publications>

⁽²⁸⁷⁾ Direction générale de la coopération internationale et du développement, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 17.

Les pays africains ont un véritable intérêt économique à investir dans l'énergie solaire. Un accroissement de la part de l'énergie solaire dans le bouquet énergétique soulagera les finances publiques des déficits structurels des entreprises publiques d'approvisionnement en électricité. Des premières mesures fructueuses ont été prises dans le domaine de l'énergie renouvelable, notamment en Afrique de l'Ouest. Des installations photovoltaïques et des éoliennes connectées au réseau, qui sont en cours de préparation, construites ou opérationnelles, produiront plus de 600 mégawatts d'électricité.

En 2018, la centrale solaire d'une puissance de crête de 33 mégawatts, située à Zagtouli (Burkina Faso) et cofinancée par l'UE, est devenue pleinement opérationnelle.

L'UE cofinance actuellement cinq autres centrales solaires en Afrique de l'Ouest: à Gorou Banda et Agadez (Niger), à Defissol (Bénin), à Odienné (Côte d'Ivoire) et à Bauchi (Nigéria). Au total, les fonds de l'UE ont contribué à la production de 206 mégawatts-crête supplémentaires en Afrique de l'Ouest.

Analyse et évaluation

D'après l'évaluation à mi-parcours⁽²⁸⁸⁾ de l'instrument de financement de la coopération au développement, celui-ci demeure globalement pertinent et adapté aux objectifs poursuivis. Il est largement conforme à la nouvelle approche (le nouveau consensus européen pour le développement et le programme de développement durable à l'horizon 2030, par exemple), même si la mise en œuvre de certaines priorités risque de s'avérer difficile dans sa forme actuelle. L'évaluation a également souligné que, même si certains éléments montrent une cohérence entre l'instrument de financement de la coopération au développement et d'autres instruments de financement extérieur, d'une part, et les politiques d'action extérieure de l'UE, d'autre part, une approche plus stratégique s'impose.

Cette préoccupation a été prise en considération *en 2018*, lorsque la Commission a mené une analyse d'impact portant sur la rubrique de l'action extérieure «L'Europe dans le monde» au titre du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Il a été estimé que la réorganisation de plusieurs instruments en un instrument de large portée permettrait de rationaliser leurs systèmes de gestion et de contrôle et de réduire ainsi la charge administrative qui pèse sur toutes les parties prenantes. La simplification du système de contrôle permettrait aux institutions concernées d'avoir une vue d'ensemble plus claire et globale des dépenses extérieures de l'UE. Dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027, le Fonds européen de développement est intégré dans un nouvel instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale⁽²⁸⁹⁾, qui répond aux objectifs de l'action extérieure de l'UE.

Fonds européen pour le développement durable (FEDD)

L'objectif général du **Fonds européen pour le développement durable**⁽²⁹⁰⁾ est de contribuer à la réalisation des objectifs du programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030, notamment l'éradication de la pauvreté, ainsi qu'au respect des engagements pris au titre de la politique européenne de voisinage récemment révisée. Grâce à un soutien apporté aux investissements en Afrique et dans le voisinage, le Fonds européen pour le développement durable a également pour ambition de s'attaquer à des causes socioéconomiques spécifiques à l'origine des migrations, y compris les migrations irrégulières, et de contribuer à la réinsertion durable des migrants qui retournent dans leur pays d'origine et au renforcement des communautés de transit et d'accueil.

La garantie du Fonds européen pour le développement durable couvrira des portefeuilles d'investissement à mettre en œuvre par des contreparties éligibles dans des domaines ciblés, dénommés «**fenêtres d'investissement**». Figurent parmi la première série de fenêtres d'investissement: l'énergie renouvelable et

⁽²⁸⁸⁾ SDW(2017) 600 final https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/swd-mid-term-review-dci_en_0.pdf.

⁽²⁸⁹⁾ COM(2018) 460.

⁽²⁹⁰⁾ Règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil du 26 septembre 2017 instituant le Fonds européen pour le développement durable (FEDD), la garantie FEDD et le fonds de garantie FEDD.

la connectivité; le financement des micro, petites et moyennes entreprises; l'agriculture durable, le développement rural et l'agro-industrie; les villes durables et le numérique au service de l'environnement.

À la fin de l'année 2018⁽²⁹¹⁾, la première garantie a été signée avec la FMO (De Nederlandse Financieringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden), la banque néerlandaise de développement, en faveur du mécanisme NASIRA⁽²⁹²⁾ de partage des risques⁽²⁹³⁾. Ce mécanisme utilisera un montant de 75 millions d'EUR de fonds de l'UE pour mobiliser jusqu'à un milliard d'EUR d'investissements au profit d'entrepreneurs en Afrique subsaharienne et dans le voisinage de l'UE. Il devrait créer et soutenir jusqu'à 800 000 emplois et profiter à ceux qui éprouvent des difficultés pour accéder à des prêts abordables, tels que les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les réfugiés, les femmes et les jeunes.

La garantie du Fonds européen pour le développement durable contribue à accroître l'investissement au sein des pays partenaires qui en ont besoin, y compris dans des zones et secteurs à haut risque. Il a connu un début prometteur⁽²⁹⁴⁾. Dans ce contexte, **l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale** proposé **au titre du cadre financier pluriannuel pour l'après-2020** inclura le Fonds européen pour le développement durable. L'intégration du fonds dans l'instrument de large portée devrait simplifier le cadre juridique et accroître l'efficacité des processus et des opérations. Elle devrait améliorer la visibilité offerte par les instruments fragmentés actuels et favoriser une meilleure communication sur les incidences et les résultats. L'harmonisation et la complémentarité des actions en seraient renforcées⁽²⁹⁵⁾.

Programme d'aide humanitaire de l'UE

Objectifs du programme

Le programme d'aide humanitaire vise à fournir **un secours et une protection aux populations touchées par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine**. L'Union européenne et ses États membres étant ensemble les plus grands pourvoyeurs mondiaux d'aide humanitaire, ils jouent un rôle central dans la lutte contre les problèmes humanitaires. Le programme d'aide humanitaire fournit une aide aux populations les plus vulnérables dans les pays frappés par des crises, y compris par des «crises oubliées» (les crises recevant peu d'attention médiatique et peu couvertes par les médias).

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018⁽²⁹⁶⁾, la Commission européenne a alloué plus de 1,4 milliard d'EUR d'aides⁽²⁹⁷⁾ aux personnes les plus vulnérables dans plus de 90 pays, couvrant plus de 144 millions de bénéficiaires⁽²⁹⁸⁾.

⁽²⁹¹⁾ Direction générale de la coopération internationale et du développement, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 32.

⁽²⁹²⁾ Pour un complément d'information sur Nasira, rendez-vous sur le site: www.nasira.info.

⁽²⁹³⁾ NASIRA remédiera aux risques élevés, aussi bien perçus que réels, liés aux prêts accordés aux entrepreneurs défavorisés dans les pays du voisinage de l'UE et en Afrique subsaharienne, nombre d'entre eux ayant été contraints de fuir leur domicile. Ce mécanisme leur donnera accès à des prêts à l'investissement en offrant aux établissements financiers locaux, tels que les banques et les institutions de microfinance, des garanties de portefeuille contenant des prêts aux entrepreneurs. <https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/181213-ejp-28-garantees-brochure-final.pdf>.

⁽²⁹⁴⁾ Référence à l'actuel Fonds européen pour le développement durable dans la proposition de CFP COM(2018) 460 final <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-460-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>, p. 7.

⁽²⁹⁵⁾ Voir SWD (2018) 337 final <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018SC0337&from=EN>, p. 24.

⁽²⁹⁶⁾ Fiche de programme, Aide humanitaire DG ECHO, p. 2.

⁽²⁹⁷⁾ En 2018, la part du budget de l'UE consacrée à l'aide humanitaire s'est élevée à 1,4 milliard d'EUR (ce montant n'inclut pas le Fonds européen de développement et les recettes affectées externes). En 2018, l'UE a consacré un montant total de 1,6 milliard d'EUR à l'aide humanitaire si l'on y inclut également les recettes affectées externes engagées par les États membres pour la facilité en faveur des réfugiés en Turquie, les opérations en Afrique centrale et occidentale, les crédits du Fonds européen de développement (45,6 millions d'EUR) ainsi que l'aide d'urgence au sein de l'UE (199 millions d'EUR).

⁽²⁹⁸⁾ Ces statistiques se fondent sur une agrégation du nombre estimé de «bénéficiaires des actions», tel que déclaré par les partenaires qui mettent en œuvre les projets humanitaires financés par ECHO. Une seule personne bénéficiaire ayant besoin d'une aide humanitaire peut bénéficier de plusieurs actions humanitaires et de plusieurs projets.

En 2018, les pays les plus vulnérables ont bénéficié de plus de la moitié du budget consacré à l'aide humanitaire. Les «crises oubliées» ont quant à elles bénéficié de 33,9 % du budget. 62 % des contrats ont été conclus dans un laps de temps très court (11 jours). En outre, l'UE s'est engagée à renforcer les capacités et la résilience des communautés vulnérables et a mis en œuvre un plan d'action pour la résilience, dont 80 % des actions sont en cours de réalisation ⁽²⁹⁹⁾.

L'UE continue de fournir une aide et un soutien vitaux à des millions de personnes en Syrie, ce qui illustre la réponse qu'elle apporte aux crises majeures. L'aide est délivrée par l'ensemble des centres humanitaires, y compris au-delà des lignes de conflit et des points de passage frontalier. L'aide contribue à la fourniture indispensable de denrées alimentaires, de médicaments, d'eau et d'abris à des millions de Syriens directement touchés par le conflit ou déplacés à l'intérieur du pays à cause de celui-ci. Au Liban voisin, les fonds de l'UE ont contribué à apporter aux réfugiés les plus vulnérables une assistance en espèces et à fournir des soins de santé («secondaires») permettant de sauver des vies, un enseignement informel, des abris (ainsi qu'un approvisionnement en eau et des infrastructures d'assainissement et d'hygiène), pour améliorer les conditions de vie des familles vulnérables les plus touchées par les déplacements. En Turquie et en Jordanie, l'UE soutient les réfugiés les plus vulnérables, au moyen, entre autres, d'une assistance en espèces, considérée comme la méthode la plus économique et respectueuse qui soit ⁽³⁰⁰⁾.

La crise au Yémen ⁽³⁰¹⁾

Pendant la majeure partie de l'année 2018, la situation au Yémen est restée marquée par le conflit en cours, qui affecte directement les civils et entraîne des violations flagrantes du droit humanitaire international. La crise au Yémen est la plus grave crise humanitaire dans le monde. D'après les Nations unies, à la fin de l'année 2018, 22,2 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire et/ou d'une protection.

En 2018, l'UE a déployé des efforts considérables pour intensifier sa réponse à la crise au Yémen, ce qui a porté le montant total de sa contribution à 127,5 millions d'EUR. Grâce à cette contribution, l'UE appuie des interventions permettant de sauver la vie des populations touchées par le conflit ainsi que celles des personnes affectées par l'insécurité alimentaire et la crise nutritionnelle et sanitaire. La protection, la logistique, l'enseignement dans les situations d'urgence et les activités de plaidoyer sont mis en œuvre en grandeur réelle ou soutenus par des projets indépendants. Plus de 14 millions de personnes vulnérables ont pu bénéficier de cette aide.

Analyse et évaluation

D'après les conclusions de l'évaluation globale de l'aide humanitaire de l'UE pour la période 2012-2016 ⁽³⁰²⁾, l'aide de l'UE a contribué de manière positive à sauver des vies, à réduire la morbidité et la souffrance ainsi qu'à améliorer la dignité des conditions de vie des populations victimes de catastrophes. Le montant du financement affecté aux actions d'aide humanitaire a permis à l'UE d'avoir un véritable impact sur le terrain, en répondant aux besoins d'un nombre important de bénéficiaires partout dans le monde. Dans les régions où l'UE n'a alloué qu'un financement limité par rapport à son enveloppe globale, l'évaluation a révélé qu'elle pouvait également avoir une incidence positive sur le terrain en sélectionnant des projets avec un haut potentiel d'effets de levier ou multiplicateurs.

Cependant, l'évaluation a également conclu qu'il était possible pour la Commission de s'orienter vers une coopération accrue et plus stratégique avec les partenaires clés pour simplifier les procédures et permettre une approche mieux articulée et plus cohérente de l'aide humanitaire, en particulier si cela s'accompagne d'une démarche dans le sens d'une programmation et d'un financement pluriannuels. En parallèle, la Commission aura encore besoin de son équipe diversifiée de partenaires-cadres, y compris ceux qui sont de taille relativement petite et/ou moyenne, compte tenu de leur présence géographique et/ou de leur expertise sectorielle ou thématique spécifique ⁽³⁰³⁾. Au titre du prochain programme-cadre pluriannuel 2021-2027, le

⁽²⁹⁹⁾ Fiche de programme, DG ECHO Aide humanitaire, p. 2.

⁽³⁰⁰⁾ Fiche de programme, DG ECHO Aide humanitaire, p. 2.

⁽³⁰¹⁾ Direction générale de la protection civile et de l'aide humanitaire, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 19.

⁽³⁰²⁾ *Comprehensive evaluation of EU humanitarian aid in the period 2012-2016* SWD(2019) 3, p. 74.

⁽³⁰³⁾ *Comprehensive evaluation of EU humanitarian aid in the period 2012-2016* SWD(2019) 3, p. 80.

programme d'aide humanitaire de l'UE continuera de fournir une aide d'urgence et vitale aux personnes frappées par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine.

Initiative des volontaires de l'aide de l'UE

L'initiative des volontaires de l'aide de l'UE réunit bénévoles et organisations de différents pays, en apportant une aide pratique aux projets d'aide humanitaire et en contribuant au renforcement des moyens locaux et de la résilience des communautés affectées par les catastrophes.

Les catastrophes humanitaires ont considérablement renforcé la pression pesant sur les organisations humanitaires et ces dernières ont besoin d'un plus grand nombre de personnes qualifiées. L'initiative des volontaires de l'aide de l'UE offre la chance aux citoyens européens d'exprimer leur solidarité en collaborant à des projets humanitaires à travers le monde, tout en aidant les organisations à couvrir leurs besoins spécifiques en personnel.

En décembre 2018, l'initiative des **volontaires de l'aide de l'UE** avait financé 728 organisations d'envoi et d'accueil⁽³⁰⁴⁾. Ce soutien vise à renforcer leurs moyens, à apporter une assistance technique et à gérer le déploiement de volontaires auprès de communautés touchées par des catastrophes.

Une plateforme a été créée (la plateforme des volontaires de l'aide de l'UE⁽³⁰⁵⁾) en appui de la mise en œuvre de ce programme afin de fournir un espace pour la publication des vacances de poste de volontaire, un forum de discussion (destiné aux volontaires, aux organisations d'envoi de volontaires et aux organisations locales d'accueil) et la publication de témoignages sur le terrain. Elle soutient les partenariats et les collaborations entre les projets, héberge les activités de volontariat en ligne et permet aux organisations de gérer l'apprentissage, le développement, le mentorat et la délivrance de certificat destinés aux volontaires de l'aide de l'UE⁽³⁰⁶⁾.

Au titre du prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027, l'initiative des volontaires de l'aide de l'UE devrait être intégrée au corps européen de solidarité⁽³⁰⁷⁾, de sorte à faciliter la participation des jeunes à des activités de solidarité organisées en Europe et à l'étranger sous l'égide d'un seul et même instrument de l'UE. L'objectif sera d'obtenir des bénéfices mutuels et une harmonisation avec les autres systèmes de volontariat de l'UE, notamment le corps européen de solidarité. La Commission s'attachera à apporter davantage de clarté aux citoyens européens⁽³⁰⁸⁾ qui recherchent des possibilités de volontariat au sein de l'UE et ailleurs.

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme

Objectifs du programme

L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme⁽³⁰⁹⁾ consiste à fournir une aide au développement et à la consolidation de la démocratie et de l'état de droit, ainsi qu'au respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cet instrument aide la société civile à devenir une force effective de réforme politique et de défense des droits de l'homme. Grâce à son principal atout — la capacité d'agir rapidement — l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme est en mesure de se

⁽³⁰⁴⁾ Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire de l'Union européenne, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 37.

⁽³⁰⁵⁾ https://webgate.ec.europa.eu/echo/eu-aid-volunteers_en/node_fr

⁽³⁰⁶⁾ Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire de l'Union européenne, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 37.

⁽³⁰⁷⁾ COM(2018) 440.

⁽³⁰⁸⁾ Les participants à l'initiative des volontaires de l'aide de l'UE doivent être citoyens ou résidents de longue durée d'un des États membres de l'UE, https://ec.europa.eu/echo/what/humanitarian-aid/eu-aid-volunteers_fr.

⁽³⁰⁹⁾ Règlement (UE) n° 235/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde.

concentrer sur des questions politiques sensibles et des approches innovantes, et de coopérer directement avec les organisations locales de la société civile qui doivent préserver leur indépendance vis-à-vis des autorités publiques, offrant une grande souplesse et une capacité accrue de réagir à l'évolution de la situation.

Le programme vise à renforcer la protection, la promotion, la mise en œuvre et le suivi des **droits de l'homme** et des **libertés fondamentales**, essentiellement par un **soutien aux organisations concernées de la société civile, aux défenseurs des droits de l'homme et aux victimes de répression ou d'exactions**. Dans le même temps, l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme œuvre en faveur de la **consolidation de la démocratie dans les pays tiers**, en valorisant la démocratie participative et représentative, en renforçant le cycle démocratique dans son ensemble et l'état de droit, et en améliorant la fiabilité des processus électoraux. L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme considère les priorités en matière de droits de l'homme et de démocratie comme intrinsèquement liées.

L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme se veut être un instrument «niche» spécifiquement destiné à traiter les situations les plus difficiles en matière de droits de l'homme, à protéger les défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie en danger, à soutenir certains acteurs et processus clés jouant un rôle majeur en matière de droits de l'homme, et à intervenir dans des domaines qui sont d'un intérêt particulier pour l'UE et dans lesquels elle apporte une valeur ajoutée (la lutte contre la peine de mort et la promotion de processus électoraux solides, par exemple).

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, sur un montant total de 1 333 millions d'EUR pour la période de programmation 2014-2020 ⁽³¹⁰⁾, un total de 188 millions d'EUR a été alloué à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme.

Soutien aux défenseurs des droits de l'homme en danger

ProtectDefenders.eu, le premier mécanisme complet pour les défenseurs des droits de l'homme, a pour vocation de protéger les défenseurs qui courent de graves dangers et sont confrontés aux situations les plus difficiles qui soient à travers le monde. Créé en 2015 et élargi en 2018, ce mécanisme bénéficie d'un budget exceptionnel de 19,95 millions d'EUR sur quatre ans. Il rassemble un consortium constitué de 12 organisations indépendantes de la société civile, spécialisées dans la protection des droits de l'homme et de la démocratie et ayant un champ d'action mondial; il fournit aux défenseurs des droits de l'homme une aide d'urgence, une assistance matérielle, une relocalisation/un hébergement temporaire, un soutien à la formation et un renforcement des capacités.

Soutien en faveur de la démocratie

Le programme **«Supporting Democracy»** (4,6 millions d'EUR), sous la houlette de la Democracy Initiative, met l'accent sur le soutien aux délégations de l'UE dans les domaines qui ont trait à la participation de la société civile dans les processus démocratiques.

Parmi les résultats concrets obtenus à ce jour figurent le forum des observateurs citoyens, organisé en 2016, qui a rassemblé 250 organisations nationales d'observateurs du monde entier et a donné l'occasion de créer un échange entre pairs et de promouvoir la déclaration de principes mondiaux pour les observateurs électoraux; la formation d'observateurs nationaux en Afghanistan, au Liban, à Madagascar, aux Maldives et en République démocratique du Congo, et le lancement d'une campagne annuelle mondiale intitulée «EU4Democracy», visant à promouvoir le soutien de l'UE en faveur de la démocratie dans les pays partenaires.

⁽³¹⁰⁾ Fiche de programme 2018, p. 6.

Soutien en faveur d'acteurs et de processus clés ciblés

Le campus mondial pour les droits de l'homme et la démocratie (doté d'une contribution d'environ 5 millions d'EUR par an) est un réseau mondial unique de plus de 100 universités qui enseignent et promeuvent les droits de l'homme et la démocratie. Soutenu par l'UE dès sa création, le campus mondial dispense des formations de master en droits de l'homme et démocratie à plus de 150 étudiants chaque année. Ce programme est implanté dans sept régions du monde ⁽³¹¹⁾ et est un phare d'**excellence dans le domaine de l'enseignement relatif aux droits de l'homme et à la démocratie**.

Le soutien continu dont bénéficient l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme et ses quatre réseaux régionaux (Afrique, Europe, Asie et Amérique latine) d'institutions nationales des droits de l'homme (dotés d'une contribution de l'UE de 3,75 millions d'EUR pour la période 2019-2021) est stratégique et opportun: les conseils et le soutien que ces réseaux apportent à chaque institution nationale des droits de l'homme dans des domaines clés de leur mandat leur permettent de s'investir de façon plus stratégique, pertinente et percutante à l'échelon mondial, régional et national. Le programme ciblé d'une durée de trois ans sera géré par l'institut danois des droits de l'homme, tel que mandaté par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme. Il reposera sur les résultats du précédent programme mené au cours de la période 2015-2018, qui a fourni des opportunités bien nécessaires en matière de formation et de renforcement des capacités, des plateformes de communication et d'échanges, un développement institutionnel ainsi qu'un soutien rapide aux institutions nationales des droits de l'homme en difficulté.

Analyse et évaluation

D'après l'évaluation à mi-parcours ⁽³¹²⁾, l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (pour la période 2014-2017) est parvenu à atteindre ses objectifs et a constitué un instrument moteur, souple et réactif. Ses principales valeurs ajoutées sont une indépendance d'action et une portée mondiale permettant d'intervenir rapidement dans les situations nationales les plus difficiles, ce qui crée des synergies et des complémentarités là où d'autres instruments et donateurs n'interviennent pas ou ne peuvent intervenir. Il a été en mesure de relever des défis en matière de droits de l'homme et de démocratie, et ce, même dans les environnements les plus difficiles — preuve en est que l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme demeure plus que jamais adapté aux priorités politiques de l'UE.

De plus, l'instrument est jugé globalement efficace compte tenu de son niveau relativement faible de dépenses administratives et de ses outils intégrés, souples et indispensables (soutien direct aux défenseurs des droits de l'homme, petites subventions directes et coopération avec des partenaires informels, par exemple).

Bien qu'il ne dispose que de ressources financières limitées par rapport aux autres instruments de financement extérieur, il est au cœur des valeurs de l'UE. Eu égard aux pressions croissantes auxquelles sont soumis la démocratie et les droits de l'homme, un financement supplémentaire pourrait se révéler nécessaire.

Au titre du prochain cadre financier pluriannuel, l'instrument pour la démocratie et les droits de l'homme sera intégré dans le nouvel instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale qui est proposé ⁽³¹³⁾. Dans le cadre de cet instrument de large portée, les actions en matière de démocratie et de droits de l'homme pourraient éventuellement bénéficier d'un meilleur accès à des fonds non alloués. Ainsi, le cloisonnement par rapport aux autres instruments serait réduit, tandis que des approches de programmation plus intégrées et une cohérence vis-à-vis des actions nationales seraient possibles.

⁽³¹¹⁾ <https://www.eiuc.org>

⁽³¹²⁾ SDW(2017) 604 final, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/swd-mid-term-review-dci_en_0.pdf.

⁽³¹³⁾ COM(2018) 460.

Politique étrangère et de sécurité commune

Objectifs

Les opérations menées dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne contribuent **à la préservation de la paix, à la prévention des conflits et à la consolidation de la sécurité internationale.**

Quatre types d'actions sont menées dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune:

- la conduite de missions civiles visant à promouvoir la stabilité et à accroître la résilience par le renforcement de l'état de droit sur le plan stratégique et opérationnel au sein d'environnements fragiles;
- le travail des représentants spéciaux de l'Union européenne, qui sont chargés de promouvoir les politiques et les intérêts de l'UE dans les régions et les pays connaissant des troubles et jouent un rôle actif dans les efforts de consolidation de la paix et de promotion de la stabilité et de l'état de droit;
- des actions opérationnelles⁽³¹⁴⁾ ainsi qu'un appui au Collège européen de sécurité et de défense⁽³¹⁵⁾;
- des projets visant à combattre la prolifération d'armes de destruction massive (y compris leurs vecteurs) et à lutter contre la diffusion et le trafic illicites d'autres armes conventionnelles, en particulier par un soutien aux activités multilatérales.

Pour mener une politique étrangère et de sécurité commune efficace, l'UE doit être prête à répondre avec rapidité et souplesse aux menaces émergentes qui pèsent sur ses intérêts stratégiques. Partant, ses actions ne peuvent être programmées à l'avance: en effet, de par leur nature, les actions spécifiques sont souvent annoncées à brève échéance et leur période de mise en œuvre est courte, ce qui peut nécessiter de les adapter, de les prolonger ou de les clore ultérieurement, en fonction de l'évolution des besoins et des priorités sur le terrain.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, le montant total des engagements alloués aux actions relevant de la politique étrangère et de sécurité commune s'élevait à 369,9 millions d'EUR. Au cours de la période 2014-2018, 13 missions civiles étaient opérationnelles à différents stades et 11 représentants spéciaux de l'Union européenne étaient en fonction (le mandat du représentant spécial en Afghanistan a pris fin *en 2018*)⁽³¹⁶⁾.

Lancée en octobre 2017, la mission de conseil de l'UE en Iraq est la dernière mission civile en date. La **mission de conseil de l'UE** a consisté: i) à fournir des conseils et une expertise d'ordre stratégique aux autorités iraqiennes sur les aspects civils du programme de sécurité nationale iraqien et des plans qui y sont associés; ii) à évaluer les possibilités d'approfondir l'engagement de l'UE et iii) à aider la délégation de l'UE à coordonner le soutien apporté par l'UE et les États membres. L'appui à la stratégie iraqienne de lutte contre la criminalité organisée fourni dans le cadre de la mission porte aussi sur certains aspects de la protection du patrimoine culturel. Le mandat de la mission a été prolongé de 18 mois en octobre 2018⁽³¹⁷⁾.

En outre, la politique étrangère et de sécurité commune appuie aussi des projets visant à promouvoir **le désarmement, la non-prolifération d'armes de destruction massive et le contrôle des exportations**

⁽³¹⁴⁾ Telles que prévues dans le traité sur l'Union européenne (article 28), <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:12016M028>.

⁽³¹⁵⁾ https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/4369/european-security-and-defence-college-esdc_en

⁽³¹⁶⁾ *Fiche de programme Politique étrangère et de sécurité commune*, p. 2.

⁽³¹⁷⁾ *Fiche de programme Politique étrangère et de sécurité commune*, p. 4.

d'armes. Au cours de la période 2014-2018, 29 projets de non-prolifération et de désarmement ont été lancés et 22 autres ont été achevés ⁽³¹⁸⁾.

Analyse et évaluation

Au titre du prochain cadre financier pluriannuel, la politique étrangère et de sécurité commune restera l'un des instruments clés au service de la mise en œuvre de la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE.

Pour la période après 2020, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a présenté, avec le soutien de la Commission, une proposition visant à créer une facilité européenne pour la paix ⁽³¹⁹⁾: un fonds hors budget (qui ne s'inscrit pas dans le cadre financier pluriannuel), doté de 10,5 milliards d'EUR pour une période de sept ans coïncidant avec la durée du prochain cadre financier pluriannuel. L'initiative vise à donner à l'UE la capacité de contribuer au financement des actions opérationnelles relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, qui ont des implications militaires ou dans le domaine de la défense, et ne peuvent donc pas être financées par le budget de l'UE ⁽³²⁰⁾.

Il est proposé que la facilité européenne pour la paix:

- finance les coûts communs des opérations militaires de l'UE relevant de la politique de sécurité et de défense commune;
- contribue au financement des opérations militaires de soutien de la paix menées par d'autres acteurs internationaux;
- mène des actions de plus grande ampleur visant à soutenir les forces armées des pays partenaires au moyen d'infrastructures, de matériel ou d'une assistance militaire, ainsi que d'autres actions opérationnelles relevant de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE et ayant des implications militaires et dans le domaine de la défense, si le Conseil en décide ainsi.

Instrument contribuant à la stabilité et à la paix

Objectifs du programme

L'instrument contribuant à la stabilité et à la paix apporte un soutien rapide et à court terme aux pays et régions dans lesquels une crise survient ou sévit. Il apporte également un soutien à plus long terme à des **activités de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de préparation aux crises** ainsi qu'à des **activités visant à faire face aux menaces mondiales et transrégionales et aux menaces émergentes**.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

En 2018, l'UE a continué de répondre aux crises qui sévissent en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique au moyen de **l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix** ⁽³²¹⁾. Sur une contribution totale de 360 millions d'EUR, 254,1 millions d'EUR ont été affectés à la composante consacrée à la réponse à court terme aux crises et 33,7 millions d'EUR à la composante structurelle de consolidation de la paix. Le montant de 254,1 millions d'EUR a été alloué à la réponse aux crises et à leur prévention à travers le monde, dans le droit fil des priorités politiques de l'UE. Il a couvert différents domaines thématiques, y

⁽³¹⁸⁾ Fiche de programme Politique étrangère et de sécurité commune, p. 2.

⁽³¹⁹⁾ Proposition présentée au Conseil par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, avec le soutien de la Commission, en vue d'une décision du Conseil établissant une facilité européenne pour la paix.

⁽³²⁰⁾ https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/46331/new-european-peace-facility-worth-%E2%82%AC105-billion-bolster-international-security_en.

⁽³²¹⁾ Fiche de programme Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, p. 2.

compris la stabilisation et la réforme du secteur de la sécurité, la médiation, le dialogue et le renforcement de la confiance, les élections et la transition politique, ainsi que la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent ⁽³²²⁾.

En 2018, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix a lancé son premier projet financé par l'UE dans des zones libérées par la coalition internationale des griffes de Daesh, dans le nord-est de la Syrie. Le projet anti-mines (doté d'un montant de 10 millions d'EUR) a pour vocation d'**améliorer les conditions de sécurité physique** et de **permettre l'accès aux terres et aux infrastructures**, y compris par une campagne de sensibilisation aux risques posés par les mines à l'intention des rapatriés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil. Il s'agit de la première intervention non humanitaire de l'UE dans la région depuis le début du conflit ⁽³²³⁾.

La République centrafricaine demeure une source importante de préoccupations pour l'UE. En 2018, l'instrument a engagé 40,5 millions d'EUR supplémentaires pour maintenir l'engagement de l'UE dans le pays. Le financement a permis d'insuffler **un nouvel élan durable au processus de paix**, qui était au bord de l'effondrement fin 2017, relançant ainsi l'espoir d'un cessez-le-feu négocié et d'un accord politique global et permettant d'entretenir un espoir prudent à la fin de 2018 ⁽³²⁴⁾.

En outre, 2018 a été la première année de mise en œuvre des actions de renforcement des capacités à l'appui de la sécurité et du développement (RCSO), notamment dans les zones où des menaces majeures pèsent sur le bon fonctionnement des institutions étatiques. Huit actions de ce type ont été lancées au Mali, en République centrafricaine, en Somalie et au Liban ⁽³²⁵⁾.

Analyse et évaluation

D'après les conclusions de l'évaluation ⁽³²⁶⁾, l'instrument atteint ses objectifs. En ce qui concerne les mesures prises en réaction aux crises, l'évaluation a révélé que cette composante a tenu ses engagements, a produit d'importants résultats et a fait preuve de réactivité et de souplesse étant donné l'évolution rapide du contexte de paix et de sécurité. L'instrument a permis à l'UE de contribuer considérablement à la réponse aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité aux niveaux international et de l'UE, en s'attaquant aux menaces existantes et émergentes à l'échelon mondial. Il a offert des possibilités de créer une vaste plateforme de dialogue politique autour de questions majeures relatives à la politique de sécurité avec les gouvernements bénéficiaires et les partenaires institutionnels.

D'après l'évaluation, la capacité de l'UE à réagir rapidement aux événements imprévus et à aborder de façon globale des questions majeures de sécurité devrait à l'avenir être renforcée dans tout instrument d'action extérieure futur ⁽³²⁷⁾. Par conséquent, au titre du prochain cadre financier pluriannuel, la Commission propose de rassembler plusieurs instruments d'action extérieure pour adopter une approche globale au moyen d'un instrument intégré de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale ⁽³²⁸⁾, qui offre, entre autres, une flexibilité permettant d'affecter les ressources là où elles sont le plus nécessaires dans un contexte international en évolution ⁽³²⁹⁾.

⁽³²²⁾ Service des instruments de politique étrangère, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 25.

⁽³²³⁾ Fiche de programme Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, p. 3.

⁽³²⁴⁾ Fiche de programme Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, p. 3.

⁽³²⁵⁾ Fiche de programme Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, p. 2.

⁽³²⁶⁾ *Midterm evaluation of the Instrument contributing to stability and peace*, SWD(2017)607.

⁽³²⁷⁾ *Midterm evaluation of the Instrument contributing to stability and peace*, SWD(2017)607, p. 22.

⁽³²⁸⁾ Proposition de règlement établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, COM(2018) 460.

⁽³²⁹⁾ Proposition de règlement établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, COM(2018) 460, p. 2.

Instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers

L'instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers est le premier instrument spécifiquement conçu pour **promouvoir les intérêts stratégiques de l'UE dans le monde** en renforçant ses stratégies, ses politiques et ses actions extérieures. Le programme poursuit quatre objectifs spécifiques:

- fournir un appui aux politiques et répondre aux enjeux mondiaux;
- mettre en œuvre la dimension internationale d'Europe 2020;
- améliorer l'accès au marché et stimuler les échanges, les investissements et les débouchés pour les entreprises de l'UE;
- promouvoir la diplomatie publique et la coopération universitaire.

L'UE dispose de plusieurs accords internationaux avec des pays partenaires partout dans le monde, ce qui lui confère une influence dans de nombreux domaines des relations internationales. Forte de tous ses États membres agissant dans le cadre de politiques et de stratégies communes, l'UE dispose de la masse critique nécessaire pour relever les défis qui se posent à l'échelle mondiale ⁽³³⁰⁾.

En 2018, le budget alloué aux actions relevant de l'instrument de partenariat s'élevait à 126,9 millions d'EUR ⁽³³¹⁾. Les activités qui bénéficient d'un financement se divisent en trois principales catégories:

- échanges, événements, partage de connaissances;
- expertise, assistance technique;
- promotion, rayonnement, engagement ⁽³³²⁾.

L'étude d'appui à l'évaluation ⁽³³³⁾ a constaté que l'instrument de partenariat jouait un rôle moteur souvent déterminant, grâce à l'ouverture et au renforcement d'espaces propices à la coopération et au dialogue entre l'UE et les pays tiers. D'après l'évaluation ⁽³³⁴⁾, l'incidence de l'instrument sur les processus stratégiques/politiques dans les pays partenaires est conforme aux intérêts de l'UE et l'instrument a contribué à créer des relations mutuellement bénéfiques avec ces pays ⁽³³⁵⁾.

L'instrument de partenariat sera intégré dans un nouvel instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale ⁽³³⁶⁾ au titre du prochain cadre financier pluriannuel, pour garantir un soutien plus cohérent et efficace des politiques extérieures de l'UE.

Coopération avec le Groenland

En 2014 ⁽³³⁷⁾, la Commission a adopté **un document de programmation pour le développement durable du Groenland 2014-2020** conjointement avec le gouvernement du Groenland.

Ce programme a pour objet de contribuer à **accroître le niveau de vie** par une amélioration de l'éducation, du développement des compétences et de la connaissance. La poursuite des progrès économiques du Groenland dans un environnement économique mondial toujours plus mondialisé sera ainsi favorisée, grâce à une masse critique de main-d'œuvre qualifiée et compétitive. L'accroissement de la productivité au sein de la

⁽³³⁰⁾ Fiche de programme Instrument de partenariat, p. 1.

⁽³³¹⁾ Fiche de programme Instrument de partenariat, p. 2.

⁽³³²⁾ Fiche de programme Instrument de partenariat, p. 2.

⁽³³³⁾ Évaluation externe de l'instrument de partenariat (2014-mi 2017), p. 48.

⁽³³⁴⁾ Évaluation à mi-parcours de l'instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, SWD(2017)608.

⁽³³⁵⁾ Service des instruments de politique étrangère, Rapport annuel d'activité 2018, p. 46.

⁽³³⁶⁾ Proposition de règlement établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, COM(2018) 460.

⁽³³⁷⁾ Signé le 28 octobre 2014 à la suite de la décision 2014/137/UE du Conseil du 14 mars 2014 sur les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part.

population en âge de travailler réduira la pression croissante sur les finances publiques due à la proportion de plus en plus élevée de personnes âgées. Par ailleurs, une main-d'œuvre hautement qualifiée et compétente permettra de réduire la dépendance économique vis-à-vis de certains secteurs, et constitue une condition préalable au développement et à la croissance inclusive dans les secteurs émergents.

La coopération de l'UE avec des pays et des territoires d'outre-mer se poursuivra au titre du prochain cadre financier pluriannuel ⁽³³⁸⁾ en synergie avec les actions relevant de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale.

Instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque

Cet instrument **facilite la réunification de Chypre** en encourageant a) le développement économique de la communauté chypriote turque, b) l'intégration économique de l'île, c) l'amélioration des contacts entre les deux communautés et avec l'UE, et d) les préparatifs en vue de l'application du corpus législatif de l'UE qui suivra le règlement politique global de la question chypriote.

La Commission s'est heurtée à quelques difficultés lors de la mise en œuvre ⁽³³⁹⁾ de ce programme. À titre d'exemples, le statut du bénéficiaire (la communauté chypriote turque) n'est pas reconnu par la communauté internationale, les financements n'ont été que faiblement absorbés et des différends sont apparus avec les contractants. Des travaux d'infrastructure majeurs, pour la plupart mandatés en 2009, ont malgré tout été achevés *en 2018*. Des investissements d'infrastructure supplémentaires, fortement axés sur l'environnement et l'aspect bicommunautaire, vont être réalisés. Le renforcement du secteur privé et les mesures en faveur du marché du travail continuent de bénéficier d'un soutien mettant l'accent sur l'innovation et l'amélioration de l'employabilité. De même, des mesures concrètes ont été mises en place pour éradiquer les maladies animales et améliorer les normes de sécurité des aliments.

Une évaluation du programme d'aide pour la période 2013-2018 est en cours de réalisation et devrait être achevée d'ici la fin de l'année 2019.

Au titre du prochain cadre financier pluriannuel, le programme a pour vocation de continuer à faciliter la réunification de Chypre en encourageant le développement économique de la communauté chypriote turque.

Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire

L'instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire ⁽³⁴⁰⁾ contribue à promouvoir la mise en œuvre des conventions et des traités internationaux ainsi que l'adoption des normes de sûreté les plus strictes, en complément du travail effectué au sein de l'UE. De plus, il exporte mondialement l'acquis communautaire et promeut la coopération en matière de sûreté nucléaire. L'instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire est le seul outil spécifique dont dispose l'UE pour **traiter des questions de sûreté nucléaire dans les pays partenaires**. Il complète d'autres instruments de financement extérieur, dans le cadre de la politique de voisinage, par exemple, et couvre le domaine de la coopération en matière de contrôles nucléaires, indispensable à la politique globale de non-prolifération.

L'une des principales réalisations a trait à **la gestion sûre des déchets radioactifs**. Le 29 novembre 2016, une étape majeure a été franchie dans le renforcement de la stabilité et de la sûreté environnementales du site de Tchernobyl, avec l'installation de la nouvelle enceinte de confinement qui recouvre le réacteur nucléaire détruit en avril 1986. La nouvelle enceinte de confinement, qui prend la forme d'un arc géant, recouvre l'unité 4 endommagée de la centrale de Tchernobyl et vise à prévenir de nouveaux rejets de

⁽³³⁸⁾ COM(2018) 461.

⁽³³⁹⁾ Fiche de programme sur l'aide financière allouée aux Chypriotes turcs, p. 2.

⁽³⁴⁰⁾ Règlement (Euratom) n° 237/2014 du Conseil du 13 décembre 2013 instituant un instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire.

matières radioactives. La nouvelle enceinte de confinement est aussi dotée de l'équipement télécommandé permettant le démantèlement final du réacteur endommagé et le retrait des matières radioactives. Cette étape majeure du projet a été franchie grâce aux efforts conjoints déployés par l'Union européenne, l'Ukraine, la Banque européenne de reconstruction et de développement et la communauté internationale. Le montant total du projet est de l'ordre de 1,5 milliard d'EUR, auquel l'UE a contribué à hauteur de plus de 430 millions d'EUR [au titre du programme d'assistance technique visant à favoriser des partenariats entre l'UE et la communauté des États indépendants et la Géorgie (TACIS) ⁽³⁴¹⁾ (210 millions d'EUR) et des programmes de coopération en matière de sûreté nucléaire (220 millions d'EUR)].

La Commission a proposé d'instituer un instrument européen en matière de sûreté nucléaire au titre du cadre financier pluriannuel 2021-2027, complétant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale sur la base du traité Euratom ⁽³⁴²⁾.

Facilité en faveur des réfugiés en Turquie

La **Turquie** accueille actuellement près de 4 millions de réfugiés et l'UE s'est engagée à l'aider à faire face à ce défi. La **facilité en faveur des réfugiés en Turquie**, qui gère un montant total de 6 milliards d'EUR (3 milliards d'EUR en 2016-2017 et 3 milliards d'EUR en 2018-2019), est un mécanisme conjoint de coordination ayant pour vocation de s'assurer que les besoins des réfugiés et des communautés d'accueil sont satisfaits de manière globale et coordonnée. Les principaux domaines d'action sont l'assistance humanitaire, l'éducation, la santé, les infrastructures municipales et l'aide socioéconomique. La facilité achemine des contributions financières à partir du budget de l'UE, principalement du programme d'aide humanitaire et de l'instrument d'aide de préadhésion, ainsi que des contributions versées par les États membres.

Pour 2016 et 2017, une enveloppe d'un montant de 3 milliards d'EUR a été intégralement attribuée au profit de 72 projets déployés, dont les résultats sont tangibles. Dans le domaine de l'**éducation**, une subvention d'un montant de 300 millions d'EUR a été accordée avec le concours du ministère turc de l'éducation nationale. Elle a permis de soutenir l'intégration d'enfants syriens au sein du système scolaire turc en **scolarisant** plus de 600 000 **enfants**. Ce soutien se poursuit également au titre de la deuxième tranche et un nouveau projet en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale, d'un montant de 400 millions d'EUR, a été signé.

La facilité a affecté une aide de 300 millions d'EUR afin de garantir aux réfugiés un accès aux **services de soins de santé**. Plus de 4 millions de consultations de soins de santé primaires ont été réalisées et plus de 500 000 enfants syriens réfugiés ont été vaccinés. De plus, 143 centres de santé pour migrants sont désormais opérationnels et emploient plus de 2 000 personnes. La facilité continuera de fournir une assistance médicale, un accès à l'éducation, des infrastructures municipales et un soutien socioéconomique, en se concentrant plus particulièrement sur la création de moyens de subsistance pour les réfugiés en Turquie. 1,5 million de réfugiés parmi les plus vulnérables bénéficient d'une assistance par transferts mensuels en espèces au titre du filet de sécurité sociale d'urgence ⁽³⁴³⁾.



1,5 million de personnes bénéficient du filet de sécurité sociale d'urgence pour répondre à leurs besoins de base



4 500 enseignants de langue turque employés dans 23 provinces ont dispensé des formations linguistiques à plus de 400 000 enfants

⁽³⁴¹⁾ http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-92-54_fr.htm

⁽³⁴²⁾ COM(2018) 462.

⁽³⁴³⁾ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/frit_factsheet.pdf

 470 000 enfants ont été scolarisés et leurs familles ont bénéficié d'une aide par transferts conditionnels en espèces pour les dépenses liées à l'éducation	 136 nouvelles écoles sont actuellement en construction pour répondre aux besoins en matière d'éducation
 Plus de 1,2 million de consultations prénatales ont été réalisées	 Plus de 60 000 étudiants ont bénéficié de cours de rattrapage et de soutien
 Plus de 635 000 enfants syriens réfugiés ont été scolarisés	 Près de 67 500 enfants ont bénéficié de transports scolaires

La coopération de l'UE avec la Turquie a également contribué à réduire les franchissements irréguliers et dangereux des frontières de l'UE et à diminuer le nombre de vies perdues en mer.

Dans son rapport spécial relatif à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie ⁽³⁴⁴⁾, la Cour des comptes a vérifié si la facilité avait permis d'aider efficacement les réfugiés en Turquie, en se concentrant sur la gestion de la première tranche de la facilité et les résultats obtenus dans le cadre de son volet humanitaire. La Cour a constaté que cette facilité avait mobilisé en peu de temps les ressources nécessaires afin de réagir rapidement à la crise des réfugiés. Néanmoins, elle n'a pas pleinement rempli son objectif consistant à coordonner efficacement les actions mises en œuvre à cette fin.

Fonds de garantie relatif aux actions extérieures

Les prêts couverts par le Fonds de garantie relatif aux actions extérieures concernent trois instruments différents: le mandat de prêt extérieur, qui bénéficie d'une garantie du budget de l'UE en faveur de la Banque européenne d'investissement; les prêts extérieurs d'Euratom; et les prêts au titre de l'assistance macrofinancière de l'UE en faveur des pays tiers. Le fonds est alimenté par le budget de l'UE et la valeur de ses avoirs doit toujours correspondre à un certain pourcentage du montant total de l'encours des prêts et des garanties qu'il couvre. Ce pourcentage, appelé «taux objectif», est actuellement fixé à 9 %.

Les programmes d'**assistance macrofinancière** ⁽³⁴⁵⁾ ⁽³⁴⁶⁾ fournissent un appui financier aux pays partenaires qui connaissent une crise de leur balance des paiements et sont soumis à un programme du Fonds monétaire international. Ce financement prend généralement la forme de prêts à moyen et à long terme, parfois associés à des subventions. L'objectif de l'assistance macrofinancière est de restaurer une situation financière extérieure viable, tout en encourageant la mise en œuvre d'ajustements économiques et de réformes structurelles. Les versements sont subordonnés au respect de conditions spécifiques (énumérées dans le protocole d'accord et convenues d'un commun accord avec le pays bénéficiaire) et à des évaluations concluantes.

En 2018, la Commission a présenté deux nouvelles propositions législatives relatives à des opérations d'assistance macrofinancière, adoptées par le Parlement et le Conseil au cours de la même année. Il s'agit de Géorgie II (45 millions d'EUR, incluant des subventions d'un montant de 10 millions d'EUR) et Ukraine IV (prêts d'un montant de 1 milliard d'EUR). Dans les deux cas, le versement de la première tranche a été effectué en une fois en décembre 2018: Géorgie II (15 millions d'EUR) et Ukraine IV (500 millions d'EUR).

⁽³⁴⁴⁾ «La facilité en faveur des réfugiés en Turquie: une aide utile, mais des améliorations doivent être apportées pour optimiser l'utilisation des fonds», *Rapport spécial n° 27/2018*; https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_27/SR_TRF_FR.pdf.

⁽³⁴⁵⁾ Pour plus de précisions sur l'assistance macrofinancière, consulter le lien suivant: https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/international-economic-relations/macro-financial-assistance-mfa-non-eu-partner-countries_en#documents.

⁽³⁴⁶⁾ Chaque programme d'assistance macrofinancière se fonde sur une décision législative ad hoc (généralement une codécision par le Conseil et le Parlement européen, au titre de la procédure législative ordinaire). Les subventions sont financées par le budget de l'UE.

L'objectif du **mandat de prêt extérieur** de la Banque européenne d'investissement consiste à soutenir le développement du secteur privé dans les pays tiers ciblés, le développement d'infrastructures sociales et économiques, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, et la résilience économique à long terme dans le domaine de la migration. *En 2018*, des projets ont été signés pour un montant total de 4,5 milliards d'EUR par la Banque européenne d'investissement.

D'après les rapports d'évaluation ex-post sur l'assistance macrofinancière⁽³⁴⁷⁾ et l'examen à mi-parcours du mandat de prêt extérieur de la Banque européenne d'investissement⁽³⁴⁸⁾, les instruments de financement extérieur sont globalement adaptés aux objectifs poursuivis, dont la réalisation fait apparaître des tendances positives. Les rapports indiquent que davantage de ressources sont nécessaires pour les instruments de financement extérieur, ceux-ci ayant atteint les limites de leurs possibilités financières.

Au vu de cette évaluation à mi-parcours et de l'augmentation sensible du nombre de personnes qui tentent d'entrer clandestinement en Europe, la Commission a proposé un **plan d'investissement extérieur** pour s'attaquer aux causes profondes de la migration en provenance des pays du voisinage de l'UE. Il consiste en un Fonds européen pour le développement durable et apporte des changements quantitatifs et qualitatifs au mandat de prêt extérieur. La Commission approfondira ce plan au titre du prochain cadre financier pluriannuel. Le nouveau Fonds européen pour le développement durable plus constituerait un paquet financier intégré visant à fournir partout dans le monde une capacité de financement sous la forme de subventions, de garanties budgétaires et d'instruments financiers. Il devrait soutenir le plan d'investissement extérieur et combiner opérations de mixage et opérations de garantie budgétaire couvertes par la garantie pour l'action extérieure, y compris celles couvrant les risques souverains associés aux opérations de prêt, précédemment exécutées en vertu du mandat extérieur de la Banque européenne d'investissement. Compte tenu du rôle que lui confèrent les traités et de l'expérience qu'elle a acquise, en plusieurs décennies, dans le soutien aux politiques de l'UE, la Banque européenne d'investissement devrait rester un partenaire naturel de la Commission pour l'exécution d'opérations au titre de la garantie pour l'action extérieure.

Mécanisme de protection civile de l'UE

Le mécanisme de protection civile de l'UE a pour objectif de soutenir, de coordonner et de compléter les actions de gestion et de coordination des catastrophes menées par les États membres en vue d'améliorer les systèmes de prévention, de préparation et de réponse en cas de catastrophes naturelles ou d'origine humaine. Grâce à une approche globale comprenant la prévention, la préparation et l'intervention en cas de catastrophe, le programme vise à réduire les pertes en vies humaines et les dommages environnementaux et matériels causés par les catastrophes. Les États membres affectent des ressources et des experts dans une réserve volontaire et les maintiennent en veille pour les missions de protection civile de l'UE.

⁽³⁴⁷⁾ Toutes les évaluations ex post sont disponibles sur le site de la direction générale des affaires économiques et financières https://ec.europa.eu/info/evaluation-reports-economic-and-financial-affairs-policies-and-spending-activities_en.

⁽³⁴⁸⁾ Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'examen à mi-parcours de l'application de la décision n° 466/2014/UE en ce qui concerne la garantie de l'Union européenne accordée à la Banque européenne d'investissement en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés hors de l'Union, COM(2016) 584 final du 14 septembre 2016.

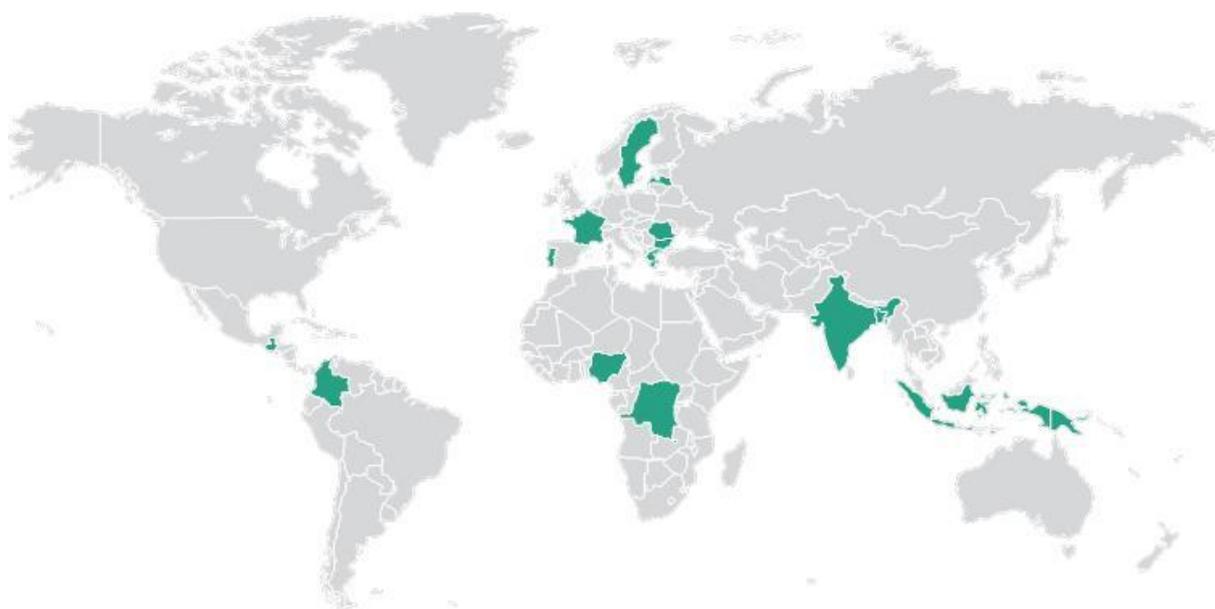
Action du **mécanisme de protection civile de l'UE** en 2018

17 pays participants ont contribué à **20** urgences

Moyens d'intervention et expertise		Assistance matérielle
Plus de 500 pompiers		1 728 abris d'urgence
30 experts du mécanisme de protection civile de l'UE		Tentes/abris pour 8 500 personnes
9 officiers de liaison au sein u centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC)		2,2 millions de comprimés de purification d'eau
11 avions de lutte contre les incendies		24 millions de litres d'eau déversés
6 hélicoptères de lutte contre les incendies		76 générateurs électriques
2 modules de purification de l'eau		2 millions de litres d'eau purifiée
2 bus navettes de mise en quarantaine contre Ebola		13 conteneurs et unités

En 2018, 11 demandes d'assistance ont été formulées à l'extérieur de l'UE en raison d'urgences soudaines et à grande échelle. Le mécanisme a permis de fournir une assistance et de déployer des experts au Bangladesh, en Colombie, en République démocratique du Congo, au Guatemala, en Inde, au Nigéria, en Indonésie et en Papouasie - Nouvelle-Guinée ⁽³⁴⁹⁾.

⁽³⁴⁹⁾ Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire de l'Union européenne, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 30.

Mécanisme de protection civile de l'UE — demandes d'assistance *en 2018*.

Bangladesh Préparation et prévention	Novembre	Indonésie Tremblement de terre	Octobre
Bulgarie Pollution marine	Août	Lettonie Feux de forêts	Juillet
Colombie Accident environnemental	Avril, Mai	Nigéria Inondations	Septembre
République démocratique du Congo Troubles civils Épidémie	Mai Mai, Août	Papouasie - Nouvelle-Guinée Tremblement de terre	Février
France Pollution marine	Octobre	Portugal Préparation et prévention Feux de forêts	Avril Août
Grèce Feux de forêts	Juillet	Roumanie Médical	Mars
Guatemala Éruption volcanique	Juin	Suède Feux de forêts	Juin, Juillet
Inde Inondations	Septembre		

Source: ECHO, système d'information géographique de la Commission (GISCO)

À l'extérieur de l'UE, le mécanisme de protection civile de l'UE peut combler des lacunes importantes en cas de situation d'urgence lorsqu'il est impossible de déployer l'intégralité de l'assistance humanitaire et/ou qu'une expertise ou des équipements techniques spécifiques sont nécessaires. En outre, les examens effectués par les experts de la protection civile déployés au titre du mécanisme de protection civile de l'UE peuvent s'avérer utiles dans des contextes plus larges de redressement postérieur à une catastrophe.

Il est important que le mécanisme de protection civile de l'UE trouve un juste équilibre entre, d'une part, un cadre d'assistance mutuelle entre les pays européens à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine et, d'autre part, l'évolution vers un instrument plus complexe de portée mondiale, capable de répondre à des crises de nature multiple⁽³⁵⁰⁾. À cette fin, le mécanisme a été renforcé⁽³⁵¹⁾ pour garantir une meilleure coordination entre l'intervention de l'UE et les actions menées par les Nations unies.

⁽³⁵⁰⁾ Évaluation intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'Union (2014-2016), SWD(2017) 0287, p. 19.

Instruments spéciaux

Les instruments spéciaux sont conçus pour rendre le cadre financier plus flexible. Ils se composent de la réserve d'aide d'urgence, de l'instrument de flexibilité, du Fonds de solidarité de l'UE et du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation.

Réserve d'aide d'urgence

En 2018, la **réserve d'aide d'urgence** a été mobilisée à hauteur d'un montant de **372,2 millions d'EUR** pour financer des opérations de protection et de gestion des crises humanitaires et civiles dans les pays tiers. Elle a été utilisée, par exemple, pour financer la fourniture de médicaments, de denrées alimentaires et de protection aux Vénézuéliens touchés par la crise que traverse leur pays. La réserve a également été utilisée pour financer les soins de santé, la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi que l'assainissement et l'approvisionnement en eau dans les camps de réfugiés rohingyas au Bangladesh.

Au titre du prochain cadre financier pluriannuel, la réserve d'aide d'urgence continuera d'être mobilisée dans des situations extraordinaires qui ne peuvent être traitées par le financement d'urgence prévu par certains programmes lorsqu'une crise survient. Son champ d'application sera étendu de sorte à pouvoir y recourir en cas d'urgences au sein d'un État membre.

Instrument de flexibilité

L'**instrument de flexibilité** fournit un financement pour des dépenses clairement définies qui ne pourraient être financées par le budget de l'UE sans excéder le plafond annuel des dépenses fixé dans le cadre financier pluriannuel. *En 2018*, il a été mobilisé à hauteur de **837,2 millions d'EUR**, principalement pour financer les mesures budgétaires immédiates permettant de faire face aux défis actuels que représentent la migration, l'afflux de réfugiés et les menaces pesant sur la sécurité et pour financer l'extension du programme d'appui à la réforme structurelle.

Pour le prochain cadre financier pluriannuel, la Commission propose d'harmoniser les procédures de mobilisation de ces instruments et d'augmenter la taille de l'instrument de flexibilité.

Fonds de solidarité de l'UE

Objectifs du programme

La solidarité constitue une des valeurs fondamentales de l'UE et un principe directeur du processus d'intégration européenne. Créé en 2002, le Fonds de solidarité de l'Union européenne est l'une des expressions les plus concrètes de la solidarité envers les États membres et les pays qui négocient leur adhésion à l'UE. Le Fonds peut être utilisé en cas de **catastrophes naturelles** graves à l'échelon national ou régional (tremblements de terre, inondations, sécheresses, feux de forêts, tempêtes, etc.) pour financer des mesures d'urgence dès le premier jour de la catastrophe, telles que la remise en état de fonctionnement des infrastructures de base, la mise à disposition d'hébergements temporaires, le financement des services de secours pour venir en aide aux populations touchées, la sécurisation des infrastructures préventives et les opérations de déblaiement.

⁽³⁵¹⁾ Décision (UE) 2019/420 modifiant la décision n° 1313/2013/UE relative au mécanisme de protection civile de l'Union, article 16, paragraphe 2.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes

Depuis sa création en 2002, le Fonds de solidarité de l'UE a fourni un soutien à la suite de plus de 80 catastrophes, dont des inondations, des feux de forêts, des tremblements de terre, des tempêtes et des sécheresses. Des opérations d'urgence et de remise en état dans 24 pays ont bénéficié d'une aide au titre du Fonds de solidarité de l'UE. Cette aide représente plus de 5 milliards d'EUR.

En 2018, le Fonds de solidarité de l'UE a continué de fournir une aide vitale, en apportant un soulagement financier mais aussi en témoignant de façon claire et tangible de la solidarité européenne à l'égard des populations touchées.

46,5 millions d'EUR France	49,2 millions d'EUR Portugal	3,2 millions d'EUR Espagne	3,8 millions d'EUR Grèce	12,3 millions d'EUR Pologne
Au profit des régions de Saint-Martin et de Guadeloupe, touchées par les ouragans Irma et Maria	À la suite des feux de forêts de la saison estivale, en octobre 2017		À la suite du tremblement de terre de 2017	À la suite des tempêtes et des intempéries d'août 2017
16,9 millions d'EUR Lituanie	2,3 millions d'EUR Bulgarie		17,7 millions d'EUR Lettonie	
À la suite des intempéries et des inondations de 2017	À la suite des tempêtes et des inondations d'octobre 2017		À la suite de l'inondation catastrophique de 2017	

Total: 151,9 millions d'EUR.

En 2018, un montant total de **152 millions d'EUR** ⁽³⁵²⁾ a été alloué à **huit États membres** pour leur permettre de financer des **opérations d'urgence et de remise en état** dans les domaines des infrastructures de base, de l'assistance à la population, de l'hébergement temporaire, de la protection du patrimoine culturel et des opérations de déblayage. *En 2018*, le soutien a principalement servi à réagir aux catastrophes naturelles survenues l'année précédente, comme les ouragans Irma et Maria dans les régions d'outre-mer françaises, Saint-Martin et la Guadeloupe, les tremblements de terre à Lesbos et à Kos en Grèce, les inondations en Lettonie et en Lituanie et les feux de forêts au Portugal et en Espagne.

En 2018, la Commission a reçu les quatre demandes de soutien suivantes: pour les inondations à Burgas (Bulgarie), survenues à la fin de l'année 2017; pour la sécheresse qui sévit à Chypre; pour les inondations dans la région du nord-est de la Roumanie, survenues durant l'été; et pour les événements météorologiques extrêmes survenus partout en Italie entre octobre et novembre. La Bulgarie a bénéficié d'une contribution financière de 2,3 millions d'EUR en novembre 2018. L'examen des trois autres demandes se poursuivra en 2019.

Le soutien fourni par le Fonds de solidarité contribue au renforcement de la résilience et à la préparation des États membres et des régions face aux conséquences des catastrophes naturelles.

Analyse et évaluation

La Commission a procédé à **sa première évaluation du Fonds de solidarité de l'UE** ⁽³⁵³⁾ pour la période 2002-2017. D'après ses conclusions, le Fonds remplit efficacement sa mission et son aptitude à intervenir grâce à des ressources financières supplémentaires est appréciée. L'évaluation a également montré que le Fonds encourageait les administrations publiques nationales à approfondir leurs connaissances dans le

⁽³⁵²⁾ Report on budgetary and financial management of the European Commission for the financial year 2018, Section III of the Budget Report pursuant to Art. 249 of the Financial Regulation, 29 mars 2019.

⁽³⁵³⁾ SWD(2019) 186 final du 15 mai 2019.

domaine de la gestion des risques de catastrophe. Elle a constaté que l'intégration de la gestion des risques de catastrophe au sein des systèmes nationaux était susceptible de créer des synergies propices à une mise en œuvre plus efficace.

L'évaluation a conclu que le Fonds de solidarité constitue un instrument adaptable et souple au service des interventions de l'UE dans des situations de catastrophe. À l'échelon de l'UE, le mécanisme établissant chaque année la disponibilité des ressources garantit que le Fonds est en mesure de fournir une assistance même en cas d'événements catastrophiques, comme en témoigne la subvention sans précédent d'un montant de plus d'un milliard d'EUR approuvée en réponse à la série de tremblements de terre qui a frappé l'Italie entre 2016 et 2017. Sur le plan opérationnel, une telle souplesse est garantie par la possibilité offerte aux pays bénéficiaires d'utiliser la subvention pour couvrir rétrospectivement les dépenses encourues, c'est-à-dire les frais liés à des projets qui ont été lancés et mis en œuvre avant le véritable déploiement du Fonds de solidarité sur le terrain.

Par ailleurs, l'une des principales critiques formulées à l'encontre du Fonds de solidarité porte sur le délai nécessaire au déploiement de la subvention, qui reste en moyenne d'environ un an. Dans le cadre réglementaire actuel, le Fonds de solidarité ne constitue pas un instrument d'intervention rapide en cas de catastrophe et il convient d'examiner plus avant les solutions à apporter au problème du délai de mobilisation du Fonds.

L'instrument de solidarité sera poursuivi et agrémenté de nouvelles caractéristiques pour approfondir la souplesse de sa mise en œuvre.

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

Objectifs du programme

Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation soutient les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de modifications majeures de la structure du commerce international résultant de la mondialisation ou du fait de la prolongation de la crise économique et financière mondiale.

Mise en œuvre et réalisations les plus récentes ⁽³⁵⁴⁾

Entre 2014 et 2018, le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation a soutenu de manière ciblée **49 062 travailleurs et personnes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation (NEET), dans 27 secteurs économiques différents**. Le taux de réinsertion des travailleurs licenciés sur le marché du travail a augmenté par rapport à la précédente période de financement 2007-2013 (passant de 49 % à 56 %) ⁽³⁵⁵⁾. *En 2018*, les États membres ont bénéficié de 27,7 millions d'EUR pour soutenir des travailleurs licenciés. *En 2018* ⁽³⁵⁶⁾, le Fonds a apporté une aide à :

- 550 anciens fonctionnaires du secteur public en Grèce;
- 730 anciens travailleurs du secteur de l'habillement au Portugal;
- 1 858 anciens travailleurs d'Air France;
- 2 285 anciens salariés de Caterpillar en Belgique;
- 646 anciens travailleurs de Goodyear en Allemagne;
- 303 anciens travailleurs du secteur espagnol de l'habillement en Galice;
- 900 anciens travailleurs d'Ericson en Suède.

⁽³⁵⁴⁾ Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, *Rapport annuel d'activité 2018*, p. 10. Pour plus d'informations, voir le document COM(2018) 297 final, p. 2 à 4.

⁽³⁵⁵⁾ Les taux de réinsertion sont très spécifiques à chaque dossier et dépendent, par exemple, de la situation économique particulière de la zone géographique concernée.

⁽³⁵⁶⁾ Dans certains dossiers, la demande de soutien a été présentée en 2017.

Ce soutien financier a été utilisé pour aider ces travailleurs à trouver un nouvel emploi, à disposer d'une orientation professionnelle, à suivre des études ou une formation et à bénéficier d'un mentorat et d'un coaching, ou pour les encourager à entreprendre et à créer une entreprise.

Analyse et évaluation ⁽³⁵⁷⁾

D'après les conclusions de l'examen à mi-parcours 2018 ⁽³⁵⁸⁾, le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation met à la disposition des travailleurs licenciés une combinaison unique de mesures adaptées permettant d'obtenir des résultats plus durables, d'améliorer l'estime de soi des bénéficiaires (lesquels adoptent ainsi une approche plus proactive en matière de recherche d'emploi) et d'accroître leur employabilité.

Toutefois, l'évaluation a également indiqué que les critères d'éligibilité pour obtenir un financement au titre du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation se limitent aux licenciements qui résultent de la mondialisation ou de la crise financière et économique et qu'ils ne couvrent donc pas d'autres événements économiques majeurs. À titre d'exemple, les travailleurs qui ont perdu leur emploi pour des raisons telles que l'automatisation ou la numérisation ne peuvent pas prétendre à une aide de la part du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. De plus, les demandes de soutien sont inutilement fastidieuses (des justifications solides étant requises) et font l'objet d'un long processus d'approbation. Enfin, l'évaluation a révélé que le suivi et l'information ont besoin d'être améliorés afin de mieux analyser l'efficacité du Fonds.

Sur la base de ces conclusions, le 30 mai 2018, la Commission a adopté une proposition relative à un Fonds européen d'ajustement à la mondialisation renforcé et plus efficace ⁽³⁵⁹⁾ à compter de l'année 2021, doté d'un champ d'application plus large couvrant aussi les licenciements liés à une restructuration à grande échelle, tels que ceux causés par l'automatisation et la numérisation, d'un seuil d'intervention plus faible, et d'un mécanisme budgétaire simplifié et plus rapide.

⁽³⁵⁷⁾ Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, *Rapport annuel d'activité 2018*.

⁽³⁵⁸⁾ *Rapport de la Commission concernant l'évaluation à mi-parcours du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)*, [COM(2018)297 final du 16.5.2018], accompagné du *Commission staff working document on the mid-term evaluation of the European Globalisation Adjustment Fund* [SWD(2018)192 final du 16.5.2018].

⁽³⁵⁹⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) [COM(2018) 380 final].

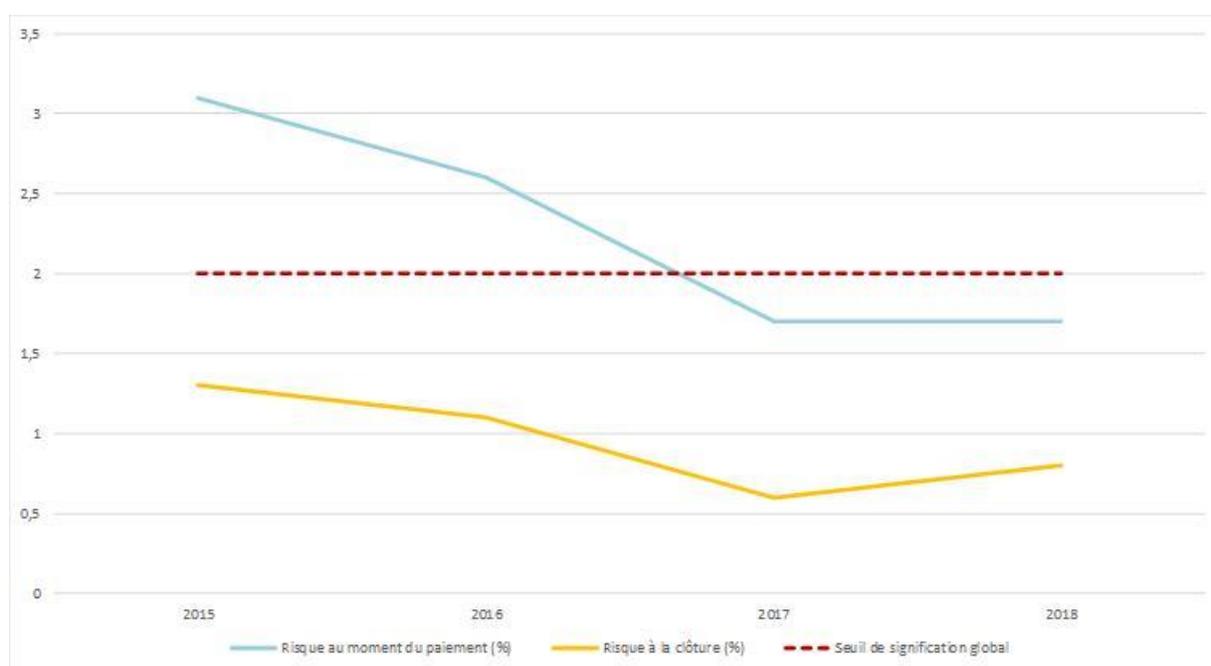
Section 2

Contrôle interne et gestion financière

1. Le budget de l'UE est bien géré

La Commission européenne accorde une grande importance à la bonne utilisation du budget de l'UE. Ses systèmes de contrôle bien conçus réduisent les risques quant à **la légalité et la régularité** des opérations financières.

Dans ce contexte, des mesures de gestion sont prises en vue de prévenir et de détecter toute erreur, irrégularité ou fraude et d'y remédier. *En 2018*, pour la deuxième année consécutive, le niveau d'**erreur** global est estimé à **moins de 2 %** ⁽³⁶⁰⁾. Pour les segments dont le risque au moment du paiement est supérieur à 2 %, des mesures de gestion sont en place.



Graphique: risque global au moment du paiement et à la clôture, au fil du temps.

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.

En 2018, **tous les ordonnateurs délégués** ⁽³⁶¹⁾ **ont fourni une assurance raisonnable** sur leurs systèmes de vérification («contrôle») et sur leur gestion financière. Le cas échéant, cette assurance a été assortie de réserves — lesquelles constituent une pierre angulaire de la chaîne de responsabilité. Les réserves sont un gage de transparence en ce qui concerne les problèmes et lacunes rencontrés dans des domaines spécifiques, ainsi que les mesures à prendre pour y remédier. Dans les rapports annuels d'activités 2018, **l'incidence financière des réserves reste limitée**.

⁽³⁶⁰⁾ Le «seuil de signification» est fixé, dans la plupart des cas, à 2 % des dépenses considérées, ce qui correspond à la méthodologie de la Cour des comptes européenne.

⁽³⁶¹⁾ Articles 73 et 74 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 193 du 30.7.2018); *ci-après le «règlement financier»*.

Le modèle de gouvernance, d'assurance et de responsabilité de la Commission a **encore été renforcé en 2018** (voir les «éléments constitutifs» sur le graphique qui suit). En outre:

- l'adoption du règlement financier révisé a permis de réduire les formalités administratives pour les bénéficiaires des fonds de l'UE et de simplifier chaque grande étape du processus de financement. Ces mesures de simplification sont intégrées aux nouveaux programmes de dépenses proposés par la Commission;
- le cadre de contrôle interne révisé de la Commission est à présent pleinement mis en œuvre;
- en dehors de la Commission, le traitement des conflits d'intérêts et le règlement financier-cadre pour les organismes décentralisés ⁽³⁶²⁾ ont été renforcés, et la Commission a émis des propositions visant à protéger le budget de l'UE contre les défaillances généralisées de l'état de droit dans les États membres;
- la gestion financière s'est encore améliorée, ce qui se traduit par des taux d'erreur inférieurs, des paiements en temps voulu, davantage de gains d'efficacité et des coûts de contrôle appropriés au regard de l'environnement de gestion;
- la détection de toute lacune permet d'atteindre un niveau stable de corrections financières et de recouvrements;
- dans son opinion globale, l'auditeur interne a considéré qu'*en 2018*, la Commission avait mis en place des procédures de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne qui, dans leur ensemble, sont appropriées en vue de donner une assurance raisonnable sur la réalisation de ses objectifs financiers, à l'exception des domaines faisant l'objet de réserves émises par les directeurs généraux (voir la section 2, sous-section 5).

L'amélioration constante de la gestion financière et des systèmes de contrôle a également été confirmée par la **Cour des comptes européenne**. *En 2018*, pour la deuxième année consécutive, la Cour a exprimé **une opinion avec réserve («favorable, mais ...») et non pas une opinion défavorable («négative») sur la légalité et la régularité** des paiements du budget de l'UE pour 2017. En outre, pour la 11^e année consécutive, la Cour des comptes européenne a également rendu une **opinion positive (favorable) sur les comptes annuels de l'UE**.

Sur la base des assurances et des réserves formulées dans les rapports annuels d'activités ⁽³⁶³⁾, le collège adopte le présent rapport annuel 2018 sur la gestion et la performance du budget de l'UE et assume la responsabilité politique générale de la gestion du budget de l'UE.

La Commission a obtenu ces résultats positifs grâce à son **modèle d'assurance** et à un **environnement de contrôle rigoureux**.

La Commission a renforcé son modèle rigoureux d'assurance et de responsabilité.

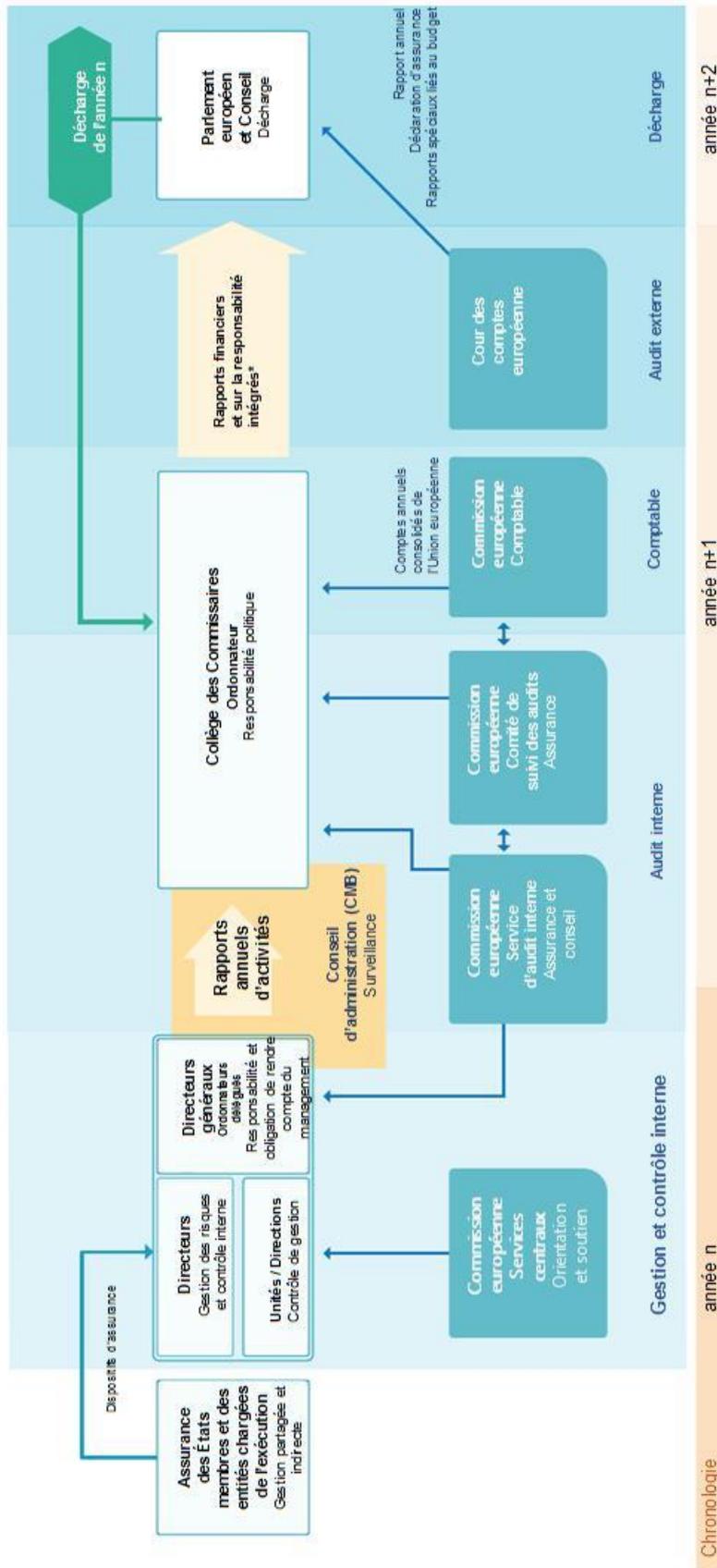
La Commission dispose de modalités solides afin de garantir une bonne gestion financière. Les principaux **éléments constitutifs** dans sa solide chaîne d'obtention de l'assurance et d'obligation de rendre compte reposent sur des rôles et des responsabilités clairement définis. Ils sont présentés sur le graphique qui suit.

Le modèle d'assurance et de responsabilité sous-jacent a été **renforcé en 2018** par la consolidation de la surveillance au niveau institutionnel, parallèlement au maintien de la responsabilité décentralisée des ordonnateurs délégués en matière de bonne gestion financière des fonds alloués à leurs services. (Voir également la section 2, sous-section 9.1, consacrée à nos «dispositifs de gouvernance robustes».)

⁽³⁶²⁾ Règlement financier-cadre des organismes créés en vertu du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du traité Euratom, adopté le 18 décembre 2018.

⁽³⁶³⁾ Article 74, paragraphe 9, du règlement financier.

Commission - obtention de l'assurance et obligation de rendre compte concernant le budget de l'Union: des rôles et des responsabilités clairement définis



- * **Rapports financiers et sur la responsabilité intégrés :**
- Comptes annuels consolidés de l'Union européenne
 - Rapport annuel sur la gestion et la performance
 - Prévisions à long terme concernant les entrées et les sorties futures
 - Rapport d'audit interne annuel
 - Rapport sur le suivi de la décharge

Graphique: Commission - obtention de l'assurance et obligation de rendre compte: des rôles et des responsabilités clairement définis. Source: Commission européenne.

Le cadre de contrôle interne révisé de la Commission a été mis en œuvre

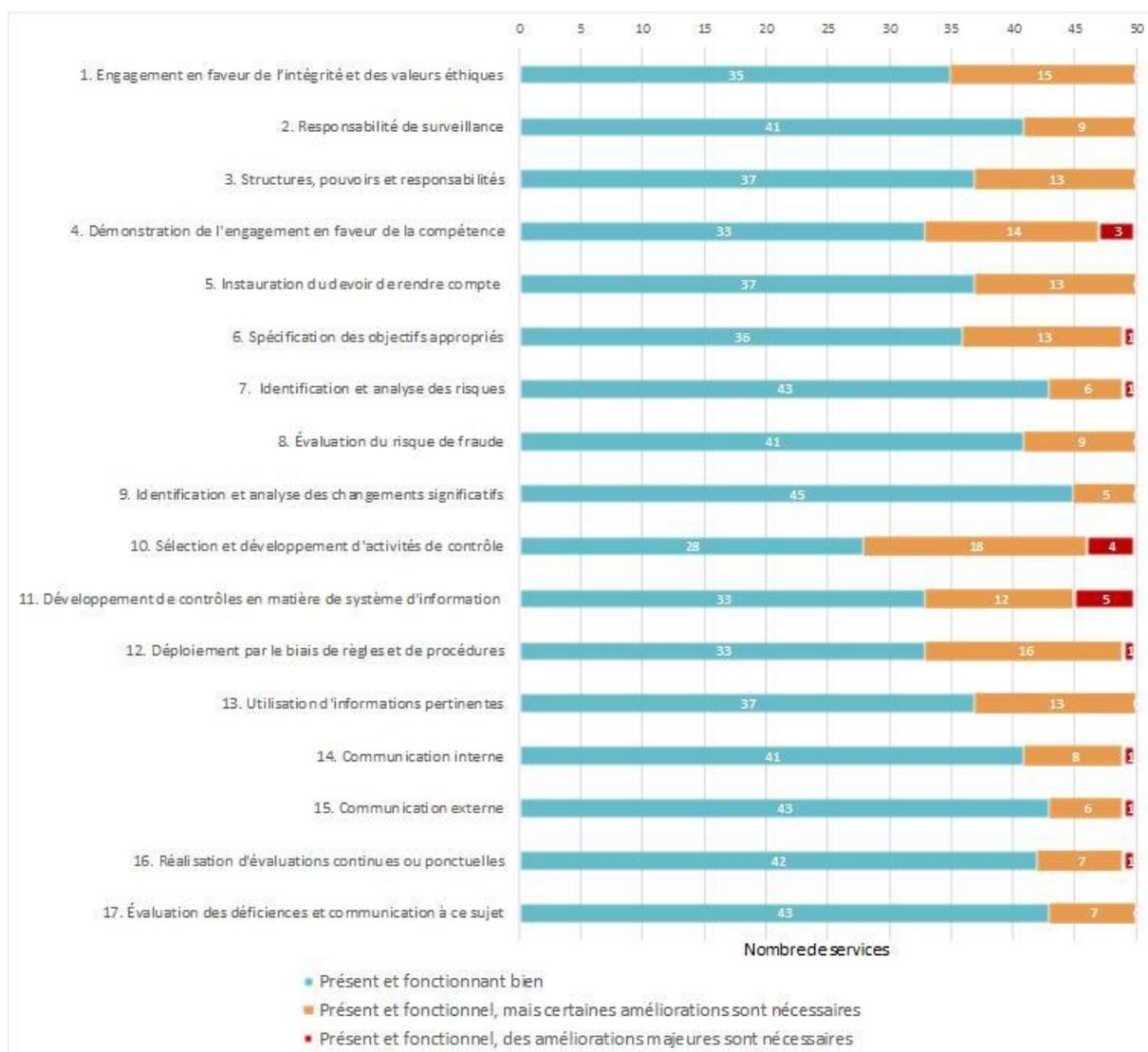
Le cadre de contrôle interne de la Commission est fondé sur le cadre de 2013 proposé par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO). Il est conforme aux normes internationales les plus strictes.

Dans ce cadre institutionnel et conformément au modèle de gouvernance décentralisé de la Commission, chaque service met en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne qui conviennent le mieux pour atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels, y compris une bonne gestion financière.

En 2018, le cadre de contrôle interne révisé a, pour la première fois, été pleinement mis en œuvre par tous les services de la Commission. Grâce à d'intenses efforts de communication, à des ateliers et à des échanges de bonnes pratiques, la culture du contrôle interne s'est considérablement améliorée. Le cadre de contrôle interne est de plus en plus perçu comme un puissant outil de gestion dans l'ensemble de la Commission. Dans le droit fil de ce niveau de maturité accru, les services de la Commission vérifient de plus en plus l'efficacité de leurs systèmes de contrôle interne, et ce au-delà des considérations de simple conformité. Des efforts supplémentaires seront fournis pour tirer profit des progrès accomplis.

Dans l'ensemble, les services de la Commission estiment que leurs systèmes de contrôle interne sont efficaces (voir le graphique ci-dessous). Les principaux atouts dont il est fait état portent sur l'environnement de contrôle et l'évaluation des risques, ce qui reflète la récente révision des dispositifs de gouvernance de la Commission et le renforcement de la surveillance institutionnelle de la gestion des risques au cours de l'année 2018.

Certains services de la Commission ont également recensé des domaines dans lesquels leurs activités de contrôle sont perfectibles. Ces domaines correspondent à ceux relevés dans le cadre des conclusions de l'audit et/ou des réserves. En vue de remédier aux lacunes constatées, des mesures sont prises, notamment l'ajustement des stratégies de contrôle concernées.



Graphique: évaluation 2018 des 17 principes du cadre de contrôle interne de la Commission. Ce graphique présente le nombre de services (axe des abscisses) qui estiment que le principe correspondant est bien respecté, que certaines améliorations sont nécessaires ou que des améliorations majeures sont nécessaires.

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.

Validation des systèmes locaux

L'exactitude des systèmes financiers locaux qui alimentent le système financier et comptable institutionnel de la Commission étant essentielle pour garantir la fiabilité globale des comptes annuels, le comptable procède à une validation distincte de ces systèmes locaux. Ce processus s'ajoute aux évaluations réalisées par les services de la Commission sur la gestion de leur(s) propre(s) système(s) de contrôle interne.

D'après les travaux effectués en 2018, aucune des lacunes relevées n'est liée au non-respect des critères de validation dans le cadre de la conception ou de la mise en œuvre des systèmes locaux. En outre, aucune des lacunes détectées n'est susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes annuels.

L'analyse a toutefois débouché sur un certain nombre de recommandations visant à améliorer l'environnement de contrôle et la qualité comptable dans les services ordonnateurs ⁽³⁶⁴⁾ — atténuant ainsi les risques concernant l'exactitude des rapports de gestion financière et réglementaire ⁽³⁶⁵⁾.

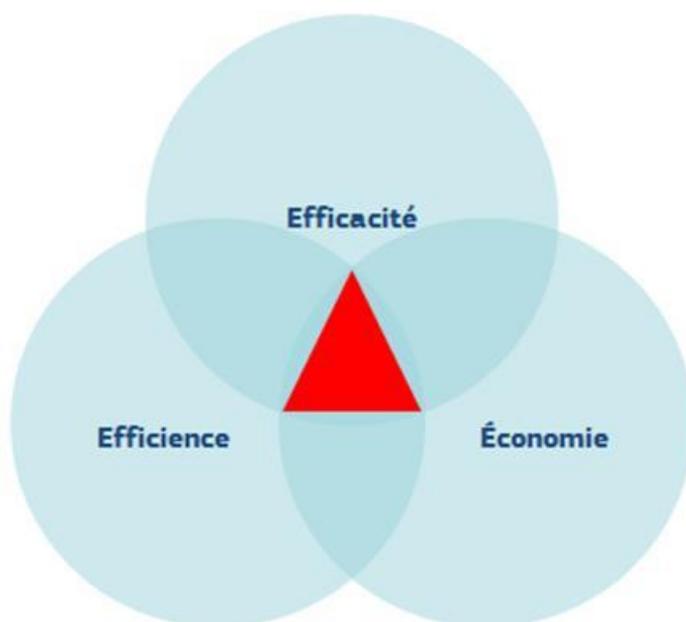
⁽³⁶⁴⁾ Il s'agit principalement des agences exécutives, de l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels, et des services chargés des ressources humaines, de l'élargissement et de la justice.

⁽³⁶⁵⁾ Il s'agit principalement de diverses questions liées à l'environnement de contrôle en matière de comptabilité, au recouvrement des créances et à la communication d'informations à l'appui du calcul du passif lié aux avantages du personnel.

2. Les systèmes de contrôle sont efficaces au regard des coûts

La Commission s'attache à garantir que ses systèmes de gestion et de contrôle présentent un bon rapport coût/efficacité. Pour qu'ils soient efficaces au regard des coûts, les contrôles doivent concilier harmonieusement l'**efficacité** dans la réalisation des objectifs fixés en matière de contrôle et l'**efficience** dans la façon de procéder, et ce tout pour un **coût acceptable**. Il nous faut des contrôles suffisamment rigoureux pour nous assurer que les systèmes de gestion financière et les opérations financières respectent les dispositions juridiques et contractuelles et soutiennent la lutte contre la fraude. Cependant, ces contrôles ne doivent pas être pesants au point de ralentir le traitement des signatures de contrats et des paiements. Les coûts correspondants doivent en outre être maintenus à un niveau acceptable.

En 2018, après l'évaluation combinée de leur efficacité, de leur efficience et de leur économie, tous les services de la Commission ont conclu que, dans l'ensemble, leurs contrôles étaient efficaces au regard des coûts.



Source: Commission européenne.

De plus, lorsque des lacunes sont relevées à la suite de constatations issues de l'audit et/ou donnent lieu à des réserves, **les stratégies de contrôle sont renforcées en conséquence**. Certaines améliorations peuvent également découler de changements opérés dans l'environnement de contrôle ou de réorganisations internes.

Pour que les contrôles soient efficaces au regard de leur coût, il faut des **stratégies de contrôle différenciées selon les risques**. Cela implique que les contrôles soient effectués à un niveau et/ou à des fréquences plus élevés dans les domaines davantage exposés au risque et qu'ils soient moins poussés, moins coûteux et moins lourds dans les domaines à faible risque. Il existe également d'autres façons de garantir le bon rapport coût/efficacité des contrôles, telles que: i) la réduction des risques au moyen de programmes ⁽³⁶⁶⁾ et/ou de processus simplifiés; ii) le recours commun à des audits et contrôles effectués par d'autres entités ⁽³⁶⁷⁾; et/ou iii) l'obtention d'économies d'échelle grâce au partage de fonctions de contrôle. De même,

Autrement dit, ils ont trouvé le juste équilibre entre ces trois facteurs.

Efficacité en matière de protection du budget de l'UE: **le risque à la clôture s'établit à 0,8 %** (voir la sous-section 2.1). En outre, **la stratégie antifraude est mise en œuvre** (voir la sous-section 4).

Efficience: le **délai de paiement moyen** de la Commission **n'est que de 18 jours** (bien en dessous de la limite légale des 30 jours), et les efforts visant à accroître les synergies et l'efficience se poursuivent (voir la sous-section 2.2).

Économie: dans l'ensemble, le **coût des contrôles** estimé de la Commission **est acceptable** (voir la sous-section 2.3).

⁽³⁶⁶⁾ Par exemple, des options simplifiées en matière de coûts, ce qui implique de recourir à des montants forfaitaires, à des taux forfaitaires et à des barèmes de coûts unitaires en vue de déterminer les montants à rembourser ou à verser aux bénéficiaires.

⁽³⁶⁷⁾ La Commission peut s'appuyer (en tout ou en partie) sur des évaluations, contrôles ou audits réalisés par d'autres entités, dans la mesure où ceux-ci ont été effectués dans le respect de conditions équivalentes à celles de la Commission et où ils procurent une assurance équivalente (articles 126 et 127 du règlement financier).

ces aspects ont été intégralement pris en compte lors de l'élaboration des propositions pour les prochains programmes de dépenses (voir également le point sur la préparation des programmes postérieurs à 2020 à la fin de la sous-section 5).

2.1. Les systèmes de contrôle sont efficaces: les défaillances des systèmes et les erreurs financières sont évitées, ou détectées et corrigées

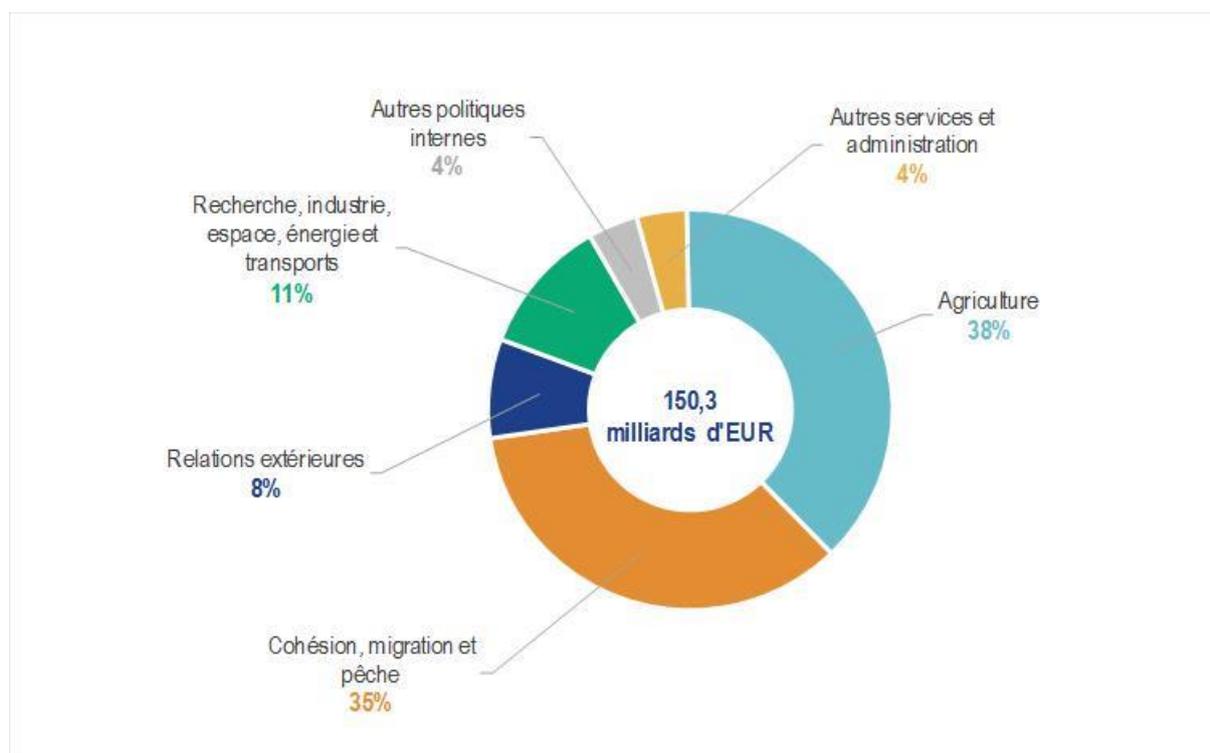
Des contrôles efficaces garantissent la réalisation des objectifs de contrôle interne. Celle-ci est mesurée au regard des avantages des contrôles, dont certains peuvent être quantifiés et d'autres non. S'ils sont bien conçus, les systèmes de contrôle ont pour principal avantage de réduire le risque lié à la légalité et à la régularité des opérations financières — ainsi que de prévenir, détecter et poursuivre les fraudes (voir la sous-section 4).

Le risque lié à la légalité et à la régularité des opérations financières reste inférieur à 2 %.

Le cycle de contrôle pluriannuel de la Commission: un outil de gestion visant à prévenir, ou détecter et corriger, les erreurs financières et à s'attaquer à leurs causes

Bien que les dépenses de l'UE soient soumises à des **critères de contrôles communs**, les programmes de dépenses individuels peuvent être très variés. Ainsi, les **stratégies de contrôle doivent être adaptées** aux différents modes de gestion, domaines politiques et/ou procédures de financement spécifiques («modalités») — ainsi qu'aux risques qui y sont associés. Les domaines davantage exposés au risque impliqueront un niveau et/ou une fréquence de contrôle plus élevés, tandis que les domaines à faible risque doivent donner lieu à des contrôles moins poussés, moins coûteux et moins lourds.

Chaque année, la Commission procure une assurance pour ses dépenses pertinentes, qui se sont établies à **150,3 milliards d'EUR en 2018** (voir le graphique ci-dessous et, pour de plus amples définitions et informations, voir l'annexe 2).



Graphique: dépenses pertinentes 2018 de la Commission européenne par domaine politique [les «dépenses pertinentes» comprennent les paiements effectués, déduction faite des nouveaux préfinancements versés (toujours détenus par la Commission), moyennant l'ajout des préfinancements précédents apurés (propriété transférée aux bénéficiaires) au cours de l'exercice].

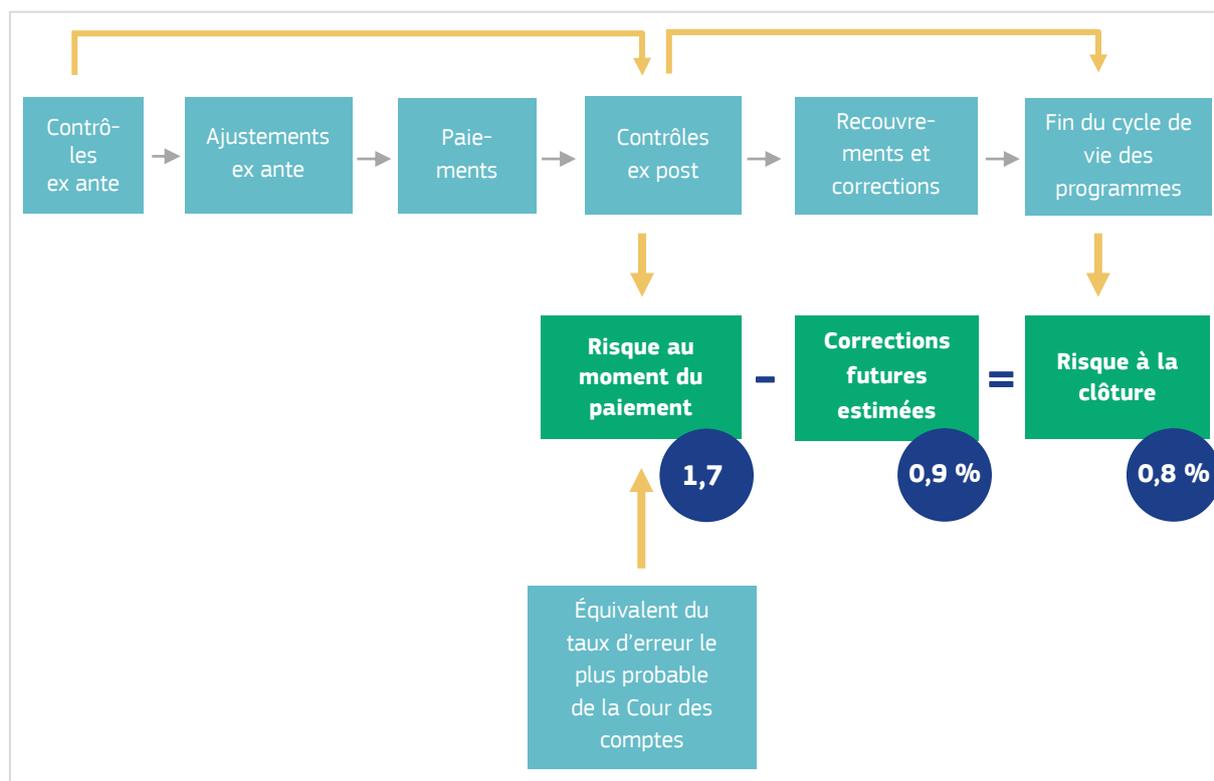
Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.

La Commission a la responsabilité de veiller à la bonne utilisation des fonds de l'UE (y compris du Fonds européen de développement et des fonds fiduciaires de l'UE), que les crédits soient exécutés par les services de la Commission eux-mêmes (en gestion directe, soit environ 21 % des dépenses 2018), qu'ils soient confiés à des entités externes (en gestion indirecte, environ 8 %) ou qu'ils soient exécutés par les autorités des États membres (en gestion partagée, environ 71 %).

En conséquence, pour 79 % du budget, la Commission est tributaire de la fiabilité des informations en matière de gestion et de contrôle communiquées par les États membres et d'autres organes chargés de la gestion sur la base de leurs propres systèmes de contrôle. Ainsi, avant de les accepter en tant que partenaires pour la cogestion du budget de l'UE, la Commission vérifie à titre préventif qu'ils remplissent toutes les conditions en matière de gestion financière (voir les procédures de «désignation» ou d'agrément» pour les autorités des États membres, l'«évaluation sur la base des piliers» pour les entités chargées de l'exécution). En outre, la Commission peut également mener des audits fondés sur les risques afin de vérifier la fiabilité des systèmes de contrôle, des résultats des contrôles et/ou des rapports de gestion de ces entités, ce qu'elle fait toutefois en évitant les doublons dans les strates de contrôle.

La plupart des services ont recours à un seul mode de gestion. Tandis que l'ensemble des 50 services recourent à la gestion directe, 22 d'entre eux se fondent aussi sur la gestion indirecte et 7 sur la gestion partagée.

La Commission procède à l'analyse des risques en matière de légalité et de régularité des opérations financières non seulement aux fins de l'établissement de rapports, mais également en raison de l'importance de cette analyse en tant qu'**outil de gestion**. Cela implique de détecter les lacunes au niveau des programmes et de les corriger, de déterminer les causes profondes des erreurs systémiques et de prévenir les erreurs à l'avenir, et de préparer les prochains programmes en tenant compte des enseignements tirés. Cette approche permet une amélioration constante de la gestion financière de la Commission au fil des années.



Graphique: cycle de contrôle pluriannuel de la Commission européenne.

Source: Commission européenne.

Les programmes de dépenses de l'Union revêtant un caractère pluriannuel, les systèmes de contrôle et les cycles de gestion connexes portent également sur plusieurs années. De ce fait, si des erreurs peuvent être détectées au cours d'une année donnée, elles sont corrigées au cours de l'année ou des années suivantes jusqu'à la fin du cycle de vie des programmes. Par conséquent, le risque (à la fois en pourcentage et sous forme de montant) est estimé à deux étapes clés du cycle: **au moment du paiement et à la clôture** (voir le

graphique ci-dessus). La Commission considère que **le budget est efficacement protégé lorsque le risque à la clôture est inférieur au seuil de signification de 2 %** ⁽³⁶⁸⁾.

- Le **risque au moment du paiement** quantifie les erreurs susceptibles de subsister après l'application des contrôles préventifs et la réalisation des paiements ⁽³⁶⁹⁾. Ces erreurs sont généralement détectées par les services de la Commission au moyen de sondages ou d'audits. À ce stade, la quantification permet aux ordonnateurs de corriger les erreurs et de prendre des mesures préventives supplémentaires le cas échéant (par exemple en adressant des orientations complémentaires aux bénéficiaires), ainsi que de jauger l'efficacité de leurs contrôles (ex ante) et de les adapter si nécessaire.

Une fois l'erreur détectée, elle sera corrigée ultérieurement soit par un recouvrement, soit par voie de compensation sur des paiements à venir. Comme la détection et les mesures de correction peuvent ne pas être immédiates, il arrive souvent que les corrections ne soient pas effectuées au cours du même exercice financier que celui du paiement correspondant. Cependant, les systèmes de contrôle pluriannuels garantissent que les **corrections nécessaires sont effectuées au cours du cycle de vie du programme concerné**.

- Afin de déterminer le **risque à la clôture**, les **corrections futures estimées** sont déduites du risque au moment du paiement. Ces corrections sont celles que chaque service envisage d'appliquer à la suite des contrôles (ex post) au cours des années suivantes. Ces estimations prudentes et prévisionnelles reposent, dans une certaine mesure, sur le montant moyen des corrections financières et des recouvrements effectués au cours des années précédentes, moyennant des ajustements si nécessaire, notamment en vue de neutraliser les éléments qui ne sont plus valables pour les programmes en cours.

La sous-section 3 présente un aperçu complet de *toutes* les mesures appliquées en 2018 afin de protéger le budget de l'UE. Il ne faut pas confondre les montants réels de 2018 avec les estimations des corrections futures décrites ici. Premièrement, le champ d'application des montants réels est plus vaste, car ceux-ci comprennent à la fois les mesures préventives et correctrices (et pas seulement les corrections ex post). Deuxièmement, la chronologie est différente car les montants réels correspondent aux dépenses des années précédentes (au cours desquelles le niveau des erreurs pouvait être plus élevé), alors que le calcul des corrections futures estimées se rapporte uniquement aux dépenses de 2018.

Si cette approche est systématiquement appliquée dans l'ensemble de la Commission, les différents services fournissent également des informations supplémentaires sur les particularités de leur domaine, le cas échéant. L'annexe 2 fournit des informations méthodologiques supplémentaires à cet égard.

Même si ces notions ont été élaborées pour s'inscrire dans le contexte de gestion de la Commission, elles sont pour une large part proches de celles utilisées par la Cour des comptes européenne dans son approche d'audit (voir également la comparaison figurant dans le tableau à la page suivante).

- Le risque au moment du paiement est le plus proche du «taux d'erreur le plus probable» de la Cour des comptes européenne. Ces dernières années, la Cour a reconnu que, dans la plupart des cas, les chiffres de la Commission correspondent largement à ses propres estimations et/ou se situent dans la même fourchette ⁽³⁷⁰⁾.
- Servant de base au calcul du ou des montants à risque, les «dépenses pertinentes» comprennent les paiements effectués, déduction faite des nouveaux préfinancements versés (toujours détenus par la Commission), moyennant l'ajout des préfinancements précédents apurés (propriété transférée aux

⁽³⁶⁸⁾ Le caractère significatif est l'expression de l'ampleur d'une erreur. Une information présente un caractère significatif si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement influence les décisions que prennent les utilisateurs (par exemple, l'autorité de décharge) en se fondant sur cette information. La détermination de critères de signification spécifiques implique l'exercice d'un jugement par l'ordonnateur délégué. Pour la plupart des activités, l'objectif de référence pour le taux d'erreur résiduel est fixé à 2 %.

⁽³⁶⁹⁾ Ou à un moment équivalent, par exemple après l'acceptation des dépenses (enregistrement dans le système de comptabilité de la Commission) ou après l'apurement du préfinancement.

⁽³⁷⁰⁾ Cour des comptes européenne, *rapport annuel relatif à l'exercice 2017*, points 1.32, 1.34 et 1.36.

bénéficiaires) au cours de l'exercice. Cette pratique concorde entièrement avec l'approche de la Cour des comptes européenne ⁽³⁷¹⁾.

- Dans la plupart des cas ⁽³⁷²⁾, le «seuil de signification» est fixé à 2 % des dépenses pertinentes, ce qui correspond également à la méthodologie de la Cour ⁽³⁷³⁾.

En outre, afin de pouvoir fournir une assurance de gestion ascendante ainsi que de cerner et de traiter les problèmes dans des domaines spécifiques, la Commission calcule les taux d'erreur par programme (ou autre segment pertinent). De ce fait, les informations de la Commission sur les taux d'erreur sont **plus précises** que celles de la Cour. De plus, la méthodologie de la Commission tient compte du caractère **pluriannuel** des programmes de dépenses, en particulier du fait que les erreurs qui n'ont pas été décelées au moment du paiement peuvent encore être détectées et corrigées au cours de l'année ou des années suivantes.

	Commission européenne sous l'angle de la gestion	Cour des comptes européenne sous l'angle de l'audit
Objectif	<ul style="list-style-type: none"> • fournir une assurance de gestion annuelle • recenser les lacunes et prendre des mesures sur une base pluriannuelle 	<ul style="list-style-type: none"> • présenter une opinion d'audit sur la légalité et la régularité des opérations financières pour un exercice donné
Niveau de granularité	<ul style="list-style-type: none"> • budget de l'UE dans son ensemble et divers taux d'erreur pour chaque service et chaque domaine politique de toutes les rubriques du CFP (1 à 5), ainsi que pour les recettes • taux d'erreur calculés par domaine politique, programme et/ou (sous-)segments pertinents • dépenses et recettes de l'année (ou de deux années pour la recherche) dans une perspective pluriannuelle 	<ul style="list-style-type: none"> • budget de l'UE dans son ensemble et divers taux d'erreur pour les rubriques 1a, 1b, 2 et 5 du CFP ainsi que pour les recettes • dépenses et recettes de l'année
Caractère pluriannuel	<ul style="list-style-type: none"> • deux taux d'erreur («risque au moment du paiement» et «risque à la clôture»); caractère pluriannuel pris en compte de façon prospective pour le risque à la clôture, au moyen des corrections futures estimées pour tous les programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • un taux d'erreur («taux d'erreur le plus probable»): caractère pluriannuel pris en compte rétroactivement, uniquement au moyen de corrections financières appliquées aux programmes clôturés
Seuil de signification	<ul style="list-style-type: none"> • 2 % • sauf pour les recettes (1 %) et pour Horizon 2020 (entre 2 % et 5 %) 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 %

⁽³⁷¹⁾ Cour des comptes européenne, *rapport annuel relatif à l'exercice 2017*, annexe méthodologique 1.1, point 15.

⁽³⁷²⁾ Les seules exceptions sont les suivantes: a) 1 % pour les recettes (service chargé du budget; seuil plus strict au regard des montants très élevés); et b) fourchette de 2-5 % pour le programme Horizon 2020 (services «recherche» et apparentés; voir les détails à la sous-section 5).

⁽³⁷³⁾ Cour des comptes européenne, *rapport annuel relatif à l'exercice 2017*, annexe méthodologique 1.1, point 23.

Pour en savoir plus

- annexe 2 du présent rapport
- rapport annuel de la Cour des comptes, annexe 1.1

Tableau: méthodologie employée par la Commission pour estimer le risque au moment du paiement et à la clôture comparée à la méthodologie de la Cour des comptes

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne et rapport annuel de la Cour des comptes européenne.

Les résultats du contrôle pour 2018 montrent qu'en présence d'un risque à la clôture estimé à 0,8 % des dépenses, le budget de l'UE est protégé.

Les graphiques ci-après présentent les risques au moment du paiement et à la clôture pour la période 2016-2018, pour la Commission dans son ensemble et pour chaque grand domaine politique du budget de l'UE (en pourcentage). À l'annexe 2 figurent plus de détails ainsi que des définitions.



Graphique: risques au moment du paiement et à la clôture pour la période 2016-2018, pour la Commission dans son ensemble, en pourcentage.

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.



Graphiques: Risques au moment du paiement et à la clôture pour la période 2016-2018, par domaine politique, en pourcentage.

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.

Le risque estimé au moment du paiement (1,7 %) est stable, restant inférieur au seuil de 2 %. Les corrections futures (0,9 %) sont estimées de façon prudente. Le risque estimé à la clôture (0,8 %) demeure très faible.

En ce qui concerne l'*agriculture*, le risque au moment du paiement poursuit sa tendance à la baisse (léger recul supplémentaire), à la fois en montant absolu et en pourcentage (2,1 %). Comme les années précédentes, le risque reste plus élevé (3,2 %) dans le domaine du développement rural (second pilier de la politique agricole commune) que dans celui des interventions sur le marché (2,5 %) et des paiements directs (1,8 %) du Fonds de garantie (ces deux aspects formant le premier pilier de la politique agricole commune). En raison de la conception des programmes et des systèmes de contrôle, la quasi-totalité des erreurs en matière de paiements n'ayant pas été détectées à la fin de l'année devraient être couvertes par des corrections financières ultérieures, d'où le niveau élevé de corrections futures estimées (1,9 % *pour 2018*, 2,1 % en 2017). Ainsi, le risque estimé à la clôture (dénommé ici «montant à risque final» — en l'absence de clôture formelle des programmes du Fonds de garantie) demeure faible, s'établissant à 0,2 %.

Dans les domaines de la *cohésion*, de la *migration* et de la *pêche*, les programmes en cours sont désormais mis en œuvre à plein régime. Le risque au moment du paiement s'est accru, passant de 1,1 % en 2017 à 1,7 % *en 2018*, mais les corrections futures estimées ont elles aussi augmenté (pour s'établir à 0,4 %). Le risque à la clôture, estimé à 1,3 %, correspond globalement à celui de 2017 (1,1 %).

Dans le domaine de la cohésion, les premiers paiements ont été opérés *en 2018* pour un certain nombre de programmes opérationnels dans les États membres. Il en a résulté une nette augmentation des paiements, d'environ 20 milliards d'EUR, entre 2017 et 2018. Les auditeurs ont pu examiner l'intégralité du processus pour un plus grand nombre de programmes et pour un volume plus élevé de dépenses. Il en découle que le nombre de programmes opérationnels faisant l'objet de réserves est plus élevé qu'en 2017 et que le taux d'erreur moyen pondéré est lui aussi en hausse. S'agissant en particulier du Fonds européen de développement régional, qui représente la majeure partie des dépenses dans ce domaine politique, le risque au moment du paiement a augmenté, passant à 2,0 %.

En 2018, les autorités d'audit des États membres ont signalé des irrégularités se rapportant à une typologie commune convenue avec la Commission et recommandée par celle-ci. Les principales sources d'irrégularités relevées par ces autorités sont les dépenses inéligibles et les irrégularités dans les marchés publics. Cela correspond également aux types d'irrégularités les plus couramment recensés par les services de la Commission dans le cadre de leurs audits. En outre, les documents manquants ou les problèmes liés à la piste d'audit représentent une autre source importante de constatations d'audit.

Afin de s'attaquer aux erreurs les plus fréquentes, en plus des corrections financières pour les dépenses antérieures et des mesures correctrices s'appliquant au système pour tous les cas à venir, les services de la Commission incitent les autorités d'audit à faire rapport aux autorités de gestion et de certification au sujet des principales sources à l'origine des irrégularités recensées. Les autorités responsables des programmes pourront ainsi adapter leurs contrôles internes, renforcer leurs listes de vérification et approfondir la formation de leur personnel et des bénéficiaires. Des activités de renforcement des capacités et des ateliers communs sont en outre organisés avec les autorités responsables des programmes, en particulier avec les autorités d'audit (par exemple pour déterminer la documentation minimale qui devrait être disponible pour garantir une piste d'audit appropriée, recommandation formulée par la Cour dans son rapport annuel 2017).

Compte tenu de l'importance des marchés publics pour la politique de cohésion, le plan d'action de la Commission sur les marchés publics a été mis à jour afin d'améliorer le respect des procédures en la matière⁽³⁷⁴⁾ dans ce domaine politique. Une attention particulière est accordée aux actions visant à aider les États membres à professionnaliser davantage les acheteurs publics, dans le droit fil du paquet «marchés publics» adopté par la Commission en octobre 2017. La Commission diffuse en ligne des orientations, des bonnes pratiques et des explications détaillées, et le plan d'action encourage les échanges entre pairs afin d'aider les

⁽³⁷⁴⁾ Les erreurs dans les procédures de marchés publics peuvent atteindre 100 % des taux d'erreur établis par la Cour des comptes européenne — même si leur incidence financière réelle est (nettement) inférieure. Cependant, à supposer que la décision de sélection/d'attribution ait été non conforme et que le choix du contractant ait été différent, cela ne signifie pas nécessairement que tous les paiements correspondants pour la valeur intégrale du marché soient entièrement erronés. Si la livraison des éléments à fournir est exécutée correctement, l'argent du contribuable n'est pas perdu.

pouvoirs adjudicateurs et les autorités responsables des programmes à gérer ces aspects et à réduire les erreurs.

Toutes les erreurs détectées par les États membres, la Commission ou la Cour des comptes dans le cadre de leurs audits respectifs font systématiquement l'objet de corrections financières. Dans le cadre de la gestion partagée, les programmes ne sont pas clôturés tant que toutes les corrections financières ne sont pas appliquées et, pour la politique de cohésion, la Commission impose des corrections financières supplémentaires si le taux d'erreur (déclaré ou recalculé) reste supérieur à 2 % dans les comptes annuels des programmes.

En ce qui concerne les *relations extérieures*, les études menées chaque année révèlent que les taux d'erreur ont continué de baisser, d'où un risque plus faible au moment du paiement (0,9 % *pour 2018*, contre 1,2 % en 2017) (voir également la sous-section 5). Les stratégies de contrôle employées entraînent des corrections ex post systématiques, mais seules celles des années les plus récentes servent de base pour les corrections futures estimées.

Pour ce qui est du grand domaine d'action *recherche, industrie, espace, énergie et transports*, le risque moyen pondéré au moment du paiement est pour la première fois inférieur à 2 % (1,9 % *pour 2018*, contre 2,4 % en 2017). Au sein de ce domaine, le risque au moment du paiement pour les programmes de recherche et de compétitivité reste supérieur à 2 %. Les risques plus élevés sont inhérents aux subventions fondées sur le remboursement des coûts réels éligibles déclarés qui sont utilisés dans le cadre d'Horizon 2020 et du programme en faveur de la compétitivité pour les petites et moyennes entreprises. Déterminer avec exactitude les coûts directs et indirects pouvant être imputés aux projets est une opération complexe qui entraîne des erreurs dans les déclarations de coûts et les paiements correspondants. Même si nombre de ces erreurs sont ensuite détectées et corrigées par les contrôles ex post (voir ci-après), elles influent sur le risque au stade du paiement. Néanmoins, les services chargés de la recherche s'efforcent constamment de réduire le niveau d'erreur au moyen, par exemple, d'une simplification accrue du modèle de convention de subvention, d'une communication plus claire sur les règles d'éligibilité (15 événements ont été organisés à cet effet) et d'un recours plus large aux financements forfaitaires. La proposition de la Commission pour la prochaine génération du programme de recherche (Horizon Europe) comporte également des options simplifiées en matière de coûts. En attendant, la stratégie de contrôle ex post pour le programme de recherche Horizon 2020, commune à tous les services concernés, est bien établie et a conduit à d'importantes corrections ex post au fil des ans — ces corrections servent de base pour les corrections futures estimées.

Toutefois, en dehors des subventions au titre d'Horizon 2020, les risques au moment du paiement et à la clôture concernant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (transports, énergie et télécommunications) — mis en œuvre par l'Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux (INEA) — sont inférieurs à 2 %. En outre, le type de financement et l'audit exhaustif correspondant des entités chargées de l'exécution des (sous-)programmes dans le domaine de l'espace et du système mondial de radionavigation par satellite⁽³⁷⁵⁾ [comme l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Agence du GNSS européen (GSA)] entraînent nécessairement de plus faibles risques au moment du paiement et à la clôture, qui sont tout de même fixés de façon prudente à un taux compris entre 0,5 % et 0,6 %.

En ce qui concerne les *autres politiques internes*, le risque au moment du paiement, les corrections futures estimées et le risque à la clôture restent stables, s'établissant aux faibles taux respectifs de 0,7 %, 0,1 % et 0,6 %. Le profil de certains programmes relatifs à l'éducation et à la culture comporte des risques plus élevés (programmes de remboursement généralement complexes, comme expliqué ci-dessus), ce qui a entraîné des réserves (voir la sous-section 5).

Enfin, les services chargés des *autres services* et de l'*administration* gèrent principalement des types de dépenses à faible risque. Cependant, une approche prudente est adoptée et un taux d'erreur prudent de 0,5 % est appliqué. Il en résulte un risque moyen pondéré au moment du paiement de 0,2 %. Comme les systèmes de contrôle de la plupart de ces services reposent principalement sur des contrôles ex ante, une estimation prudente de 0,0 % est appliquée pour des corrections ex post systémiques futures. Le risque à la clôture, qui est presque équivalent au risque au moment du paiement, reste ainsi très faible, à hauteur de 0,2 %.

⁽³⁷⁵⁾ Par exemple, Galileo, EGNOS et Copernicus pour le système de radionavigation par satellite ou pour l'observation de la Terre.

Étant donné que le **risque à la clôture** global est estimé à **moins de 2 %** des dépenses pertinentes totales, les systèmes de contrôle pluriannuels des services de la Commission garantissent dans l'ensemble que les risques liés à la légalité et à la régularité des opérations font l'objet d'une gestion adéquate et que les corrections financières et les recouvrements opérés sur l'ensemble du cycle de vie des programmes **protègent le budget de l'UE** dans sa globalité.

2.2. Les systèmes de contrôle sont efficaces: ils mènent à des procédures moins lourdes et favorisent la ponctualité des paiements

En 2018, la Commission a poursuivi ses efforts visant à produire **des synergies et des gains d'efficacité** dans la gestion financière.

La **révision de 2018 du règlement financier a réduit les formalités administratives** ⁽³⁷⁶⁾. Elle a introduit des simplifications concrètes pour les bénéficiaires des fonds de l'UE sous l'angle de l'accès aux financements, de l'utilisation des fonds et des contrôles. Par exemple, les bénéficiaires doivent fournir moins d'informations, mais celles-ci sont plus ciblées; certaines informations ne seront demandées qu'une seule fois (par exemple, la preuve du statut juridique dans le cadre des subventions en ligne/passations de marchés en ligne); la Commission peut s'appuyer sur les évaluations existantes (autorités nationales/organisations internationales de confiance) au lieu de vérifier deux fois les mêmes éléments (par exemple, la capacité technique/financière); les paiements peuvent être fondés sur les réalisations ou les résultats obtenus plutôt que sur les coûts exposés (ce qui nécessitait des pièces justificatives à l'appui de chaque dépense); en outre, l'acceptation des pratiques comptables habituelles des bénéficiaires sera vérifiée au préalable et ne pourra pas être contestée par des contrôles a posteriori. Parmi les mesures concrètes de simplification dans la gestion partagée figurent des règles financières plus simples, harmonisées et plus flexibles, ainsi que des dispositions modificatives, pour sept fonds, et le renouvellement des désignations existantes des autorités chargées de la mise en œuvre dans les États membres. Pour ce qui est de la fraude, les possibilités de simplification pour les prochains programmes constituent l'occasion de rendre ceux-ci encore plus résistants à la fraude.

Des **progrès** supplémentaires ont été réalisés en ce qui concerne le **point d'entrée unique commun pour tous les soumissionnaires/demandeurs**, qui a été lancé au second semestre de 2018.

Pour le prochain cadre financier pluriannuel, la Commission s'est fixé pour priorité de davantage simplifier et harmoniser la **nouvelle génération de programmes de dépenses**. Elle a proposé que le budget de l'UE soit établi de façon plus cohérente, plus ciblée et plus transparente et qu'il soit doté d'une structure claire davantage axée sur les priorités politiques. Par exemple, la Commission a suggéré de réduire le nombre de programmes de plus d'un tiers, en regroupant ainsi les sources de financement. Elle propose également d'accroître la cohérence et l'interopérabilité des programmes de dépenses en harmonisant les règles qui les régissent afin de faciliter la combinaison des soutiens au titre de plusieurs programmes et d'éviter les chevauchements. En outre, les nouveaux programmes de dépenses proposés par la Commission permettent d'intégrer les mesures de simplification prévues dans le nouveau règlement financier.

Les services de la Commission ont déclaré avoir réalisé 92 % de leurs paiements en temps voulu. *En 2018*, le délai moyen des paiements nets de la Commission était de 18 jours (bien en dessous de la limite légale des 30 jours). De plus, le nombre de paiements affectés par des retards a continué de baisser, passant de 10,4 % en 2017 à 7,6 % *en 2018* (voir les détails à l'annexe 6).

Les efforts continus déployés par la Commission afin d'améliorer l'environnement de contrôle et de tirer profit des synergies contribuent à alléger les procédures et à accroître l'efficacité des contrôles, ce qui permet, entre autres choses, d'effectuer en temps voulu les paiements en faveur des bénéficiaires et autres destinataires des fonds de l'UE.

⁽³⁷⁶⁾ Par ailleurs, le nouveau règlement financier a ouvert la voie à la mise à jour du règlement financier cadre pour les organismes de l'UE, au renforcement des règles sur le traitement des conflits d'intérêts dans les États membres et les entités chargées de l'exécution, et à la consolidation du système de détection rapide et d'exclusion en matière de fraude (voir les détails à la sous-section 4).

2.3. Les coûts du contrôle sont modérés

Les coûts des contrôles varient considérablement d'un service à l'autre, ce qui peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs; voir des exemples dans l'**encadré** ci-dessous.

Exemples de facteurs de coûts:

- les différents degrés de complexité des programmes gérés;
- les volumes et montants à traiter (c'est-à-dire que le traitement d'un grand nombre d'opérations de faible valeur est plus exigeant en termes de main-d'œuvre);
- les profils de risque spécifiques des programmes gérés;
- les déséconomies d'échelle possibles pour certains «petits» programmes ou pour des fonds gérés par des entités chargées de l'exécution lorsqu'elles sont de moindre envergure.

Ainsi, une simple **comparaison** des aspects quantifiables communiqués par les services n'aurait qu'une **valeur limitée**. Par exemple, même si certains programmes et/ou services ⁽³⁷⁷⁾ de moindre envergure ne peuvent pas autant bénéficier des économies d'échelle, il se peut qu'on ne puisse réduire les contrôles en matière de passation de marchés, quel que soit le montant en jeu.

Dans les rapports annuels d'activités pour 2018, la majorité des services ont indiqué que, dans l'ensemble, les coûts estimés de leurs contrôles étaient **stables** au fil du temps ⁽³⁷⁸⁾. Cette situation est principalement due au fait que les environnements de contrôle et les stratégies en place concernant les programmes actuels n'ont pas changé. La plupart des services ont signalé que les coûts étaient **convenables** au regard de leur environnement de contrôle. Ceux qui ont indiqué que (certaines parties de) leurs systèmes de contrôle correspondants avaient un coût apparemment élevé ont expliqué cette situation en mentionnant des facteurs de coûts spécifiques en pareils cas.

En outre, dans un souci de transparence, les services intervenant dans la gestion partagée et/ou indirecte ont rendu compte des coûts des contrôles dans les États membres et les entités chargées de l'exécution en les distinguant bien des coûts de contrôle propres à la Commission.

⁽³⁷⁷⁾ L'importance financière des 50 services de la Commission est extrêmement variable. La gestion des fonds est fortement concentrée sur quelques grands services ordonnateurs (par exemple, 37 % du total des paiements sont réalisés par le seul service de l'agriculture, 80 % le sont par six services et 95 % par 16 des 50 services).

⁽³⁷⁸⁾ Les variations observées par rapport à 2017 s'expliquent principalement par les nouvelles orientations sur l'estimation, l'évaluation et la communication d'informations en ce qui concerne le rapport coût/efficacité des audits («contrôles»), ce qui aboutit à l'harmonisation de l'estimation du coût des contrôles.

3. Il ressort des corrections financières et des recouvrements que le cycle de contrôle pluriannuel protège le budget de l'Union

L'objectif primordial des corrections financières et des recouvrements est de garantir que seules des dépenses conformes au cadre juridique sont financées par le budget de l'UE.

Lors de l'exécution du budget de l'UE, il importe tout particulièrement de prévenir, ou de détecter et ensuite de corriger, les défaillances du système engendrant des erreurs, des irrégularités ou des fraudes. La Commission et, dans le cas des programmes en gestion partagée, les autorités des États membres prennent des mesures préventives et correctrices (c'est-à-dire en effectuant des corrections financières et des recouvrements) telles que prévues dans la législation de l'Union, afin de protéger le budget de l'Union des dépenses illégales ou irrégulières (voir également la sous-section 2 ci-dessus et l'annexe 2).

3.1. Vue d'ensemble des contrôles ex ante et ex post

3.1.1. Contrôles ex ante

La prévention constitue la première ligne de maîtrise contre les erreurs. Parmi les principaux mécanismes de prévention de la Commission figurent les interruptions et suspensions de paiements⁽³⁷⁹⁾, ainsi que la réalisation de vérifications («contrôles») ex ante qui aboutissent au rejet des montants inéligibles avant que la Commission n'accepte les dépenses et n'effectue les paiements. La Commission se concentre de plus en plus sur ces mesures préventives afin de mieux protéger le budget de l'Union. Ces mesures permettent en outre d'inciter les États membres à réduire les paiements irréguliers. **En 2018, les mesures préventives confirmées se sont élevées à 449 millions d'EUR et les mesures préventives mises en œuvre à 551 millions d'EUR.** Celles-ci comprennent les contrôles ex ante tels que les déductions avant paiement/acceptation par la Commission, les déductions effectuées par les États membres sur les nouvelles dépenses déclarées à la Commission (déductions «à la source») et d'autres ajustements ex ante qui, s'ils n'avaient pas été effectués, auraient donné lieu à des dépenses en contravention avec le cadre juridique.

⁽³⁷⁹⁾ Ne figurent pas dans les tableaux qui suivent, mais dans une section distincte à l'annexe 4.

Mesures préventives confirmées	2018
Politique agricole:	87
Fonds européen agricole de garantie	87
Développement rural	-
Politique de cohésion:	-
Fonds européen de développement régional	-
Fonds de cohésion	-
Fonds social européen	-
Instrument financier d'orientation de la pêche / FEP	-
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	-
Politiques internes	196
Politiques extérieures	162
Administration	3
Total	449

Mesures préventives mises en œuvre	2018
Politique agricole:	87
Fonds européen agricole de garantie	87
Développement rural	-
Politique de cohésion:	105
Fonds européen de développement régional	105
Fonds de cohésion	-
Fonds social européen	-
Instrument financier d'orientation de la pêche / FEP	-
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	-
Politiques internes	195
Politiques extérieures	161
Administration	3
Total	551

Tableaux: vue d'ensemble des mesures préventives pour 2018 (en Mio EUR). Les chiffres étant arrondis au million d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux ci-dessus peut ne pas correspondre aux totaux.

Source: Commission européenne.

3.1.2. Contrôles ex post

Lorsqu'il apparaît que les mécanismes de prévention ne sont pas efficaces, la Commission, dans l'exercice de sa fonction de surveillance, applique des mécanismes de correction. Parmi les principaux mécanismes correcteurs de la Commission figurent les audits («contrôles») ex post sur les montants que celle-ci a acceptés et versés. Ces mécanismes donnent lieu à des corrections financières lorsque la gestion est partagée et à des recouvrements auprès des bénéficiaires finals lorsque la gestion est directe ou indirecte. **En 2018, les mesures correctrices confirmées se sont établies à 1,2 milliard d'EUR et les mesures correctrices mises en œuvre à 2,6 milliards d'EUR.** Celles-ci comprennent les ordres de recouvrement émis, la transposition des résultats des contrôles ex post dans les déclarations de coûts et factures, les corrections financières appliquées et le remplacement des dépenses («retraits»).

Mesures correctrices confirmées	2018
Politique agricole:	730
Fonds européen agricole de garantie	358
Développement rural	372
Politique de cohésion:	414
Fonds européen de développement régional	286
Fonds de cohésion	90
Fonds social européen	34
Instrument financier d'orientation de la pêche / Fonds européen pour la pêche	-
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	3
Politiques internes	53
Politiques extérieures	25
Administration	0
Total	1 222

Mesures correctrices mises en œuvre	2018
Politique agricole:	1 579
Fonds européen agricole de garantie	876
Développement rural	702
Politique de cohésion:	965
Fonds européen de développement régional	902
Fonds de cohésion	48
Fonds social européen	12
Instrument financier d'orientation de la pêche / Fonds européen pour la pêche	-
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	3
Politiques internes	47
Politiques extérieures	18
Administration	0
Total	2 609

Tableaux: vue d'ensemble des mesures correctrices pour 2018 (en Mio EUR).

Les chiffres étant arrondis au million d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans les tableaux ci-dessus peut ne pas correspondre aux totaux.

Source: Commission européenne.

3.2. Mécanismes préventifs et correcteurs - de la confirmation à l'exécution

Le circuit des mécanismes préventifs et correcteurs appliqués par la Commission comporte deux grandes phases: la **confirmation** et l'**exécution**. Par exemple, une déduction avant acceptation des dépenses est **confirmée** dès que les services compétents de la Commission l'ont décidée, tandis qu'une correction financière est confirmée une fois qu'elle est acceptée par l'État membre ou arrêtée par la Commission par la voie d'une décision officielle.

Certains mécanismes préventifs et correcteurs sont exécutés au cours de l'année de leur confirmation; cependant, dans la plupart des cas, le bénéficiaire du programme de dépenses dispose d'un délai, fixé par la législation de l'Union, pour formuler ses observations ou fournir des documents supplémentaires sur les corrections/déductions/rejets proposés. Une fois cette procédure contradictoire achevée, la Commission doit récupérer le montant correspondant à la correction proposée, et l'exécution se déroule alors sur une année ou, comme souvent, sur plusieurs années après cette confirmation.

Une correction financière est considérée comme **exécutée** lorsque la correction a été appliquée et inscrite dans les comptes de la Commission, ce qui signifie que l'opération financière a été validée par l'ordonnateur compétent dans les cas suivants: déduction de la correction financière des montants déclarés par l'État membre dans une demande de paiement intermédiaire ou final, ordre de recouvrement et/ou annulation («dégagement») du ou des crédits d'engagement correspondant au montant de la correction financière ⁽³⁸⁰⁾.

⁽³⁸⁰⁾ Dans le domaine de la cohésion, il ne s'agit pas toujours d'un remboursement «net» en faveur du budget de l'UE, étant donné que les États membres ont la faculté de remplacer les dépenses inéligibles par de nouvelles dépenses éligibles.

Exemple: circuit des mécanismes correcteurs.



3.3. Mesures préventives et correctrices appliquées en 2018

Le tableau ci-dessous procure une vue d'ensemble complète (mesures ponctuelles comprises) de toutes les mesures préventives et correctrices appliquées au cours de l'année 2018 afin de protéger le budget de l'Union, soit 1,7 milliard d'EUR pour les mesures confirmées et 3,2 milliards d'EUR pour les mesures mises en œuvre. Ces montants englobent les mesures préventives et correctrices arrêtées en 2018, quelle que soit l'année au cours de laquelle la dépense initiale a été effectuée. De plus amples précisions figurent à l'annexe 4.

Fonds	Total des paiements du budget de l'UE en 2018	Total des montants confirmés en 2018	% des paiements du budget de l'UE	Total des montants exécutés en 2018	% des paiements du budget de l'UE
Politique agricole:	56 777	817	1,4	1 666	2,9
<i>Fonds européen agricole de garantie</i>	44 310	445	1,0	964	2,2
<i>Développement rural</i>	12 467	372	3,0	702	5,6
Politique de cohésion:	54 040	414	0,8	1 070	2,0
<i>Fonds européen de développement régional</i>	30 070	286	1,0	1 007	3,3
<i>Fonds de cohésion</i>	9 252	90	1,0	48	0,5
<i>Fonds social européen</i>	13 932	34	0,2	12	0,1
<i>Instrument financier d'orientation de la pêche / Fonds européen pour la pêche</i>	786	0	0,0	0	0,0
<i>Fonds européen d'orientation et de garantie agricole</i>	0	3	s.o.	3	s.o.
Politiques internes	26 213	249	0,9	243	0,9
Politiques extérieures	9 519	188	2,0	179	1,9
Administration	9 944	3	0,0	3	0,0
Total	156 493*	1 671	1,1	3 161	2,0

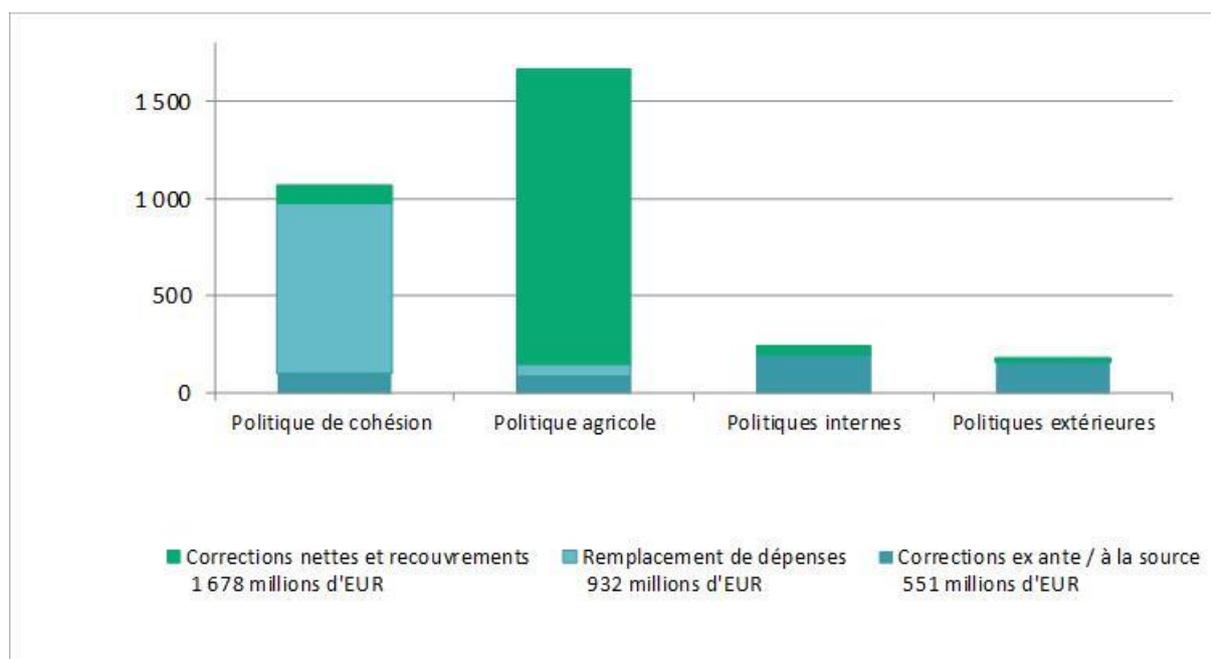
Tableau: vue d'ensemble des corrections financières et des recouvrements pour 2018 ⁽³⁸¹⁾ (en Mio EUR).

Les chiffres étant arrondis au million d'euros, la somme de certaines données financières figurant dans le tableau ci-dessus peut ne pas correspondre aux totaux. *À l'exclusion d'un montant de 180 millions d'EUR versé au titre de la rubrique «Instruments spéciaux».

Source: Commission européenne

⁽³⁸¹⁾ Y compris les corrections financières à la source et les corrections résultant de l'apurement financier dans le domaine de l'agriculture.

3.3.1. Types de mécanismes ex ante et ex post *en 2018*



Graphique: types de corrections financières et de recouvrements exécutés *en 2018* (en Mio EUR).

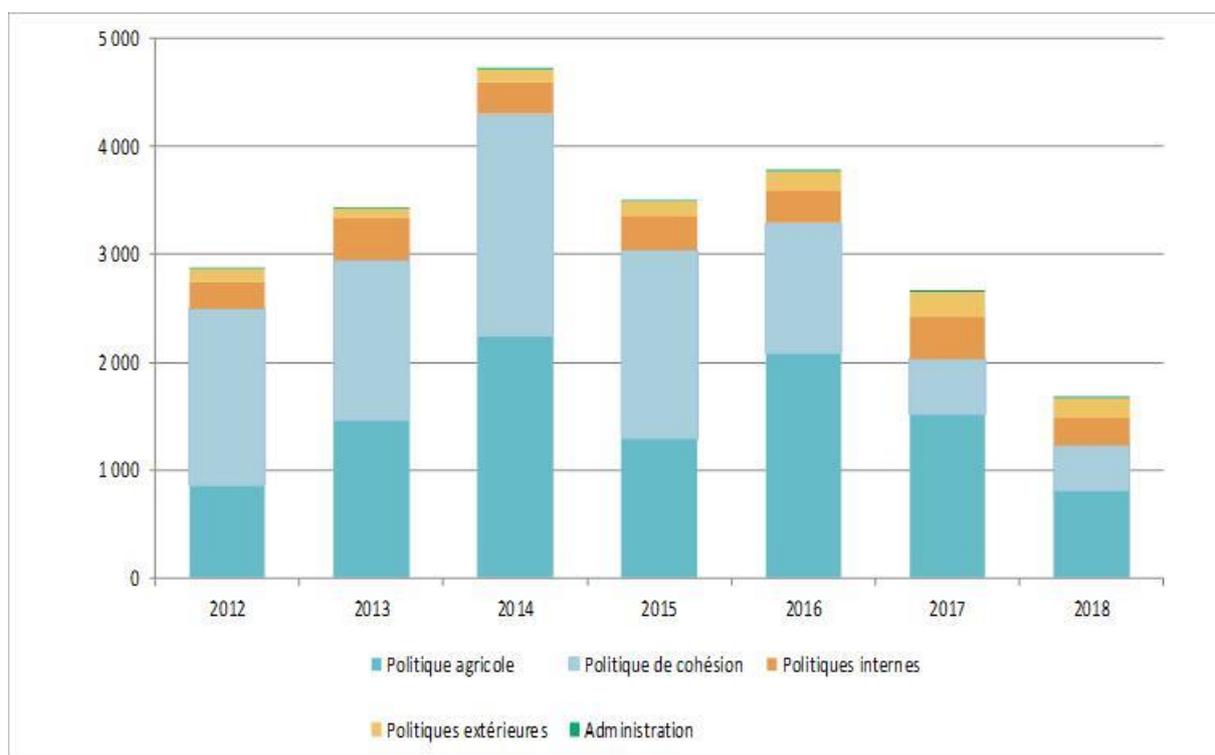
Source: Commission européenne

Les corrections nettes donnant lieu au remboursement de montants du budget de l'UE précédemment versés sont caractéristiques du domaine de l'agriculture et du développement rural ainsi que de la gestion directe et indirecte. En ce qui concerne **l'agriculture**, *en 2018*, la Commission a continué d'appliquer les corrections financières nettes de la même façon qu'au cours des années précédentes.

Pour la politique de **cohésion**, les corrections nettes étaient l'exception avant la période de programmation 2007-2013. Elles étaient appliquées uniquement si les États membres n'étaient pas en mesure de remplacer les dépenses irrégulières par de nouvelles dépenses ou si, à l'issue de la procédure contradictoire correspondante, ils n'acceptaient pas de procéder aux corrections financières proposées par la Commission. En vertu du cadre juridique en vigueur pour la période 2014-2020, la Commission doit appliquer des corrections financières nettes — même si l'État membre accepte les corrections proposées — si les audits de l'UE ou de la Cour des comptes européenne révèlent qu'une défaillance grave aboutissant un niveau de risque significatif par rapport aux dépenses remboursées n'a pas été détectée, corrigée et signalée par l'État membre. Dans toutes les autres circonstances, la Commission continuera d'appliquer les corrections financières comme auparavant, ce qui signifie que l'État membre peut encore réutiliser les fonds s'il accepte les corrections et si ses nouvelles dépenses supplémentaires sont suffisantes pour remplacer les montants retirés pour irrégularité.

La Commission applique plusieurs instruments de prévention disponibles, tels que l'interruption, la suspension et la réduction du financement de l'UE, en vue de mieux protéger le budget de l'Union et d'inciter les États membres à réduire les paiements irréguliers.

3.4. Caractère pluriannuel des programmes de dépenses de l'Union



Graphique: corrections financières et recouvrements confirmés — résultats cumulés 2012-2018 (en Mio EUR).

Source: Commission européenne

Les chiffres cumulés fournissent des informations plus utiles sur l'importance des mécanismes de correction auxquels la Commission a recours, étant donné qu'ils prennent en considération le caractère pluriannuel de la plupart des dépenses de l'Union et neutralisent l'incidence d'événements ponctuels (voir l'annexe 4).

Pour le **Fonds européen agricole de garantie**, le taux de correction moyen pour les corrections financières effectuées par la Commission dans le cadre de l'apurement de conformité des comptes pour la période comprise entre 1999 et la fin de 2018 s'élevait à 1,7 % des dépenses (il s'agit dans tous les cas de corrections financières nettes) (voir l'annexe 4, section 2.4).

En ce qui concerne les financements du **Fonds européen de développement régional**, du **Fonds de cohésion** et du **Fonds social européen** pour 2007-2013, le taux combiné de corrections financières à la fin de 2018, sur la seule base de l'activité de surveillance de la Commission, s'est élevé à 2,0 % des crédits alloués (voir l'annexe 4, section 3.4.1).

Au cours de la période 2012-2018, le montant moyen des corrections financières et recouvrements confirmés a atteint 3,2 milliards d'EUR, ce qui représente 2,3 % du montant moyen des paiements effectués au titre du budget de l'UE, tandis que le montant moyen exécuté durant cette période s'est établi à 3,5 milliards d'EUR, soit 2,4 % des paiements.

4. La stratégie antifraude de la Commission a été révisée

Stratégie antifraude de la Commission et stratégies antifraude des services

Dans le cadre de la bonne gestion financière du budget de l'Union, la Commission (dans le cadre de la gestion partagée avec les États membres, en premier lieu) est responsable de la lutte contre la fraude ⁽³⁸²⁾. En outre, elle a pour objectif spécifique la prévention, la détection, la correction et le suivi de la fraude et des irrégularités ⁽³⁸³⁾.

Instrument essentiel à cette fin, la **stratégie antifraude de la Commission** ⁽³⁸⁴⁾ fournit un cadre d'action pour la prévention, la détection et l'investigation, ainsi que pour remédier aux fraudes au niveau de la Commission et pour le bon fonctionnement de ses services au titre de leurs responsabilités de gestion en matière de protection des intérêts financiers de l'UE. Adoptée en 2011 ⁽³⁸⁵⁾, la stratégie antifraude de la Commission a récemment été révisée ⁽³⁸⁶⁾ sous la conduite de l'Office européen de lutte antifraude.

L'une des principales réalisations de la stratégie de 2011 a été l'élaboration, la mise en œuvre et la mise à jour régulière, par **chaque service de la Commission**, de **sa propre stratégie antifraude** pour le domaine politique relevant de ses compétences. Jusqu'en 2018, les services ont accompli cette tâche comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Année de mise à jour des stratégies antifraude au niveau des services	2018	2017	2016	2015 ou avant	Total
Nombre de services de la Commission	13	18	9	10	50

Tableau: stratégies antifraude mises à jour par les services de la Commission.

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.

En outre, une évaluation de la stratégie antifraude de 2011 de la Commission a mis en lumière l'efficacité accrue des procédures de sélection et d'enquête de l'Office européen de lutte antifraude, ainsi que l'amélioration de l'efficacité des échanges d'informations relatives à la fraude entre les services de la Commission et l'Office. Des améliorations supplémentaires ont cependant été demandées ⁽³⁸⁷⁾.

La révision de la **stratégie antifraude de la Commission** prépare les services de la Commission aux enjeux liés au cadre financier pluriannuel 2021-2027 et prend en considération: i) les grandes évolutions de la législation antifraude de l'Union (adoption de la «directive sur la protection des intérêts financiers» ⁽³⁸⁸⁾ et création du Parquet européen ⁽³⁸⁹⁾); ii) un rapport spécial de la Cour des comptes européenne sur la gestion

⁽³⁸²⁾ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), article 325.

⁽³⁸³⁾ Article 36, paragraphe 2, point d), du règlement financier.

⁽³⁸⁴⁾ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Cour des comptes sur la stratégie antifraude de la Commission, COM(2011) 376 final du 24 juin 2011.

⁽³⁸⁵⁾ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Cour des comptes sur la stratégie antifraude de la Commission, COM(2011) 376 final du 24 juin 2011.

⁽³⁸⁶⁾ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Cour des comptes sur la stratégie antifraude de la Commission: action renforcée pour protéger le budget de l'Union européenne, COM(2019) 196 du 29 avril 2019.

⁽³⁸⁷⁾ SWD (2019) 500, section 5.2.3.

⁽³⁸⁸⁾ Directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal (JO L 198 du 28.7.2017, p. 29).

⁽³⁸⁹⁾ Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen (JO L 283 du 31.10.2017, p. 1).

des risques de fraude dans les dépenses de l'Union ⁽³⁹⁰⁾; iii) un audit réalisé par le service d'audit interne de la Commission sur les activités antifraude dans le domaine des recettes ⁽³⁹¹⁾; et iv) la communication sur la gouvernance de la Commission européenne adoptée le 21 novembre 2018 ⁽³⁹²⁾.

La nouvelle stratégie, qui vise à atteindre un plus haut degré de cohérence et de coordination dans la lutte contre la fraude, s'appuie sur des mesures antifraude fondées sur les connaissances et sur les données. Tous les services de la Commission contribueront à sa mise en œuvre, sous la coordination de l'Office européen de lutte antifraude.

En parallèle, l'Office européen de lutte antifraude va devenir un **centre de connaissances et de conseil en matière de la lutte contre la fraude**. Il va intensifier ses travaux avec les services de la Commission et les États membres afin de pouvoir procéder, de façon plus exhaustive et plus précise, au recensement, à la collecte, à l'amélioration et à l'analyse des données pertinentes liées à la fraude.

L'Office européen de lutte antifraude mettra en œuvre ou coordonnera la plupart de ces mesures en vue d'étendre et d'améliorer la détection, la compréhension et l'évaluation des risques de fraude. Une analyse plus complète des risques de fraude profitera aux acteurs financiers, aux auditeurs et aux enquêteurs, et contribuera au déploiement de contrôles antifraude présentant un meilleur rapport coût/efficacité.

Nouveau règlement financier

L'adoption de la proposition de la Commission visant à **simplifier le règlement financier et 15 actes juridiques sectoriels** a permis aux services de disposer d'une base simplifiée pour préparer les programmes de financement de la génération postérieure à 2020. Le nouveau règlement financier est entré en vigueur le 2 août 2018. D'autres actes secondaires ont dû être alignés sur le nouveau texte, comme le règlement financier-cadre des organismes de l'Union.

Le nouveau règlement financier accorde un niveau de priorité élevé à la mise en œuvre de règles renforcées sur les **conflits d'intérêts** dans le domaine de la gestion partagée en étroite coordination avec les services intervenant dans ce mode de gestion. Une étude sur les législations nationales dans ce domaine a été lancée pour aider à l'élaboration d'orientations, destinées aux autorités des États membres, portant sur les modalités d'application de ces nouvelles règles. Des négociations ont commencé au sujet de la proposition relative à la protection du budget de l'Union en cas de défaillance généralisée de l'**état de droit**.

La Commission a également axé ses efforts sur une vaste simplification des propositions relatives aux programmes de financement postérieurs à 2020 et elle a accru la flexibilité et amélioré l'interopérabilité de ces derniers. De telles simplifications, si leur mise en œuvre et leur suivi se déroulent correctement, donnent l'occasion de rendre les programmes de dépenses encore plus résistants à la fraude. Dans ce contexte, les travaux portaient également sur l'étanchéité à la fraude des prochains programmes de dépenses.

Système de détection rapide et d'exclusion

En parallèle, les mesures de prévention de la fraude se sont également poursuivies par l'intermédiaire du système de détection rapide et d'exclusion, lequel permet de détecter rapidement les opérateurs économiques non fiables et de les exclure de l'accès aux fonds de l'UE.

L'instance chargée du système de détection rapide et d'exclusion, qui évalue les cas de sanctions envisagées contre les opérateurs économiques non fiables, est désormais pleinement opérationnelle. À la suite de ses recommandations, les ordonnateurs ont décidé, s'il y avait lieu, d'exclure des opérateurs des financements de l'Union. Il s'agit d'une avancée importante dans la lutte contre la fraude.

⁽³⁹⁰⁾ Cour des comptes européenne, *Dépenses financées par l'UE: des mesures s'imposent pour lutter contre la fraude, Rapport spécial n° 01/2019*.

⁽³⁹¹⁾ Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil — Rapport annuel à l'autorité de décharge sur les audits internes réalisés en 2016 (article 99, paragraphe 5, du règlement financier), COM(2017) 497 final du 15.9.2017, p. 12.

⁽³⁹²⁾ Communication à la Commission sur la gouvernance au sein de la Commission européenne, C(2018) 7703 final du 21.11.2018; décision de la Commission relative au conseil d'administration, C(2018) 7706 final du 21.11.2018.

Un audit interne a évalué favorablement le rôle joué par l'instance depuis sa création en 2016. La DG Budget met actuellement en œuvre la recommandation visant à davantage sensibiliser les services de la Commission et d'autres institutions au fait que l'instance doit être saisie de tous les cas possibles.

L'entrée en vigueur du règlement financier de 2018 a renforcé le système de détection rapide et d'exclusion par l'intégration de l'instance spécialisée en matière d'irrégularités financières, ce qui favorise une prise de décisions harmonisée.

En ce qui concerne ses réalisations, depuis 2016, l'instance chargée du système de détection rapide et d'exclusion:

- a adopté 27 recommandations (dont trois dans lesquelles elle a recommandé la non-exclusion au motif que des mesures correctrices avaient été prises par l'opérateur économique);
- a transmis une réponse formelle à l'ordonnateur compétent dans sept cas (par exemple: cas irrecevable pour défaut d'établissement des faits, cas d'une société dissoute ou cas ne relevant pas de la compétence de l'instance); et
- a demandé aux ordonnateurs de retirer leur demande dans quatre cas (par exemple, faute de base juridique permettant d'infliger une sanction administrative).

Étant donné que la responsabilité appartient en dernier ressort aux différents ordonnateurs, il est important de noter que toutes les recommandations de l'instance ont été intégralement suivies par les ordonnateurs compétents.

Le système de détection rapide et d'exclusion vise à renforcer la protection des intérêts financiers de l'Union en garantissant i) la détection rapide des opérateurs économiques qui représentent un risque pour les intérêts financiers de l'UE; ii) l'exclusion des opérateurs économiques non fiables de l'accès aux fonds de l'UE et/ou l'imposition d'une sanction financière; et iii) dans les cas les plus graves, la publication sur le site web de la Commission des informations relatives à l'exclusion et/ou à la sanction financière, afin de renforcer l'effet dissuasif.

Ce système, mis en place en 2016, représente une amélioration significative dans l'application des règles relatives aux sanctions administratives en ce qui concerne les droits fondamentaux, l'indépendance et la transparence. En l'absence de jugement final national ou, le cas échéant, de décision administrative finale, les institutions, organes et organismes de l'UE ne peuvent désormais décider d'imposer des sanctions à des opérateurs économiques non fiables qu'après avoir obtenu une recommandation de l'instance centralisée.

Cette instance ne dispose pas de pouvoirs d'enquête. En principe, elle fonde son appréciation sur les faits et les constatations résultant des audits ou des enquêtes menés par la Cour des comptes européenne, l'Office européen de lutte antifraude ou le service d'audit interne, ou tout autre contrôle, audit ou vérification effectué sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent. L'instance est composée d'un président permanent de haut niveau indépendant, de deux membres permanents représentant la Commission (en tant que propriétaire du système) et d'un membre ad hoc représentant l'ordonnateur du service qui sollicite la recommandation. Elle respecte les droits de la défense de l'opérateur économique concerné et applique le principe selon lequel l'action d'un échelon administratif doit se limiter à ce qui est nécessaire à la réalisation des tâches qui lui sont confiées («principe de proportionnalité»).

En 2018, plusieurs services ordonnateurs ont présenté 23 dossiers, dont 16 portaient sur la détection rapide, et parmi ceux-ci, sept ont déjà été communiqués à l'instance par l'intermédiaire de son secrétariat permanent. Pour ce qui est de l'exclusion, l'instance a émis quatre recommandations qui prévoyaient toutes la publication de l'exclusion. Les exclusions recommandées étaient fondées sur des fautes professionnelles graves, des manquements graves à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché et des fraudes. En ce qui concerne les trois autres cas transmis à l'instance, pour l'un d'entre eux, l'instance n'a pas émis de recommandation, mais a communiqué une réponse formelle à l'ordonnateur compétent (la situation d'exclusion n'ayant pas été établie sur le plan juridique); les deux autres cas sont en cours d'examen.

La Commission doit également rendre compte des décisions prises par les ordonnateurs: i) ne pas exclure des opérateurs économiques afin d'assurer la continuité des services pour une durée limitée dans l'attente de l'adoption de mesures correctrices par les opérateurs concernés; et ii) ne pas publier d'informations sur les sanctions administratives sur le site web de la Commission, soit pour protéger la confidentialité des enquêtes, soit par respect du principe de proportionnalité lorsqu'une personne physique est concernée. Les ordonnateurs n'ont pris aucune décision de ce type.

5. La direction fournit une assurance raisonnable et l'incidence financière des réserves est limitée

Dans leurs déclarations d'assurance 2018 ⁽³⁹³⁾, **les 50 ordonnateurs délégués ont tous déclaré avoir l'assurance raisonnable** que: i) les informations contenues dans leur rapport donnent une «image fidèle» (c'est-à-dire fiable, exhaustive et correcte) de la situation dans leur direction générale; ii) les ressources allouées à leurs activités ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière et iii) les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Dans le contexte de leur processus global d'obtention de l'assurance et sous l'angle de leur gestion, les ordonnateurs délégués procèdent en outre à une analyse plus détaillée pour chaque programme ou segment de leur portefeuille. Ils s'appuient sur toutes les informations disponibles, en particulier les résultats des contrôles ex ante et ex post, afin de détecter d'éventuelles lacunes importantes sur le plan quantitatif ou qualitatif. À la fin de chaque exercice, ils déterminent si l'incidence financière et/ou l'incidence sur la réputation risquent de dépasser le seuil de signification. Si tel est le cas, **ils accompagnent leur déclaration d'assurance de réserves** pour le domaine concerné dans le programme en question ⁽³⁹⁴⁾.

Ces réserves sont des pierres angulaires dans l'architecture de l'obligation de rendre compte. Elles constituent un indicateur de la **transparence** de la Commission en ce qui concerne les difficultés ou lacunes rencontrées, ainsi que leurs incidences financières potentielles. Les réserves sur la déclaration d'assurance dans les rapports annuels d'activités font partie intégrante de la bonne gestion financière. Elles représentent aussi un outil pour remédier aux lacunes qui subsistent. Bien que la plupart d'entre elles soient le fruit de constatations relatives à la gestion et au contrôle de paiements passés, les réserves ont également un effet préventif bénéfique, étant donné que les **plans d'action** mis en place visent à atténuer les risques futurs et à renforcer les systèmes de contrôle.

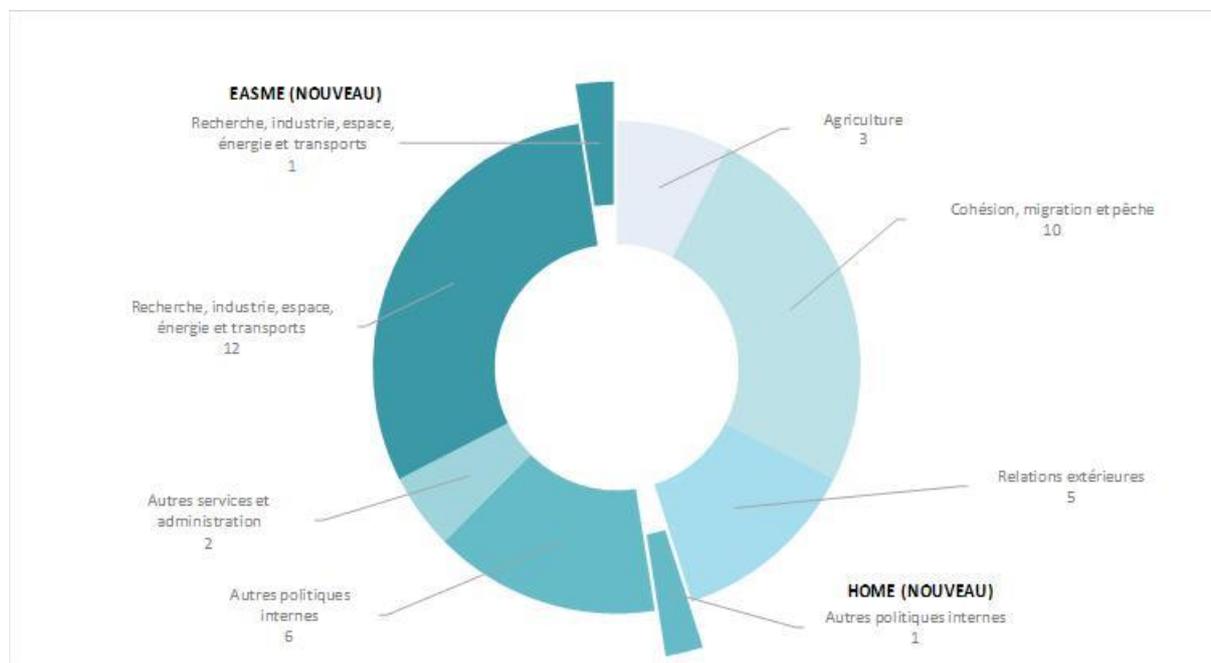
Par ailleurs, **le nombre de réserves n'est pas un indicateur de la qualité de la gestion financière.** Cela s'explique en partie par le fait qu'il n'y a pas de lien direct entre le nombre de réserves et leur incidence financière, mais aussi par le fait que certaines lacunes donnent lieu à des réserves multiples. Par exemple, des réserves multiples peuvent être émises lorsque des segments d'un programme sont mis en œuvre par plusieurs services, ou parce que la lacune à l'origine d'une «nouvelle» réserve concernant la période de programmation en cours s'inscrit dans le prolongement d'une réserve remontant à la période de programmation précédente (par exemple, la réserve de 2018 concernant le programme pour la compétitivité des petites et moyennes entreprises, qui succède au programme pour la compétitivité et l'innovation). Toutefois, cette méthode de compte rendu **procure une précision et une transparence accrues.**

Pour l'année de référence 2018, lors de l'établissement de leurs déclarations d'assurance, 30 ordonnateurs délégués n'ont émis aucune réserve, tandis que 20 en ont formulé, ce qui fait 40 réserves au total (voir le **graphique** ci-dessous). Ces réserves concernent tant les recettes que les dépenses. Dans tous les cas, les ordonnateurs délégués concernés ont adopté des plans d'action pour remédier aux lacunes sous-jacentes et atténuer les risques qui en découlent. La liste complète des réserves pour 2018 figure à l'annexe 3.

⁽³⁹³⁾ https://ec.europa.eu/info/publications/annual-activity-reports_fr

⁽³⁹⁴⁾ Pour de plus amples précisions, il convient de se reporter à l'annexe 3.

Sur ces 40 réserves, 38 sont récurrentes et **deux sont nouvelles** (l'une provenant de l'Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises et l'autre de la direction générale des affaires intérieures). Cinq réserves récurrentes ont fait l'objet d'une mise à jour: passage de «quantifiée» à «non quantifiée» (ou inversement) ou modification de la portée (pour plus de détails, voir l'**encadré** ci-dessous). L'incidence sur les dépenses de 2018 a été calculée ou recalculée pour l'intégralité des réserves.



Graphique: réserves par domaine politique

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.

Dix réserves sont entièrement ou partiellement non quantifiées pour 2018. Il est en effet impossible de quantifier une réserve si l'incidence financière est nulle, s'il n'est pas possible d'évaluer l'incidence avec précision ou si l'effet porte uniquement sur la réputation.

La moitié des réserves concernent des **programmes hérités** de la période 2007-2013. Pour ces programmes hérités, il n'existe plus qu'un nombre très restreint d'opérations. Ces réserves sont maintenues, malgré leur faible incidence financière, étant donné que le taux d'erreur correspondant demeure supérieur au seuil de signification de 2 %. [Voir également la réflexion mentionnée ci-dessous (page 173) sur la possibilité d'instaurer une règle de minimis pour les réserves, qui serait applicable à la plupart des programmes hérités.]

Nouvelles réserves et réserves mises à jour en 2018

Deux nouvelles réserves ont été ajoutées.

L'Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises a émis une réserve supplémentaire en ce qui concerne les subventions consacrées à la compétitivité des petites et moyennes entreprises en raison d'un taux d'erreur résiduel supérieur à 2 %. Ce programme a succédé au programme pour la compétitivité et l'innovation, qui avait lui aussi fait l'objet de réserves. Selon les résultats des premiers audits effectués, il se peut que la complexité du programme (dont les modalités de paiement sont fondées sur le remboursement des coûts éligibles) soit encore telle que le taux d'erreur ne peut être réduit. Cette hypothèse sera réexaminée en 2019, lorsque les résultats d'un plus grand nombre d'audits seront disponibles.

La direction générale chargée des affaires intérieures a émis une réserve supplémentaire (pour des raisons de réputation) concernant l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. La Cour des comptes européenne a détecté une procédure de passation de marchés irrégulière (services de transport par ferry en Grèce) pour laquelle des paiements ont été réalisés en 2018, et le Parlement européen a fait état de plusieurs déficiences en matière de contrôle dans le dernier rapport sur la décharge de l'agence.

Cinq réserves récurrentes ont été mises à jour.

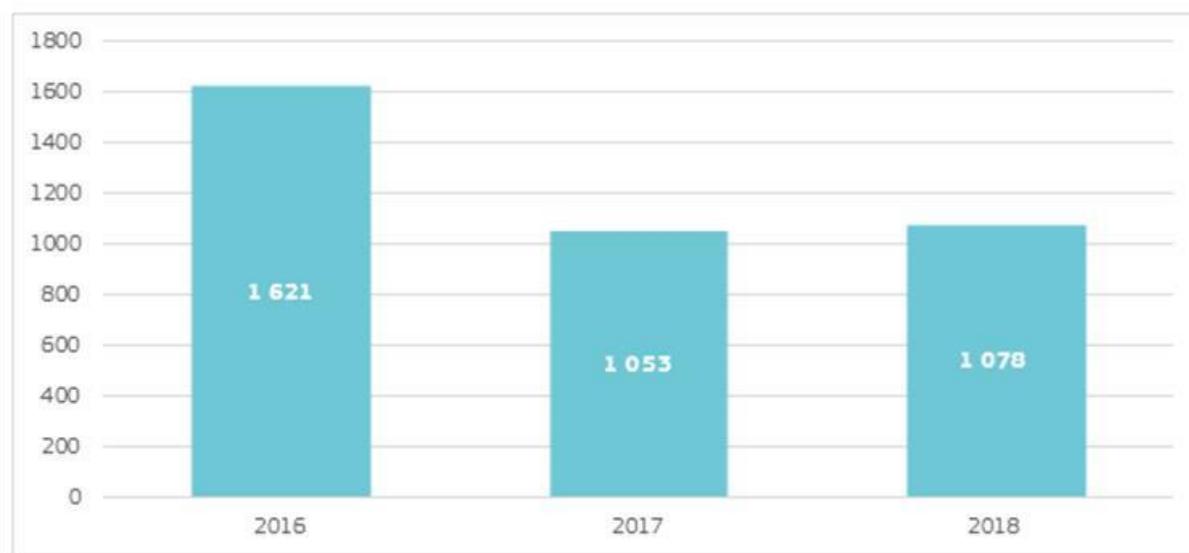
Les directions générales «Politique régionale» et «Emploi» ont transformé leurs réserves quantifiées de 2017 pour les programmes 2007-2013 en réserves non quantifiées pour 2018. La raison en est qu'aucun nouveau paiement n'a été effectué en faveur des programmes opérationnels concernés en 2018, bien que les paiements finaux correspondants soient en attente pour les années à venir.

Le service d'appui à la réforme structurelle a modifié sa réserve non quantifiée de 2017 pour en faire une réserve quantifiée car le caractère limité de la portée est devenu évident. Le taux d'erreur résiduel pour les subventions en gestion directe a été évalué comme étant supérieur à 2 % sur la base des premiers résultats des contrôles ex post, désormais en place. Cependant, cette réserve est limitée aux subventions octroyées au titre des programmes d'assistance technique, convenues avec des organisations non soumises préalablement à une évaluation sur la base des piliers. Elles ne représentent qu'une minorité parmi toutes les organisations avec lesquelles l'octroi de telles subventions a été convenu.

La DG Budget a transformé en réserve non quantifiée sa réserve quantifiée de 2017 pour les ressources propres traditionnelles. Ce changement s'explique par l'absence de nouvelle exposition significative découlant du Royaume-Uni pour 2018 et par l'impossibilité de quantifier, à ce jour, l'étendue de la fraude potentielle par sous-évaluation dans d'autres États membres. La récupération des montants de ressources propres traditionnelles perdus entre 2011 et 2017 fait l'objet d'une procédure d'infraction.

L'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» a modifié la portée de sa réserve (non quantifiée) de 2017 (concernant les déficiences en matière de contrôle interne constatées par le service d'audit interne) afin de tenir compte des progrès réalisés jusqu'à présent (aucune des recommandations en cours n'est aujourd'hui jugée critique). Toutefois, la réserve a été maintenue pour 2018 car l'audit fera l'objet d'un suivi complet en 2019.

Lorsque le taux d'erreur résiduel est supérieur au seuil de signification, on calcule l'**incidence financière découlant d'une réserve** en multipliant les dépenses du programme ou du segment concerné par le taux d'erreur résiduel. Le montant total *pour 2018* (1 078 millions d'EUR) et l'évolution par rapport aux années précédentes sont présentés dans **le tableau et le graphique** ci-dessous:



Domaine politique	Total des paiements 2018	Incidence financière des réserves
Agriculture	56 830	725
Cohésion, migration et pêche	56 802	284
Relations extérieures	13 281	16
Recherche, industrie, espace, énergie et transports	16 242	42
Autres politiques internes	6 712	9
Autres services et administration	6 881	0
Total	156 749	1 078
	<i>dont programmes «actuels»</i>	1 037
	<i>dont programmes «hérités»</i>	41

Domaine politique	Total des ressources propres 2018	Incidence financière des réserves
Ressources propres	142 355	0

Graphique et tableau: incidence financière («exposition») des réserves quantifiées de 2016, 2017 et 2018 (en millions d'EUR)

Source: rapports annuels d'activités de la Commission européenne.

Les **résultats constants en 2017 et 2018** découlent des éléments suivants:

- stabilité dans le domaine de l'*agriculture*: l'incidence financière des réserves demeure relativement stable (en légère baisse) par rapport à l'année dernière pour les mesures de marché, les paiements directs et le développement rural;
- hausse dans les domaines de la *cohésion*, de la *migration* et de la *pêche*: le doublement peut être expliqué par le fait que la mise en œuvre des programmes actuels a désormais atteint son plein régime et par l'augmentation des dépenses correspondantes d'environ 20 milliards d'EUR par rapport à 2017. En outre, on a détecté un nombre plus élevé de cas concernant des programmes opérationnels dans davantage d'États membres enregistrant des taux d'erreur élevés;
- baisse dans les autres domaines politiques: l'incidence financière a, en gros, été divisée par deux. La raison en est que les taux d'erreur résiduels ont encore diminué, les segments assortis de réserves sont moins nombreux qu'auparavant et/ou les volumes de dépense dans les segments concernés sont moindres (par exemple, les subventions directes de la direction générale chargée du développement).

En ce qui concerne les réserves pour les programmes hérités, leur incidence financière continue, en toute logique, à diminuer, pour s'établir à 41 millions d'EUR *en 2018* (contre 129 millions d'EUR en 2017). Tant que les taux d'erreur résiduels connexes sont supérieurs au seuil de signification de 2 %, les réserves ne peuvent pas être levées, même si leur incidence financière est tombée à un niveau très bas.

Comme les années précédentes, les directions générales et agences exécutives chargées de la *recherche* n'ont émis aucune réserve et n'ont pas assorti leurs déclarations d'assurance de réserves en ce qui concerne le programme Horizon 2020. Cela est dû au fait qu'elles appliquent à ce programme un seuil de signification spécifique compris entre 2 % et 5 % afin de tenir compte des risques inhérents à ce dernier ainsi que des limitations en matière de contrôle⁽³⁹⁵⁾. Leur taux d'erreur résiduel actuel semble être inférieur à 5 % et proche de 2 % (voir également la sous-section 1).

Progrès réalisés dans l'obtention de l'assurance en 2018

En 2018, les services de la Commission ont continué de renforcer l'obtention de l'assurance au moyen de leurs rapports annuels d'activités. En voici quelques exemples:

Les services chargés de la **cohésion** ont considérablement révisé, simplifié et harmonisé la présentation de leurs taux d'erreur, à la suite des recommandations de la Cour des comptes européenne et après examen de la question avec cette dernière, et comme convenu avec le service financier central de la Commission. En outre, un sous-total pour la cohésion économique, sociale et territoriale, comme à la *rubrique budgétaire 1B*, a été ajouté aux tableaux présentant le risque global au moment du paiement/à la clôture (voir la sous-section 1 et l'annexe 2).

Dans le domaine de la **gestion partagée**, depuis 2018, les autorités d'audit des États membres font rapport sur les principaux types de lacunes à l'origine d'irrégularités, conformément à une typologie commune à la Commission et aux États membres (voir le détail et les mesures à la sous-section 2.1). De plus, elles font mention des éventuels conflits d'intérêts en général et des mesures prises pour atténuer de telles situations afin de protéger le budget de l'Union.

Les services «**relations extérieures**» chargés du développement et du voisinage ont segmenté davantage encore leur obtention d'assurance en ce qui concerne leurs portefeuilles, ce qui leur permet de cibler plus précisément leur réserve sur le segment à plus haut risque (subventions directes). Ces deux services ont en outre répondu aux observations formulées par la Cour des comptes européenne et ont fourni des précisions supplémentaires pour accroître la transparence de leurs études sur le taux d'erreur résiduel.

⁽³⁹⁵⁾ La fiche financière législative accompagnant la proposition de la Commission relative au règlement Horizon 2020 indique ce qui suit: «La Commission considère donc que, pour les dépenses de recherche au titre d'«Horizon 2020», un risque d'erreur, sur une base annuelle, compris entre 2 et 5 % constitue un objectif réaliste tenant compte des coûts du contrôle, des mesures de simplification proposées pour réduire la complexité des règles et du risque inhérent au remboursement des coûts des projets de recherche. Le but ultime en matière de taux d'erreur résiduel à la clôture des programmes pluriannuels, une fois pris en compte l'impact financier de tous les audits ainsi que des mesures de correction et de recouvrement, est qu'il soit aussi proche que possible de 2 %.»

Les services chargés de la **recherche** continuent d'œuvrer en vue de parvenir à une réduction supplémentaire du niveau d'erreur, par exemple en simplifiant encore le modèle de convention de subvention, en clarifiant la communication relative aux règles d'éligibilité (15 événements organisés) et en étendant les financements à taux forfaitaire. La proposition de la Commission relative au prochain programme de recherche (Horizon Europe) prévoit en outre des options simplifiées en matière de coûts (voir également la sous-section 2.1).

Depuis sa création en 2016, le **service d'appui à la réforme structurelle** a réalisé des progrès considérables dans la mise en place d'un système mature de contrôle interne et de gestion visant à favoriser une gestion appropriée de son budget en expansion. La fonction de contrôle ex post est devenue opérationnelle au cours de l'année 2018. Le service a ainsi été en mesure de quantifier son exposition au risque dans le domaine de la gestion des subventions (voir ci-dessus).

Opinion globale du service d'audit interne et paragraphe d'observations

En le joignant à ses opinions globales pour 2015, 2016 et 2017, le service d'audit interne a répété son paragraphe d'observations⁽³⁹⁶⁾ aux termes duquel les services qui confient à des entités l'exécution de certaines parties de leur politique et/ou budget devaient consolider leurs stratégies et activités de suivi et de supervision, tout en tenant compte des rôles et mandats spécifiques (c'est-à-dire parfois limités) attribués à ces services dans ce contexte. Ce paragraphe a été répété *pour 2018* également. Pour plus de précisions, voir la sous-section 6 et/ou l'annexe 5.

Étant donné que quatre réserves concernent des problèmes dans des agences et d'autres entités chargées de l'exécution (l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», le Bureau européen d'appui en matière d'asile, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et la Commission de l'Union africaine), ce point retient tout particulièrement l'attention de la Commission. *En 2018*, les services centraux et les services ont mis en place des groupes de travail conjoints afin de clarifier et de délimiter le rôle des directions générales chargées de superviser ces organismes.

Des actions visant à améliorer la situation sont menées par les agences, les services partenaires et les services centraux. Parmi ces actions figurent la consolidation des modalités de gouvernance (un nouveau règlement financier-cadre a été adopté) et les préparatifs en vue d'une gestion renforcée des risques par les organismes décentralisés.

Évolutions possibles pour 2019

La Commission envisage d'étudier, avec la Cour des comptes européenne, l'instauration d'une règle de minimis pour les réserves. En cas d'accord, les réserves ne seront plus considérées comme significatives pour les segments en deçà d'une certaine proportion du portefeuille d'un service (par exemple, moins de 5 %) et ayant une incidence financière inférieure à un certain seuil (par exemple, moins de 5 millions d'EUR). Cette règle s'appliquerait à bon nombre de programmes hérités.

Perspectives au-delà de 2019 et/ou 2020

Le règlement financier révisé est entré en vigueur *en 2018*. Il prévoit une base simplifiée pour les programmes de financement postérieurs à 2020, qui font actuellement l'objet de négociations interinstitutionnelles. Une attention particulière est accordée à la maximisation des simplifications, des synergies et des gains d'efficacité, ainsi qu'à des systèmes de contrôle différenciés selon les risques et présentant un bon rapport coût/efficacité. Le but est de réaliser tant les objectifs des stratégies/programmes que les objectifs du contrôle interne, à savoir des paiements rapides, un faible nombre d'erreurs et des contrôles à bas coût. Parmi les exemples pouvant contribuer à ces trois objectifs, citons l'utilisation accrue des subventions à base de montants forfaitaires (ce qui réduit en outre la nécessité de tenir des registres

⁽³⁹⁶⁾ Paragraphe figurant dans le rapport de l'auditeur, qui est exigé ou inclus à la discrétion de l'auditeur, dans lequel il est fait mention d'un point qui fait l'objet d'une présentation ou d'informations appropriées dans les états financiers et qui, selon le jugement professionnel de l'auditeur, revêt une importance telle qu'il est fondamental pour la compréhension des états financiers par les utilisateurs (définition de l'AICPA).

détaillés) et la possibilité d'octroyer des financements en fonction des réalisations ou des résultats (permettant la suppression du relevé des heures de travail au moyen de fiches horaires).

6. Assurance obtenue grâce aux travaux du service d'audit interne

Les directions générales de la Commission ont également fondé leur assurance sur les travaux réalisés par le service d'audit interne. L'annexe 5 du présent rapport annuel sur la gestion et la performance comprend de plus amples informations sur l'assurance fournie par le service d'audit interne. La Commission transmet à l'autorité de décharge, en application de l'article 118, paragraphe 8, du règlement financier, un rapport résumant les travaux de l'auditeur interne.

Le service d'audit interne applique une **politique de suivi** rigoureuse pour évaluer la mise en œuvre de ses recommandations. Les travaux du service d'audit interne ont permis de conclure que 97 % des recommandations ayant fait l'objet d'un suivi au cours de la période 2014-2018 avaient été effectivement et promptement mises en œuvre par les entités auditées.

En vue de contribuer à la culture axée sur la performance de la Commission et à l'importance accrue que celle-ci accorde à la rentabilité, le service d'audit interne a réalisé, en 2018, des **audits de performance** et des audits qui comportent une analyse d'éléments de performance importants (audits intégrés) dans le cadre de son plan d'audit stratégique 2016-2018.

i) En ce qui concerne les **processus horizontaux**, le service d'audit interne a formulé des recommandations visant à améliorer la performance globale de plusieurs processus clés dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité informatique, des ressources humaines, des synergies et de l'utilisation des ressources.

- En particulier, le service d'audit interne a contrôlé l'état d'avancement de l'examen des synergies et gains d'efficacité, lancé en 2016, et a recommandé des améliorations proportionnées destinées à contribuer à ce que cette initiative parvienne à atteindre ses objectifs. À l'issue de l'audit du service d'audit interne, la Commission a publié une nouvelle communication, intitulée **Initiative «Synergies et gains d'efficacité»: état des lieux et marche à suivre**, en avril 2019.
- Concernant les processus de gouvernance, la Commission a publié une série de communications et de décisions («paquet gouvernance») en novembre 2018 afin de résoudre les problèmes recensés par le service d'audit interne dans son rapport d'audit de janvier 2018 et de moderniser les dispositifs de gouvernance institutionnelle de la Commission. En 2018, le service d'audit interne a présenté d'autres recommandations en matière de gouvernance concernant le programme Télécom du mécanisme pour l'interconnexion en Europe et la gouvernance informatique de la direction générale de la coopération internationale et du développement.
- En ce qui concerne la gestion des ressources humaines, les audits du service d'audit interne contenaient plusieurs observations adressées au Centre commun de recherche et, à la lumière de problèmes similaires décelés ces dernières années dans d'autres services de la Commission, le service d'audit interne a envoyé une lettre de recommandations à la direction générale des ressources humaines et de la sécurité, pointant du doigt plusieurs problèmes à prendre en compte afin d'aider la Commission à répondre efficacement aux défis en matière de ressources humaines auxquels les directions générales et services font face.
- Une bonne coordination des activités et une coopération appropriée avec les parties prenantes sont essentielles pour parvenir à une action cohérente et efficace entre les différents domaines d'action. Le service d'audit interne a formulé des recommandations spécifiques concernant les activités de coordination entre la Commission (la direction générale de la coopération internationale et du développement, la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement et le service des instruments de politique étrangère) et le Service européen pour l'action extérieure, et concernant la coopération entre Eurostat, les instances européennes et les organisations internationales.
- Plusieurs audits ont conclu à la possibilité de progresser encore en améliorant la performance globale d'autres processus horizontaux, comme présenté à l'annexe 5.
- Plusieurs aspects concernant l'amélioration de la réglementation ont été contrôlés (voir annexe 5), mais aucun problème significatif n'est ressorti dans ce domaine.

ii) Performance dans l'exécution des crédits budgétaires opérationnels et administratifs.

- Le service d'audit interne a effectué plusieurs audits visant à contrôler la gestion du programme et les processus de paiement dans le cadre de la **gestion partagée**, mais il n'a relevé aucune lacune importante dans ces domaines.
- Dans le domaine des **fonds faisant l'objet d'une gestion directe**, plusieurs audits ont évalué la gestion des subventions par des agences exécutives (l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», l'Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises, l'Agence exécutive du Conseil européen de la recherche, l'Agence exécutive pour l'innovation et les réseaux et l'Agence exécutive pour la recherche) et aucune lacune importante en matière de performance n'est apparue, hormis en ce qui concerne l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture». Dans cette agence, de graves défaillances ont été détectées dans l'efficacité du système de contrôle interne général mis en place pour la gestion des subventions d'Erasmus+ et d'Europe créative. Le service d'audit interne a noté que l'agence avait déjà commencé à s'attaquer à ces problèmes (voir la sous-section 5), conformément aux recommandations de l'audit.
- Dans le domaine des **fonds faisant l'objet d'une gestion indirecte**, plusieurs audits ont été consacrés aux dispositifs de supervision en place dans les services. Si aucune lacune importante n'a été relevée au sein des services responsables du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, le service d'audit interne a détecté des faiblesses sur certains points dans la gestion des instruments financiers au sein de la direction générale de l'action pour le climat, de la direction générale de l'environnement et de la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement. Le service d'audit interne a également formulé des recommandations à la direction générale de la coopération internationale et du développement concernant le processus d'obtention de l'assurance au niveau du siège, notamment la procédure de suivi des déclarations de gestion annuelle à fournir par les institutions financières internationales et/ou les agences nationales exécutant des projets dans le cadre d'une gestion indirecte.

Outre ses audits, le service d'audit interne a rendu, en février 2019, des **conclusions limitées sur l'état du contrôle interne** au sein de chaque service. Ces conclusions ont contribué à alimenter les rapports annuels d'activité 2018 des services concernés et couvrent toutes les recommandations ouvertes formulées par le service d'audit interne en lien avec les systèmes de gestion et de contrôle des processus audités dans ces services au cours des trois dernières années. Une attention particulière a été portée à la conclusion limitée adressée à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», concernant une recommandation essentielle et deux recommandations très importantes formulées dans le contexte de l'audit relatif à Erasmus+ et à Europe créative - gestion des subventions (phase 2 – du suivi du projet au paiement). L'agence a émis une réserve, conformément à la conclusion limitée du service d'audit interne (voir la sous-section 5).

Enfin, comme l'exige sa charte de mission, le service d'audit interne a rendu, comme chaque année, une opinion globale sur la **gestion financière** de la Commission. Cette opinion repose sur les travaux d'audit dans le domaine de la gestion financière à la Commission réalisés par le service d'audit interne au cours des trois années précédentes (2016-2018). Elle tient compte également d'informations provenant d'autres sources, à savoir des rapports de la Cour des comptes européenne.

Sur la base de ces informations d'audit, l'auditeur interne a considéré qu'*en 2018*, la Commission avait mis en place des procédures de gouvernance, de gestion du risque et de contrôle interne qui, dans l'ensemble, sont appropriées pour donner une assurance raisonnable quant à la réalisation de ses objectifs financiers. Toutefois, l'opinion globale est nuancée par les réserves formulées par l'ordonnateur délégué dans ses déclarations d'assurance et émises dans les rapports annuels d'activité respectifs.

Pour forger son opinion globale, l'auditeur interne a aussi examiné l'incidence cumulée de tous les montants jugés à risque au moment du paiement, étant donné qu'ils vont au-delà des montants faisant l'objet d'une réserve. Les montants globaux à risque constituent la meilleure estimation par les ordonnateurs délégués – dans leurs rapports annuels d'activité 2018 – du montant des dépenses autorisées non conformes aux dispositions contractuelles et réglementaires applicables au moment du paiement en 2018. Cumulées, ces dépenses correspondent à un montant global inférieur au seuil de signification de 2 % de toutes les dépenses

pertinentes totales ⁽³⁹⁷⁾ du budget de la Commission, du Fonds européen de développement et des fonds fiduciaires de l'UE en 2018. Ces montants à risque au moment du paiement en 2018 n'incluent pas encore les corrections financières et recouvrements éventuels liés aux défaillances et aux erreurs que les services détecteront et corrigeront au cours des prochaines années grâce aux mécanismes correctifs pluriannuels intégrés dans les systèmes de contrôle interne de la Commission. Compte tenu de ces éléments, le service d'audit interne considère que le budget de l'UE est donc suffisamment protégé dans son ensemble et dans le temps.

Sans nuancer davantage son opinion, l'auditeur interne a ajouté un «paragraphe d'observations» ayant trait aux stratégies de supervision portant sur la mise en œuvre des politiques et programmes par les tiers, qui est décrit à l'annexe 5 du présent rapport.

⁽³⁹⁷⁾ On entend par «dépenses pertinentes» le montant total des paiements effectués en 2018, moins le montant total des nouveaux préfinancements versés en 2018, plus le montant total des préfinancements précédents apurés en 2018, comme indiqué par les services de la Commission dans leurs rapports annuels d'activité 2018.

7. Synthèse des conclusions sur les travaux du comité de suivi des audits

Le comité de suivi des audits a axé ses travaux sur quatre objectifs clés énoncés dans ses programmes de travail de 2018 et 2019, à savoir: tenir compte de la planification des audits de l'auditeur interne; analyser les résultats des travaux d'audit internes et externes afin d'identifier les risques potentiellement importants, y compris de manière thématique; superviser le suivi des risques résiduels significatifs relevés par les travaux d'audit; garantir l'indépendance de l'auditeur interne et contrôler la qualité des travaux d'audit interne.

Le comité de suivi des audits se montre satisfait quant à **l'indépendance et à la qualité des travaux d'audit interne** et il se félicite du fait que la planification de l'auditeur interne couvre de manière adéquate la sphère de l'audit et continue de couvrir les principaux secteurs à risque. Après la révision de sa charte à l'automne 2018, le comité de suivi des audits a pu, pour la première fois, comparer l'évaluation des risques de l'auditeur interne avec les risques critiques recensés par la direction.

Le comité a salué le fait que **l'opinion globale de l'auditeur interne pour 2018** était positive et n'était assortie que des réserves en matière de gestion formulées dans les rapports annuels d'activité des ordonnateurs délégués. Mais pour la quatrième année consécutive, l'auditeur interne ajoute un «paragraphe d'observation» ayant trait à l'externalisation. Le comité a fait part à de nombreuses reprises de ses préoccupations concernant de tels risques et répète qu'il est nécessaire de poursuivre en priorité les efforts entrepris pour les atténuer, au moyen des stratégies et d'outils de contrôle adaptés.

Le comité a pris note des **conclusions globales de l'auditeur interne sur les audits de performance**, notamment en ce qui concerne la gouvernance, les instruments financiers, les ressources humaines et les processus de gestion des risques, et a noté le parallélisme avec ses propres priorités thématiques et le fait que la plupart des principales constatations d'audit mises en évidence ont été abordées par le comité.

Le comité de suivi des audits a remarqué que **toutes les recommandations formulées à l'issue d'un audit par l'auditeur interne en 2018 avaient été acceptées par la direction** et que des plans d'action satisfaisants sont mis en œuvre pour s'attaquer aux risques recensés.

Au cours de la période considérée, une **recommandation essentielle** a été formulée par l'auditeur interne et adressée à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture». Il s'agit de la seconde recommandation essentielle concernant le processus de gestion des subventions au sein de l'agence et du résultat de la seconde phase d'un audit en trois phases. Le comité a engagé un dialogue avec l'agence et ses directions générales de tutelle afin de garantir une action rapide et résolue pour donner suite aux recommandations formulées. Toutes les recommandations de la phase I de l'audit ont été évaluées par l'auditeur interne comme étant pleinement mises en œuvre et sont désormais closes. Des progrès suffisants ont été réalisés pour atténuer partiellement les risques sous-tendant la recommandation essentielle formulée lors de la phase II, si bien que l'auditeur interne a abaissé sa classification à «très importante».

Le comité de suivi des audits a pris note des conclusions de l'auditeur interne sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de **l'initiative «Synergies et gains d'efficacité»** et a salué l'engagement politique renouvelé en faveur de l'initiative, démontré dans la récente communication de la Commission⁽³⁹⁸⁾. Le comité a souligné la nécessité de poursuivre les efforts afin de garantir l'intégration totale de cette méthode de travail dans la culture de l'institution, à tous les niveaux.

Le comité a continué **le suivi des points soulevés dans ses rapports annuels antérieurs** et a prêté une attention particulière à la gouvernance, à la gestion des risques, à la lutte contre la fraude, à la sécurité informatique, à l'externalisation et à la performance.

- D'importants progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'auditeur interne relatives aux **dispositifs de gouvernance/surveillance** de la Commission concernant la gestion des risques, la communication d'informations financières et la fonction d'audit/de vérification ex post, en particulier grâce à l'adoption du paquet gouvernance en

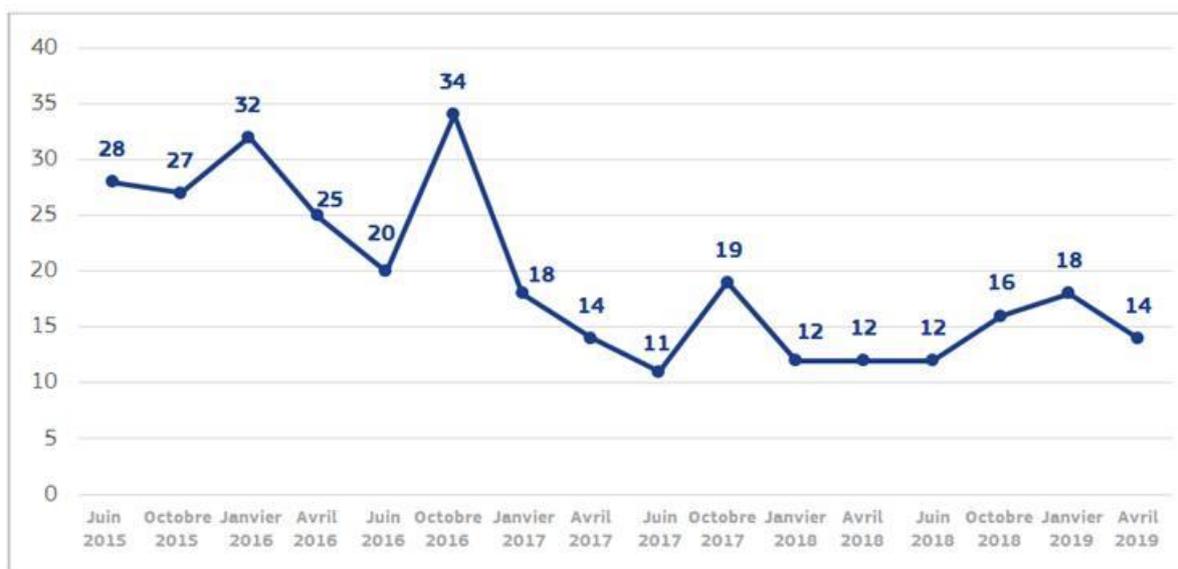
⁽³⁹⁸⁾ Initiative «Synergies et gains d'efficacité»: état des lieux et marche à suivre. C(2019) 2329 final du 26 mars 2019.

novembre 2018. Ce dernier comprenait une actualisation de la **charte du comité de suivi des audits**, en vertu de laquelle le comité tient désormais compte des informations consolidées relatives à la liste des risques critiques identifiés par la direction parallèlement à l'évaluation des risques menée par l'auditeur interne, et examine le suivi des recommandations d'audit de la Cour des comptes européenne concernant la fiabilité des comptes consolidés de l'Union européenne. Même si le comité satisfaisait déjà pleinement les exigences du nouveau règlement financier pendant depuis de nombreuses années, ces nouvelles évolutions lui ont permis d'apporter de la valeur ajoutée, consolidant le rôle qu'il s'était construit au cours du dernier mandat en tant qu'acteur mûr et efficace dans la structure de gouvernance générale de la Commission.

- Dans le contexte d'une discussion thématique sur les conclusions de l'audit interne et externe concernant les **stratégies de lutte contre la fraude**, le comité a donné suite aux recommandations de l'audit pour lutter contre la fraude dans les domaines des ressources propres et de la fiscalité. Depuis l'adoption de la stratégie antifraude renforcée de la Commission en avril 2019 ⁽³⁹⁹⁾, toutes les recommandations sont considérées par la direction comme mises en œuvre.
- Concernant l'**externalisation**, et en sus des constatations susmentionnées relatives à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», toutes les recommandations formulées dans l'audit interne sur le suivi des politiques de sécurité aérienne et maritime par le service des transports ont été clôturées.
- En ce qui concerne la **sécurité des informations**, la recommandation très importante et attendue depuis longtemps sur la sécurité des informations du système d'échange de quotas d'émissions a récemment été évaluée par l'auditeur interne comme étant correctement mise en œuvre.
- En matière de **performance**, les trois recommandations très importantes de l'audit interne adressées au service chargé des statistiques en ce qui concerne le processus de production et la qualité des statistiques autres que celles produites par ce service restent encore à mettre en œuvre, l'une d'entre elles accusant d'ailleurs un retard de près de six mois.
- L'une des deux recommandations très importantes de l'audit interne adressées au service chargé de la gestion et de la liquidation des droits individuels en ce qui concerne le budget du comité de surveillance de l'Office européen de lutte antifraude a été rouverte à l'issue des travaux de suivi de l'auditeur interne, mais au vu des mesures d'atténuation prises, le niveau de risque a été abaissé à «important». Le comité de suivi des audits a fortement encouragé le service chargé de la gestion et de la liquidation des droits individuels à prendre les dernières mesures nécessaires pour mettre intégralement en œuvre cette recommandation, qui accuse plus de 12 mois de retard.

Le **taux de mise en œuvre effective** des recommandations émises par l'auditeur interne (97 % pour les recommandations émises entre 2014 et 2018) est élevé. Le nombre de recommandations très importantes de l'audit qui accusent plus de 6 mois de retard a fortement baissé ces dernières années, passant d'une moyenne de 28 pour la période comprise entre juin 2015 et octobre 2016 à une moyenne de 15 depuis janvier 2017.

⁽³⁹⁹⁾ Stratégie antifraude de la Commission: action renforcée pour protéger le budget de l'Union européenne. COM(2019) 196 final du 29 avril 2019.



Graphique: nombre de recommandations essentielles et très importantes dont la mise en œuvre accuse plus de 6 mois de retard
Source: Commission européenne.

Au cours de la période considérée, le comité de suivi des audits a continué à prendre en compte les rapports spéciaux et les **rapports d'audit de la Cour des comptes européenne** dans ses discussions thématiques et a renforcé son contrôle du suivi des recommandations de la Cour des comptes. Après l'intervention du comité, de nombreuses recommandations accusant un retard ont été signalées comme mises en œuvre. En mars 2019, seules 10 recommandations de la Cour des comptes européenne formulées entre 2001 et 2015 restaient à mettre en œuvre, dont huit qui avaient été formulées en 2015, année sur laquelle a porté le dernier examen de suivi en date de la Cour des comptes européenne. Le comité a contribué à garantir que la Commission était préparée à cet examen, notamment en discutant des recommandations accusant un retard important avec les entités auditées concernées. Après la révision de sa charte, le comité de suivi des audits s'est également entretenu pour la première fois avec le comptable à propos du suivi des conclusions de l'audit de la Cour sur la fiabilité des comptes de l'Union.

Le comité de suivi des audits continuera à prêter attention à ces problèmes ainsi qu'aux autres problématiques émergentes pendant la période restant à courir jusqu'au terme de son mandat. Ces cinq dernières années, les responsabilités et la charge de travail du comité ont augmenté et, grâce à l'amélioration de ses méthodes de travail et de sa composition mais aussi en faisant davantage porter son attention sur des thèmes revêtant un intérêt pour l'institution tout entière, le comité a augmenté la qualité et la valeur ajoutée de sa surveillance et de ses conseils et s'est transformé en un acteur mûr et efficace au sein des structures de gouvernance de la Commission.

8. Audit externe et décharge: tirer les enseignements du passé pour un meilleur avenir

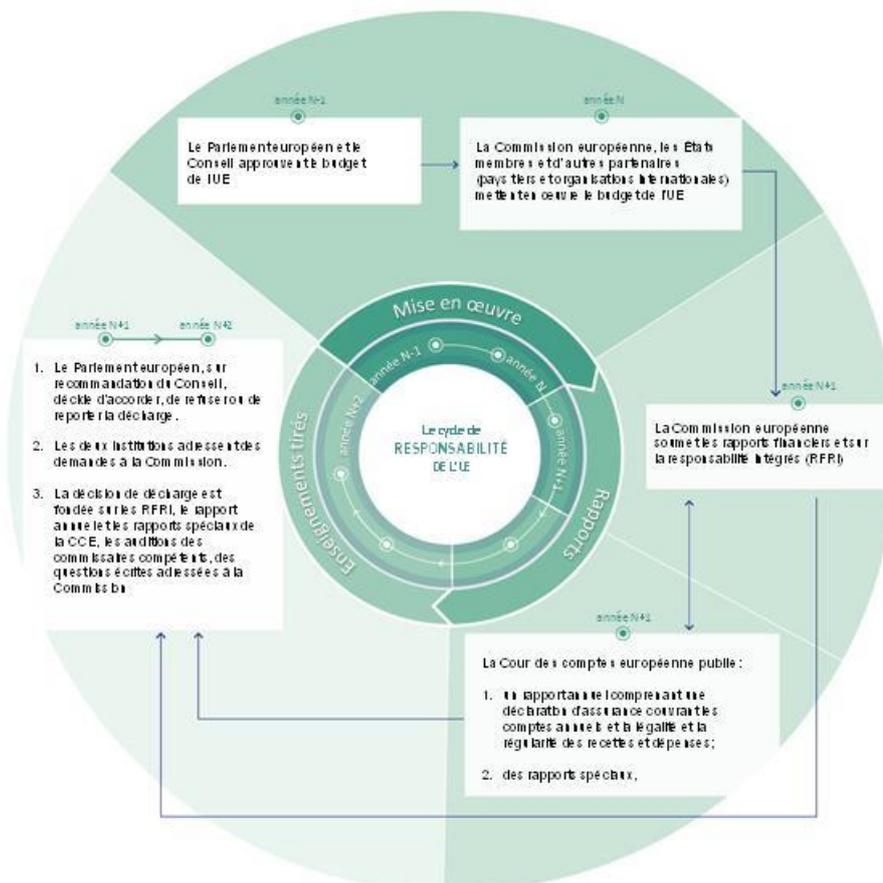
La Commission a pour responsabilité d'exécuter le budget de l'UE en coopération avec les États membres dans le respect des principes de bonne gestion financière, ce qui signifie que les fonds doivent être dépensés de façon effective, efficiente et économique. Un **cadre de responsabilité** fondé sur des rapports exhaustifs, des audits externes et un contrôle politique existe, permettant de fournir une assurance raisonnable que les fonds de l'UE sont utilisés à bon escient et de façon appropriée.

Procédure de décharge

Chaque année, la **Cour des comptes européenne**, qui est l'**auditeur externe indépendant** de l'Union européenne, examine la fiabilité des comptes, ainsi que la légalité et la régularité de toutes les recettes et dépenses, et s'assure de la bonne gestion financière. La publication du **rapport annuel** de la Cour des comptes européenne est le point de départ de la procédure de décharge. Les auditeurs préparent également des **rapports spéciaux** sur des dépenses ou des domaines d'action particuliers, ou sur des questions liées au budget ou à la gestion.

La décision concernant la décharge est également fondée sur les rapports financiers et sur la responsabilité intégrés de la Commission, les audits des commissaires et les réponses fournies aux questions écrites adressées à la Commission.

La **procédure de décharge annuelle** permet au Parlement européen et au Conseil de tenir la Commission **politiquement responsable** de l'exécution du budget de l'Union. Le Parlement européen décide, après une recommandation du Conseil, de donner ou non son approbation définitive, appelée «octroi de décharge», à la façon dont la Commission a exécuté le budget de l'UE lors d'une année donnée.



Graphique: cycle de responsabilité pour le budget de l'UE

Décharge 2017

Le Parlement européen a **donné décharge** à la Commission pour l'exercice 2017 par une nette majorité le 26 mars 2019, après avoir examiné les rapports de la **Cour des comptes européenne**, le **paquet d'information financière intégrée** de la Commission et la recommandation du **Conseil** concernant la décharge à donner. La commission du contrôle budgétaire du Parlement européen a également invité certains commissaires et directeurs généraux à des échanges de vues au cours de la procédure de décharge.

La **résolution sur la décharge du Parlement européen pour l'exercice 2017** inclut de nombreux exemples de réussites pour le budget de l'Union et met en exergue les grandes améliorations obtenues en matière de gestion financière du budget de l'UE (un meilleur cadre de performance, des taux d'erreur moindres et une meilleure absorption des fonds). De plus, elle comprend des recommandations pour l'amélioration de l'exécution du budget, ainsi que des recommandations liées à des situations et des domaines d'action particuliers (notamment des conflits d'intérêts spécifiques signalés).

La Commission fait chaque année rapport sur son suivi des demandes qui lui sont adressées par le Parlement européen et le Conseil. Ce **rapport de suivi** fait partie des rapports financiers et sur la responsabilité intégrés de la Commission. Le rapport de suivi de la Commission pour 2016 a été intégré à la procédure de décharge 2017, tandis que le rapport de suivi pour 2017 sera publié en juin 2019.

Suivi des audits de la Cour des comptes européenne

La Cour des comptes européenne a également augmenté le nombre et la portée de ses **rapports spéciaux** au cours des dernières années. *En 2018*, la Cour a publié 32 rapports spéciaux adressés à la Commission (contre 23 en 2017), confrontant la Commission à un nombre croissant de recommandations (la Commission en a accepté 297 dans leur intégralité ou partiellement). La Commission continuera de garantir un suivi adéquat de ces recommandations et de faire rapport sur les mesures prises dans son outil informatique «RAD»⁽⁴⁰⁰⁾ et dans ses rapports annuels d'activité. En outre, la Commission rend régulièrement compte de la mise en œuvre des recommandations au **comité de suivi des audits**, qui exerce certaines activités de suivi dans le cadre de son mandat.

La Cour des comptes européenne surveille aussi la mise en œuvre par la Commission de ses recommandations et assure un retour d'informations qui aide la Commission à renforcer ses activités de suivi. Dans son *rapport annuel 2017*, elle a évalué la qualité des **mesures de suivi** de la Commission sur la base d'un échantillon de 100 recommandations d'audit abordées dans 17 rapports spéciaux publiés en **2014**. La Cour a noté que la Commission avait mis en œuvre 58 % des recommandations dans leur intégralité, 17 % avaient été mises en œuvre à pratiquement tous égards, 19 % à certains égards seulement et 6 % n'avaient pas été mises en œuvre du tout (ces dernières n'étant pas acceptées par la Commission). Le résultat pour ce qui est des recommandations intégralement mises en œuvre est comparable aux chiffres des années précédentes.

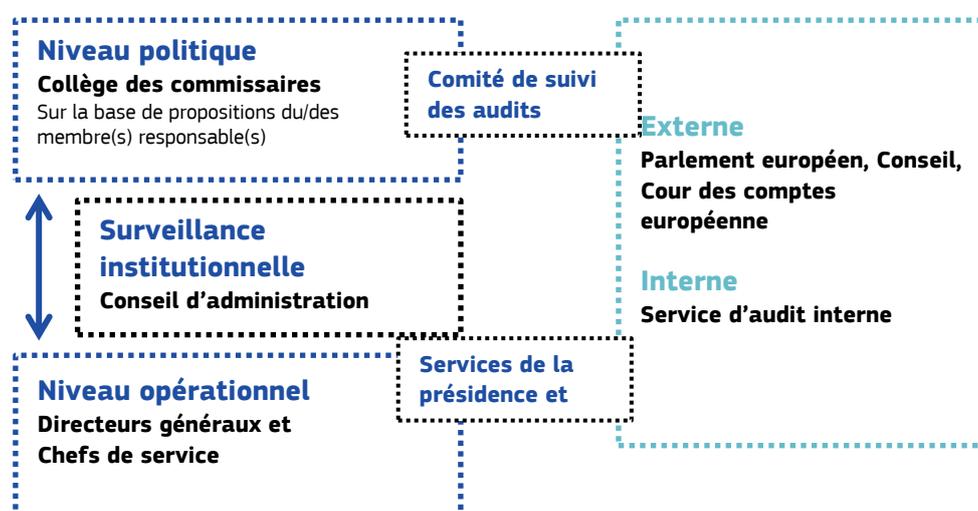
⁽⁴⁰⁰⁾ RAD: recommandations, actions, décharge.

9. Gestion organisationnelle

9.1. Des dispositifs de gouvernance robustes

Le système de gouvernance utilisé par la Commission européenne ⁽⁴⁰¹⁾ est adapté à la structure et au rôle uniques de l'institution. Il a été instauré dans le cadre de réformes administratives en 2000 ⁽⁴⁰²⁾. Ces réformes ont conduit à un renforcement significatif du système de gouvernance de la Commission et ont établi des règles claires en matière de responsabilité et d'obligation de rendre compte. Ces modalités de gouvernance permettent au collège de réaliser les objectifs de la Commission, d'utiliser les ressources de manière efficiente et efficace, et de gérer le budget de l'Union conformément aux principes de bonne gestion financière. En vertu de ce système, **le collège délègue la responsabilité de la gestion quotidienne des opérations aux directeurs généraux et aux chefs de service, qui sont à la tête de la structure administrative de la Commission.** Ils gèrent et organisent leurs services dans le respect des règles et des normes fixées par la Commission afin d'atteindre leurs différents objectifs, en tenant compte des ressources disponibles. Ils sont également responsables, sous la supervision du commissaire compétent, de l'exécution opérationnelle du budget de l'Union. Les directeurs généraux et les chefs de service sont soutenus dans ce rôle par les services de la présidence et les services centraux de la Commission, ainsi que par le conseil d'administration (Corporate Management Board) et d'autres organes de gouvernance institutionnelle spécialisés.

Le système de gouvernance a continué d'évoluer, s'adaptant aux changements de circonstances et maintenant la Commission à la pointe en matière de bonnes pratiques administratives. Cette évolution a pu être démontrée *en 2018*, lorsque la Commission a adopté un «paquet gouvernance» ⁽⁴⁰³⁾, qui a significativement rationalisé et renforcé ses dispositifs de gouvernance institutionnelle et tiré profit des récents travaux d'audit réalisés par la Cour des comptes européenne ⁽⁴⁰⁴⁾ et le service d'audit interne de la Commission ⁽⁴⁰⁵⁾.



⁽⁴⁰¹⁾ Communication à la Commission sur la gouvernance au sein de la Commission européenne, C(2018) 7703 du 21 novembre 2018.

⁽⁴⁰²⁾ Résolution du Parlement européen relative au livre blanc de la Commission sur la réforme de la Commission (aspects concernant la commission des budgets), COM(2000) 200 du 5 avril 2000.

⁽⁴⁰³⁾ https://ec.europa.eu/info/publications/governance-in-the-commission_fr

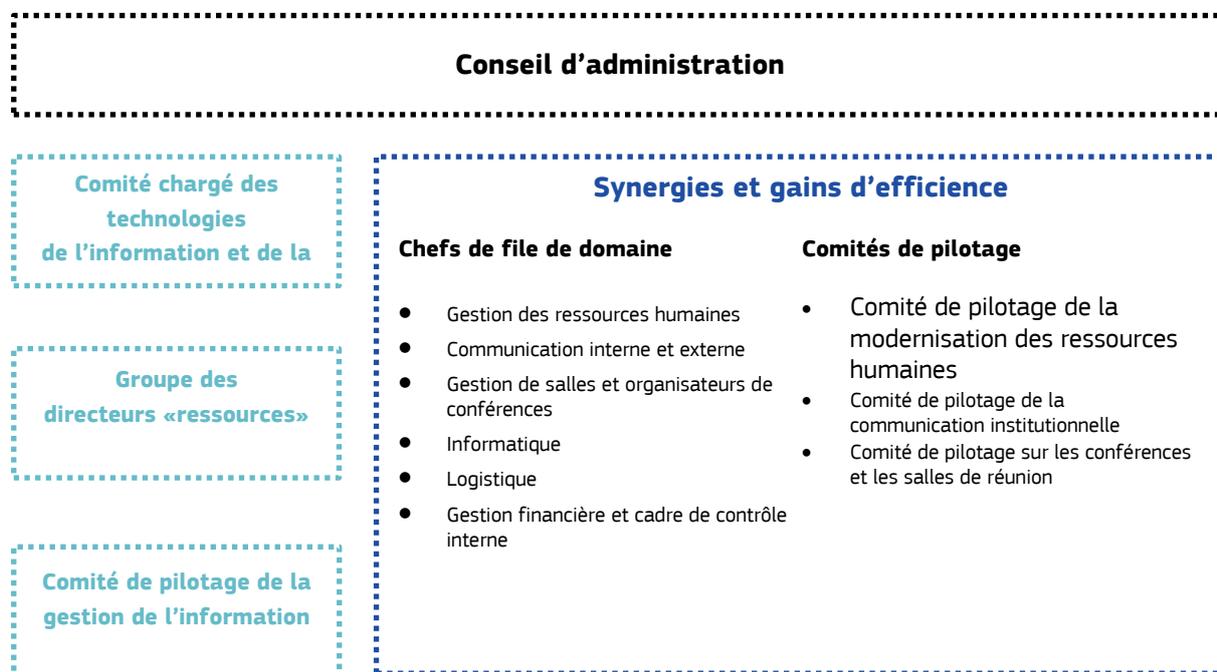
⁽⁴⁰⁴⁾ Cour des comptes européenne, *La gouvernance à la Commission européenne est-elle conforme aux meilleures pratiques?* – Rapport spécial n°27/2016.

⁽⁴⁰⁵⁾ Voir, entre autres, la section 4.1.1.1. *Processus de gouvernance* dans le rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil – Rapport annuel à l'autorité de décharge concernant les audits internes réalisés en 2017, COM(2018) 661 final du 21 septembre 2018.

Le nouveau paquet **clarifie le rôle au niveau institutionnel** en fournissant des conseils au collège ainsi qu'une supervision et des orientations stratégiques aux services sur toutes les questions liées à la gestion institutionnelle.

En particulier, le paquet:

- **a formalisé et clarifié le rôle du conseil d'administration:** une nouvelle décision de la Commission ⁽⁴⁰⁶⁾ a formellement établi le conseil d'administration en tant que principal organe de gouvernance institutionnelle. Agissant sous l'autorité du président, le conseil d'administration soutient les services en leur offrant une supervision et des orientations stratégiques dans tous les domaines de la gestion institutionnelle;
- **a rationalisé les sous-groupes placés sous l'autorité du conseil d'administration:** plusieurs sous-groupes et conseils spécialisés ont été officiellement placés sous l'autorité du conseil d'administration. À titre d'exemple, un nouveau comité chargé des technologies de l'information et de la cybersécurité a remplacé deux comités antérieurs afin de garantir l'efficacité, la sécurité et l'efficacité des technologies de l'information de la Commission. Dans ce contexte, il supervisera également la mise en œuvre de la nouvelle **stratégie numérique de la Commission européenne** ⁽⁴⁰⁷⁾;
- **a renforcé la surveillance institutionnelle en matière de gestion des risques:** le secrétariat général et la DG Budget ont organisé un processus d'évaluation par les pairs visant à garantir que les risques critiques sont identifiés et évalués de manière cohérente et que les mesures nécessaires sont prises pour les gérer. Le conseil d'administration passe actuellement en revue la liste des risques critiques – à la fois transversaux et propres à un service – de tous les services. Les résultats sont communiqués au collège et mis à la disposition du service d'audit interne;
- **a clarifié le rôle du comité de suivi des audits** en ce qui concerne la gestion des risques et les comptes consolidés de l'Union ⁽⁴⁰⁸⁾.



En plus de procéder à la révision des dispositifs de gouvernance institutionnelle de la Commission, le conseil d'administration et ses sous-groupes ont continué, *en 2018*, à fournir des compétences de coordination, des

⁽⁴⁰⁶⁾ Décision de la Commission relative au conseil d'administration, C(2018) 7706 du 21 novembre 2018.

⁽⁴⁰⁷⁾ Communication à la Commission - Stratégie numérique de la Commission européenne - Une Commission transformée numériquement, centrée sur l'utilisateur et fondée sur les données, C(2018) 7118 final du 21 novembre 2018.

⁽⁴⁰⁸⁾ () Communication à la Commission - Actualisation de la charte du comité de suivi des audits de la Commission européenne, C(2018) 7707 final du 21 novembre 2018.

conseils et des orientations stratégiques sur des questions de gestion institutionnelle. Ces questions comprenaient la mise en place de synergies et de gains d'efficacité au sein de la Commission dans des domaines tels que l'informatique, la traduction et la logistique; la création d'une stratégie en matière de données pour la Commission; la mise en œuvre de nouvelles règles de protection des données; la sécurité du personnel, des informations et des actifs; la modernisation renforcée des solutions informatiques de la Commission; la lutte contre la fraude et la gestion des risques.

9.2. Renforcement du code de conduite des commissaires

Dans l'exercice de leurs fonctions, tous les membres de la Commission européenne sont tenus de respecter les règles relatives à l'éthique et à l'intégrité contenues dans les traités et dans le code de conduite des commissaires.

Un nouveau code de conduite à l'intention des membres de la Commission est entré en vigueur le 1^{er} février 2018. Il place la Commission à la pointe de l'éthique parmi les organisations du secteur public. Ces règles modernisées établissent de nouvelles normes en Europe. Le nouveau code de conduite s'inscrit dans la droite ligne des efforts déployés par le président Juncker depuis le début de son mandat en faveur d'une plus grande transparence et étend le délai de viduité de 18 mois à deux ans pour les anciens commissaires et à trois ans pour le président de la Commission. La modernisation va plus loin encore en établissant des règles plus claires et des normes éthiques plus élevées, ainsi qu'en introduisant une plus grande transparence dans un certain nombre de domaines.

9.3. Protection des données

Le 11 décembre 2018 ⁽⁴⁰⁹⁾, le nouveau règlement sur la protection des données est entré en vigueur. En juillet 2018, le délégué à la protection des données de la Commission et le secrétaire général ont adressé à l'ensemble des services de la Commission une feuille de route pour sa mise en œuvre. Le 7 novembre 2018, une communication à la Commission intitulée «Plan d'action de la Commission concernant la protection des données» a été adoptée pour la mise en œuvre du nouveau règlement interne. Ce plan désigne les acteurs clés, des tâches précises et fixe un délai pour que les services de la Commission mettent en œuvre le nouveau régime. Une collaboration structurée avec les services de la Commission a été poursuivie tout au long de l'année, ponctuée des réunions mensuelles du réseau des coordinateurs de la protection des données, présidées par le délégué à la protection des données.

Dans leurs rapports annuels d'activité, presque tous les services ont clairement exposé la manière dont ils mettaient en œuvre le nouveau cadre de protection des données.

En juillet 2018, la Commission a désigné un nouveau délégué à la protection des données.

Au second semestre 2018, de nouvelles procédures opérationnelles ⁽⁴¹⁰⁾ et un nouveau système informatique (le système de gestion de la protection des données) ont été mis en œuvre. Ces mesures ont permis d'assurer le respect continu du nouveau règlement *en 2018*, sans aucun retard. Des informations relatives à l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2018/1725, accompagnées de nouveaux documents d'orientation, ont été publiées sur les portails web internes de la Commission européenne et sur le site web du délégué à la protection des données de la Commission.

Le délégué à la protection des données a poursuivi son action de sensibilisation interne au moyen d'une large palette d'activités, notamment des publications sur l'intranet de la Commission et sur son propre portail dédié, mais également des exposés et des réunions avec l'encadrement supérieur, en collaborant avec les entités de gestion institutionnelle pertinentes et en passant en revue la documentation de formation utilisée pour les cours présentiels consacrés au nouveau règlement. Le nombre des formations dispensées a été augmenté pour répondre à la forte demande.

⁽⁴⁰⁹⁾ Règlement (UE) 2018/1725 [abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001].

⁽⁴¹⁰⁾ Flux de travail révisé pour la rédaction et la validation des registres [documentation des opérations de traitement sur les données à caractère personnel en vertu de l'article 31 du règlement (UE) 2018/1725].

